

BANDUNG DU NORD

SOUS LE PARRAINAGE DE MUMIA ABU-JAMAL

DU 4 AU 6 MAI 2018

BOURSE DU TRAVAIL DE St-DENIS

9-11 rue Génin, 93200 Saint-Denis — métro Saint-Denis - Porte de Paris



BANDUNG DU NORD
4-5-6 MAI 2018

1. Mots des parrains

2. Ouverture : pourquoi un Bandung du Nord ?

3. Racismes intra-communautaires. Ou comment les combattre et construire une alliance startégique entre les communautés ?

4. Combattre l'Etat policier et le racisme à l'échelle des pays du Nord.

5. Les effets du racisme sur les féminités et les masculinités opprimées. Comment les articuler et les combattre ensemble ?

6. Combattre l'impérialisme.

7. Vers une nouvelle civilisation. Dépasser le paradigme de la modernité.

8. Quelles alliances avec la gauche ?

9. Vers une Internationale décoloniale ?

Remerciements

Nous tenons à remercier toute l'équipe de bénévoles qui a corrigé, transcrit, traduit et mis en forme l'ensemble des textes réunis ici : Max Collin, Malika Salaün, Wiam Berhouma et Sandra Iche. Une mention spéciale à Mirabelle Thouvenot qui a encadré ce travail et qui n'a compté ni son temps ni son énergie. Grâce à elle, grâce à eux, cette matière riche et dense est désormais à la disposition de tous.



BANDUNG DU NORD
4-5-6 MAI 2018

Mots des parrains de l'événement

- Un monde nouveau arrive. / p.1
par Dany Glover

- Nous vaincrons. / p.1
par George Ibrahim Abdallah

- Bâtir un monde meilleur pour nos générations à venir. / p.2
par Leonard Peltier

- Le rêve de Malcom X et le nôtre. / p.2
par Mumia Abu Jamal

Un monde nouveau arrive.

Dany Glover, artiste-citoyen

Je regrette de ne pas pouvoir être parmi vous pour cette rencontre si importante visant à réfléchir à la manière de coordonner les diverses formes de résistance progressistes et de mouvements sociaux transformateurs. En 1953, le juriste africain-américain, anticolonialiste et militant panafricain W.E.B. Du Bois a clairement démontré que malgré les glorieuses victoires qui nous ont mené à ce moment, celui-ci se caractérise toujours par une confrontation avec des élites avides et cruelles.

Du Bois écrivait :
« […] je perçois aujourd'hui plus clairement qu'hier que sous la question de la race et de la couleur, se cache un plus grand problème qui l'obscurcit et le nourrit : c'est le fait qu'autant de personnes civilisées veulent vivre dans le confort même si le prix de celui-ci est la pauvreté, l'ignorance et la maladie de la majorité de leurs semblables ; que pour conserver ce privilège, l'homme a mené la guerre jusqu'à aujourd'hui et que la guerre tend à devenir universelle et sans interruption, et le prétexte de cette guerre reste encore et toujours la couleur et la race. »

La coopération progressiste afro-asiatique sur les plans politiques, économiques et culturels qui a été esquissée en 1955 à la conférence de Bandung des peuples colonisés et néocoloniaux, reste ce dont nous avons besoin au XXIème siècle, qui nous force à dépasser la rhétorique afin d'engendrer une réelle coordination productive. Pour ne pas uniquement s'opposer aux élites mondiales, mais imaginer et bâtir une nouvelle humanité plus juste.

Nous vaincrons.

George Ibrahim Abdallah

Cher«e»s Camarades,

De génération en génération les millions de personnes issues du « Sud global » continuent à incarner l'étendue des crimes du capitalisme et ses promoteurs. Les conditions existentielles des communautés de personnes de couleur vivant dans les métropoles du « Nord global » nous signifient aujourd'hui plus que jamais qu'il est temps d'en finir avec ce lourd tribut infligé à l'humanité par la barbarie du Capital et de ses fondés de pouvoir…

Comme vous savez, Camarades, sur les différents chemins de la lutte, les parcours des hommes et des femmes de divers horizons se croisent toujours à un moment ou un autre et forment ce grand fleuve qui permet à l'humanité de naviguer vers sa libération.

Tout naturellement Camarades, je salue votre initiative et je m'y associe ; c'est un honneur pour moi de partager avec vous ces moments de lutte.

Passez mes salutations révolutionnaires à tous les Camarades du collectif.

Nous vaincrons.

Bâtir un monde meilleur pour nos générations à venir.

Leonard Peltier, militant de l'American Indian Movement (AIM), prisonnier politique sioux lakota-anishinabe dans sa 43ème année d'incarcération aux USA

Pénitencier fédéral de Coleman I, Floride - 3 mai 2018

Camarades, amis et famille,

Je suis très enthousiaste d'avoir été invité à parrainer et appuyer la Conférence intercontinentale Bandung du Nord qui sera tenue à Saint-Denis du 4 au 6 mai, et très heureux de voir le continu de votre programme. Je suis ravi que le programme inclut également les luttes des peuples autochtones contre la suprématie blanche, le colonialisme et le racisme. L'idée d'une internationale décoloniale qui devrait sceller une alliance politique entre les mouvements décoloniaux de l'Occident est un geste de haute importance dans les efforts à bâtir, non seulement la solidarité, mais une véritable collaboration sans frontières. Ceci inclurait un respect mutuel dans nos luttes communes pour notre autodétermination et notre souveraineté.

J'apprécie également la mobilisation de tou.te.s les intervenant.e.s et j'exprime ma solidarité avec elles/eux et leurs mouvements. Angela Davis et Fred Hampton Jr. ont toujours inclus mon cas dans leur solidarité qu'ils expriment avec les peuples autochtones. En tant que membre des Nations Rouges, je tends la main à la lutte des personnes brunes et noires pour mettre fin à la suprématie blanche, le racisme et le colonialisme dans l'effort pour bâtir un monde meilleur pour nos générations à venir.

Dans l'esprit de Crazy Horse,

Leonard Peltier
Par l'intermédiaire de Paulette D'Auteuil, directrice du Comité international de défense de Leonard Peltier (ILPDC)

Le rêve de Malcom X et le nôtre.

Mumia Abu Jamal

Bandung
Aucun parent n'a jamais évoqué le Bandung devant moi.
Aucun enseignant n'a jamais évoqué le Bandung devant moi.
Aucun leader religieux n'a jamais évoqué le Bandung devant moi.
Aucun.
Sauf si on se souvient de la voix de Malcolm X, le leader nationaliste noir des mouvements des années 60.

Dans ses discours enregistrés, Malcolm X raconte comment toutes les attaques de l'Amérique contre les vies et les droits des noirs ont conduit à une révolution noire à travers le monde.
Et, je pense, pour inspirer la population noire et la convaincre qu'elle n'était pas seule, Malcolm a parlé de pays d'Asie et d'Afrique, des pays nouvellement indépendants se rassemblant pour créer une instance séparée et non alignée qui serve les besoins de ces nations nouvellement émergentes, de leurs peuples, et leurs affaires culturelles, économiques, techniques…

Quelle surprise d'entendre de nouveau parler du Bandung, plus de cinquante ans plus tard !

En 1956, l'expatrié noir-américain Richard Wright publie *Le rideau de couleur*, un examen approfondi de la conférence asio-africaine de Bandung, en Indonésie. On y voit l'attachement de Wright à la

psychiatrie et à la psychologie comme instruments pour sonder les desseins cachés et les motivations non-dites. Et ce choix de faire taire l'esprit.

Wright, abandonne, en apparence, l'analyse politique pour l'analyse psychique ou psychologique, l'extérieur pour l'intérieur. Au lieu d'analyser les classes, Wright observe les religions et les races comme des clés vers l'identité. Il a vu la Conférence de Bandung comme un moment de rencontre entre les dépossédés du monde, revenus du communisme et du capitalisme pour suivre une route nommée « non alignement ». La première fois que Wright entendit parler de la Conférence de Bandung, il fut stupéfait par l'étendue des populations représentées :
Chine, Inde, Indonésie, Japon, Ethiopie, la Côte d'Or, les Philippines… Quelques 29 nations en tout.

Il dit à sa femme qu'il devait y aller. Et quand elle lui demanda pourquoi, il lui fit passer un article de presse. A sa lecture, elle s'exclama : « C'est la race humaine ! » Et c'était le cas.

Mais les nations restent des nations. Elles parviennent rarement à briser les chaines de la souveraineté. Bandung est un rêve qui a rarement atteint son énorme potentiel. Pouvons-nous réaliser cela dans ce nouveau siècle menacé par un capitalisme vorace déguisé en néocolonialisme ?

L'Occident veut changer la majorité du monde, par des systèmes de répression et de restriction. Est-ce que le monde, est-ce que la race humaine peut lever à nouveau l'étendard de l'autodétermination, de la libération et de la liberté ? Est-ce que le Bandung peut engendrer un nouveau pouvoir mondial s'appuyant sur la majorité des peuples du monde ? Est-ce que l'Afrique et l'Asie peuvent à nouveau émerger comme des sociétés entières ?

Nous le saurons bientôt. Nous saurons bientôt si le rêve de Malcolm et notre rêve peuvent devenir une réalité.

Depuis la nation emprisonnée,
Mumia Abu Jamal

Intervention enregistrée par Noel Hanrahan, de Radio Prison



BANDUNG DU NORD
4 MAI 2018
Plénière d'ouverture

- Qu'est-ce que le DIN ? / p.1
par Sandew Hira

- D'un Bandung à l'autre, du Sud au Nord, comment construire une rupture décoloniale ? / p.3
par Mireille Fanon-Mendes France, Azzedine Badis et Norman Ajari

- Comme Fanon, accomplir notre mission / p.5
par Houria Bouteldja et Ahmad Nougbo

- Faire face au présent colonial / p.6
par Nacira Guénif-Souilamas

- Une Internationale Décoloniale fondée sur la théorie décoloniale / p.8
par Ramon Grosfoguel

- Une lutte sans trêve / p.10
par Angela Davis

Qu'est-ce que le DIN ?

Sandew Hira

« Notre soleil s'est couché, mais nous savons qu'il réapparaîtra, qu'il se lèvera de nouveau, pour nous éclairer encore. »

Chers frères et soeurs, camarades, amis et ennemis,

Au nom du Réseau Décolonial International - DIN - je veux féliciter les militants français, d'avoir permis que se tienne cette première conférence historique du Bandung du Nord.

Zhou En Lai
Cette conférence s'inspire de la conférence qui s'est tenue en 1955 à Bandung, en Indonésie. Le monde se divisait alors en deux blocs : le bloc occidental et le bloc soviétique. De nombreux pays nouvellement indépendants se trouvaient contraints de choisir entre ces deux blocs. Zhou En Lai, alors premier ministre de la République Populaire de Chine, déclara à la conférence : « Les peuples d'Asie et d'Afrique ont, à des degrés divers, subi le pillage colonial et l'oppression. Nos voix ont été étouffées, nos aspirations brisées et notre destin a été mis entre les mains d'autres. Par conséquent, nous n'avons d'autre choix que de nous élever contre le colonialisme. »

Sukarno
Le président Sukarno, qui avait mené le combat contre l'occupation militaire néerlandaise sanglante responsable de la mort de 150 000 Indonésiens déclara : « Je reconnais que nous sommes rassemblés ici, aujourd'hui, grâce aux sacrifices. Les sacrifices faits par nos aïeux, par notre propre peuple et par les jeunes générations. »

Malcolm X
Malcolm X, qui n'assista pas à la conférence, déclara que le Bandung était un effort pour faire reculer la stratégie du diviser pour régner : « Lorsque tous les peuples noirs, bruns, rouges et jaunes en Afrique se sont rassemblés pour ce qui était connu comme la Conférence de Bandung, ils ont pris conscience de leurs différences religieuses, économiques, de différences en matière d'éducation et même de différences culturelles. Et ils se sont accordés pour transcender toutes ces différences, parce qu'ils avaient une chose en commun, l'oppression et l'exploitation. Et ils avaient un exploiteur en commun, l'Européen. »

1. Nous sommes les fiers descendants de civilisations ancestrales
Près de soixante-dix ans plus tard, nous sommes réunis ici à Paris, pour la conférence qui célèbre les trois principes formulés par Zhou En Lai, Sukarno et Malcolm X.
Ils sont tous autant valables pour le Sud global que pour le Nord global. Le premier principe est que nous ne sommes pas des migrants sans visage qui avons voyagé du sud vers le nord. Nous sommes les représentants de cultures ancestrales d'Asie, du « Moyen Orient », d'Afrique, d'Océanie et des Amériques. Nous avons une histoire fière de luttes contre le colonialisme et pour la dignité humaine. Nous avons produit de la connaissance, qui a été considérée comme arriérée par l'Occident et qui nous inspire aujourd'hui pour esquisser de nouvelles philosophies de la libération, qu'elles s'appellent théologie islamique de la libération, Buen Vivir, décoloniser l'esprit ou Ubuntu. Notre existence et notre identité dépassent largement les limites imposées par le colonialisme occidental.

2. Cuauhtemoc : notre Soleil s'est couché
Le second principe est que nous rejetons les philosophies racistes des Lumières européennes qui projettent sur le colonialisme l'essor de la modernité et le progrès de l'humanité. Pour nous, victimes, le colonialisme a été l'extinction de la civilisation humaine avec le génocide transatlantique qui a détruit la vie de centaines de millions de Noirs en Afrique et dans les Amériques, l'humiliation et l'exploitation de millions de personnes en Asie, dans le « Moyen Orient » et en Océanie. Pour nous, il n'y a pas eu de Lumières. Comme le déclara Cuauhtemoc, le dernier leader aztèque qui mena le combat contre la colonisation espagnole, dans le discours qu'il prononça avant d'être torturé et exécuté : « Notre Soleil s'est couché. Nous avons perdu de vue notre Soleil et cela nous a plongés dans l'obscurité totale. » Son concept d'obscurité contraste fortement avec le concept européen des Lumières.

3. L'unité dans la diversité
Le troisième principe est le rejet du concept occidental d'universalisme et la célébration du concept d'unité dans la diversité. Il n'y a pas qu'une route qui mène à la libération de l'humanité. Nous pouvons avoir des visions différentes sur le meilleur système économique, le meilleur système politique, le meilleur système culturel, le meilleur moyen de faire face à l'oppression de race, de classe, de genre ou de sexualité. Il n'y a pas une façon qui soit la meilleure. Sukarno exprima cette idée dans son discours d'ouverture à Bandung : « Nous sommes de nombreuses nations différentes, nous sommes de nombreux milieux sociaux et de modèles culturels différents. Nos modes de vie sont différents. Nos caractères nationaux sont différents. Nos souches ethniques sont différentes, même la couleur de notre peau est différente. Mais est-ce que ça a de l'importance ? L'humanité est unie ou divisée par d'autres considérations que celles-là. Le conflit ne naît pas de la variété des peaux, ni de la diversité des religions, mais de la variété des aspirations. » Il conclut : « Quel tort pourrait causer la diversité, s'il y a de l'unité dans les aspirations ? »
Il y avait de la diversité dans le colonialisme. Les néerlandais opprimaient les victimes différemment des britanniques ou des français. Mais ils étaient unis dans le désir d'exploiter, d'opprimer et d'humilier le reste du monde. De la même manière, nous considérons nos différences d'opinions comme la force de la diversité, et non la faiblesse de la division promue par l'Occident. En créant des espaces pour le dialogue - ce que fait cette conférence - nous avançons dans un esprit d'unité dans la diversité.

Le monde a considérablement changé
Soixante-dix ans après la première conférence de Bandung, le monde a considérablement changé. Après la disparition du bloc soviétique, le libéralisme occidental a proclamé sa victoire idéologique sur le socialisme et la supériorité de la philosophie libérale. Mais cette auto-proclamation est contredite par les faits que sont la chute de l'Occident et l'essor du reste du monde. Il n'y a aucune raison de célébrer les politiques inefficaces du libéralisme, la stratégie ratée de lutte pour garantir la sécurité de sa population dans la prétendue guerre contre la terreur, l'échec de politiques culturelles visant à inculquer les normes et valeurs occidentales aux victimes du colonialisme parce qu'on est dans une ère historique de décolonisation de nos esprits. Nos politiques décoloniales ne sont pas guidées par des intérêts matériels à court terme. Nos politiques sont guidées par des principes moraux et par l'imagination qu'un nouveau monde est possible, où vivre dans la paix, la dignité et l'harmonie. Nous sommes très loin de cet idéal, mais comme l'a dit le philosophe chinois Lao Tseu : « Un voyage de mille lieues commence par un seul pas. » Cette conférence est un premier pas.

Une vision à long terme de l'histoire mondiale
Notre vision ne se limite pas à 500 ans de colonialisme. Quand il fut demandé à Zou En Lai : « Que pensez-vous de la Révolution française ? », il répondit : « Il est encore trop tôt pour le savoir... » En adoptant une vision à long terme de l'histoire mondiale, vous pouvez décoloniser votre esprit et imaginer une nouvelle civilisation pour le monde qui a enfin rejeté l'héritage raciste des Lumières européennes. Cuauhtemoc conclut son discours avec une vision à long terme de l'histoire : « Notre soleil s'est couché, mais savons qu'il réapparaîtra, qu'il se lèvera de nouveau, pour nous éclairer encore. »

Cette conférence est une lumière dans l'ère d'obscurité qui connaît actuellement une crise profonde.

Le Réseau Décolonial International
Le Réseau Décolonial International (DIN) a été fondé en 2012 par notre très estimé frère, Ramon Grosfoguel. Il a utilisé le concept zapatiste d'arrière-garde par opposition au concept léniniste d'avant-garde. DIN est un réseau international de militants qui cherchent dans les nouvelles philosophies de la libération, et non dans la philosophie occidentale des Lumières, une source d'inspiration pour leur activisme. Ces dernières décennies, le terme « décolonial » a été employé par une variété d'écoles critiquant les idéologies émanant des Lumières européennes : le postcolonialisme, l'orientalisme, la décolonialité, la décolonisation de l'esprit, le panafricanisme, la théologie islamique de la libération, etc. La critique est assortie de concepts alternatifs nés de théories économiques, sociales, politiques, culturelles et même mathématiques. La connaissance n'est pas seulement exprimée en théories et en textes. Elle est articulée en émotions, en arts, en musique. L'appel de Bob Marley, « Emancipe-toi de l'esclavage mental ! », est une expression artistique de ce savoir. Nous ne sommes pas l'avant-garde qui dit au peuple ce qu'il doit faire. Nous sommes des facilitateurs qui rassemblent des gens aux différentes philosophies de la libération.

Une Internationale décoloniale
Le Réseau Décolonial International construit une infrastructure internationale à cette fin. Nous avons notre site internet et une newsletter mensuelle avec actuellement 6000 abonnements par e-mail, ce nombre augmente chaque jour. Nous organisons des universités d'été à Barcelone et Grenade et dans d'autres endroits du monde. Nous avons une maison d'édition. Nous construisons une université décoloniale via une plateforme éducative en ligne. Nous sommes connectés à des organisations, des réseaux et des individus à travers le monde qui sont impliqués dans le développement de la théorie et de pratiques décoloniales en tant qu'activistes, en tant que groupes de défense des droits humains, en tant que chercheurs décoloniaux, en tant qu'êtres humains. Différents types d'individus, de réseaux, d'institutions et d'organisations sont reliés par notre réseau. La Commission Islamique des Droits Humains est une institution de défense établie de longue date, qui a un rôle consultatif aux Nations Unies et est un membre éminent du DIN. Kale Amenge vient d'entamer la construction d'une organisation du peuple Rrom en Espagne. Nous ne sommes pas le seul réseau décolonial international. Ainsi, en Asie, le réseau de la Multiversité a fait un excellent travail pour rassembler les gens. L'Internationale Décoloniale n'est pas l'organisation qui prétend être l'avant-garde. C'est l'assemblage d'organisations internationales et de réseaux et nous sommes prêts à travailler avec toute nouvelle initiative pour construire une nouvelle civilisation mondiale qui nous libère de l'héritage du colonialisme.

Je vous souhaite à tous une conférence fructueuse et inspirante. Merci beaucoup.

D'un Bandung à l'autre, du Sud au Nord, comment construire une rupture décoloniale ?

Fondation Franz Fanon –
Mireille Fanon-Mendès France, Azzedine Badis et Norman Ajari

Bandoeng, une ville. Bandung, surtout une date : 1955. Dans cette ville, des peuples, jusque là ignorés et dépossédés de tout droit, considérés comme assujettis à la métropole, sous l'idée force du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, se rebellent contre le statu quo imposé par la violence de la domination coloniale des Etats occidentaux.

Pour en arriver là, il aura fallu la lutte d'indépendance du peuple chinois et la révolution de 1949. Il a fallu la lutte d'indépendance de l'Inde qui a débouché sur l'expulsion de l'empire colonial anglais, mais aussi la proclamation de l'indépendance du Vietnam en 1945, avec pour conséquence directe le début de la fin de la domination coloniale française. En 1948, l'insurrection contre la domination hollandaise et la conquête de l'indépendance de l'Indonésie. Et, entre 1947-52, la défaite de la domination coloniale directe ou par voie de « mandat » des Britanniques au Moyen-Orient (Égypte, Palestine...). Ajoutons la quête de modèles alternatifs s'illustrant entre autres, en 1952, par la révolution bolivienne et, en 1954, au Guatemala, par la révolution anti-impérialiste… Ces événements successifs ont eu, au niveau mondial, des conséquences politico-idéologiques sur l'ensemble des luttes de libération.

C'est dans cette conjoncture internationale favorable que la conférence afro-asiatique s'est réunie du 18 au 24 avril 1955 à Bandung. Sont exclus les Etats-Unis, l'URSS, les pays européens et Israël. Les pays dominés, dont l'action était articulée autour du rassemblement des pays pauvres, de la lutte contre le colonialisme et contre la ségrégation raciale, revendiquent leur appartenance à un tiers-monde neutraliste, à égale distance des Etats-Unis et de l'URSS. L'une des conséquences les plus tangibles a été la faillite du système de domination coloniale : Bandung a donné naissance à un pôle de regroupement et à une nouvelle force politique voulant inaugurer le passage vers une nouvelle organisation de la société internationale.
Dès 1961, à la suite du Bandung a été créé le mouvement des Non-alignés qui détiendra la majorité des voix à l'Assemblée Générale de l'ONU, mais uniquement à l'Assemblée Générale. Bandung, en contribuant au regroupement des peuples du tiers-monde et en donnant un appui inconditionnel aux luttes de libération des peuples, a changé le visage des relations internationales contemporaines. Ses effets se sont fait sentir sur le plan juridique en rejetant le droit international classique et en formulant de nouvelles règles telles le droit des peuples sur leurs ressources naturelles, le droit des peuples en tant que droit humain collectif, le droit de nationaliser, de contrôler les investissements : toutes ces aspirations n'ont jamais cessé d'être remises en question par l'offensive libérale et impériale.

***

Aujourd'hui, en 2018, en quoi faire appel à l'Esprit de Bandung a-t-il encore un sens ? Parce que, comme le disait le président Sukarno : « Le colonialisme n'est pas mort. »

Le premier Bandung, et le mouvement des Non-alignés qui s'en est suivi, s'est inscrit dans le modèle de l'Etat-Nation, des droits de l'homme et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il a aussi consacré le concept de développement et d'industrialisation planifiée. Il ne s'agit pas de faire ici une critique anachronique de la consécration de ces concepts par les leaders du tiers-monde, car la libération passe toujours par les conditions de départ de l'oppression. Aux droits de l'Homme Blanc, on a donc a opposé les droits de l'homme tout court. Aux Etats coloniaux, on a opposé les Etats souverains du tiers-monde. Très bien.

Mais le colonialisme ne se laisse pas mourir, et les empires s'adaptent. Le président Sukarno nous avertissait, le colonialisme est un ennemi habile et déterminé, il prend différentes formes et revêt des habits modernes, toujours renouvelés. Le colonialisme se présente toujours comme le nouvel esprit du progrès social, économique, politique. Lutter contre lui, c'est devoir en permanence avancer, dévoiler ses nouveaux visages, éviter ses pièges. La plupart des nouveaux Etats du tiers-monde ont suivi une trajectoire qui a expérimenté les limites du cadre premier qu'ils s'étaient tracé. Et les rêves d'union sont restés des rêves, malgré les belles ébauches. Et les promesses sont devenues creuses, comme un rappel à la réalité, cruelles. Et les grandes déclarations anti-impérialistes sont devenues des façades, tandis que les élites décidaient de jouer le jeu du nouvel ordre économique international que l'on a trop facilement nommé mondialisation. Et les peuples qu'ils représentaient ont pu commencer à douter. Face au marasme économique auquel la mondialisation condamnait leurs économies, certains, beaucoup, sont partis vers les anciennes métropoles.

Ont-ils trahi ? Allons-nous les trahir ? Non. Ce sont, pour beaucoup d'entre nous, nos pères, nos mères, nos frères, nos soeurs, nos cousins. Ils sont venus côtoyer les générations qui étaient déjà là, issues, comme eux, de la longue histoire de l'esclavagisme et du colonialisme. On n'insulte pas ses parents. Si les diasporas et les flux migratoires du Sud vers le Nord sont les effets du pillage du tiers-monde, des guerres impérialistes et de la dégénérescence politique des Etats issus de la décolonisation, ils sont aussi une première forme de réparation et une forme de subversion, à construire.

Les groupes d'extrême-droite qui montent à travers tout l'Occident ne s'y trompent pas. Pour eux, nous sommes la cinquième colonne du tiers-monde. Et si certains d'entre nous oublient ce lien, qui semble chaque jour se distendre avec nos pays d'origine, l'ordre racial impérialiste est là chaque jour pour nous le rappeler. Les Etats du Nord ont fait de la politique migratoire un enjeu de

leur survie et cette politique fait chaque jour de nouvelles victimes, au Sud avec la collaboration de nos gouvernements, au Nord avec celle d'une trop grande partie des sociétés civiles qui font encore comme si nous n'existions pas, si ce n'est dans leurs cauchemars.

Au nom de ces cauchemars, qui disent beaucoup de la structure réelle des rapports sociaux et qui deviennent des récits politiques rationnels, on tue ici et là bas. On bombarde les pays du Sud et on tue leurs enfants ici. On endigue une menace là-bas, on fiche et perquisitionne ici. On stigmatise des civilisations entières là-bas, quand on ne nie pas purement leur existence, et on le fait subir à leurs représentants, leurs échos, ici. On définit des normes pour le devenir politique du Sud et on veut diriger le Sud du Nord ici. Et tout cela, comme toujours, au nom de l'évidence, au nom du Progrès, au nom de la vérité du colonialisme.

Frantz Fanon invitait chaque génération à découvrir sa mission. Nous sommes une nouvelle génération. Nos prédécesseurs ont découvert la leur, dans une relative opacité. Que le nouveau Bandung qui s'ouvre aujourd'hui soit le point de départ de la découverte de notre mission, qu'il révèle nos défis, nos limites et nous donne les pistes pour nous permettre de la remplir. Et de ne pas la trahir.

***

Depuis sa création, la Fondation Frantz Fanon oeuvre pour faire vivre, pour faire fructifier et surtout pour adapter l'esprit duquel naquit le tiers-mondisme à ces enjeux contemporains. C'est ainsi qu'elle lançait en 2007 un appel pour un Bandung des peuples sur la question de la Palestine. C'est encore dans cette fidélité que se tiendront ses troisièmes Rencontres, les 17 et 18 Novembre 2018, à l'Université Rutgers, dans le New Jersey. L'intitulé en sera : « Fanon, la décolonialité et l'esprit de Bandung ».

Nous nous voulons encore hantés par cet esprit. On pourrait le résumer en une phrase, celle qui ouvre le passionnant essai *Les Nations obscures* du politologue indien Vijay Prashad : « Le tiers-monde n'était pas un lieu. C'était un projet. » Faire de l'index de la vérité politique un projet et non plus un territoire, c'est-à-dire un cadre de frontières, cela n'est pas aussi anodin qu'il n'y paraît. C'était tourner le dos à l'eurocentrisme, et donc au racisme, que de fonder une géopolitique sur un projet. C'était une ouverture en direction d'une géopolitique de la connaissance. Jusqu'alors, et tout au long de la modernité, l'Europe avait fondé son privilège colonial et racial sur la territorialité : les terres européennes étaient celles qui n'étaient pas colonisables. Et toutes les autres, la quasi totalité des terres émergées, étaient offertes à sa prise.
L'esprit de Bandung consistait à prendre ce privilège à la gorge. Que meurent ces souverainetés impériales et la démesure de leurs volontés de pouvoir. Désormais, ce qui importera tiendra aux manières d'exister offertes à l'humain.

Quelles façons de vivre nous sont-elles proposées ? Quelles interprétations de la notion de justice nous sont-elles offertes ? Quelle place alloue-t-on à l'expression de la foi ? Toutes ces questions politiques fondamentales rejaillirent à Bandung, après avoir été enterrées par le colonialisme, pour lequel il allait de soi que le Blanc devait faire figure de modèle en tout. Mais elles ne sont toujours pas résolues. Nous ne sommes pas encore sûrs de savoir ce qu'il faut entendre par le mot « justice », pour la simple raison qu'elle n'est pas encore de ce monde.

L'ambition suivante, exprimée par Fanon dans la dernière page des *Damnés de la terre*, attend encore sa réalisation : « Il s'agit pour le tiers-monde de recommencer une histoire de l'homme qui tienne compte à la fois des thèses quelquefois prodigieuses soutenues par l'Europe mais aussi des crimes de l'Europe dont le plus odieux aura été, au sein de l'homme, l'écartèlement pathologique de ses fonctions et l'émiettement de son unité, dans le cadre d'une collectivité, la brisure, la stratification, les tensions sanglantes alimentées par des classes, enfin, à l'échelle immense de l'humanité, les haines raciales, l'esclavage, l'exploitation et surtout le génocide exsangue que constitue la mise à l'écart d'un milliard et demi d'hommes. »

Que ce Bandung du Nord soit une injection de sang neuf dans les veines de ce recommencement. La Fondation Frantz Fanon entend toujours prendre part à cette vie de l'esprit décolonial. Elle continuera à faire vivre l'idéal qui l'a toujours guidée : celui de diasporas solidaires de leurs continents d'origine, engagées sans réserve en faveur d'une vision décoloniale de la justice globale.

Comme Fanon, accomplir notre mission

Houria Bouteldja

Bonsoir à tous, salam,

Tout d'abord, je voulais dire mon honneur d'être ici ce soir mais aussi l'honneur que nous font ces trois prisonniers politiques de parrainer ce Bandung du Nord : Mumia Abu Jamal, Leonard Peltier et Georges Ibrahim Abdallah. On aurait pu ajouter Salah Hamouri actuellement en prison en Israël ou Marwan Barghouti, tous prisonniers politiques, tous non Blancs, tous enfermés dans les geôles des grandes démocraties occidentales, tous victimes du racisme d'Etat qui a l'impérialisme chevillé au corps. C'est eux qui sont en prison et ils nous soutiennent, nous qui sommes libres. C'est d'une incroyable générosité. J'espère que nous serons à la hauteur de l'honneur qu'ils nous font.

J'ai évoqué ces trois hommes, je voudrais évoquer trois femmes qui heureusement ne connaissent pas le même sort mais tout de même. En Occident, les femmes issues de l'histoire coloniale, on les aime libres parce qu'on les suppose soumises. C'est tout à l'honneur des amoureux de la liberté, mais le paradoxe, c'est que lorsqu'elles sont libres, véritablement libres, qu'elles agissent, qu'elles militent, qu'elles se battent, eh bien, elles sont vilipendées, diffamées voire écrasées. Ces trois femmes sont Maboula Soumahoro, Rokhaya diallo et Danièle Obono. J'aurais pu ajouter Sihame Assbague, Ismahane Chouder ou moi-même. Nous avons toutes été traînées dans la boue dans la presse mainstream et par une grande partie de l'intelligentsia française pour avoir osé être libres et prendre en main notre destin. Et si je m'attarde sur cela, c'est qu'évidemment cette situation, à l'intérieur du Nord n'est pas nouvelle. Notre marraine du soir, Angela Davis, en avait elle-même fait les frais lorsqu'elle était poursuivie par le FBI, toute proportion gardée bien évidemment.

Aussi s'il y a une chose que je voudrais rappeler ce soir, c'est le conseil de notre grand frère Frantz Fanon, qui nous enjoignait il y a une soixantaine d'années d'identifier notre mission, de l'accomplir ou de la trahir. Si Mumia, Leonard et Georges sont actuellement en prison, si ces femmes sont traînées dans la boue, c'est qu'ils et elles ont identifié leur mission, tentent de l'accomplir et refusent de trahir. Pour ce faire, et c'est le grand message de ce Bandung du Nord, il est temps de reconnaître notre mission d'abord anti-impérialiste et décoloniale, de nous unir au-delà des frontières, de participer comme toutes les forces de résistance à l'alternative politique à l'intérieur du Nord, de comprendre et faire comprendre que nous ne serons jamais un problème mais une partie de la solution.

Je vous remercie.

Ahmad Nougbo

La conférence de Bandung est un évènement qui, aujourd'hui, est quasiment tombé dans l'oubli, aussi bien dans les pays occidentaux que dans les pays du Sud. Pourtant il a été un acte fondateur dans la mesure où il marque l'émergence des pays du Sud sur la scène internationale. Et ces pays s'y sont réunis pour dénoncer et réfuter la légitimité des régimes de colonisation qui étaient des systèmes d'oppression ayant maintenu en servitude des centaines de millions de personnes pendant des décennies. Les régimes de colonisation étaient d'une violence telle sur tous les plans, qu'à Bandung les dirigeants les ont dénoncés avec une très grande virulence.

Dans son discours ouvrant la conférence, le président indonésien de l'époque, M. Sukarno, déclare : « Nous sommes unis par la haine du colonialisme sous quelque forme qu'il apparaisse, nous sommes unis par la haine du racisme. » Il s'agissait donc à Bandung de se prononcer pour l'éradication sans condition de toutes les formes de colonialisme et de soutenir les mouvements de libération nationale dans les régions du monde qui étaient encore sous tutelle coloniale. L'appel à la fin de l'ère coloniale fonda avant tout sa légitimité sur des principes universels et non sur un quelconque esprit de revanche des « colonisés » ou « ex-colonisés » pour les violences qu'eux-mêmes ou leurs ancêtres avaient pu subir.

Une quinzaine d'années plus tôt, précisément, entre 1939 et 1945, les pays colonisateurs comme la France, la Grande-Bretagne, la Belgique et la Hollande notamment s'étaient battus contre l'agresseur allemand pour préserver leur indépendance en tant que nations libres. Le 18 juin 1940, de son exil à Londres, le général De Gaulle prononçait son fameux discours dans lequel il appelait les Français à se joindre à lui pour résister et lutter pour que la France puisse rester une nation libre et indépendante. Les mouvements de libération nationale qui formulaient les mêmes demandes vis-à-vis des régimes coloniaux qui les opprimaient ont alors mis les oppresseurs face à leurs responsabilités en leur expliquant que ce qui était bon pour le colon était bon pour le colonisé, puisque le colonisateur demandait au colonisé de prendre exemple sur lui. La seconde guerre mondiale a donc été un accélérateur des mouvements de décolonisation sans jamais en avoir été l'initiatrice.

Les faits en témoignent d'eux-mêmes :

* En 1946, Ho Chi Minh déclenche la guerre de libération nationale du peuple vietnamien qui aboutira au démantèlement de l'Indochine à la conférence de Paris en 1955.

* En 1949, le parti communiste chinois prend le pouvoir après 22 ans de guerre contre les forces dites nationales de Tchang Kaï-chek, grand allié des Etats-Unis.

* En 1947, l'Inde obtient son indépendance.

* En 1951, suite à un référendum national dans la colonie anglaise de la Gold Coast, le parti de Kwamé N'Krumah, sorti grand vainqueur des urnes, obtient le droit de diriger la colonie. En 1957, la colonie accèdera à l'indépendance sous le nom de Ghana.

* Le 1er novembre 1954, le FLN déclenche une guerre de libération nationale pour que le peuple algérien puisse recouvrer son indépendance.

On voit donc que la conférence de Bandung a eu pour but de ratifier et signifier au monde une situation de fait qui avait cours sur le terrain.

Mais l'indépendance des pays du Sud n'a pas apporté la prospérité escomptée aux peuples concernés. D'une, parce que les processus d'émergence des sociétés ayant vécu sous joug colonial prendra des décennies comme on a fini par le comprendre. Mais surtout parce qu'aux régimes de colonisation ont succédé des régimes de néo-colonisation qui, dans leur fond, avaient toujours le même but au plan économique : organiser la prédation des pays du Sud en faisant main-basse sur leurs matières premières et leurs ressources géostratégiques.
La conséquence étant que, par centaines de milliers, les populations du Sud ont migré dans les pays industriels du Nord qui souvent avaient été des anciennes puissances coloniales, à savoir, entre autres, la France, la Grande-Bretagne, la Hollande, la Belgique.

Et dans ces pays, les populations du Sud ont eu à faire face aux mêmes types de pression et d'oppression que leurs parents, grands-parents et ancêtres du temps de la colonisation. Nous qui sommes les enfants de ces immigrés historiques avons quasiment toute notre vie fait face au racisme dans nos pays de tutelle, et ce, dans tous les domaines de notre vie. Puisque le racisme que nous subissons est propagé par les instances de l'Etat et relayé par les institutions administratives qui en dépendent.
A côté donc de ce racisme d'Etat et de ce racisme institutionnel, il existe aussi un racisme populaire, celui qui est véhiculé dans notre proximité : au travail, dans notre immeuble par le voisin, dans le métro, quand nous allons faire nos courses.

Et puis, il y a ce racisme bien plus violent parce qu'il tue. Il y a ce racisme de haine et jusqu'au-boutiste. Si je cite les noms de Malik Oussekine, de Makomé, d'Adama Traoré, d'Ali Ziri, d'Amine Bentounsi, je pense que ces noms vous parleront. De même si je vous dis « I can't breathe ! », vous comprendrez où je veux en venir.

Le Bandung du Nord s'ouvre et il nous revient de prendre le parti de nous-mêmes, de nous organiser et de construire cette internationale décoloniale afin que le racisme disparaisse. C'est le but auquel nous devons croire. Nous ne voulons pas d'une assimilation ou d'une intégration qui ne sont que des formes nouvelles d'oppression et de mise sous tutelle des indigènes de la république que nous sommes devenus. Nous voulons que nos droits humains et nos droits civiques soient reconnus et respectés par les peuples et les Etats où nous vivons afin que nous puissions y vivre libres.

Faire face au présent colonial

Nacira Guénif-Souilamas

Bonsoir et merci de m'avoir invitée à participer à cette conférence introductive, j'en suis honorée. Ma contribution porte sur l'interrogation qui nous réunit ce soir, sur le fait que la colonialité ne participe pas du passé, mais qu'elle est bel et bien notre présent et qu'il nous revient aujourd'hui de déconstruire, de déployer, de déjouer cette illusion selon laquelle nous serions dans un présent qui serait post-colonial, même si c'est le cas en partie. Car il y a bien quelque chose à décoloniser et c'est ce qui est en quelque sorte notre vocation et notre mission aujourd'hui, et pour demain, absolument.

Parler à Saint-Denis, qui est aussi l'endroit où j'enseigne, d'ailleurs, pas très loin d'ici, en cette circonstance, nous oblige. Puisque nous sommes invités à nous inscrire dans le sillage de ce tournant historique que fut la rencontre, voici 63 ans, à Bandung, de 29 pays. Pour celles et ceux qui ne seraient pas allés voir, je vais les citer... je ne fais pas ma prof d'histoire, ce n'est pas du tout mon intention, mais je crois important d'entendre résonner les noms de ces pays !

Afghanistan. Cambodge. République Populaire de Chine. Egypte. Ethiopie. Côte de l'Or. Iran. Irak. Japon. Jordanie. Laos. Liban. Libéria. Libye. Népal. Philippines. Arabie Saoudite. Soudan. Syrie. Siam. Turquie. République Populaire du Vietminh. Etat du Vietnam. Et Yemen. Autant d'Etats qui étaient invités par la Birmanie, Ceylan, l'Inde, l'Indonésie et le Pakistan. Si aujourd'hui nous refaisons la cartographie de ces pays, nous nous apercevons qu'ils sont dans des états radicalement différents, qu'ils ont suivi des parcours qui les ont amenés pour certains à devenir des dictatures ou à céder à l'air du temps fascisant, pour d'autres à être complètement ensevelis sous les bombes et, pour d'autres encore, à avoir en quelque sorte perdu le sens et la voix de ce qui les avait animés lorsqu'ils étaient ensemble à Bandung.

Et pourtant, ils allaient fonder le mouvement des Non-alignés et susciter un immense espoir que le vent mauvais qui souffle depuis quelques décennies n'a pas encore réduit en cendres. Cela exige de se présenter, je crois, lorsqu'on est face à cette histoire-là, en quelques mots, autant pour savoir à quel titre parler que pour introduire ce qui va venir dans mon propos, c'est-à-dire ce que

nous aspirons à faire. Du moins, je l'espère. Le moment dans toute sa gravité fait obligation de préciser les motifs personnels et les liens collectifs qui permettent que l'on se tienne ici ensemble. Ce n'est ni par accès d'humilité, ni par manque d'imagination que je m'astreins à cet exercice, mais parce que, précisément, l'instant nous porte à l'humilité face à l'horizon des possibles, dont dépend notre puissante imagination. Aussi je souhaite situer les raisons qui m'amènent à me tenir ce soir devant vous. Je pense que c'est un exercice que chacun et chacune, et plus souvent qu'à notre tour, il importe que nous fassions.

A Bandung, en avril 1955, l'Algérie n'était pas présente en tant qu'Etat. Car son peuple luttait, pour son indépendance, contre l'ordre colonial français. Elle était éclairée notamment par la pensée de Frantz Fanon, et d'autres aussi. Aujourd'hui, il revient à ses descendants et descendantes algériennes et algériens, en Algérie et partout ailleurs, parmi lesquels je me trouve, de relever le défi que l'Etat algérien n'a pas su ou voulu relever. Reste à savoir comment contribuer sans rien imposer aux premiers et premières concerné-es : comment faire à partir d'ici, de là où nous nous trouvons ? Et c'est la question que je me pose, notamment pour qu'un jour, l'Algérie soit de nouveau partie prenante et partie entière de l'Afrique, à laquelle elle a souvent tourné le dos.

Née en France durant la Guerre d'Algérie de parents indigènes, eux-mêmes nés sujets de l'empire au début du XXème siècle sous le joug colonial, je suis située dans ce Nord, qui, pas plus qu'il n'a ménagé mes parents, réduits à l'indigénat, ne m'a attendue, accueillie et ménagée. J'ai appris de cette âpreté et des rejets qu'elle suscitait, comme vous toutes et vous tous, à ne rien céder, à tout m'autoriser, à repousser toujours plus loin les limites de ce qu'il était nécessaire de faire. Aussi, je ne suis pas du Nord. J'y suis par la force des circonstances, et parce qu'il est temps qu'il soit changé de fond en comble pour ne plus prospérer sur les vestiges de tout ce qu'il a arraché ailleurs et aux autres, jusqu'à présent.

C'est donc bien du présent colonial qu'il est question. C'est de ceci qu'il faut aujourd'hui parvenir à prendre la mesure, c'est ceci qu'il est temps de décrypter, de cartographier, en commençant par affirmer que moi comme vous, toutes et tous, nous faisons partie de la solution, car nous n'avons jamais été le problème ! Être à la hauteur de ce souffle nous implique, nous impose de comprendre en quoi et pourquoi nous sommes ici ce soir. Donc je vais essayer de proposer des hypothèses sur les raisons pour lesquelles nous sommes réunis.

Si nous sommes ensemble ici ce soir, c'est que nous avons pris la mesure des mensonges et des trahisons dont nous avons été l'objet, quelle que soit l'histoire qui est la nôtre et quels que soient les lieux et les personnes auxquels nous sommes attachés. Prendre la mesure de cela, c'est aussi, effectivement, comprendre en quoi il est nécessaire aujourd'hui de dépasser toutes les formes de divisions, toutes les formes de diversions auxquelles nous sommes exposés journellement, systématiquement, à la fois par celles et ceux que nous côtoyons, mais aussi par un pouvoir qui a tout intérêt à ce que nous soyons réduits à l'impuissance, suppléés par des médias qui n'ont de cesse de nous expliquer la vie et de parler à notre place. Si nous sommes ici ce soir ensemble, c'est que, ayant compris que l'heure des trahisons devait enfin s'achever, nous pensons qu'il est possible de penser par nous-mêmes, de faire entendre nos voix et de faire entendre les voix de celles et ceux qui, jusqu'à aujourd'hui - et ça risque de continuer encore -, sont réduites au silence. Ces voix que personne ne veut entendre parce que ce sont celles de femmes qui portent le voile, parce que ce sont celles d'élèves qui sont en train d'être orientés à la baisse et d'être réduits à des carrières scolaires qui vont les emmener à l'échec et à l'abandon de toutes leurs aspirations. Nous sommes aussi là pour faire entendre les voix de celles et ceux qui ont traversé les océans et qui aujourd'hui attendent de pouvoir mener une vie digne dans nos pays. Et pour les avoir accueillis à Paris 8, ces exilés, il est important que nous soyons à leurs côtés au moment où une loi complètement régressive, une loi qui va les accabler encore plus, la loi Asile et Immigration, est en train d'être votée. C'est le moment de nous tenir à leurs côtés et de faire entendre nos voix et de faire comprendre ce qu'elles et ils ont à nous dire et nous apprendre.

Si nous sommes ici ce soir, c'est parce que nous avons compris que les logiques policières qui continuent à se perpétuer contre les nôtres, sont des logiques qui ont vocation à nous intimider et à nous réduire au silence. Même si nous n'en sommes pas directement destinataires - et les femmes, fussent-elles racisées, savent qu'elles sont encore épargnées, mais pour combien de temps ? -, nous savons que ce traitement-là finira par nous atteindre et nous détruire, qu'il faut être beaucoup plus radical dans les modes de dénonciation de l'Etat policier, de l'Etat qui a fait passer dans le droit commun, en France, le système de l'exception, à travers l'état d'urgence permanent jusqu'à l'imprimer dans des corps désignés comme suspects, au risque de leur élimination pure et simple aux mains de la police. C'est contre cela qu'il faut aujourd'hui parvenir à lutter et contre cela qu'il faut faire entendre la voix de celles et ceux qui ne renoncent pas à leur liberté, à leur dignité et à leurs attachements.

Si nous sommes ici aujourd'hui ce soir, c'est parce que, pendant que les embargos continuent à affamer et à réduire à l'impuissance et à la vulnérabilité des populations entières de par le monde - c'était le cas de Cuba, ça a été le cas de l'Irak et on sait vers quoi ça a mené, ça a mené à la guerre -, si nous sommes ici, c'est parce que ces embargos qui sont pratiqués en notre nom à l'extérieur, au nom d'une certaine civilisation occidentale, ils ont leur pendant à l'intérieur, dans les sociétés du Nord, et leur pendant, c'est précisément le maintien d'inégalités structurelles qui sont insupportables, parce qu'elles se jouent sans faiblir à tous les niveaux de l'existence, de ces existences au péril de leur maintien et durant toute l'existence des habitants de ces régions du monde.

C'est aussi bien dans le logement, dans l'éducation, dans la santé, dans le travail, dans l'accès à toutes les formes d'expression, toutes ces manières de faire aujourd'hui, traduisent des logiques d'incarcération à ciel ouvert ; c'est la façon de pratiquer à l'intérieur un embargo sur les droits ; c'est une façon de nous priver de tout ce qui nous revient ; et quel que soit l'endroit où nous nous trouvons, nous faisons cette expérience-là. Fusse-t-elle aussi limitée, il nous revient aujourd'hui en tant que membres d'une société qui veut que la racisation ne soit plus la règle, mais soit définitivement éradiquée de nos vies, il nous revient aujourd'hui de parvenir à faire entendre une intransigeante voix qui dit qu'il n'est plus possible de maintenir dans un état d'expropriation permanent la partie de la population qui est considérée comme illégitime ou dangereuse, au prétexte qu'elle a une certaine couleur de peau, au prétexte qu'elle a une certaine sonorité de son nom, au prétexte qu'elle ne se plie pas aux injonctions paradoxales intenables, au prétexte qu'elle a une position politique décoloniale et au prétexte qu'elle s'est autorisée enfin à dénoncer le système raciste, systémique et étatique, qui persiste à la priver de ses droits.

Hier, comme aujourd'hui, et comme demain, ce vers quoi nous devons tendre, c'est de refuser ce qui nous est proposé, c'est-à-dire un marché de dupes qui voudrait nous offrir des miettes contre toutes les compromissions que nous serions prêts à faire. Et je fais le pari que si nous sommes là ce soir, c'est que nous avons déjà franchi le pas du refus de ces compromissions, du refus de ces illusions dans lesquelles nous sommes encore

entretenus, c'est que nous avons décidé d'être enfin souverains dans nos vies et de réclamer tout ce que cette souveraineté doit nous apporter.

Je finirai sur ces lieux du Nord qui sont dans le Sud et sont aujourd'hui particulièrement exposés à des formes d'inégalités et d'injustices, je pense notamment à tout ce qui se joue aujourd'hui en Kanaky-Nouvelle-Calédonie, qui, alors que nous parlons, voit arriver sur son territoire un président qui semble croire que l'arrogance coloniale peut continuer à s'exprimer impunément et qui voudrait porter atteinte à l'intégrité du peuple kanak en imposant sa présence auprès du mémorial des 19 Kanaks qui ont été assassinés lors de l'assaut militaire le 5 mai 1988 à la grotte d'Ouvéa. C'est contre cela aussi que nous devons nous élever parce que nous avons une responsabilité à l'égard de l'accès à la souveraineté du peuple kanak et cela va être rappelé au cours des deux journées qui viennent. Je voulais aussi insister sur cette forme de souveraineté qui aujourd'hui s'ouvre à nous et qui est aussi la nôtre, qui consiste non plus seulement à réclamer l'indépendance, mais à réclamer une capacité à décider pour soi. Dans des Etats comme ceux dans lesquels nous nous trouvons, notre enjeu n'est plus celui de notre indépendance en tant que peuple, notre enjeu c'est celui de notre souveraineté, notre indépendance en tant que collectif racisé et en tant que minorité opprimée. Et c'est de ce point de vue là aujourd'hui qu'il nous faut agir, et agir aux côtés de celles et ceux qui vont réclamer leur pleine souveraineté et leur indépendance.

Et je finirai surtout sur la question qui nous préoccupe toutes et tous, qui est la question de la Palestine, puisque nous sommes au cœur de cette réactivation de l'oppression du peuple palestinien. Au moment où nous nous parlons, encore aujourd'hui, des Gazaouis se sont fait tirer dessus et je pense que nous avons un devoir de comprendre en quoi les revendications qui sont portées là-bas, même si elles ne sont pas les mêmes que les nôtres, doivent résonner dans nos luttes et être présentes en permanence dans ce vers quoi nous tendons et pourquoi nous luttons.

Pour conclure je voudrais vous citer un extrait d'un texte qui m'a beaucoup habitée. À la fin d'un livre de Toni Morrison, *A Mercy*, qui raconte l'histoire d'une femme qui est esclave, réduite en esclavage, cette femme esclave voudrait dire à son enfant, à sa fille, voudrait lui faire comprendre la chose suivante : « Avoir le droit de prendre l'ascendant sur quelqu'un d'autre, c'est une chose terrible. Forcer l'ascendant sur quelqu'un d'autre, c'est une chose qui doit être combattue. Mais donner l'ascendant sur soi à une autre personne, c'est une malédiction. »

Il nous reste à lutter ardemment contre toutes les formes d'oppression qui voudraient prendre l'ascendant sur nous et à ne plus jamais céder aux tentations de les laisser faire.

Une Internationale Décoloniale fondée sur la théorie décoloniale

Ramon Grosfoguel

Merci beaucoup pour l'invitation. Première chose que je voudrais dire, c'est qu'aujourd'hui, on est vendredi, et que chaque vendredi depuis un mois, il y a des Palestiniens qui sont tués à Gaza. Or il faut rappeler que le peuple palestinien est, dans le monde aujourd'hui, le symbole de la résistance décoloniale, anti-impérialiste, et en cela, il faut lui rendre hommage.

Ensuite, je voudrais célébrer la vie de quelqu'un qui a été la victime du racisme patriarcal, qui a été diabolisée, diffamée, et qui est à inscrire dans la liste des femmes dont Houria a parlé. Elle est l'âme de la lutte en Afrique et de la lutte de libération contre l'apartheid. Elle a été diabolisée par tout le monde, y compris dans son propre pays, et victime du racisme patriarcal hégémonique. Il nous faut reconnaître nos ancêtres, celles et ceux qui sont vivants avec nous, aujourd'hui, dans cette salle. Car nous sommes ici accompagnés de nos ancêtres, et en particulier, toutes celles et ceux qui ont dédié leur vie à la lutte pour la décolonisation du monde. Il nous faut reconnaître leurs contributions, mais aussi leurs erreurs et chercher à les dépasser à l'avenir.

Winnie Mandela est avec nous dans cette salle. Elle est avec nous : nous sommes les filles et les fils de Winnie Mandela. Donc je voudrais non pas une minute de silence, je voudrais une minute d'applaudissements pour elle.

Pourquoi sommes-nous réunis ici ? Parce que nous avons la responsabilité au XXIème siècle de poursuivre la lutte décoloniale dans le monde. La décolonisation du monde est un projet inachevé, le renversement des administrations coloniales n'a pas mis fin au rapport colonial. Nous demeurons dans un monde colonial, de domination coloniale. Si, dans une majorité de pays du monde, le colonialisme comme administration coloniale a pris fin, nous sommes néanmoins confrontés à de nouvelles formes de colonisation, ce que Kwame Nkrumah a appelé le « néo-colonialisme ». Nous en sommes encore là, nous n'avons pas dépassé l'époque coloniale du monde. A l'exception peut-être de la Palestine et de mon pays, Puerto Rico, dans lesquels subsiste une administration classique de domination coloniale. Il en va de même dans plusieurs pays, comme les territoires d'outre-mer

de la France ou les territoires d'outre-mer américains, qui sont encore dans une situation de colonialisme classique.
Notre lutte a une particularité : nous sommes le tiers-monde à l'intérieur du premier monde. Ce qui signifie que notre lutte est une lutte pour décoloniser les empires depuis l'intérieur. Nous devons détruire les structures impérialistes des pays du Nord. Voilà à quoi tient notre responsabilité ! Et c'est là la meilleure solidarité que l'on puisse créer avec les pays dominés, opprimés, encore aujourd'hui, par l'impérialisme occidental : lutter à l'intérieur pour la décolonisation des pays occidentaux, mettre fin aux empires et créer un monde différent dans le futur. Même si notre lutte emprunte des chemins différents, nous partageons le même but par rapport à la libération stratégique du monde. Notre lutte, depuis le premier monde, est différente de celle des pays du tiers-monde. Il nous faut étudier, il nous faut regarder et il nous faut développer des stratégies particulières par rapport à cette situation. Et j'espère que cette conférence en sera l'occasion.

Nous sommes le Cheval de Troie, à l'intérieur des empires.

La décolonisation du monde aujourd'hui ne peut être posée dans les mêmes termes que ceux des luttes décoloniales qui ont eu cours dans les siècles passés. Aujourd'hui, les défis sont différents et il nous faut regarder la spécificité des situations en ce XXIème siècle. Aujourd'hui, nous avons le défi d'achever la décolonisation, c'est-à-dire en finir avec la division internationale du travail, qui existe toujours entre pays impérialistes du Nord et pays du Sud. Car cette division est le résultat de l'histoire coloniale et nous sommes encore dans ce cadre. Décoloniser les structures de domination des Etats impérialistes impose de considérer que les Etats impérialistes, leur domination militaire, politique du monde, sont toujours une réalité, quand bien même les administrations coloniales sont, dans la majorité des pays, dépassées. Nous demeurons dans une situation dans laquelle ces Etats ont créé de nouvelles méthodes, de nouvelles formes de colonialisme, ce que l'on nomme « néo-colonialisme ».

Nous sommes des sujets issus de l'histoire coloniale. Et il nous faut décoloniser la domination raciale et la domination patriarcale du monde. Il n'y a pas de décolonisation sans dé-patriarcalisation. Et il n'y a pas de dé-patriarcalisation sans décolonisation. On ne peut pas décoloniser et maintenir les structures patriarcales de la civilisation moderne occidentale. Sans cela, nous allons reproduire les problèmes contre lesquels nous sommes en train de lutter. Et de la même façon, vous ne pouvez pas mener une lutte de dé-patriarcalisation sans porter attention au problème de la domination coloniale, raciste, qui structure le monde. Les deux sont des luttes qui vont de pair. On se libèrera collectivement ou on ne se libèrera pas. C'est la seule manière d'envisager la libération : il n'y a pas de libération individuelle possible. Seules existent des libérations collectives.

Aujourd'hui nous sommes toujours dans le cadre de la domination épistémique euro-centrique du monde. Ce qui signifie que les structures de connaissances sont encore dominées par le paradigme euro-centrique du monde. Nous sommes encore dans une situation de domination spirituelle du monde, dans laquelle la tradition chrétienne demeure la forme supérieure de spiritualité, quand les autres sont infériorisées, considérées comme inférieures à la chrétienté. Il y a donc aussi un travail à faire concernant la décolonisation spirituelle du monde. A quoi s'ajoute la domination sur la nature avec son épistémologie cartésienne, qui constitue la racine de la destruction de la vie à l'échelle planétaire. Enfin, il y a une multiplicité de hiérarchies des dominations par la civilisation moderne occidentale qu'il nous faut décoloniser.

Nous sommes à un moment où la question tient à l'alternative : vie ou mort de la planète. Et dire cela, pointer que la civilisation moderne coloniale tient à une multiplicité de hiérarchies de dominations, ne revient pas uniquement à parler du système économique qu'est le capitalisme. Si le processus d'accumulation du capital porte effectivement en son sein le génocide, l'épistémicide, l'écologicide, c'est parce qu'il est intrinsèquement organisé avec les logiques civilisatoires de la modernité occidentale. Nous vivons dans une civilisation qui a un système économique. Nous ne sommes pas dans un système économique qui produit une civilisation. Nous sommes dans une civilisation qui a un système économique et qui est organisée de l'intérieur avec des logiques racistes, sexistes, génocidaires et épistémicidaires. Et non dans le sens inverse. Il s'agit là d'une différence très importante avec la gauche blanche. La gauche blanche parle toujours d'un système économique qui produit une civilisation. Nous, nous parlons d'une civilisation avec un système économique. Le capitalisme, c'est le système économique de la civilisation occidentale, ce n'est pas l'inverse ! Nous devons considérer le système dans sa globalité, cette civilisation avec de multiples relations de pouvoir qui organisent le capitalisme dans un sens particulier.

Nous devons œuvrer à un déplacement décolonial dans nos paradigmes et revoir la cartographie du pouvoir pour identifier tous les éléments qui sont à l'origine de la destruction de la vie sur la planète aujourd'hui.

Nous avons plusieurs défis. Nous avons un défi avec la gauche blanche, avec laquelle nous pouvons être en accord sur certains points, mais aussi en désaccord sur d'autres. Il nous faut donc répondre à comment travailler ensemble. Comment construire des alliances quand cette gauche blanche se refuse à travailler avec nous ? Et que, disons-le, elle fait bien des fois partie du problème et non de la solution ! Or si vous êtes raciste, vous êtes de droite, vous n'êtes pas de gauche !

Mais nous devons aussi répondre à la question de comment travailler entre nous, avec tous nos différents. Et c'est là le deuxième défi, car il y a beaucoup de différents dans l'histoire coloniale et impériale. Il nous faut comprendre chaque différence et voir comment continuer à travailler ensemble, afin de battre la stratégie impérialiste du « diviser pour mieux régner ». Parce que pour les empires, dominer, c'est parfait ! J'espère donc que cette conférence nous permettra d'avancer dans cette voie.

Merci beaucoup.

Une lutte sans trêve

Angela Davis

Merci beaucoup. Tout d'abord, je veux vous dire que la peinture posée ici est de Leonard Peltier. Je veux dire que c'est un très grand plaisir d'être avec vous ici ce soir. Et j'aimerais remercier le Réseau Décolonial International et en particulier Houria Bouteldja et Ramon Grosfoguel de m'avoir invitée à participer à cette conférence historique du « Bandung du Nord », qui a comme objectif affiché la création d'une internationale décoloniale. Je suis honorée de me joindre à l'ensemble de vous autres, intervenants et participants à cette conférence, qui réfléchissez aux manières de tisser des liens de solidarité pour lutter contre le racisme, la xénophobie, l'hétéropatriarcat, le colonialisme, le militarisme et les multiples menaces toujours présentes qui continuent d'émaner du capitalisme global.

La conférence de 1955 à Bandung qui réunissait les chefs d'Etats de pays d'Asie et d'Afrique continue de résonner dans notre histoire mémorielle. Plus que tout autre, ce moment portait en lui la promesse de solidarités globales entre les peuples qui avaient souffert des violences et injustices résultant de l'esclavage et du colonialisme. Il s'agissait de la réunion de chefs d'Etats représentant les peuples qui, pour reprendre les mots de l'écrivain américain Richard Wright, étaient « les méprisés, les insultés, les blessés, les dépossédés, en un mot, les opprimés de la race humaine ». D'autres intellectuels noirs-américains tentèrent de se rendre à la Conférence de Bandung, à savoir W.E.B. Du Bois et Paul Robeson. Mais dans les deux cas, leurs passeports furent invalidés par le gouvernement. Vue des Etats-Unis, la Conférence de Bandung ne représentait pas seulement la promesse de solidarités globales, antiracistes et anticoloniales, mais aussi un défi à la politique hégémonique à l'ère du maccarthysme, qui menaçait d'élimination de la sphère publique les voix radicales, qu'elles soient anticapitalistes, pro-socialistes ou communistes.

Aux Etats-Unis, ce que nous avons l'habitude de nommer le "mouvement des droits civiques du milieu du XXème siècle", inauguré par le boycott des bus à Montgomery, se déroule en 1955, soit la même année que la conférence de Bandung. Il s'agit de ce que nous nommons désormais le « second mouvement abolitionniste », dans la mesure où il était tourné vers la destitution des institutions suprémacistes blanches qui trouvaient leurs fondements dans l'esclavage. Ce qui n'avait été pris en compte suite à l'abolition de l'esclavage, revenait sur le devant de la scène en ce milieu de XXème siècle. A la même période, en Afrique du Sud, l'année suivante, en août 1956, des femmes se soulevèrent pour protester contre les nombreuses oppressions de l'apartheid, notamment l'extension aux femmes des « Pass Laws ». Nous retenons de ce moment la déclaration de Lillian Ngoyi, Albertina Sisulu, Helen Joseph, et de milliers d'autres, qui dirent pendant la manifestation : « Maintenant que vous avez touché aux femmes, vous avez frappé une roche, vous avez délogé un rocher et vous serez écrasés ! »
Et nous nous souvenons aussi de la vie et des contributions de Winnie Mandela.

Plus d'un demi-siècle plus tard, nous sommes réunis ici à Paris pour réfléchir à des stratégies pour une lutte décoloniale radicale au XXIème siècle contre le racisme global, tel qu'il est intimement lié au capitalisme. Un capitalisme racial en réalité. Et tel qu'il est également lié à la misogynie qui procède aussi bien des institutions du capitalisme que du coeur et des actions de nos camarades. Nous-mêmes perpétuons souvent involontairement ce que nous souhaiterions voir disparaître. Il me semble particulièrement approprié que cette conférence se déroule à Paris. En France, après l'élection de… c'est quoi son nom déjà ? [rires] après l'élection de Macron. Il est particulièrement important de se souvenir que la France nous a, simultanément, offert les plus beaux slogans de la démocratie et certaines des formes les plus endurantes, les plus tenaces de racisme, sous couvert de stratégies démocratiques, y compris par le biais de notions de sécularité, clandestinement ancrées dans l'épistémologie judéo-chrétienne qui elle-même produit des formes d'islamophobie articulées au sexisme et à la misogynie. Et, alors que nous approchons de la troisième décennie du XXIème siècle, le monde découvre que le racisme anti-musulman s'articule avec et revigore les racismes anti-noir, anti-asiatique, anti-latino et anti-indigène. Il participe à libérer de nouvelles expressions d'antisémitisme, telles que nous avons pu les voir aux Etats-Unis dans le récent spectacle de la violence suprémaciste blanche à travers les attaques de Charlottesville.

La violence raciste matinée de misogynie est particulièrement meurtrière. La vie de Marielle Franco a été revendiquée par des forces au Brésil qui veulent empêcher le mouvement vers l'égalité de race, de genre, de classe et sexuelle. Ces mêmes forces pensent que l'arrestation et l'emprisonnement de Lula peut arrêter le cours de l'histoire. Nous avons besoin d'une internationale décoloniale, afin que nous puissions nous donner la main tout autour de la planète et que notre défense de la justice de race, de genre, sexuelle et économique puisse faire puissamment écho mondialement. Il y a plus d'un demi siècle, peu de femmes étaient présentes à Bandung. Nous savons désormais que ne pas s'attaquer aux modes de dominations qui ont enchaîné la moitié de la population humaine à l'échelle de la planète, ne peut qu'exacerber et étendre le racisme, le militarisme et l'exploitation capitaliste. Il ne peut y avoir de justice raciale, il ne peut y avoir de paix, il ne peut y avoir de justice économique, sans que nous insistions franchement sur la justice entre les genres.

Ce n'est pas un hasard historique si précisément au moment où le défi du racisme fut présenté comme résolu aux Etat-Unis à la suite de l'élection d'un président noir, des mouvements contre la violence raciste - le mouvement Black Lives Matter, le mouvement pour les droits des migrants, la défense de la Terre et de l'environnement menée principalement par les peuples indigènes -, se soient vus revivifiés et vinrent contrecarrer l'hypothèse faite par le Président des Etats-Unis - quel est son nom déjà ? Je ne

me souviens plus de son nom ! [rires] -, contrecarrer l'hypothèse selon laquelle l'horloge de l'histoire devait être retardée, voire inversée.

Les luttes contre la violence policière institutionnalisée aux Etats-Unis trouvent leur pendant dans des luttes semblables en Europe, en Australie, mais aussi en Amérique Latine, en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient. Aux Etats-Unis, nous avons en effet appris à apprécier la solidarité des activistes palestiniens, lesquels, alors qu'ils doivent poursuivre avec ténacité la lutte contre l'occupation israélienne, ont aidé à déclencher une solidarité internationale envers les manifestants de Ferguson-Missouri, il y a de cela quatre ans, ce qui a renforcé le mouvement Black Lives Matter. Il est aujourd'hui difficile d'imaginer l'ascension du mouvement Black Lives Matter sans l'assistance des Palestiniens. Nous qui, dans le Nord, nous engageons pour débarrasser nos sociétés de la violence raciale, devons nous assurer que l'appel à la justice pour les Palestiniens résonne à travers nos luttes et que le mouvement BDS atteigne le statut du boycott anti-apartheid des années 80.

Notre lien avec la Palestine nous a appris que, alors que nous réclamons l'abolition des prisons, nous devons aussi chercher à abolir le façonnage de nos vies quotidiennes par de nouvelles formes de carcéralité. Notre lutte contre la violence policière, ainsi que nous l'avons appris, ne peut être totale simplement en demandant des poursuites à l'encontre des individus membres de la police, mais bien par le questionnement de la possibilité réelle que la police puisse se voir confier la sécurité de nos communautés. Nous réclamons la liberté pour Mumia Abu Jamal, pour Leonard Peltier, pour George Ibrahim Abdallah ! Nous avons appris à dire : « Abolissez la prison ! Abolissez la police ! » ou plutôt : « Imaginez un monde où nous n'aurions plus besoin de dépendre de la police et de l'incarcération comme garants de la sécurité dans nos sociétés. »

Et donc, lorsque nous forgeons des solidarités avec les luttes en Palestine, au Brésil, en Syrie, en Turquie, nous contribuons aussi à la solidification des connexions au sein des mouvements anti-racistes et anti-capitalistes dans le Nord global. Le grand défi de notre temps est de rendre compréhensibles les migrations de notre ère comme étant liées aux colonialités persitantes et au racisme qui en résulte et d'accueillir ceux qui ont été contraints, en raison de la guerre, de restructurations économiques du capitalisme, de la corruption néo-coloniale, de quitter leurs maisons et de franchir les frontières, à la recherche d'un lieu de vie plus habitable.

Un autre grand défi de cette ère est de reconnaître que les problèmes de notre époque excèdent la capacité des Etats-Nations à les résoudre et que nous ne pouvons continuer à penser dans les termes étroits et discriminatoires de la nationalité. Une approche décoloniale de l'internationalisme appelle à une re-conception des connexions globales qui précisément nous décentre de la Nation et imagine les possibilités futures d'une planète où l'Etat-Nation n'est plus considéré comme la forme la plus appropriée de la communauté humaine.

Il nous revient donc de modeler de nouvelles relations et de créer de nouvelles formes de solidarités, dans le même temps que nous luttons pour venir à bout des anciennes relations.

Merci beaucoup.



BANDUNG DU NORD
5 MAI 2018

Racismes intra-communautaires.

Ou comment les combattre et construire une alliance entre les communautés.

- La négrophobie arabe et la question de la souveraineté. / p.1

par Norman Ajari

- Les « racismes intercommunautaires ». Origines, instrumentalisations et repères pour les combattre. / p.3

par Saïd Bouamama

- Nous, pour nous-mêmes. Vers une émancipation décoloniale rrom. / p.7

par Sebijan Fejzula

- La lutte anti-raciste asiatique prise dans le mythe de la « minorité modèle ». / p.8

par le Collectif asiatique décolonial

- Vers une figure juive décoloniale. / p.10

par Michèle Sibony

- Haine de l'autre, haine de soi. À qui profite le crime ? / p.13

par Boubacar Diop

La négrophobie arabe et la question de la souveraineté.

Norman Ajari

De nombreux activistes ou membres d'ONG connaissaient de longue date l'existence d'un trafic d'esclaves subsahariens dans la Libye actuelle. Ce qui a changé avec la diffusion d'un reportage par CNN le 13 novembre 2017, c'est que personne n'a plus la possibilité de faire semblant de l'ignorer. L'éthique commande de prendre en compte cette situation et de tenter d'en comprendre les ressorts, en évitant les facilités de l'antiracisme moral.

Pour ce faire, il importe de prêter attention à deux niveaux. Premièrement, rappeler que ce qui répond aujourd'hui au nom de « Libye » n'est plus un État. Depuis l'intervention impérialiste que l'on sait, elle a perdu toute souveraineté : elle est devenue un pays fantomatique ou zombie, incapable d'assurer le monopole de la violence légitime sur son propre territoire. Pire, elle s'est muée en un vulgaire prestataire de service pour l'Union Européenne. En février 2017, à la faveur du Plan d'action de la Valette, 200 millions d'euros sont débloqués en vue de financer le contrôle de ses frontières. En juillet s'y ajoutent 43 millions de plus. Aux yeux des institutions européennes, peu importe que la Libye soit un État, une nation. Elle doit être une frontière, et la plus infranchissable possible. Que leur importe si, au-delà, règnent l'esclavage, le meurtre, le viol, la destruction et l'abaissement de tout ce qui fonde l'humain. L'histoire récente du continent africain et du Moyen-Orient nous le rappelle inlassablement : la dissolution des États laisse souvent le champ libre à la résurgence de formes débridées et sidérantes de violence sociale ou politique. L'esclavagisme en est une des déclinaisons.

Mais on ne saurait s'arrêter hâtivement à ce seul diagnostic de contexte. Il n'explique pas tout. C'est pourquoi je voudrais examiner un second niveau. Le cadre impérialiste européen n'explique pas pourquoi les principales victimes de cet état de chaos permanent sont des hommes noirs ; pourquoi, au beau milieu de la misère endémique et des débris de la civilisation, ce sont les migrants subsahariens qui subissent la déshumanisation la plus radicale – puisqu'ils se trouvent réduits à l'état de marchandises monnayées à vil prix. On a beaucoup glosé sur l'histoire de l'esclavagisme arabe. À mes yeux, c'est un élément de contexte, mais il n'est pas plus décisif que l'influence de l'Union Européenne pour expliquer la négrophobie.

En effet : c'est partout que le Noir est réduit à la sous-humanité. Son abjection ne connaît pas de frontières. Les heurts négrophobes les plus brutaux que j'ai pu connaître ont eu lieu dans un ancien pays soviétique dont l'historique des contacts avec l'Afrique est à peu près inexistant. Dans toute l'Asie, l'être noir est également synonyme d'inhumanité.

La traite transatlantique fut un moment décisif dans la genèse de cet état de fait. Non pas parce qu'elle aurait initié l'asservissement des Africains, mais parce qu'elle a transformé les mots « esclave » et « Noir » en de parfaits synonymes. Le subsaharien est devenu le Noir et, par là même, il est devenu un être universellement destiné à l'esclavage : c'est une assimilation exclusive et sans réserve du corps noir à un être voué à l'asservissement. Aux Amériques, ne pas être noir était la seule condition nécessaire pour acquérir des esclaves. Le continent africain s'est ainsi transformé en un vaste réservoir. Depuis l'émergence de la modernité, comme l'écrit Frank Wilderson, « il y a un consensus global quant au fait que l'Afrique est peuplée d'êtres sensibles qui sont en-dehors de la communauté mondiale, qui sont socialement morts ». La longue histoire de ce qu'on appelle la « traite transsaharienne » explique les formes que prend la négrophobie dans les pays arabes, mais elle ne dit pas grand-chose sur son existence actuelle elle-même, comme manifestation d'un phénomène mondial qui transcende les expériences historiques nationales et même les aires géographiques.

Il serait extrêmement présomptueux, presque obscène, de vouloir apporter des réponses à cette situation tragique depuis le confort d'une estrade, quelque part dans une capitale européenne.
Je chercherai plutôt à questionner ce qu'elle nous force à penser quant à la situation raciale de la France d'aujourd'hui. L'innommable spectacle de la traite des Noirs libyenne nous met en demeure de réfléchir à la relation complexe entre les Noirs et les Arabes ici même, à la lumière de la position structurelle qu'occupe le corps de l'homme noir à l'échelle internationale. Mais, pour y parvenir, permettez-moi d'emprunter un détour, en citant un dialogue suggestif extrait du roman, *Un fusil dans la main, un poème dans la poche*, de l'écrivain congolais Emmanuel Dongala. Il met en scène deux maquisards noirs, engagés dans une lutte de libération nationale, qui débattent de l'héritage de l'esclavagisme arabe :
« « Si tu veux venger tous les affronts que t'a causés l'histoire, ta vie d'homme n'y suffira pas et je te plains sincèrement. Avant d'accuser ceux qui vendent vos parents partis pour la Mecque y conquérir le titre de Hadj, il faudrait d'abord évoquer la responsabilité de ceux de vos parents ou amis qui y vont tout en sachant ce qu'ils risquent. Aie le courage de reconnaître que peut-être, je dis bien peut-être, l'esclavage n'aurait pas pris cet essor sans la cupidité de certains potentats africains. Mais en ce moment, tout cela n'est que broutilles : l'histoire nous oblige à être du même côté que les Arabes, parce que le nationalisme arabe actuel est libérateur. Alors tes rappels stériles du passé… » Son ami l'interrompt : « Les rappels du passé ne sont jamais stériles… », mais l'autre reprend : « À condition qu'ils soient autre chose qu'un miroir fascinant comme un grand lac calme et pur dans lequel on risque de se noyer. Nous ne combattons pas les Blancs en Afrique pour ce qu'ils nous ont fait hier, mais pour ce qu'ils sont en train de nous faire aujourd'hui. » »

J'ai, bien sûr, envie de croire à cet enthousiaste plaidoyer pour l'unité anticoloniale négro-arabe. Mais la probité intellectuelle comme l'horreur du contexte que je viens de rappeler poussent à la prudence, pour ne pas dire à la circonspection. Déplions les arguments de Dongala. Tout d'abord, la libération de tout esprit de vengeance à laquelle il nous invite semble salutaire.

Les injustices du passé n'existent qu'à travers les conséquences qu'elles font peser sur le présent. Mais précisément : nous savons que l'esclavage des Noirs n'appartient pas à une époque lointaine. Nous nous heurtons à sa persistance et à son actualité. Cependant, à l'opposé de cette rancœur à l'égard du passé, je pense que Dongala nous met à raison en garde contre le narcissisme historique qui nous invite à considérer le passé noir « comme un grand lac calme et pur ».

L'afro-centrisme, dans la diversité de ses variétés (et notamment les plus égyptophiles), s'apparente à un tel étourdissement, à une telle fascination pour une image de soi grandie et purifiée. L'erreur de l'afro-centrisme est de penser qu'il nous serait profitable de nous doter d'une culture exclusive, spécifiquement vouée à valoriser la personnalité afrodescendante. Cette doctrine est, comme l'avait bien vu Manning Marable, le prêt-à-porter idéologique parfait d'une petite bourgeoisie noire en quête de la distinction qu'offre une culture de niche. L'autocélébration snob des formes culturelles noires comporte certes une louable dimension thérapeutique, mais elle est en dernière instance inoffensive contre la négrophobie structurelle. Les valeurs issues de l'existence noire, la culture politique noire, la théorie sociale noire, ne deviennent menaçantes que lorsqu'elles s'attaquent de front aux idéologies dominantes, sur leur terrain, en leur disputant l'hégémonie. Elles sont inoffensives quand elles se contentent d'exalter l'originalité nègre, en parfait accord avec un multiculturalisme éculé. La pensée politique noire n'a aucune bonne raison de renoncer à expliquer la totalité sociale, en se transformant en une sorte de folklore à destination des seuls afrodescendants.

L'histoire des idées comporte bon nombre de tentatives satisfaisantes de saisir ce fonctionnement de la totalité depuis la « positionnalité » noire. Concernant sa réception, la situation française se présente comme un bien étrange hiatus qui est sans doute à la source de certains conflits entre Noirs et Arabes qui éclatent périodiquement dans les cercles activistes. Je le désignerai comme un écartèlement entre la théorie noire et l'expérience arabe. En effet, force est de constater que les principales références théoriques sur lesquelles se bâtit l'antiracisme politique français, toutes tendances confondues, proviennent d'afrodescendants. Ils peuvent être d'expression française (je pense évidemment à Fanon et à Césaire, mais aussi à Glissant ou Léonora Miano). Ils peuvent être anglophones (Malcolm X, le Black Panther Party, Angela Davis, James Baldwin, bell hooks, Kimberlé Crenshaw, C.L.R. James et j'en passe). Toute cette archive intellectuelle qui alimente les débats français est une archive noire. Et il en va de même d'une certaine esthétique ou d'une imagerie du Black Power qui infuse une grande partie de la culture visuelle antiraciste française.

En revanche, les expériences politiques qui informent la conscience collective sont majoritairement issues de l'histoire des nord-africains. Qu'on compare seulement la surabondance des références à la guerre d'Algérie dans l'espace public avec la quasi-inexistence de toute évocation militante de la lutte de libération camerounaise. Rien n'a marqué les mémoires comme la Marche pour l'égalité et contre le racisme de 1983, dite « des Beurs », ou le sinistre 17 octobre 1961. L'influence de travaux issus des sciences sociales comme ceux d'Abdelmalek Sayad ou plus récemment de Nacira Guénif contribue également à cette centralité de l'expérience arabe. Le caractère incontournable de la figure de Fanon dans l'antiracisme et le mouvement décolonial français actuels est certainement dû, au-delà des seules qualités de son œuvre, à son statut de trait d'union entre théorie noire et expérience arabe. Les deux niveaux biographiques de son antillanité et de son engagement sans réserve pour la révolution algérienne le transformant même parfois en un fétiche ou un trophée que Maghrébins et Noirs se disputent. Enfin, participe également de cette tendance la place éminente de la question palestinienne dans l'antiracisme français, que je trouve légitime, mais qui mériterait de plus longs développements. Comme, en politique, l'expérience sociale fournit la règle d'usage et de transformation de la théorie, l'archive intellectuelle noire semble parfois dominée, voire écrasée par la prééminence des expériences nord-africaines. Si bien qu'on peut parfois avoir l'impression d'une instrumentalisation des œuvres et de l'héritage politique noirs au service de causes qui ne tiennent pas explicitement compte de la vie des Noirs dans ce pays et se focalisent davantage sur la condition arabe.

Cette situation procède en partie d'un oubli des causes du caractère incontournable du discours noir. Si les afrodescendants ont écrit de façon si pénétrante sur les questions raciale, coloniale, impériale, esclavagiste, c'est qu'ils ont été, depuis un demi-millénaire, cibles d'innombrables affronts auxquels ils durent répondre. Ce sont, comme l'écrit Césaire, des « groupes humains qui ont subi les pires violences de l'histoire, des groupes qui ont souffert et souvent souffrent encore d'être marginalisés et opprimés ». Ils ont donc eu beaucoup à en dire. Et il en va ainsi car, pour revenir à ce que j'avançais plus haut, la négrophobie est la langue universelle du racisme. Même la violence qui se déchaîne régulièrement en Afrique du Sud contre les immigrés congolais ou nigérians trouve l'une de ses sources dans l'introjection de cette négrophobie. Elle prend alors la forme du rejet des « moins évolués », des « moins développés », c'est-à-dire des plus profondément enfoncés dans leur propre noirceur. Face au Blanc, comme face à l'Arabe, face à l'Asiatique ou face à son semblable, l'homme noir est l'universelle valeur refuge de la xénophobie. À ce titre, je crois que ne pas combattre la négrophobie, c'est ne pas combattre le racisme du tout. Car même en envisageant une utopie où la suprématie blanche aurait tout à fait dépéri, la négrophobie demeurerait le racisme le plus « démocratique », c'est-à-dire le plus accessible à toutes et à tous.

En conséquence, il me semblerait légitime de faire perdre de sa centralité à l'expérience arabe dans le discours de l'antiracisme politique français. Je ne dis pas qu'elle devrait disparaître, ni même qu'elle devrait devenir périphérique. Mais sans une prise en compte sérieuse de l'expérience noire qui sous-tend la théorie, il n'y aura jamais qu'un changement de teinte de la logique esclavagiste, mais non sa remise en cause véritable. Le titre de ce panel comporte la formule suivante : « construire une alliance stratégique entre les communautés ». Au vu de l'argumentaire que je viens de développer, il n'est pas certain que le problème puisse se poser en ces termes traditionnels. En effet, l'idée d'alliance implique une certaine égalité entre les éléments qu'elle met en relation. Or cette égalité n'est ici pas acquise. Je propose donc de reformuler le problème à partir de deux autres concepts, qui présentent l'avantage d'être tout aussi familiers : le concept d'intérêts et le concept d'hégémonie.

Pour en revenir au passage d'Emmanuel Dongala cité plus tôt, il me semble incontestable que, pour l'heure, « l'histoire nous oblige à être du même côté que les Arabes ». Nous partageons une même vulnérabilité, une même précarité face au racisme d'État, aux violences policières, aux discriminations. L'islamophobie elle-même concerne de nombreux Noirs issus des anciennes colonies d'Afrique de l'ouest. En France, les Noirs et les Arabes ont aujourd'hui beaucoup plus d'intérêts en commun qu'ils n'ont de points de divergence significatifs. Mais la convergence de ces intérêts ne va pas de soi et doit donc être travaillée.

« Hégémonie » est le nom d'un tel travail. Or, comme je l'ai précédemment évoqué, la parole noire, la pensée noire, l'esthétique noire sont déjà hégémoniques dans le champ de l'antiracisme politique. Ce sont celles de nos grands ancêtres : Fanon, la négritude, les panthères, le Black Power, la Harlem renaissance, le hip-hop… Une politique de libération qui ne ménage pas une

place de choix aux Noirs morts, à ces génies littéraires, artistiques, philosophiques, aussi bien qu'aux Noirs vivants, ne mérite pas ce nom. Car l'impérialisme a toujours la négrophobie pour point névralgique. Comme le souligne avec acuité le théoricien africain-américain Jared Sexton : « Toute analyse qui tenterait de comprendre les complexités de la domination raciale et les machinations de l'État racial sans intégrer l'existence noire dans son cadre analytique – ce qui ne revient pas simplement à la lister au beau milieu d'une chaîne d'équivalence ou à y revenir après-coup – se condamne à manquer l'essentiel de cette situation. »

C'est pour cette raison que la position hégémonique qu'occupent déjà les cultures noires dans l'effort décolonial est notre dû.

Soyons-en davantage conscients : revendiquons-la ; approfondissons-la ; enrichissons-la. Nourrissons-la des expériences vivantes sans lesquelles aucune politique n'est possible.

Les « racismes intercommunautaires ». Origines, instrumentalisations et repères pour les combattre.

Saïd Bouamama

Une des caractéristiques de la séquence historique présente est l'irruption de la question des dits « racismes intercommunautaires » dans le débat militant des populations issues de la colonisation et plus largement des populations racisées mais également dans le paysage médiatique et politique global. La force et la rapidité de cette irruption sont, selon nous, issues d'une dualité de motivations pour poser cette question nécessaire et incontournable. Une première motivation vient de notre camp, celui des dominés qui ont un intérêt objectif à débusquer tous les facteurs de divisions. Une autre motivation vient de nos adversaires qui tentent d'instrumentaliser cette exigence légitime afin de neutraliser les prises de conscience du caractère systémique du racisme et de son lien avec les processus de production et de reproduction du capitalisme d'une part et de son extension internationale par l'impérialisme et le néocolonialisme d'autre part.

*** Se poser pour le dominé, c'est s'opposer au dominant**

Les postures de réponse à cette question nécessaire et incontournable auront des conséquences importantes en termes d'unification ou au contraire de divisions de nos combats présents et futurs. Soulignons d'emblée trois postures déjà rencontrées dans l'histoire de nos luttes au niveau international (dans le mouvement de libération nationale des décennies 50 et 60 de Bandung à la Tricontinentale ou dans la question du rapport entre les communautés noires et latinos aux Etats-Unis) ou au niveau français depuis la Marche pour l'égalité de 1983 :

- La posture du déni
Elle consiste à nier l'existence même du problème ou de la question. Celui-ci et/ou celle-ci ne serait qu'un débat imposé à des fins de division. Il et elle ne correspondraient à aucune réalité matérielle et sociale. Nos « communautés » seraient immunisées par on ne sait quel miracle de tout préjugé, de toute démarche hiérarchisante et de toute chosification de l'autre. Cette posture idéaliste reconstruit un sujet « pur » qui serait par essence vacciné par son origine contre le racisme. Elle occulte la nécessaire médiation par la conscientisation politique pour qu'émerge un tel sujet.

- La posture de l'équivalence

Cette seconde posture est l'exacte inverse de la précédente. Elle consiste à mettre sur le même plan ces racismes dits «intercommunautaires» et le rapport social raciste dominant. Ce faisant, ce qui est nié, c'est que les premiers sont surdéterminés par le second. Ce faisant, ce qui est occulté, c'est la dimension systémique du racisme. Ce faisant, ce qui est brouillé, c'est l'image même du dominant. Frantz Fanon nous avertissait pourtant déjà en 1956 dans sa conférence intitulée «Racisme et culture», en disant que: «Le racisme n'est pas un tout mais l'élément le plus visible, le plus quotidien pour tout dire, à certains moments le plus grossier d'une structure donnée.» Comme pour d'autres oppressions, nous payons dans cette posture la négation des dimensions systémiques qu'ont imposée les approches dites postmodernes. Pour paraphraser Marx, nous pourrions énoncer: à qui profite le crime en dernière instance?

- La posture bisounours

Cette troisième posture consiste à reprendre les termes du débat imposé par l'agenda et l'intérêt des classes dominantes. Elle est issue d'une occultation ou d'une sous-estimation de la dimension de réaction idéologique néocoloniale de notre séquence historique. Cette réaction idéologique ne plane pas seule sur le plan des idées mais accompagne une réaction matérielle au plan international comme national. Sur le plan international, la réaction idéologique accompagne et tente de légitimer depuis plusieurs décennies un nouveau cycle de guerre coloniale pour la maîtrise des matières premières stratégiques et des hydrocarbures. Sur le plan national, la réaction idéologique accompagne la tentative de museler les populations dominées et d'entraver leur organisation. Il suffit de parcourir rapidement le net pour s'apercevoir que de nombreux sites de droite et d'extrême-droite parlent abondamment de «racisme intercommunautaire» avec des logiques édifiantes comme: «ceux qui se plaignent de racisme sont eux-mêmes racistes»; «ceux qui dénoncent la colonisation sont en train de nous coloniser».

Proposons deux premières conclusions:

- La question des racismes dits «intercommunautaires» doit impérativement être posée au sein de nos espaces militants sous peine de se voir imposer les termes du débat qui ne pourront que nous diviser.
- La question des racismes dits «intercommunautaires» ne peut donc être posée au profit de l'égalité que par nous-mêmes et dans nos propres espaces. Nous ne la posons pas pour les mêmes raisons et avec les mêmes objectifs que d'autres.

*** La pyramide ou la structure binaire**

Trop souvent les processus de dominations sont simplifiés et réduits à l'image d'une structure binaire. Si théoriquement le rapport social raciste relie bien des racistes et des victimes potentielles de ces racistes, une société raciste concrète à un moment historique donné n'est jamais réductible à ces deux entités. Nous pensons que l'image de la pyramide est la mieux à même de restituer la dynamique concrète du racisme. C'est l'ensemble du corps social qui est mis en hiérarchie avec la norme de couleur dominante.

Ainsi en était-il à l'époque de l'esclavage où une extrême minutie était de mise pour signifier la distance avec la norme de couleur dominante: Noir, Mulâtre, Quarteron, Octavon, etc. Ainsi en était-il à l'époque coloniale où les différentes composantes de sociétés colonisées plurielles étaient mises en hiérarchie en raison de leurs proximités supposées ou de leurs distances tout aussi postulées avec le blanc.

- Un des exemples en est le décret Crémieux dans l'Algérie colonisée qui coupe la communauté juive de son peuple en décrétant autoritairement son appartenance à la nationalité française.
- Ainsi en est-il de la hiérarchisation des dites «ethnies» à l'ère coloniale. Au Rwanda par exemple, le colonisateur pose les Tutsi comme une race supérieure aux Hutu et aux Twa.
- Ainsi en est-il aujourd'hui du traitement médiatique et politique des différentes communautés avec certaines posées comme «bien intégrées» et d'autres comme allergiques à «l'intégration».

Toute une histoire de ces classements racistes et de leurs évolutions serait à produire afin de mettre en évidence les moments, les raisons et les conditions du «blanchiment» ou des tentatives de «blanchiment» de certaines communautés.

Bien entendu un système de domination ne peut produire ces classements hiérarchisants dont il a besoin ex-nihilo. L'efficacité concrète de son classement suppose qu'il s'appuie sur les préjugés hérités de l'histoire longue et/ou plus récente. Nul besoin pour comprendre ce recyclage des préjugés hérités de l'histoire de recourir à un quelconque complot mené par un groupe occulte qui tenterait de manipuler les regards des uns sur les autres. Il suffit pour cela d'organiser la concurrence de tous pour l'accès aux biens rares. Cette concurrence généralisée qui est le propre du capitalisme suscite spontanément des stratégies de distinction où chacun tente de mettre en avant ce qui le distingue des autres.

Voici par exemple la stratégie de distinction que Frantz Fanon décrivait à propos des rapports entre Antillais et Africains: «Chez tout Antillais, avant la guerre de 1939, il n'y avait pas seulement la certitude d'une supériorité sur l'Africain, mais celle d'une différence fondamentale. L'Africain était un nègre et l'Antillais un Européen. […] Le résultat sur lequel nous voulons attirer l'attention c'est que quel que fût le domaine considéré, l'Antillais était supérieur à l'Africain, d'une autre essence, assimilé au métropolitain. Mais comme à l'extérieur, il était un tout petit peu africain puisque ma foi, noir, il était obligé –réaction normale dans l'économie psychologique – de durcir ses frontières afin d'être à l'abri de toute méprise. […] Disons aussi que cette position de l'Antillais était authentifiée par l'Europe. L'Antillais n'était pas un nègre, c'était un Antillais, c'est-à-dire un quasi-métropolitain. Par cette attitude le blanc donnait raison à l'Antillais dans son mépris de l'Africain.» («Antillais et Africains», revue Esprit, février 1955)

Fanon poursuit en soulignant les raisons de la crise de ce qui serait aujourd'hui appelé le racisme négrophobe antillais. Il évoque en particulier le rôle de conscientisation politique d'Aimé Césaire et de la négritude. Il fallait citer longuement Fanon pour plusieurs raisons:
- parce que les propos de Fanon soulignent que la question aujourd'hui appelée «racisme intercommunautaire» n'est pas nouvelle;
- parce qu'ils soulignent que nous ne sommes pas en présence de deux acteurs (les Antillais et les Africains) mais de trois avec une Europe «authentifiant» la hiérarchisation;
- parce qu'ils mettent l'accent à la fois sur l'existence réelle d'un mépris Antillais mais aussi sur les conditions pour y mettre fin, à savoir la conscientisation politique des différents rouages et instances du système de domination.

Comment ne pas penser en lisant le Fanon de 1955 à certains rapports contemporains entre noirs et arabes ou berbères de France, entre eux tous et les Rroms, etc.? Hier comme aujourd'hui, l'héritage de préjugés est présent. Hier comme aujourd'hui, la mise en concurrence pour les biens rares incite à des stratégies de distinction s'appuyant sur ces préjugés qui sont dès lors revigorés. Hier comme aujourd'hui, des procédures diverses d'authentification par le système de domination encouragent les clivages. Hier comme aujourd'hui, seule la conscientisation politique de la dimension systémique des dits «racismes

intercommunautaires » permet de combattre ces préjugés tout en renforçant l'unification de nos rangs.

*** Les ingrédients nourrissant les dits « racismes intercommunautaires »**

Sans être exhaustifs, rappelons certains de ces ingrédients de la fabrique des dits « racismes intercommunautaires » issus soit de l'histoire, soit du présent :

- Les héritages de l'histoire

Un long passé esclavagiste arabo-berbère ayant inévitablement charrié des préjugés négrophobes, une partie du vocabulaire de désignation des noirs porte ainsi des dimensions péjoratives indéniables (Azi, abd, etc.). Certes il convient de souligner les différences avec la traite européenne dans ses dimensions constitutives de l'accumulation primitive du capitalisme puis du développement industriel européen donnant à la traite un caractère systémique, massif, industriel. Mais ces précisions ne peuvent pas conduire à la négation du fait que ce passé esclavagiste a imprégné, a informé profondément les sociétés civiles.

L'utilisation coloniale de certaines communautés pour la répression anticoloniale. Des maghrébins ont ainsi été utilisés au Vietnam pour combattre les indépendantistes et des tirailleurs d'Afrique de l'Ouest pour réprimer le peuple algérien. Rappelons ce que souligne Fanon sur cet aspect : « Le Blanc, incapable de faire face à toutes les revendications, se décharge des responsabilités. Moi j'appelle ce processus : la répartition raciale de la culpabilité. Chaque fois qu'il y avait un mouvement insurrectionnel, l'autorité militaire ne mettait en ligne que des soldats de couleur. Ce sont des « peuples de couleur » qui réduisaient à néant les tentatives de libération d'autres « peuples de couleur ». » (*Peau noire, masques blancs*)

Les héritages négatifs ne sont pas des forces insurmontables devant lesquelles nous serions impuissants. Au sortir de l'ère coloniale dans la décennie 60, l'espoir panafricain et la solidarité anticoloniale constituaient de réelles armes contre ces héritages racistes multiples. Autrement dit, les tendances racistes héritées sont efficacement mises en échec par la conscience politique offensive. C'est d'ailleurs selon moi un des grands mérites de cette initiative. Le recul de ces idéaux a signifié dans le même mouvement le retour de ces préjugés historiques non déconstruits.

- Des productions contemporaines

Les stratégies de distinction systémiquement organisées que nous avons mentionnées plus haut conduisant par exemple à des préjugés puissants vis-à-vis de la population rrom. Cette stratégie est encouragée par la théorie de la distance culturelle qui a longtemps été au cœur des politiques publiques concernant les migrants. Selon cette approche, les différentes communautés sont inégalement « intégrables » en fonction de leur « distance culturelle » avec la « culture française ». Les cultures à intégrer comme la culture soi-disant intégratrice sont, bien-sûr, appréhendées de manière essentialiste avec les composantes classiques de l'homogénéité, de la négation du contexte d'existence et d'a-historicité.

Quant à la place historique de cette approche postulant et imposant une hiérarchisation en fonction de l'appartenance culturelle, il suffit de rappeler la carrière d'un Georges Mauco. Il commence celle-ci comme secrétaire d'Etat à l'immigration, traversera la période pétainiste sans encombre et sera nommé en 1944 et jusqu'en 1970 secrétaire du Haut Comité de la Population et de la Famille. Voici ce qu'il énonce sur l'intégrabilité des différentes immigrations : « Parmi la diversité des races étrangères en France, il est des éléments pour lesquels l'assimilation n'est pas possible. Il y a aussi ceux appartenant à des races trop différentes : asiatiques, africains, levantins même, dont l'assimilation est impossible et, au surplus, très souvent physiquement et moralement indésirable. » (Conférence Permanente des Hautes Études Internationales, Xe session Paris,1937)

Si le concept est moins usité aujourd'hui, la logique qui le porte est encore dominante. Une telle approche encourage les stratégies de distinctions individuelles et collectives. Les premières consistent à clamer son intégration par la distanciation avec son groupe d'appartenance d'origine. Les secondes consistent à affirmer son intégration collective en participant aux processus de dévalorisation d'un autre groupe minoritaire.

La sous-traitance par l'Europe de la surveillance des frontières et de la politique répressive va susciter pour sa part des racismes d'Etat dans les trois pays du Maghreb. Bien sûr ces politiques de sous-traitance ne peuvent exister que parce qu'il existe un terreau préalable sur lequel se greffer. Les politiques migratoires européennes ne créent pas mais approfondissent des hiérarchisations déjà existantes. Comme ici, la politique de répression des Etats produit un encouragement au passage à l'acte négrophobe. Les rafles organisées par les Etats du Maghreb contre les sans-papiers venant d'Afrique subsaharienne suscitent les mêmes conséquences que celles de l'Etat français dans l'hexagone : elles désignent un « bouc émissaire » et étendent le racisme.

- Les instrumentalisations

S'il y a instrumentalisation de la question des dits « racismes intercommunautaires », c'est que ceux-ci sont une réalité. L'instrumentalisation est justement l'opération théorique, politique et idéologique visant à présenter une réalité sociale de telle sorte qu'elle puisse être mise au service d'un objectif précis ayant peu de lien avec la réalité en question. Il s'agit donc de formuler une histoire en amplifiant des faits, en dramatisant des situations, en apportant des grilles explicatives simplistes, en inversant les causes et les conséquences, etc.

Si l'instrumentalisation d'une réalité ne peut pas conduire à la négation de cette réalité, cela ne veut pas dire qu'elle doit être considérée comme peu importante. Sans être exhaustifs, rappelons le contexte qui voit se développer rapidement une dénonciation des dits « racismes intercommunautaires », c'est-à-dire l'histoire dominante produite pour en rendre compte :

- C'est une histoire crisique :

Nous serions en présence d'une dégradation brusque des « tensions communautaires » avec des élèves utilisant des insultes racistes à longueur de journée, des groupes minoritaires se confrontant violemment de plus en plus fréquemment, des processus de repli de chacun sur son groupe minoritaire. La dramatisation de la situation constitue ici un appel à la fermeté face à une jeunesse devenue incontrôlable. Le discours dominant sur les dits « racismes intercommunautaire » porte en implicite une demande de surveillance étatique des quartiers populaires en général, de leur jeunesse en particulier.

- C'est une histoire doublement amalgamante :

La question du dit « racisme intercommunautaire » est la plupart du temps évoquée en lien avec une autre, celle du supposé développement d'un « racisme anti-blanc ». Celui-ci se banaliserait dangereusement et nécessiterait en conséquence de nouveau surveillance et fermeté. Le transfert en contrebande du « racisme anti-blanc » n'est pas le seul. Evoquer la hausse des « tensions intercommunautaires » permet également de légitimer l'idée d'un nouvel antisémitisme porté par les musulmans des quartiers populaires.

- C'est une histoire structurellement culturaliste :

Une grille de lecture ethnicisée des réalités sociales est diffusée à longueur de livres et de journaux, de campagnes électorales et de discours politiques pour ensuite être appliquée à tous les faits sociaux dans lesquels des racisés sont présents. Les dites «tensions intercommunautaires» sont dès lors déconnectées du contexte économique, politique et social qui les produit ou les encourage pour n'être abordées que sous l'angle d'une causalité culturelle.

- C'est une histoire articulée à d'autres histoires:
Importation du dit «conflit israélo-palestinien» pour les maghrébins; concurrence victimaire conduisant à la négation de la Shoah pour les noirs; nomadisme des Rroms empêchant toute intégration pour reprendre les propos de Valls. Toutes ces histoires ont un point commun: mettre en avant la culture comme seule causalité. Les questions des inégalités et des discriminations, des politiques scolaires et de logement productrices de ghettoïsation géographique économique et sociale, celles des politiques sécuritaires de surveillance des quartiers populaires, etc., sont ainsi évacuées des causalités explicatives de la dégradation des rapports sociaux de proximité. Le culturalisme n'est pas qu'une erreur de pensée mais une opération idéologique visant la question des conditions de l'égalité.

- C'est une histoire qui a un air de famille avec les discours sur l'Afrique:
Des processus discursifs similaires sont en œuvre pour expliquer les conflits sociaux, la multiplication des conflits armés et le maintien et/ou développement, selon les endroits, de la misère. Conflits inter-ethniques nous dit-on ici; conflits tribaux complète-t-on là; rivalités entre musulmans et chrétiens affirme-t-on ailleurs; opposition ancestrale entre Targui et noirs, entre Berbères et Arabes, etc.

Autant l'existence de préjugés dans les relations entre les groupes minoritaires de la société française est indéniable, autant la tentative de les instrumentaliser l'est également. Ecoutons le président de la LICRA pour saisir de manière compacte cette histoire dominante: «Mais il est aussi de nouveaux phénomènes dont il faut mesurer la gravité et la dangerosité. Sur fond de communautarisme, d'islamisme, de conflit israélo-palestinien et de concurrence mémorielle, se sont développés dans nos villes et nos cités, mais également sur Internet, un racisme intercommunautaire et un antisémitisme virulents qui bouleversent les fondamentaux de notre combat antiraciste, selon lesquels l'immigré, le noir, l'arabe, le juif, sont consubstantiellement des victimes et le raciste nécessairement blanc, chrétien et de droite. Il existe des endroits en France où l'on désigne à de jeunes désœuvrés qui se sentent, à tort ou à raison, laissés pour compte de la société ceux qui seraient les responsables de leurs malheurs. Ces responsables, ce seraient les «Français», les «blancs», les «fromages», cibles de ce qu'il est désormais convenu d'appeler le racisme anti-blanc. […] Mais les vrais responsables du malheur des jeunes embrigadés du djihad, ce seraient surtout les «feujs», les «juifs», les «sionistes», ceux qui auraient le pouvoir, l'argent et le monopole de la souffrance, ceux qui - par extension - massacreraient les enfants palestiniens...»

Tout y est: tout le monde est à la fois victime et bourreau; la notion de «racisme anti-blanc» est validée; les exigences d'une histoire décolonisée deviennent une «concurrence victimaire»; l'antisionisme est amalgamé avec l'antisémitisme; les causalités avancées sont le communautarisme, l'islamisme, le conflit israélo-palestinien et la concurrence mémorielle, c'est-à-dire des conséquences présentées comme causes. Devant de telles instrumentalisations, la réponse ne peut pas être la négation des préjugés et parfois passage à l'acte agissant dans les relations entre les groupes communautaires. Au contraire, la construction d'une alliance entre groupes minoritaires suppose:

- La dénonciation et la déconstruction de ces préjugés sans aucune euphémisation ou justification. Nous ne pouvons pas avoir autant progressé ces dernières années dans la capacité à formuler nous-mêmes les questions, à avancer nos termes pour analyser ces questions, à poser les choses à leurs racines, c'est-à-dire radicalement, etc., et ne pas être sans concession dans le combat contre les préjugés et le dit «racisme intercommunautaire» qui divise notre camp.
- L'analyse par nous-mêmes, selon notre propre agenda et avec nos propres objectifs de ces questions afin de se détacher de la dérive culturaliste négatrice des déterminations systémiques et contextuelles.

*** Ne jamais oublier la question du pouvoir**

Depuis le début de mon exposé, mon approche des termes a été prudente. Faut-il parler de «racisme intercommunautaire» pour désigner les préjugés et leurs effets racistes dans les relations entre groupes minoritaires? Pour moi la question reste ouverte et doit être approfondie dans nos propres espaces. La difficulté est que le même terme de racisme désigne trois niveaux de réalité. Le premier est celui d'une idéologie de hiérarchisation de l'humanité pour justifier un traitement inégal. Le second est celui des préjugés infériorisant ou chosifiant l'autre sur tel ou tel aspect, dans tel ou tel domaine. Le troisième est celui des faits, c'est-à-dire des passages à l'acte, c'est-à-dire des discriminations. Or si le dit «racisme intercommunautaire» porte à l'évidence des préjugés issus de l'histoire qu'il serait suicidaire de nier et de ne pas combattre, il est rarement jusqu'à aujourd'hui porté par une idéologie de hiérarchisation. Il est tout aussi rarement traduit dans des discriminations, celles-ci supposant d'être en situation de pouvoir ce qui est aujourd'hui rarement le cas pour les communautés dont nous parlons. Cela étant posé, peu importe comment nous l'appelleront, une réalité reste indéniable: ces dits «racismes intercommunautaires» existent, sont à combattre collectivement mais en refusant les instrumentalisations au service de la reproduction du système de domination.

En conclusion, je voudrais en appeler à une triple vigilance:

- La nécessité de rompre avec la posture de déni sur nos propres contradictions et les dits «racismes intercommunautaires» en font partie;
- La nécessité de démasquer et de contrecarrer les instrumentalisations de nos contradictions;
- La nécessité de la construction d'une solidarité sans faille ce qui suppose de ne rien nier du réel.

Pour ce faire nous devons nous relier:
- historiquement, parce que les générations antérieures de militants ont été confrontées aux mêmes questions;
- géographiquement, parce que ces questions sont présentes ici mais aussi ailleurs;
- politiquement, parce que le rapport de force nécessaire contre le système de domination commun suppose l'unification des dominés;
- philosophiquement, parce qu'il n'y aura pas éradication du racisme sans destruction du capitalisme qui l'enfante pour se construire dans l'accumulation primitive, puis le reproduit pour se reproduire.

C'était déjà ce que proposait Fanon en disant dans *Les damnés de la Terre* en 1961: «Quittons cette Europe qui n'en finit pas de parler de l'homme tout en le massacrant partout où elle le rencontre, à tous les coins de ses propres rues, à tous les coins du monde.» L'Europe dont parle Fanon n'est bien sûr pas un lieu géographique mais désigne un système social qui domine le monde.

Nous, pour nous-mêmes. Vers une émancipation décoloniale rrom

Sebijan Fejzula

Bonjour, Salam, Shukar dive savorenge,

Je suis Sebijan Fejzula, une Rrom de Macédoine, membre de Kale Amenge, une organisation décoloniale rrom. Je suis également chercheuse au Centre for Social Studies au Portugal, mais, aujourd'hui, c'est à partir de mon expérience du ghetto que je vais parler. Aujourd'hui, je refuse d'être diluée dans l'universel, en mettant en lumière et en rendant visible toutes ces réalités du peuple rrom qui ont été ignorées pendant longtemps. Que ce soit clair, il ne s'agit pas de me plaindre, mais bien plutôt de rendre compte du racisme. En tant que racisme traumatique lent, théoriser l'expérience rrom en Europe est une tâche ardue. James Baldwin avait compris cela, il nous rappelait « qu'il n'y a presque pas eu de langue » pour décrire les « horreurs » de la vie noire.

Il n'est, toutefois, pas de plus grands plaisirs, de sentiment d'appartenance et de reconnaissance, que d'être ici, parmi vous tous, et plus important encore, de pouvoir partager et refléter la lutte de mon peuple, le peuple rrom. Si je débute par ces mots, c'est parce que, historiquement, mais même en ce moment, le racisme contre les Gitans (antigypsyism) n'a joué aucun rôle, ou alors seulement un rôle secondaire, dans les luttes antiracistes. Nous, les Rroms, nous demandons constamment pourquoi.

Pour certaines personnes, nous le méritons, cette société ne serait donc ni anti-gitane, ni raciste, mais nous serions le problème : nous sommes les voleurs, les mendiants, ce que vous voulez, mais ce que nous sommes vraiment pour eux, ce qu'ils voient lorsqu'ils nous regardent, leur rappelle une impureté constante, un groupe de personnes incapables d'être civilisées au sein de l'imaginaire de la civilisation occidentale. Si cette civilisation veut nous forcer à abandonner notre identité, notre langue, notre tradition ; si elle comporte l'extermination de mon peuple ; si elle ne reconnaît pas nos victimes comme des victimes du racisme anti-gitan contemporain ; si elle ne reconnaît pas nos ancêtres morts à Porraimos, l'holocauste rrom, alors, je pose la question : qui sont les non civilisés ?

Pourquoi les attitudes profondément racistes envers nous ne sont-elles que rarement mentionnées et sont-elles enfouies derrière des discussions sur les valeurs civilisationnelles ?

Premièrement, pour reprendre les termes brillants d'Houria Bouteldja, laissons la fascination pour l'Homme blanc de côté, cette même fascination dont les racines sont profondément intériorisées chez nous, créant des hiérarchies et de la violence entre nous et servant de stratégie pour détruire toute possibilité d'alliance politique, pour détruire toute menace pouvant engendrer un désordre dans l'ordre occidental. De détruire ce qu'Houria nomme un amour révolutionnaire.

La table ronde à laquelle je participe s'intitule « Racismes intracommunautaires ». Sur cette question, j'affirme qu'un enjeu fondamental pour nous est d'entrer en lutte avec les modèles hégémoniques sur les manières dont nous nous percevons les uns les autres, des manières qui soient libératoires et émancipatrices pour nous. La construction idéologique de la modernité, en tant que système de domination, est créé de telle sorte qu'elle nous empêche, en tant que membres de groupes subordonnés, de nous confronter à la colonialité interne. Frantz Fanon a souligné que nous ne devrions pas nous soucier du sujet blanc dans le colonialisme, mais du sujet noir. En ce sens, nous, en tant que groupes subordonnés, sommes dans un processus continu de développement d'une connexion avec nous-mêmes par la présence de l'autre blanc, en tant que nous sommes historiquement situés comme les « autres » et jamais comme « nous-mêmes ».

La construction européenne de la « race » dresse des obstacles politiques et historiques qui, d'une part, empêchent d'aborder les questions de race et de racisme à cause de leur « sous-texte tacite », et d'autre part, la création de la « race » en tant que « mode de vie » rend possibles certaines justifications et légitimations. Par conséquent, certaines normes apparaissent et disparaissent en fonction d'un processus plus important de pouvoir qui décide quels sujets doivent ou non être reconnus. Historiquement, cela signifie également de légitimer l'utilisation du pouvoir et des pratiques des rapports de supériorité/infériorité entre les groupes dominants et dominés, ce qui rend notre autodéfinition encore plus difficile.

La construction épistémique de concepts tel que « le sauvage », « les victimes » et « les sauveurs » représentent des approches eurocentristes et occidentales, en ce qu'elles permettent la progression de l'idée de barbarisme, de peuples culturels incapables de se représenter eux-mêmes, cela nécessite ainsi la création d'un sauveur (le blanc de classe moyenne) dont le rôle principal est de « sauver » les « autres » au nom de l'humanisme qui n'a pas de couleur. L'idée d'absence de couleur a engendré l'une des cécités les plus importantes au sein des mouvements féministes blancs, décrivant l'expérience des femmes uniquement à travers l'analyse du patriarcat et du sexisme et ignorant le rôle de la race.

Le racisme anti-gitan, en tant que forme et produit du racisme, est une réalité brutale pour mon peuple. Cette réalité, dont le peuple rrom n'est pas le seul à faire l'expérience, mais également tous ceux qui ressentent le racisme au plus profond de leur peau, cette confrontation avec le « monde blanc » a souvent été décriée et non reconnue. Le fait de négliger celui-ci est ce qui nous a motivé, nous, membres de Kale Amenge, à lutter pour ceci, car ce qui n'est pas connu restera dans le silence !

Aujourd'hui, nous faisons face à une Europe qui revendique explicitement son racisme anti-gitan, appelant au nettoyage ethnique voire à l'extermination ; mais ni notre peuple, ni nos

valeurs ou notre culture ne sont le problème, et ne l'ont jamais été. Il est urgent de pointer le racisme du problème, pas plus que sa couleur, c'est pour cela que nous ne parlerons pas des soi-disant « problèmes rroms », mais désormais nous serons plus précis et parlerons du « problème gadje », en substance le « problème blanc », exerçant ainsi notre légitimité à nommer et à définir le monde selon nos conditions de vie.

Pour conclure par les remarquables termes d'Angela Davis : « Vous devez agir comme s'il était possible de transformer radicalement le monde. Et vous devez le faire constamment. »

La lutte anti-raciste asiatique prise dans le mythe de la « minorité modèle »

Le Collectif asiatique décolonial

Bonjour et merci d'être venus.

On va parler aujourd'hui de la lutte anti-raciste asiatique prise dans le mythe de la minorité modèle. Il faut d'abord se poser la question de la « minorité modèle » : qu'est-ce que c'est ? Comment cela va-t-il influencer notre situation et la façon dont on est racialisés en France ? Ce modèle a été inventé par les dominants, les blancs, et la minorité modèle serait, selon eux, un groupe ethnique ou religieux qui aurait atteint un statut social ou économique plus élevé que les autres minorités dans la société et qui aurait donc un niveau d'éducation plus élevé, un taux de criminalité plus faible et une situation socio-économique plus avancée que les autres minorités.

Concernant la communauté asiatique, c'est un modèle qui a commencé à se répandre dans les années 60, avec des articles de journaux qui ont commencé à expliquer la situation des personnes japonaises aux Etats-Unis et qui faisaient le parallèle entre la situation de la communauté japonaise américaine et la situation des Afro-américains. Ce parallèle direct énonçait que les personnes japonaises, malgré ce qu'elles avaient traversé, malgré leur histoire aux Etats-Unis, que ces personnes avaient réussi à s'en sortir et avaient maintenant un bon niveau d'éducation, avait une situation socio-économique plus élevée, comparativement aux personnes afro-américaines, caractérisées par leur statut beaucoup plus bas, un taux de criminalité plus élevé.

Si l'on considère cette idée de minorité modèle, on voit aujourd'hui en France que les Asiatiques rentrent dans cette catégorisation, vu les caractéristiques qui leur sont communément associées. Dans cette essentialisation des personnes asiatiques, nous sommes vus comme riches, avec un bon niveau d'éducation, partie prenante des hautes sphères de la société, qui peuvent devenir politiciens, mathématiciens, scientifiques, ingénieurs, etc. Ce mythe a pour but de monter les communautés racisées les unes contre les autres. Les dominants vont faire croire notamment à la communauté asiatique, qu'en s'assimilant et en se taisant, on peut avoir le même statut socio-économique et social en général que la communauté dominante, que les blancs en fait. Ce qui crée une forme de compétition entre les

racisés, puisqu'on va dès lors essayer d'adopter les codes dominants et plaire à ceux-ci, en adoptant leurs modes de pensée, mais aussi leurs modes d'opprimer les autres communautés. Pour prendre un exemple français, je pense notamment à Jean-Vincent Placé, qui est un homme politicien français, qui a été récemment placé en garde à vue pour avoir lancé des insultes extrêmement racistes à l'égard d'une personne noire lors d'une soirée dans une boîte de nuit. Je pense aussi aux communautés asiatiques qui vont avoir tendance à demander plus de contrôles policiers, plus de « sécurité » dans les quartiers, sachant qu'on sait très bien ce qui est sous-entendu et quelles communautés racisées cela va viser.

Le problème de ce modèle créé par les blancs nous empêche, nous, en tant que communauté, d'être pertinents politiquement dans nos demandes, puisqu'on essaie de mener une lutte anti-raciste sans se désolidariser du modèle de la suprématie blanche. Et il y a une certaine ironie à constater que, alors que les luttes anti-racistes sont basées sur les luttes noires, la négrophobie reste très présente dans nos communautés. Alors que l'on s'inspire notamment des luttes afro-américaines, nous ne questionnons pas le racisme et la négrophobie qui existent dans nos communautés.

Il faut aussi considérer que ce mythe a invisibilisé les différences entre les personnes asiatiques, en mettant en valeur notamment les personnes est-asiatiques, qui sont particulièrement concernées par ces clichés et en oubliant les autres personnes de la communauté asiatique, notamment issues du Sud-Est ou du Sud de l'Asie. Cela efface aussi les personnes qui ne sont pas concernées par cette minorité modèle et donc qui ne « s'assimilent » pas à la société, je pense notamment aux travailleurs et travailleuses du sexe asiatiques, aux personnes asiatiques qui n'ont pas leurs papiers français,…

C'est donc un mythe qui est fondamentalement raciste, puisqu'il nous aliène des autres communautés et est utilisé pour mettre en avant les asiatiques en faisant toujours ce parallèle avec les autres communautés, qui seraient moins bien vues dans la société française. Il y a là toujours aussi cette idée d'assimilation. Le problème de ce mythe, c'est qu'il ne fonctionne pas, comme on a pu le voir avec la mort de Shaoyao Liu, père de famille d'origine chinoise, tué par la police chez lui l'année dernière. Cet événement nous montre que nous restons victimes d'attaques racistes, que nous pouvons quand même être tués par la police d'Etat et que, aux yeux de la suprématie blanche, nous resterons des personnes racisées. C'est ce qui est aussi apparu avec le traitement médiatique de l'affaire de Shaoyao Liu, puisque, après sa mort, il y a eu des manifestations de la communauté asiatique, et le traitement médiatique a été de dire que la mafia chinoise était présente pendant ces manifestations, ce qui est évidemment stupide et ridicule.

Mais ce qui se passe aussi, c'est qu'après des agressions racistes, les communautés asiatiques vont demander plus de contrôles policiers et, en ce sens-là, vont jouer le jeu du dominant. En fait, nous sommes instrumentalisés parce que, pour la suprématie blanche, c'est beaucoup plus facile de laisser les communautés minoritaires se battre entre elles, plutôt que d'avoir à nous affronter collectivement. L'enjeu dans nos luttes anti-racistes, à l'heure actuelle, est de déconstruire ce mythe, de sortir du regard blanc, puisqu'au final on ne se voit qu'à travers le regard du dominant, mais aussi de déconstruire tous ces clichés que l'on a intériorisés à propos de nous-mêmes et des autres communautés, notamment la négrophobie qui existe dans la communauté asiatique.

Il faut aussi rappeler que ce mythe de la communauté modèle encourage toutes les communautés à nous voir comme des personnes soumises, des personnes qui n'ont pas de luttes. Les personnes asiatiques sont généralement décrites comme des personnes qui ne luttent pas, ne se révoltent pas « par nature », ce qui, lorsque l'on pense à la Conférence de Bandung, est finalement assez ironique. On va par exemple assister à des débats sur les luttes de la communauté asiatique, sans inviter des asiatiques, et on va parler à un niveau très conceptuel et théorique de luttes historiques, sans s'intéresser aux situations contemporaines des personnes asiatiques. Nos luttes passées sont utilisées comme un étendard et une inspiration, que l'on pense à la Guerre d'Indochine, la décolonisation de l'Indochine, Diên Biên Phu, etc., sans jamais parler des conséquences de cette colonisation pour la communauté asiatique maintenant. On va donc beaucoup utiliser nos luttes, tout en perpétuant le mythe selon lequel les asiatiques ne se rebellent pas.

Il nous apparaît donc urgent de casser ce mythe qui fait du mal à nos communautés, mais aussi à nos luttes et à nos alliances futures. C'est important de décoloniser nos esprits dans tous les sens du terme, pour l'avenir de nos luttes.

Vers une figure juive décoloniale

Michèle Sibony

à Haïm Hanegbi, juif indigène de Palestine

Il faut commencer par prendre acte du fait qu'il y a toujours eu des figures juives décoloniales dans l'histoire des luttes antiracistes et de libération. Des États-Unis à l'Afrique du Sud, en passant par le Maghreb, des juifs ont pris part à ces luttes anticolonialistes et antiracistes [1]. C'est par contre la première fois dans l'histoire des juifs que leur statut s'est transformé, faisant d'eux des membres à part entière d'un Occident dominant redéfini comme judéo-chrétien. Les incidences catastrophiques de cette modification nous incitent à rechercher aujourd'hui les potentialités de reconstruction d'une figure juive décoloniale.

*** L'impossible indigène**

Je partirai d'une question qui m'interpelle toujours personnellement, comme juive marocaine, juive arabe [2]. Pourquoi ne parle-t-on jamais, ne peut-on parler de juifs indigènes, de juifs autochtones, et cela même avant la colonisation française, alors que les juifs constituent un des substrats du peuplement maghrébin d'origine, ante-islamique, et avant même l'occupation romaine. Juifs indigènes? Presque un oxymore. On pourrait légitimement penser que cet impossible commence avec la colonisation, dont il est le fruit, mais ce qui remet en question cette réponse, c'est le statut de minorité des juifs, en terre d'islam comme partout ailleurs, avec le sort aléatoire réservé aux minorités.
Les juifs toujours traités en minorité, certes protégée en islam, sont de ce fait exclus de l'indigénat, ils sont perçus toujours comme allogènes par la majorité. En Europe aussi d'ailleurs, où la minorité juive ne bénéficie pas de cette protection, elle est toujours perçue comme allogène - toujours étrangère, ou étrange. Comme s'il y avait un choix à faire: indigène ou minorité. Cela se vérifie d'ailleurs avec d'autres minorités contemporaines; les Rohingyas par exemple dont la présence est historiquement attestée en Arakan dès le 8e siècle après J.-C., d'autres parlent plus tardivement de conversions à l'islam au 15e siècle. Or, une loi de 1982 a fait remonter leur présence à la date de la première colonisation britannique en... 1823, pour pouvoir les exclure de la nationalité birmane. Et que dire des Kurdes nommés pour la première fois dans des textes mésopotamiens 3000 ans avant J.-C.? Combien de siècles ou de millénaires faut-il pour être considéré comme un indigène? Tout cela explique aussi les stratégies de survie de minorités toujours inquiètes, et de compromis avec les maîtres, quels qu'ils soient. Les Rohingyas avec les Britanniques, ce qui leur vaut la haine farouche des Birmans, les juifs avec les colons qui cherchaient de toute façon à les utiliser pour établir leur domination, les Kurdes avec l'Occident jusqu'à nos jours, faisant le travail des guerres sous-traitées, et massacrés ensuite dans le silence de leurs soi-disant alliés. L'histoire se répète et se répète encore.

La figure juive contemporaine en Europe, après des siècles de minorité métèque, de juifs parias, de juifs errants, d'asiates, a subi, elle, des transformations multi-factorielles: l'après judéocide, le sionisme, l'ère néo-conservatrice que nous vivons, sont autant d'étapes de ces transformations. Un paramètre subsiste, cependant, immuable: l'utilisation politique des juifs, comme de toute minorité, bouc émissaire, fusible, variable d'ajustement... Où sont donc les alternatives à cette posture traditionnelle des minorités? La protection du pouvoir en place ne leur est jamais longtemps accordée, pas plus que le temps nécessaire à leur instrumentalisation. Ce qui conforte le sentiment d'une illusion d'intégration au groupe dominant qui s'achève toujours mal dans l'histoire des minorités. Comment exister autrement, comment coexister? C'est l'enjeu des figures décoloniales, et c'est tout l'enjeu de la notion d'indigène. Car c'est lui qui décolonise, et lui-même et le colon. Aucune société coloniale ne s'est jamais décolonisée de son propre chef. Cette lutte est celle des opprimés, des indigènes. Pour qu'une figure décoloniale juive puisse (ré)émerger, elle doit s'appuyer, se structurer, à partir d'une figure indigène juive. À ce stade, il faut définir ce que l'on entend par indigène, sinon on pourrait confondre avec les «sabras», juifs nés en Israël, et le sionisme. Je ferai appel pour éviter cette confusion à un texte brésilien que je trouve merveilleux quant aux horizons transnationaux qu'il découvre.

«*Les Involontaires de la Patrie*» [3]: c'est le titre d'un cours public donné sur les marches de l'assemblée nationale à Rio par Eduardo Viveiros de Castro, anthropologue universitaire brésilien le 20 avril 2016. Il y définit le mot indigène: «qui vient de la terre qui lui est propre, originaire de la terre où il vit». Selon cette définition, toute personne, d'où qu'elle vienne, née au Brésil, serait indigène? «Mais non, répond-il, ni le colon ni l'agroboy (le fils d'un propriétaire terrien) ni le courtier ne sont des indigènes, il suffit de leur demander, ajoute-t-il avec humour, ils sont Brésiliens.»
Il met ainsi en tension les notions d'indigène et de citoyen. «Et cela n'a rien à voir, explique -t-il, le Brésilien, c'est le citoyen d'un État-Nation.» «Être indigène, c'est faire partie d'une communauté spécifique, c'est donc faire partie d'un peuple, être citoyen au contraire c'est faire partie d'une population contrôlée par un État. Appartenir à la terre au lieu d'en être le propriétaire est ce

1 Le générique des 10 clips vidéo de l'UJFP, Paroles juives contre le racisme, que je vous invite à aller regarder, montre cette inscription juive continue dans les luttes antiracistes et de libération coloniale. (https://www.youtube.com/channel/UCo-jmN0_VgImHjZ7326rReDQ)

2 Une remarque d'un auditeur lors de cette intervention m'oblige à préciser que mes racines marocaines sont sans aucun doute berbères. L'usage que je fais ici de l'expression «juive-arabe» rejoint l'usage politique fait par de très nombreux juifs avant moi, issus du monde arabe plus large que la configuration maghrébine. Un usage destiné à prendre le contre-pied de ce qui a existé et que le sionisme a voulu effacer en le transformant en oxymore.

3 Eduardo Viveiros de Castro, conférence «*Les Involontaires de la Patrie*», à Rio de Janeiro, lors de la campagne Abril Indigena, avril 2016. Traduction: Jérémie Bonheure. (http://partage-le.com/2018/01/8687/)

qui définit l'indigène… Là où l'indigène regarde vers le bas, vers la terre d'où il tire sa force immanente, le citoyen regarde vers le haut, vers l'esprit incarné sous la forme d'un État… »
Ces termes étant posés, on se souvient que le colonialisme a apporté le modèle de l'État-Nation aux régions conquises et, avec lui, l'horizon du nationalisme souverain.

*** Le rôle d'Israël et de la solution sioniste**

« Que va-t-on faire de cette poussière d'humains ? Il faut vite en faire des juifs ! », s'exclamait Ben Gourion à l'arrivée des premiers immigrants juifs arabes.
Le sionisme s'est voulu une réponse à cette impossibilité que nous venons de décrire. A la manière des États-Nations colonisateurs qui l'ont fondé, il a conclu que ce qu'il fallait pour sortir de l'impasse minoritaire éternellement allogène, c'était construire sa propre souveraineté nationale, dans le cadre d'un État-Nation du peuple juif.

Ce faisant, il a reproduit l'ordre de domination coloniale en Palestine contre les indigènes autochtones et il a créé des citoyens juifs israéliens et non des indigènes juifs pour reprendre l'opposition de Viveiros de Castro. Pourtant, c'est ici tout de même que nous pouvons rencontrer une figure juive décoloniale en formation, car il a aussi fabriqué une catégorie nouvelle, hybride, d'indigènes juifs en Israël : les Mizrahim. Ou juifs orientaux. On n'a pas laissé les Mizrahim devenir des colons, les blancs israéliens les ont trop méprisés pour cela, et c'est leur chance d'échapper à l'intégration par la blanchité, celle que décrit Toni Morrison[4] : « Les mécanismes culturels par lesquels on devient américain sont clairement compris. Un citoyen d'Italie ou de Russie émigre aux États Unis. Il conserve beaucoup ou une partie de la langue et des coutumes de son pays d'origine. Mais s'il souhaite être américain - être reconnu comme tel et trouver vraiment sa place - il doit devenir quelque chose d'inimaginable dans son pays d'origine : il doit devenir blanc… Les Africains et leurs descendants, eux, n'ont jamais eu ce choix… »
C'est aussi ce que démontre Ella Shohat dans son article *L'invention des Mizrahim*[5] quand elle déroule les nombreux pièges où les juifs arabes ont été enfermés - l'injonction paradoxale faite aux juifs issus du monde arabe : surtout ne soyez pas arabes, mais vous n'êtes que des Arabes. L'exemple qu'elle apporte des juifs irakiens surtout pas arabes, mais utilisés en Israël dans une recherche génétique destinée à identifier une toxine contre les Arabes illustre parfaitement cette injonction.

Autre paradoxe : le « retour juif », selon le sionisme, se fait vers le Moyen-Orient source du judaïsme. Cependant, l'État du sionisme « euro-israélien », ainsi que l'appelle Shohat, se construit de Hertzl à Ben Gourion sur un modèle totalement orienté vers l'Occident en termes de géo-politique et d'idéologie. Et l'on pense aussi à Barak qui décrit dès 2002 l'État juif comme « une villa dans la jungle », reprenant le diptyque colonial barbarie/civilisation. Retour à l'Orient donc, mais en parfait occidental.

Piège encore que l'unicité proclamée par le sionisme : un seul peuple juif réuni sur sa terre d'origine, ce qui coupe les juifs arabes de leurs diverses histoires, et cela d'autant plus que la vision occidentale des sionistes euro-israéliens est menacée par leur proximité d'un monde arabe qui jouxte toutes les limites du territoire approprié.Les juifs arabes sont donc sommés d'identifier judaïsme et sionisme et d'intégrer que judaïsme et arabité sont des antonymes. Viveiros de Castro nous rappelle utilement ici qu'en fait le terme de peuple n'existe qu'au pluriel : « Ce sont les blancs, grands spécialistes de la généralisation, ou plus précisément l'État blanc colonial, impérial républicain, qui ont inventé le terme indien comme catégorie générique. L'État, à la différence des peuples, n'est constitué que par la singularité de sa propre universalité. »

Dernier piège enfin qui s'est refermé sur les Mizrahim : celui de deux nationalismes, le sionisme européen qui rassemble et identifie tous les juifs du monde en une seule nation, et le nationalisme de nombreux Etats arabes post-coloniaux, eux aussi forgés sur le modèle État-Nation, qui reprendront cette identification juif/sioniste et pour qui donc juif deviendra aussi antonyme d'arabe. Ceux que l'on a amenés en terre sainte en leur faisant croire qu'ils réalisaient la prophétie ont été placés en gardes-frontière du territoire approprié, ils ont été acculturés et désignés comme des « moins que rien » par le pouvoir blanc euro-sioniste local : c'est l'un des urbanistes planificateurs des « villes de développement », le professeur Elisha Efrat, qui décrit les Mizrahim[6] « comme pauvres, naïfs et faibles », un parfait alignement d'étoiles pour Israël qui pouvait à présent créer un État à partir de rien avec des gens qui n'étaient rien. Déracinés, coupés de leur histoire, les Mizrahim sont aussi devenus des indigènes, car ce sont des involontaires de la patrie au sens à nouveau décrit par notre ami brésilien ou évoqué par Toni Morrison.

Ils ont constitué une forme hybride d'indigénat, non pas dans le sens originel d'autochtone, mais dans le sens colonial du mot, avec le traitement assorti, un peu comme les Indigènes de la République, les issus de l'immigration coloniale. Les Mizrahim sont, comme eux, re-confrontés à travers le sionisme et l'ashkenazité à une domination coloniale blanche qui se perpétue aussi sous la forme d'une séparation des corps dont nous parle encore Viveiros de Castro : « La séparation de la communauté et de la terre a sa réciproque, son ombre, qui est la séparation entre les personnes et leurs corps, autre opération indispensable effectuée par l'État pour créer des populations administrées. »

Cette séparation a son histoire avec les Mizrahim et le scandale des enfants volés en Israël dans les années cinquante - plus de cinq mille -, à des familles de Mizrahim majoritairement yéménites, mais aussi marocaines, irakiennes et issues des Balkans avec l'implication attestée de tout l'establishment sioniste, de l'éducation et de la santé : crèches, dispensaires, hôpitaux, hauts fonctionnaires et jusqu'à la WIZO, organisation sioniste internationale des femmes (Women International Zionist Organisation). Ces nourrissons ont été donnés ou vendus à l'adoption de familles ashkenazes le plus souvent américaines. Cet événement-fracture ne cesse depuis sa découverte au début des années 70 d'être opposé par les Mizrahim à l'establishment sioniste et de le questionner sur sa relation à leur citoyenneté. Et depuis les années soixante-dix, ils ne rencontrent que des commissions qui referment les dossiers, des archives disparues, ou mystérieusement brûlées[7], et ont dû, avec l'association AMRAM fondée en 2014, reconstituer une archive vivante en enregistrant et filmant les familles des enfants volés.

Quand on parle de renaissance du mouvement de révolte mizrahi à Shlomi Hatouka, poète et militant mizrahi, cofondateur de l'association AMRAM, sa réponse commence par évoquer la diversité des peuples juifs : « je suis yéménite avant tout », puis il ajoute : « Ni pause ni rupture, ni renaissance ! Mais continuité de la lutte, et depuis bien avant les Panthères Noires, depuis qu'on est arrivé ici, on a toujours lutté, la lutte prenait des formes

4 Toni Morrison, « L'obsession de la couleur », in *L'origine des autres*, 2017

5 Ella Shohat, « The invention of the Mizrahim », in Journal of Palestine Studies, Vol. 29, automne 1999

6 Voir le documentaire de David Déri, *Le péché ancestral*, 2017

7 Trois commissions d'enquête constituées en 1967, 1988 et 2001 ont toutes abouti à la même conclusion : les enfants sont morts et il ne s'est rien passé. En décembre 2016, le gouvernement autorise l'ouverture des archives de ces commissions à nouveau sans résultat. (https://www.jonathan-cook.net/2017-01-02/israel-urged-to-apologise-for-disappeared-babies/)

différentes, mais c'était la lutte. Quand faites-vous commencer le combat noir américain ? Très exactement depuis leur arrivée sur le sol américain. »[8]

Roï Hassan, autre poète militant mizrahi, se décrit lui comme moitié marocain et moitié libyen, et explique que, pour lui, « establishment israélien signifie explicitement ashkenaze et blanc. »[9] Orly Noï se dit iranienne et précise que, comme telle, elle ne se sent pas appartenir à une culture périphérique mais centrale. Elle fait partie du mouvement « L'Orientale commune » qui a soutenu aux dernières élections israéliennes la liste arabe unie. Le lien est clair pour ce mouvement avec la lutte de libération palestinienne. Elle le décrit en ces termes : « Dans la « villa dans la jungle » de Barak, ni les Palestiniens ni nous les Mizrahim, natifs de la jungle n'avons la moindre place. Il n'y a pas de place pour les Mizrahim dans le sionisme, pas plus que pour les Palestiniens. Il nous faut démanteler les murs de cette villa pour nous retrouver ensemble et tous égaux dans la jungle. » Orly Noï précise aussi que « l'Orientalité est une conscience, qui n'exclut pas loin de là les ashkenazes. »[10] Ce qui nous amène à la dernière partie du discours de Viveiros de Castro. Il s'adresse au public blanc assis sur les marches en ces termes : « mais nous, les « autres indiens », ceux qui ne sont pas indiens mais se sentent beaucoup plus représentés par les peuples indiens que par les politiques qui nous gouvernent et par l'appareil policier qui nous persécute de près, par les politiques de destruction de la nature menées par le fer et par le feu par tous les gouvernements qui se succèdent dans ce pays depuis toujours, nous avons aussi besoin de l'aide et de l'exemple des indiens… contre la capture de l'Etat Nation. Un État qui pousse jusqu'à ses ultimes conséquences son projet de destruction du territoire qu'il revendique comme sien. »

Ces paroles résonnent aussi bien en Palestine qu'en France quant au collectif à constituer avec ceux des blancs-ashkenazes, tous ceux qui refusent l'appareil policier, le système d'exploitation capitaliste qui détruit la nature et les liens sociaux, et se sentent proches et représentés par les peuples indigènes. Là où se construit la figure mizrahi-indigène, et là où elle se rapproche de l'autre indigène palestinien, se construit une possibilité de figure juive décoloniale en Israël. De même que la lutte africaine-américaine ne peut manquer de faire lien avec celle des peuples indigènes…

L'appel d'Olga rédigé essentiellement par des israéliens ashkenazes, même si des Mizrahim l'ont signé en 2004 se situe exactement dans cet axe de résistance commune. L'ashkenazité comme la blanchité n'ont rien à voir avec la couleur et tout avec la domination. L'indigène juif, le fils du pays, est celui qui reconnaît que la terre ne lui appartient pas, qui reconnaît l'indigène autochtone, le ibn el Balad et tous ses droits, qui refuse la domination et le principe de séparation comme principe fondateur et mode de vie. C'est ce que dit en résumé cet appel qui conclut : « Ce n'est que par un tel partenariat que nous pourrons, nous juifs d'Israël, cesser d'être des étrangers dans leur pays et devenir enfin de véritables fils du pays. »

Haim Hanegbi, seul rédacteur mizrahi de cet appel - son grand-père Haïm Bejayo était le chef de la communauté séfarade de Hébron - vient de mourir. Né juif palestinien, il était un indigène, un ibn el Balad, et cette identité lui a servi de boussole toute sa vie. Afin de ne pas être enterré dans le cimetière des colons juifs de Hébron - Al Khalil -, sa ville de naissance, il avait demandé et obtenu des autorités palestiniennes de la ville l'autorisation de l'être dans le cimetière musulman. La crainte des représailles de colons a fait surseoir à cette idée pour l'instant, mais un jour, Haïm Hanegbi trouvera sa place auprès de ses frères hébronites indigènes.

*** Un espace antiraciste respirable**

Et nous juifs d'ici, quelle issue décoloniale pouvons-nous rechercher aux tentatives d'ingestion des juifs par l'État néo-conservateur clivant et oppressant ? Deux événements viennent de se succéder et de nous secouer : l'assassinat d'une vieille dame par deux petits délinquants, pour lequel le parquet a retenu en 48h la qualification d'antisémitisme. Cet assassinat dont nous ne savons encore à peu près rien de ses motifs autres que crapuleux[11] a donné lieu à une récupération politique ignoble et coutumière. Le CRIF s'est empressé d'exclure de la marche blanche qu'il avait organisée la France Insoumise coupable d'antisionisme donc d'antisémitisme, en plaçant ce mouvement sur le même plan que le Front national et l'extrême droite antisémite. Cet amalgame entre antisionisme et antisémitisme est, il faut le rappeler, assumé aujourd'hui par le Président de la République.

Quelques semaines plus tard, l'acte deux de cette sinistre affaire était publié dans Le Parisien : une tribune rédigée par Philippe Val et signée par 300 personnalités contre l'antisémitisme... mais surtout contre l'islam et les musulmans. Les attentats y sont instrumentalisés contre toute la population musulmane, la gauche radicale y est traitée d'antisémite parce que antisioniste, et la politique israélienne de destruction de la Palestine, à l'oeuvre en ce moment même contre la marche du retour, y est exemptée de toute responsabilité. En d'autres termes, cette tribune participe activement du dispositif de production de ce qu'elle prétend condamner : l'antisémitisme. Il y a des amis dont on préfère se passer quand on est juif.

L'antisémitisme nous concerne et nous inquiète, tous les crimes racistes et les attentats terroristes nous concernent et nous inquiètent, mais leur instrumentalisation au service d'un racisme islamophobe et au service de la politique israélienne en Palestine est productrice de racisme antisémite. La bataille contre la Palestine se mène indubitablement aux États-Unis, en Europe et en France. Le fait que les deux communautés juives et musulmanes les plus importantes d'Europe se trouvent en France a rapporté ici le front Israël-Palestine, en l'inscrivant dans le paradigme néo-conservateur de l'affrontement Occident/Islam. Dès lors les juifs ne pouvaient rester à l'abri dans cet affrontement pour deux raisons : parce qu'Israël avait besoin d'eux pour museler l'Occident contre toute critique envers sa politique et parce que l'Occident avait besoin d'eux pour justifier sa lutte contre l'islam. Juifs et Israël se sont donc mis à ne faire qu'un, comme le voulait le sionisme, et les juifs blanchis pour la première fois de leur histoire sont entrés de plein pied dans l'Occident, comme le voulait le sionisme.

Toute atteinte à un juif, ont déclamé tous les ministres et présidents de la République, depuis vingt ans, est une atteinte à la France et à la République, ce qu'ils n'ont jamais dit pour les innombrables agressions racistes envers les musulmans, Arabes, noirs, Rroms, Asiatiques… établissant ainsi division entre les minorités et hiérarchie dans le racisme envers ces différentes communautés. Il est donc urgent de reconstruire une figure décoloniale juive qui rejoigne les autres minorités pour coexister et co-résister.

C'est encore le texte de Viveiros de Castro qui nous ouvre

8 Extraits d'interviews réalisés en juin 2016 par Eyal Sivan et Michèle Sibony

9 Idem

10 Idem

11 « Ce que révèle l'enquête sur le meurtre de Mireille Knoll », in *L'Express* du 4 avril 2018, article écrit à partir de la consultation du procès-verbal de synthèse des investigations sur le meurtre. (https://www.lexpress.fr/actualite/societe/fait-divers/ce-que-revele-l-enquete-sur-le-meurtre-de-mireille-knoll_1996747.html)

l'horizon.

Et poursuivant le parallèle transnational rendu possible par lui, je relaterai ici sa conclusion : évoquant le nom d'une rue de Rio, la « rue des Volontaires de la patrie », il rappelle que lors de la guerre de l'empire contre le Paraguay, l'appel à des volontaires n'ayant pas trouvé de patriotes blancs brésiliens, on envoya des milliers d'esclaves noirs comme « Volontaires » à leur place. Viveiros de Castro nomme alors les indiens indigènes comme les premiers « Involontaires de la patrie » et il affirme comme une proclamation : « Nous, ici, nous sentons comme les indiens, comme tous les indigènes du Brésil : comme si nous formions un énorme contingent d'Involontaires de la patrie… D'un gouvernement qui ne nous représente pas et ne nous a jamais représenté… nous sommes les Involontaires de la patrie parce qu'Autre est notre volonté. »

Ressurgissent alors les Afro-descendants américains, les Mizrahim, qui viennent s'inscrire dans cette lignée magnifique des Involontaires de la patrie, et nous-mêmes ici, y trouvons notre place. Pour que nous puissions respirer, nous les Involontaires de la patrie, juifs, Arabes, musulmans, noirs, Rroms, Asiatiques, migrants, exilés, sans-papiers, blancs, nous tous qui ne nous reconnaissons pas dans la forme de l'État oppresseur et colonial qui dirige nos vies, joue nos destins les uns contre les autres, il nous faut construire un espace antiraciste respirable, c'est ainsi que nous l'appelons, un espace qui nous ressemble, égalitaire, pluriel, qui ne hiérarchise pas entre nous, qui ne nous instrumentalise pas au service d'une quelconque politique autre que celle que nous déciderons de construire nous-mêmes. Après l'assassinat de Mireille Knoll, nous nous sommes jurés que plus jamais nous ne serions pris au piège de l'urgence médiatico-politique, des injonctions à des déclarations d'anti-racisme par ceux-là mêmes qui fabriquent et promeuvent le racisme, ni d'une quelconque instrumentalisation d'un crime antisémite ou non, raciste ou non.

Nous sommes en train de construire ensemble notre propre espace antiraciste à la fois autonome, décolonial, pluriel et ouvert... à tous les « Involontaires de la patrie ».

Haine de l'autre, haine de soi. A qui profite le crime ?

Boubacar Diop

Chères soeurs, chers frères,

Contraint à mon grand regret de rester ces jours-ci au Sénégal, je vous envoie mon fraternel salut.

En avril 1955, des nations éprises de paix et de liberté, tentaient d'ouvrir à Bandung une fenêtre d'espérance sur le monde. Ayant presque toutes fait l'expérience du feu et du sang de la conquête, elles étaient bien décidées à ne plus se laisser surprendre par l'Histoire. Tenue il y a seulement un peu plus de soixante ans, la Conférence de Bandung fut en résonance directe avec bien des événements qui, tout en lui étant extérieurs, en révélaient l'esprit et avaient un dénominateur commun : la soif de liberté des peuples, exprimée par leur refus de s'aligner derrière l'un ou l'autre des deux blocs. Pour ne parler que de l'Afrique, en Algérie, au Cameroun, au Ghana et en Guinée, l'heure était à une résistance prenant très souvent les allures d'une lutte contre le racisme colonial blanc, une lutte dont les militants noirs d'Amérique et d'Afrique du Sud furent de manière encore plus décisive les porte-étendards.

Par une amère ironie de l'Histoire, la plupart des pays africains ont été empêchés d'être présents à Bandung : ce n'était pas par la faute des organisateurs mais en raison du fait colonial qui les privait du statut juridique d'Etat. Mais cela importait-il vraiment ? L'imaginaire collectif prend souvent aisément le dessus sur les artifices de la réalité concrète et nos peuples ont toujours vu dans cette conférence des non-alignés en Indonésie un moment privilégié de leur propre histoire. Ce n'était pas là une simple auto-suggestion, car, du Caire au Cap, tous les patriotes africains étaient occupés à ouvrir, au prix de lourds sacrifices, le chemin vers la grande vague des Indépendances de l'année 1960.
Il importe du reste de rappeler ici que c'est en droite ligne de Bandung que la revue Présence africaine organisa en 1956 à Paris et en 1959 à Rome les deux « Congrès des Écrivains et Artistes du Monde noir ». Ceux-ci eurent un formidable retentissement et la même farouche volonté de reprendre en main notre destin s'y exprima à travers les voix de Richard Wright, Cheikh Anta Diop, Aimé Césaire, Sékou Touré et Jacques-Stephen Alexis parmi celles d'autres panafricanistes.
S'il est à cette époque une idée qui avait du sens et forçait le

respect, c'était l'internationalisme militant, cette fraternité d'armes universelle qui mena Fanon en Algérie et Che Guevara à Cuba et plus tard au Congo. De même, lorsque l'ANC décide de déclencher la lutte armée, Nelson Mandela et Oliver Tambo vont chercher des armes dans divers pays, dont la Tunisie et l'Egypte avant d'envoyer plus tard leurs combattants s'entraîner avec le FLN algérien.

Tout cela s'est passé il n'y a pas si lontemps que cela mais le monde a connu tant de mutations qu'on a parfois l'impression qu'il s'est écoulé plus d'un siècle depuis ces années cinquante. Et plus tard, les penseurs d'un système impérialiste inique n'ont décrété – avec une naïve arrogance – la « Fin de l'Histoire », c'est-à-dire le triomphe absolu, éternel, de la loi du marché, que pour se retrouver dans une situation internationale beaucoup plus dure et complexe, aux fractures si profondes qu'elles en paraissent aujourd'hui irrémédiables.

Nous sommes les héritiers de ce temps et nous semblons parfois hélas en perdre le souvenir, qui aurait pu être si vivifiant. Le fait que l'ennemi ait infiltré nos rangs pour semer sur nos terres les graines de la mésentente ne saurait excuser une aussi suicidaire amnésie. Il est vrai aussi que, pour reprendre le poète Césaire, il s'agit pour beaucoup de pays africains de « recommencer la fin du monde », c'est-à-dire de se remettre sur la ligne de départ pour en finir avec une dépendance d'autant plus pernicieuse et efficace qu'elle ne porte plus le nom trop chargé de colonisation. En fait, partout où sévit la Françafrique, le colonialisme français, du général de Gaulle à Macron, a bien veillé à ce que nos fers deviennent seulement moins visibles, tout en maintenant sous son joug des pays comme la Côte d'Ivoire de Dramane Ouattara ou le Sénégal. La recette est connue : l'installation, y compris par la force, de laquais dans les palais présidentiels, la gestion de proximité d'une élite intellectuelle vaniteuse et complexée, tout cela pour exploiter en toute tranquillité l'uranium du Niger et le pétrole du Gabon, pour ne citer que ces deux exemples. Dans mon pays, le Sénégal, les intérêts français n'ont jamais été mieux servis que sous l'actuel président Macky Sall. Et ce n'est pas peu dire, car le Sénégal indépendant s'est toujours aligné derrière l'ancienne puissance coloniale.

Et tout cela a bien évidemment des conséquences sur la scène politique internationale, car la voix de ces pays, à l'ONU par exemple, est celle de leurs maîtres. Voilà pourquoi à une jeunesse africaine « en quête de sens » – j'emprunte l'expression à Aminata Dramane Traoré – il me semble essentiel de dire encore et encore que la question de notre souveraineté, de notre autonomie de décision politique et économique, est un enjeu vital de l'heure. Et la résistance a d'autant plus de sens aujourd'hui que l'Occident, sentant bien son déclin, cherche moins à séduire qu'à intimider par des guerres impérialistes fomentées sous des prétextes de moins en moins convaincants.

Pendant deux ou trois décennies, les femmes et les hommes de bonne volonté, quelque peu sonnés par les coups du sort, n'ont su quoi répondre à la fameuse question : « que faire ? » et n'ont même plus eu envie, à vrai dire, de se la poser. Aujourd'hui, une radicalité politique neuve, une radicalité de pensée et d'action qui ne se laissera juger par personne, est en train de poindre à l'horizon. Le temps est revenu d'un optimisme, d'une certitude en la victoire qui nous permettront d'aller de l'avant.

Je souhaite plein succès à vos travaux et formule le voeu ardent qu'ils se traduiront par des initiatives concrètes dans le sens d'un agir-ensemble pour le bonheur de nos peuples opprimés.



BANDUNG DU NORD
5 MAI 2018

Combattre l'Etat policier et le racisme à l'échelle des pays du Nord

- Qu'est-ce que le racisme d'Etat? / p.1

par Saïd Bouamama

- Le cas états-unien / p.4

par Fred Hampton Jr.

- Le cas français / p.6

par Amal Bentounsi

- L'islamophobie sécuritaire et le monopole de la terreur légitime / p.7

par Ibrahim Bechrouri

- Racisme et acharnement judiciaire: mon expérience / p.9

par Redouane Ikil

- Le cas québécois / p.11

par Safa Chebbi

- Féminicide autochtone au Québec : le rôle des corps policiers / p.13

par André-Yanne Parent

- Le cas britannique / p.17

par Arzu Merali

- Le cas belge / p.19

par Nordine Saidi

Qu'est-ce que le racisme d'État ?

Saïd Bouamama

Avant d'aborder la question du « racisme d'Etat » rappelons que cette expression fait partie du vocabulaire que certains voudraient interdire. D'autres termes subissent le même procès en sorcellerie comme « islamophobie », « blanc », « privilège », etc. En fait, dès qu'un terme ou une expression semblent investis par un groupe dominé pour rendre compte de son expérience et de sa situation, il est l'objet d'attaques visant à le délégitimer. Cette fois-ci cependant, un seuil de gravité est franchi puisqu'un ministre de l'Education Nationale a tenté de porter plainte contre un syndicat pour usage de l'expression « racisme d'Etat ». Selon lui, l'Etat français a été diffamé par l'utilisation de cette expression.

*** Racisme d'Etat et Etat raciste :**

Il n'est pas inutile de camper la scène du théâtre que nous avons connue à propos de cette expression. La Ligue des Droits de l'Homme, la LICRA, le sociologue Michel Wieviorka critiquent l'expression comme porteuse d'un réductionnisme dangereux. Utiliser l'expression « racisme d'Etat » prétendent-ils, c'est affirmer que l'Etat nazi serait de même nature que l'Etat républicain français contemporain. Les partis s'en mêlent, avec un large consensus dépassant le clivage « droite/gauche », pour dénoncer l'utilisation de cette expression pour caractériser la république française contemporaine.

Ecoutons la formulation de l'accusation par Wieviorka :
« Parler de racisme d'Etat veut dire que l'Etat pratique et professe le racisme. C'est mettre la France sur le même plan que l'Afrique du Sud de l'apartheid. Il y a racisme d'Etat quand le phénomène se hisse au niveau de l'Etat. Ce qui n'est pas du tout la même chose que s'il s'agit de mécanismes inacceptables qui existent certes au sein de l'Etat – un Etat qui s'efforce de les faire reculer (…) Il est vrai que si vous êtes issus de l'immigration maghrébine, vous avez plus de peine à trouver un stage ou un emploi au sortir de l'école. Mais il n'y a pas de volonté explicite, ni même l'acceptation de telles logiques de la part de l'Etat. Au contraire, la République donne tous les signes d'une forte mobilisation contre le racisme. »

Le président d'honneur de la Ligue des Droits de l'Homme va dans le même sens : « Le racisme d'Etat, c'était en Afrique du Sud ou sous Pétain. On n'est pas dans une situation de ce type aujourd'hui, car l'Etat ne produit pas de lois ou de règlements racistes. » (in Libération, 24 novembre 2017)

Outre que le débat reste ouvert pour nous à propos de certaines lois comme celle d'exception sur le foulard en 2004, il y a ici confusion, volontairement ou pas importe peu, entre les expressions « racisme d'Etat » et « Etat raciste ». Plus averti que d'autres, Wieviorka reconnaît l'existence d'un racisme institutionnel (porté par telle ou telle institution) mais pour l'opposer au « racisme d'Etat » qui signifierait une « intentionnalité de l'Etat ». Quant au fait qu'il voit une « République (qui) donne tous les signes d'une forte mobilisation contre le racisme », nous ne devons pas vivre dans la même société ou du même côté de la ligne de couleur qui est aussi une partie de la ligne de pouvoir.

A notre connaissance, aucun des nombreux militants et aucun des quelques chercheurs utilisant l'expression « racisme d'Etat » ne considère l'Etat français comme similaire au nazisme ou au régime de l'apartheid. Nous ne sommes pas inconscients dans le choix de nos mots et expressions. Nous avons lu l'historien états-unien Georges Fredrickson (*Racisme, une histoire*) et sa mise en exergue des trois régimes politiques explicitement racistes au XXème siècle : les Etats du Sud des Etats-Unis à l'époque des lois « Jim Crow » (1865-1963) ; l'Afrique du Sud sous l'apartheid (1948-1991) et l'Allemagne nazie (1933-1945). Nous ajouterons simplement à la liste les Etats européens ayant suivis la logique raciste des nazis et entre autres le régime de Pétain. Ces exemples encore une fois concernent le concept « d'Etat raciste » que personne ne confond avec le « racisme d'Etat ».

Il n'est pas inutile de rappeler quelques repères théoriques pour répondre à cette accusation de confusion conceptuelle faite aux militants de l'antiracisme politique :

- Le racisme ne peut se limiter aux préjugés ou à une idéologie. Il est fondamentalement un rapport social produit par une société inégalitaire et la reproduisant par une hiérarchisation sociale à base d'une distribution de privilèges et de désavantages selon une ligne de couleur et/ou d'origine réelle ou supposée.

- L'intentionnalité n'est pas une condition nécessaire à l'existence d'une réalité raciste. De surcroît pour les victimes, que le racisme soit intentionnel ou non, les conséquences sont identiques. L'expression « racisme d'Etat » vise justement à décrire l'existence et la production-reproduction d'un rapport social raciste dans des Etats posant comme intention exactement l'inverse c'est-à-dire un Etat affichant comme règle l'antiracisme. Le « racisme d'Etat » décrit donc la production systémique d'une réalité raciste par un Etat se définissant officiellement comme antiraciste. La notion d'Etat raciste décrit en revanche les Etats affichant intentionnellement le racisme comme idéologie et politique. L'exemple que donnent Wieviorka en citant l'apartheid concerne l'expression « Etat raciste » et non celle de « racisme d'Etat ».

- Christine Delphy a depuis déjà longtemps attiré l'attention sur la nécessité de distinguer la « règle affichée » et la « règle réelle » fonctionnant dans la dynamique concrète d'une société. Ne pas prendre en compte cette distinction conduit logiquement à limiter le racisme à une portion congrue, celle du racisme intentionnel assumé idéologiquement et politiquement. C'est justement tout l'apport de ce qui est désormais

appelé « antiracisme politique » que d'avoir refusé de limiter le racisme à l'instance idéologique et aux pratiques individuelles ou aux énoncés et actes racistes intentionnels. Derrière les attaques contre l'expression « racisme d'Etat », c'est donc l'idée même d'un antiracisme politique qui est attaquée.

- Les exemples de décalage profond entre « règle affichée » et « règles réelles » sont légion tant au niveau historique qu'au niveau contemporain. Le « racisme républicain » pour reprendre l'expression de Pierre Tévanian articule quotidiennement des affirmations du principe d'égalité et la réalité de discriminations massives et systémiques par des institutions d'Etat. L'affirmation de l'égalité républicaine comme « règle affichée » voisine avec la « règle réelle » de la politique policière vis-à-vis de certains quartiers et certaines populations conduisant à la mort de plus deux cent jeunes situés du mauvais côté de la ligne de couleur depuis la décennie 80. L'affirmation de l'égalité républicaine comme « règle affichée » voisine avec la « règle réelle » d'une surreprésentation des jeunes à la mauvaise couleur dans les prisons en général et en détention préventive en particulier.

Conclusion

Bien avant la dernière polémique sur le « racisme d'Etat », j'attirais l'attention sur la nécessaire distinction entre « racisme d'Etat » et « Etat raciste ». C'était le 21 septembre 2016 lors d'une mobilisation organisée par l'association ALCIR. Concluons cette partie en soulignant l'enjeu de cette distinction : la prise en compte de la responsabilité étatique dans la production du rapport social raciste. Le racisme n'est ni un virus extérieur, ni ne se limite à un simple héritage de l'Histoire : il est une production contemporaine dont un des acteurs se trouve être des politiques d'Etat en matière de politique migratoire, de discours sur les réfugiés, de contrôle au faciès, d'expulsions successives des campements de Rroms, de politique internationale, etc.

*** Racisme institutionnel et racisme d'Etat**

Nous l'avons souligné plus haut, Michel Wieviorka est prêt à reconnaître l'existence d'un racisme institutionnel mais à condition de ne pas aller jusqu'à l'affirmation de l'existence d'un « racisme d'Etat ». La mise en opposition de deux concepts appartenant au même effort théorique et politique visant à rendre compte de l'ensemble du fait social raciste est, selon nous, à rejeter du fait de ses conséquences pratiques : la non-interrogation de toutes les conditions systémiques de production du rapport social raciste.

Rappelons que le concept de « racisme institutionnel » aujourd'hui reconnu pour l'opposer au « racisme d'Etat » a été pendant longtemps nié en France. La notion même de discrimination raciste, largement abordée dans le monde dit « anglo-saxon », a été pendant des décennies l'objet d'un silence assourdissant. La discrimination ne pouvait pas exister en France puisqu'elle était anticonstitutionnelle depuis la Déclaration des droits de l'homme. Rappelons l'origine militante du concept de « racisme institutionnel » et la réalité sociale qu'il tentait de restituer.

Citons Stokely Carmichael et Charles Hamilton :
« Quand des terroristes blancs posent des bombes dans une église noire et tuent cinq enfants noirs, c'est un acte de racisme individuel, critiqué par l'ensemble de la société. Mais quand dans la même ville de Birmingham (Alabama), cinq cents bébés noirs meurent chaque année du manque d'électricité, de nourriture, d'abri et de soins médicaux, et des milliers d'autres sont détruits et blessés physiquement, émotionnellement et intellectuellement à cause de la pauvreté et de la discrimination de la communauté noire, c'est du racisme institutionnel. Quand une famille noire emménage dans un quartier blanc et est lynchée, brûlée ou expulsée, elle est victime de violence individuelle et ouverte que l'ensemble de la population condamne. Mais c'est le racisme institutionnel qui garde les Noirs enfermés dans des logements insalubres et à moitié en ruines, sujets à l'exploitation quotidienne de leurs propriétaires, des marchands, des prêteurs sur gages et des agents immobiliers qui les discriminent. La société fait semblant de ne pas connaître cette situation, ou alors elle est incapable d'y réagir concrètement. » (*Le Black Power. Pour une politique de libération aux Etats-Unis.*)

L'objectif est bien de refuser la réduction du racisme à la seule dimension individuelle pour prendre en compte l'ensemble de ses dimensions et en particulier ses dimensions institutionnelles. C'est exactement le même objectif qui a conduit à l'émergence de l'expression « antiracisme politique » pour refuser le cantonnement du combat au racisme individuel ou à la dénonciation morale des racistes qui se revendiquent comme tels.

De surcroît, l'opposition de l'Etat et de ses institutions est, selon nous, un non-sens. L'Etat est une abstraction qui se concrétise dans ses institutions. Il n'y a pas d'un côté l'Etat et de l'autre les institutions (police, services publics, etc.). Le racisme institutionnel n'est que le reflet ou la traduction concrète du racisme d'Etat dans telle ou telle institution. La mise en opposition de ces deux concepts est, selon nous, un non-sens visant à légitimer la tentative d'enterrement du concept de « racisme d'Etat ». Il reste à interroger le besoin qu'ont eu nos mouvements militants à trouver et investir des expressions comme « racisme d'Etat » ou « antiracisme politique ». La réponse à cette question est à rechercher dans la séquence historique qui s'ouvre avec la Marche pour l'égalité et contre le racisme de 1983 et dans laquelle nous sommes encore. En joignant dans son titre « égalité » et « contre le racisme », cette marche est de fait un refus sociologique massif de la logique de l'intégration et l'affirmation de la logique de l'égalité.

Ce passage d'une logique à une autre devait inévitablement aboutir à une démarcation avec tous ceux continuant de réduire le racisme à une de ses dimensions : la dimension individuelle, la dimension uniquement intentionnelle, la dimension idéologique. Nous étions alors vingt ans après l'indépendance algérienne, c'est-à-dire au moment historique où la première génération issue des colonies arrive sur les marchés amoureux, du travail, du logement, des loisirs, etc., pour constater le décalage entre la « règle affichée » et la « règle réelle ». La séquence historique est aussi celle de la stigmatisation de cette partie du mouvement militant. Le refus de la logique intégrationniste est taxé de communautariste et d'antirépublicaine. Or cette stigmatisation a été le fait, entre autres, des plus hautes autorités de l'Etat (Président de la République, premier ministre, ministres, etc.). Le besoin était dès lors, selon nous, de trouver une expression intégrant la responsabilité directe du personnel politique dominant dans le processus de production du rapport social raciste.

La pratique raciste d'un policier ou d'un enseignant est certes en premier lieu un acte individuel mais celui-ci est freiné et encouragé par le fonctionnement et les objectifs de l'institution (racisme institutionnel) et les discours du politique (personnes comme discours des textes de loi) qui autorisent ou freinent les passages à l'acte raciste (racisme d'Etat). Non seulement les concepts de racisme institutionnel et de racisme d'Etat ne s'opposent pas mais sont complémentaires dans la tentative de comprendre l'ensemble du processus de production-reproduction du racisme.

Conclusion

Les concepts de «racisme institutionnel» et de «racisme d'Etat» sont issus du même effort de conceptualisation visant à rendre compte des dimensions cachées du racisme. Il s'agit dans deux séquences historiques et dans deux espaces nationaux différents d'appréhender la partie invisibilisée des multiples formes d'expression du racisme. L'expression «racisme d'Etat» vise pour sa part à mettre l'accent sur la responsabilité du politique dans l'émergence et le développement d'une société raciste. Des «Rroms qui n'ont pas vocation à s'intégrer» de Valls, au voile qui serait contraire à «la civilité française» de Macron, en passant par l'usage de l'expression «musulman d'apparence» de Sarkozy, on ne compte plus les saillies racistes des plus hauts personnages de l'Etat. La citation par Macron d'un auteur négrophobe, Stephen Smith, lors de sa dernière interview souligne que nous sommes encore dans cette séquence historique. Nous conseillons d'ailleurs à toutes et à tous de lire ou relire le livre *Négrophobie* de Boubacar Boris Diop, Odile Tobner et François-Xavier Verschave en réponse au livre *Négrologie* de Stephen Smith. Il est encore là pour 4 ans et il vaut mieux connaître ses références théoriques.

*** Racisme d'Etat et antiracisme d'Etat**

On ne peut pas saisir la polémique autour du racisme d'Etat avec sa virulence, sa tendance consensuelle (heureusement non totale et avec des contre-tendances) et ses effets de limitation de la liberté de parole (annulation de conférences, non-prêt de salles, etc.) sans l'inscrire dans la temporalité historique. La polémique est selon nous l'aboutissement d'un processus historique en 3 phases: l'affirmation de l'antiracisme politique, le développement du racisme d'Etat à un niveau non atteint depuis la Seconde Guerre mondiale et la promotion d'un antiracisme d'Etat.

- L'affirmation de l'antiracisme politique:

Nous l'avons souligné précédemment, la Marche pour l'égalité et contre le racisme est l'ouverture d'un nouvel « âge historique » de l'antiracisme. Les décennies qui vont suivre vont être à la fois sur le plan théorique et sur le plan militant des efforts pour reformuler les questions et faire éclater les verrous et les angles morts de l'âge précédent: les questions des discriminations systémiques, de l'héritage colonial, du refus de la logique intégrationniste comme forme fardée de la logique assimilationniste, etc.
Ces nouvelles questions vont être à la base du développement de « l'antiracisme politique » sous la forme d'une multitude d'associations ayant de nombreuses divergences entre elles mais convergentes dans:

- La volonté d'interroger non plus seulement les conséquences du racisme mais également ses causes, c'est-à-dire le système de domination;
- La volonté de ne pas se limiter au racisme idéologique explicite et intentionnel pour prendre en compte l'ensemble du rapport social raciste, c'est-à-dire d'inclure le racisme dans les actes (les discriminations) et la non-intentionnalité;
- La volonté de prendre en compte l'ensemble des dominations de classe, de race et de sexe qui touchent toute les populations issues de la colonisation et plus largement les populations racisées;
- La volonté de trouver les mots et expressions théoriques donnant sens à leurs expériences de l'assignation à des places dominées: racisme institutionnel, racisme systémique, antiracisme politique, blanchité, privilège, postcolonialisme, islamophobie, intersectionnalité, etc.

Tout ce vocabulaire nouveau révèle cette recherche soit en empruntant des concepts aux sciences sociales, soit en les important d'autres aires nationales n'ayant pas exactement les mêmes angles morts de la pensée, soit en les élaborant soi-même. Ces concepts et expressions sont en travail. Personne n'a prétendu qu'ils étaient aboutis et porteur d'une force heuristique sans faille. C'est dire l'aspect hilarant de nouvelles expressions journalistiques visant à invalider cet effort théorique des dominés. Le concept sera présenté comme «ne faisant pas consensus» ou comme «controversé». Pour souligner l'infréquentabilité de certains concepts, on fera appel à un sociologue en charge de clore le débat.

Nous qui pensions que le propre des concepts scientifiques était d'ouvrir au débat et de susciter approfondissement! Rappelons tout de même que de nombreux concepts scientifiques reconnus par l'université à une époque donnée ont servi à cautionner les pires atrocités esclavagistes et colonialistes. La caution universitaire n'est ni nécessaire, ni suffisante pour attester de la validité d'un concept ou d'une expression.

- Le développement du racisme d'Etat

La seconde phase consiste au développement d'un racisme d'Etat à un niveau sans précédent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Dans ma postface au livre de Pierre Tévanian, *La mécanique raciste*, je résume comme suit ces trois dernières décennies de développement du racisme d'Etat: «La société française se retrouve dans cette contradiction entre un système de domination qui perdure et des groupes dominés qui ont rompu avec l'intériorisation des places assignées. Face à une telle contradiction, il y a deux manières de réagir: le retour vers le passé ou la création du futur.»

Des discours sur le foulard en 89 et 2004 à celui de Macron ce mois-ci sur l'incompatibilité du foulard et de la «civilité française» en passant par l'épisode de la polémique sur le «burkini»; des multiples discours sur les seuils de tolérance dans les années 80 et 90 à ceux sur la «France submergée par les demandeurs d'asile» du ministre de l'intérieur actuel en passant par l'appel de Sarkozy à fonder une nouvelle catégorie, les «réfugiés de guerre» ayant vocation à rentrer au pays de naissance; des discours sur la crise de l'intégration de la décennie 80 à celui sur la «civilité française» en passant par ceux sur «l 'identité nationale»; des polémiques sur l'islam et sa «compatibilité avec la république» au dernier appel de 300 personnalités posant les «musulmans» comme porteur d'un nouvel antisémitisme en passant par la hiérarchisation des racismes par le très officiel «délégué interministériel à la Lutte contre le racisme et l'antisémitisme» en 2015; de la non intégrabilité supposée des Rroms aux expulsions des campements rroms qui continuent; de la polygamie des familles africaines comme explication des révoltes populaires de 2005 au discours de Macron au G20 de Hambourg l'année dernière sur la natalité en Afrique comme cause du sous-développement…

Tous ces faits attestent d'un développement d'un racisme d'Etat désignant et constituant dans le même temps des groupes sociaux comme porteurs et causes des problèmes de la société française: «Nous sommes tous noirs, Arabes, Rroms et musulmans» affiche une des banderoles de mon association le Front Uni des Immigrations et des Quartiers Populaires pour décrire les «porteurs du mal» ainsi désigné par ce «racisme d'Etat». Le racisme d'Etat de ces dernières décennies désigne des cibles et constitue une autorisation à ne pas traiter celles-ci égalitairement. Le racisme d'Etat est ainsi une autorisation à toutes les autres dimensions du racisme de et dans la société civile.

• La promotion d’un antiracisme d’Etat

En parallèle du racisme d’Etat, les mêmes décennies ont été marquées par la promotion d’un antiracisme d’Etat. De la tentative de faire renaître régulièrement un « SOS Racisme » de ses cendres à la promotion d’associations comme la LICRA ou le « Printemps Républicain », il s’agit ni plus ni moins que d’installer une diabolisation de l’antiracisme politique en prétextant un soi-disant antisémitisme pour la LICRA ou de soi-disant atteintes à la laïcité pour le « Printemps Républicain ». Cette diabolisation n’est pas une fin en soi mais un moyen de faire interdire légalement certains points de vue : ceux du soutien à la résistance palestinienne, ceux dénonçant le racisme d’Etat, ceux critiquant l’islamophobie mais demain aussi le franc CFA ou les APE etc. La fonction sociale de l’antiracisme d’Etat apparaît dès lors nettement : contrecarrer les progrès de l’antiracisme politique.

C’est parce que nous nous sommes affirmés politiquement que nous sommes attaqués et que nos mots sont harcelés. La contre-révolution idéologique en cours appelle de notre part une solidarité mutuelle totale et le refus de rentrer dans l’ombre. Rappelons à ceux qui veulent nous imposer le silence ces belles phrases de Lamine Senghor au congrès anti-impérialiste de Bruxelles en 1927 :

« Camarades, les Nègres se sont trop longtemps endormis, mais méfiez-vous ! Celui qui a trop bien dormi et qui s’est réveillé ne se rendormira plus. »

Refusons la séquence soporifique qu’on veut nous imposer.



Le cas états-unien

Fred Hampton Jr.

Pour commencer, je voudrais vous accueillir en vous disant : « Pouvoir au peuple ! » et un autre slogan que nous avons l’habitude de dire qui est : « Libérez les tous ! ».

Je suis honoré d’être ici aujourd’hui. Je suis chanceux d’être l’héritier de deux combattants pour la liberté, qui sont le président Fred Hampton et Akua Njeri, plus connue sous le nom de Deborah Johnson.

Les gens ne connaissent peut-être pas les détails de l’histoire de leur assassinat, mais pour la raconter, je ne vais pas être politiquement correct, je vais utiliser des termes brutaux pour désigner une réalité brutale. Ils ont été assassinés par le gouvernement le 4 décembre 1969. Celle qui allait être ma mère et qui venait d’avoir 19 ans était enceinte de 8 mois et demi quand elle a senti les balles, tirées par les policiers de Chicago, traverser le matelas. Un policier l’a tirée de la pièce, a ouvert sa robe de chambre et a pressé l’acier de son révolver contre le ventre rond de ma mère. Quand j’en parle, je dis que le premier soin prénatal que j’ai reçu, le premier contact que j’ai eu avec l’acier, n’était pas l’acier du stéthoscope du médecin, mais celui du révolver d’un policier de Chicago.

Ils ont accusé ma mère de coups et blessures et c’était dans leurs habitudes d’ajouter à cette condamnation celle de l’agression. Je suis né 25 jours après la mort de mon père. Il est idéal de parler de façon abstraite et floue du traitement raciste des africains aux Etats-Unis comme d’un fait du passé. Mais la réalité, c’est que nous subissions un terrorisme policier et que nous le subissons toujours aujourd’hui. Nous subissons encore une forme de colonialisme et nous pouvons le voir dans la façon dont le président parle de nous. Comme Malcolm X avait l’habitude de le dire : « La démocratie américaine n’est qu’une hypocrisie. » C’est une façade de liberté qui permet en réalité aux Etats-Unis une certaine arrogance, comme l’arrogance d’accuser Cuba d’avoir des prisonniers politiques.

La tombe où est enterré Fred Hampton est fermée chaque année de façon régulière, aujourd’hui encore, par les forces de l’ordre. Il reste encore aujourd’hui beaucoup de prisonniers politiques dans

ce que nous désignons comme des camps de concentration. Ni moi ni l'organisation que je représente, les Black Panthers, ne considérons comme acquise l'opportunité de former des coalitions pour penser et réfléchir à ce qu'il se passe réellement aux Etats-Unis.

Que ce soit en France, au Brésil et en particulier aux USA, la classe qui est au pouvoir dissémine une propagande selon laquelle tout va bien, tout se passe pour le mieux dans ces pays que j'ai cités. Aux USA, la propagande qui est en place, pas seulement via les courants mainstream mais aussi à travers l'industrie de la musique, est une tentative pour dire que les Etats-Unis sont une terre de liberté, que : « quand on veut, on peut » et que : « si on travaille dur, on peut y arriver ». Mais nous voulons dire haut et fort qu'il y a encore des communautés qui sont colonisées et qu'elles sont colonisées par la police. La police constitue une véritable ligne de front. Nous voulons par ailleurs insister sur le fait que tout est transformé en guerre : « guerre contre la drogue », « guerre des gangs », etc., mais en réalité, c'est une guerre contre notre communauté qui est menée.

Nous venons de franchir une étape avec la fin de l'administration Obama qui a usé de termes tels que « société post-raciale » et qui a articulé une représentation de l'impérialisme américain d'Obama pour faire annuler et rendre illégitimes les questions qui nous concernent réellement. Avec l'arrogance du gouvernement Trump, nous pouvons réutiliser cette vieille expression « l'empereur est nu » (pour montrer l'hypocrisie de son gouvernement). Même le type de réponse que nous avons aujourd'hui face au terrorisme policier, en particulier avec le cas de Mike Brown à Ferguson, relève d'une dynamique différente. Avant, quand la police assassinait quelqu'un, l'Etat envoyait des porte-paroles pour embrouiller les gens et éteindre le feu, tels de véritables pompiers politiques. Pour tuer toute forme de résistance.

Nous sommes aujourd'hui en train de vivre un climat où les gens parlent pour eux-mêmes, parlent en leurs termes. Ils se battent pour leur droit à l'auto-détermination, pour s'organiser. Nous faisons référence à Ferguson, comme la ville de Mike Brown, et faisons écho aux paroles de Che Guevara : « Qu'il y ait un millier de Vietnam ! », en disant : « Qu'il y ait un millier de Ferguson, un millier de ville de Mike Brown ! »

Il est important de parler du terrorisme policier comme profondément lié au système impérialiste. Tout est lié, comme la façon dont les médias traitent les affaires et criminalisent les victimes par exemple. D'ailleurs Malcolm X disait que le génie des US est de faire passer les criminels pour des victimes et les victimes pour des criminels. Cette machine dont je parle inclut un harcèlement continu des familles de victimes tuées par la police, elle inclut un gouvernement qui crée ce que nous appelons des GMO (Government Made Organisation) : des organisations créées par le gouvernement. Cela a pour but d'anéantir les résistances et je suis sûr que c'est le cas pour les autres pays aussi. Ces organisations ne servent qu'à divertir, occuper l'espace, et l'Etat place des gens comme étant nos porte-paroles, mais je suis certain qu'en réalité beaucoup d'entre nous ont été mal informés de qui sont réellement ces gens qui parlent du terrorisme policier.

J'insiste sur le fait que malgré notre manque de ressources financières, il y a une réelle résistance qui existe sur le terrain et nous voulons créer de vrais liens avec les autres communautés colonisées. J'aimerais conclure en mentionnant les cas de Richard, surnommé Richie, et Ronald Johnson qui ont été assassinés par la police, et il y en a beaucoup d'autres, mais aussi (par) une campagne sur laquelle nous avons beaucoup travaillé, qui est la « African anti-terrorism ». Elle a pour but de recontextualiser le terrorisme. Les personnes qui subissent le terrorisme font souvent face à une euphémisation de ce qu'ils subissent. Comme pour l'esclavage par exemple ou les violences policières. Mais si nous vivons une réalité brutale, il faut que les mots qui la décrivent soient tout aussi brutaux. Il faut nous battre pour ne pas euphémiser nos réalités.

Quand on assassine un homme noir, on ne doit pas parler de violences policières, mais de terrorisme policier. Comme Huey P. Newton le disait : l'Etat connaît l'importance des euphémismes. Ils disent que Colomb a découvert l'Amérique. Nous devons nous battre pour utiliser les vrais termes qui correspondent à la réalité. Au lieu de dire gentrification, nous disons spoliation de territoire. Quand les nôtres se font emprisonner, nous disons qu'ils se sont fait kidnapper. Et leur caution est en réalité pour nous une rançon. Les différentes drogues, crack, héroïne ou autres qui sont déversées dans nos quartiers, nous ne les appelons pas drogues mais armes chimiques de guerre qui visent les communautés africaines et les autres communautés colonisées. Même la musique et les shows télévisés doivent être nommés par leurs noms : des bombes de propagande.

Sun Tzu, dans *L'art de la guerre*, disait que le principe fondamental est de se connaître soi-même et de connaître son ennemi. Nous savons que nous sommes seuls contre tous, que les chances sont faibles, mais ne pas s'organiser, ne pas contre-attaquer, c'est tout simplement un suicide réactionnaire. Et nous refusons de commettre ce suicide. Nous savons que l'héritage des Blacks Panthers est un héritage lourd à porter, mais nous nous sommes engagés à faire de notre mieux pour, non pas seulement marcher dans leurs pas, mais aller encore plus loin.

Dans l'esprit de l'internationalisme, nous disons : « Libérez-les tous ! Pouvoir au peuple ! »

Le cas français

Amal Bentounsi

Bonjour à tous et merci pour cette invitation. C'est un honneur pour moi d'intervenir à cette table ronde avec tous ces militants et notamment Fred Hampton.

Aujourd'hui, je voudrais qu'on ait une pensée pour la famille d'Ismaila Deh, qui est décédé cette semaine, écrasé par la police, par une voiture de la police. C'est aussi l'anniversaire de la mort de Curtis, ce jeune homme qui avait été percuté par une voiture de police aussi, alors qu'il roulait en quad. Aujourd'hui même, il y a une manifestation dans sa ville. Je n'ai pas pu m'y rendre parce que je suis là aujourd'hui avec vous, mais en tout cas, j'ai une énorme pensée pour sa famille et pour le combat qu'elle mène. Une pensée pour toutes les autres familles en lutte, dont je ne pourrais citer tous les noms aujourd'hui, parce que je sais ce qu'elles vivent, parce que je suis passée par là aussi.

Mon frère a été tué en 2012 par la police. Au départ, c'était le client parfait : Amine a été le plus jeune prisonnier de France. En l'incarcérant à l'âge de 13 ans, ils l'ont assassiné une première fois et depuis ce jour-là, il a subi cette répression, dans le quartier où il vivait et où il était la cible de ces policiers. Jusqu'en 2012 où il a été assassiné, une deuxième fois, d'une balle dans le dos.

Au départ, quand on a annoncé sa mort à travers les médias, un court instant, j'ai cru que mon frère avait déconné, car, effectivement, on parlait de fusillade. Qui dit fusillade, dit échange de tirs. Donc je me suis dit, mon frère a joué le con, il a perdu, il est mort malheureusement, mais c'est comme ça. Et là, prise par une forte intuition, je me dis que ce n'est pas possible. Mon frère, tout au long de sa vie, depuis tout jeune, j'ai toujours essayé de l'aider, j'ai essayé de tout faire pour qu'il s'en sorte. Effectivement, c'était difficile pour lui de s'en sortir, en tant que jeune garçon issu de l'immigration post-coloniale, c'était difficile puisqu'il avait ce lourd passé derrière lui, notamment avec la prison à l'âge de 13 ans.

Je me souviendrai toujours très précisément de ce moment, c'était il y a quelques années de cela, où je l'avais eu au téléphone, alors qu'il était à la maison d'arrêt de Chateaudun. Je me souviens de lui qui me dit :
« - Amal, prends un stylo et écris !
- Qu'est-ce que j'écris ?
- Je vais te raconter mon histoire ! Mon histoire, voilà - tu te rends compte ? - ils m'ont assassiné, ils m'ont mis en prison à l'âge de 13 ans… »

Effectivement, à l'âge de 13 ans, il avait brûlé une poubelle qui en prenant feu avait brûlé une partie d'un bâtiment, une école maternelle, où il n'y avait personne. Mais ça a été considéré comme un incendie criminel. Et ce juge n'a rien trouvé d'autre à faire que de le mettre à Fleury Mérogis, où il a écopé de 6 mois de prison ferme . « Tout est parti de là. », m'a-t-il dit. Et je me souviendrai toujours, en 2010, quand il m'a dit : « J'espère que tu écriras un livre sur moi. » Je lui ai répondu : « J'ai trouvé le titre de ton livre, c'est : *Ce petit frère qu'on assassine* ». Il m'a dit : « Ouais, ils m'ont assassiné. Tu te rends compte, à 13 ans, ils m'ont mis en prison ! »

[Intervention de Sihame Assbague : Amal, tu poursuis cette histoire et tu l'écris à ta manière et tu as poursuivi un long combat contre l'Etat français et contre sa police puisque tu as poursuivi devant la justice le policier qui a tué d'une balle dans le dos ton frère. Qu'est-ce que tu peux nous dire de ce combat ? Victorieux d'ailleurs puisque, je le rappelle, tu as fait condamner le policier qui a tué ton frère.]

Ce combat a été long et douloureux mais ça m'a permis de me reconstruire, parce que, comme je le répète à chacune de mes interventions, c'est un combat qui m'a permis de ne pas devenir un monstre. Parce que silencieusement, je me transformais, je n'en parlais à personne, mais j'étais déterminée. Et cette détermination, je l'ai voulue, non pas pour uniquement rendre justice à mon frère, mais pour rendre justice à tous ces petits frères qui meurent entre les mains de la police assassine. Et effectivement, à la création du Collectif « Urgence, notre police assassine », ils ont été nombreux à avoir peur de ce nom, parce que je voulais rentrer dedans, j'avais une espèce de force qui m'animait.

D'ailleurs quand je revois certaines vidéos de ce que j'ai pu faire, face à ces policiers, je me dis, mais où as-tu été chercher la force ? C'est inexplicable, mais dans tous les cas, j'étais déterminée à rendre justice et à devenir, comme j'ai pu le dire à de nombreuses reprises, comme un poison dans la vie de ces policiers et de les traquer, de les suivre, de monter une page Facebook, de rien lâcher, d'aller voir des familles, les conseiller et de leur donner cette énergie que j'avais pour ne plus se laisser faire et pour réclamer la vérité et la justice.

Et voilà, depuis 5 ans, on m'a soutenue, au départ on était très peu. Je remercie vraiment tous les militants qui ont été présents à nos côtés, à mes côtés mais aussi aux côtés de toutes les autres familles. Et ça nous permet de continuer le combat, et même si aujourd'hui j'ai obtenu la justice pour mon frère, il en reste d'autres. Et j'espère que ça ouvrira la voie à d'autres familles qui réclament encore justice. Donc j'ai une pensée pour la famille de Wissam El-Yamni, de Amadou Koumé, de Adama Traore, de Mahamadou Marega, … il y a beaucoup de noms et vraiment je tiens à ce que vous continuiez à soutenir ces familles, parce qu'on en a vraiment besoin, on a besoin de votre énergie et de votre force.

[Intervention de Marwan Mohammed : Je voudrais utiliser mon privilège de traducteur pour te dire un truc Amal : tu n'es pas juste en train d'écrire ton histoire, tu n'es pas juste en train d'écrire l'histoire de ton petit frère, tu es en train d'écrire notre histoire à tous. Et j'espère que tu le comprends, ça, j'espère que tu comprends que, à travers ta capacité à te dépasser, à

dépasser ce que tu as souffert, à répondre à l'injustice avec non pas une autre injustice mais par un combat pour la dignité et, par ta détermination, tu ouvres le chemin pour des milliers d'autres personnes qui se disent que l'être humain vaut mieux que ce qu'il montre de lui. Et des fois quand je vois mes filles grandir, étudier, je leur montre, voilà, tu vois c'est ça une sœur comme ça, c'est ça une sœur comme ça et c'est à ça que ça ressemble un être humain !]

Voilà, je vais rester sur ces compliments. Je voudrais juste vous remercier et sachez que vous m'avez donné beaucoup de force, et cette force-là, j'essaie de la transmettre comme je peux aux autres et vraiment, le combat continue, soyons unis et non pas divisés, quelles que soient les divergences des uns et des autres. Le combat est beaucoup plus important et c'est sur ça qu'on doit se concentrer. Et non pas sur des futilités. Le combat continue, justice pour tous, justice pour Amine, justice pour Abdulaye Camara, justice pour Lahoucine Aït Omghar, toutes ces familles que j'ai oubliées, justice pour Angelo Garand, justice pour Ali Ziri,… vraiment quand je parle de ces hommes et femmes qui sont morts entre les mains de la police, c'est l'histoire de mon frère, c'est l'histoire d'Amine qui détestait la justice et je lui rends hommage.

Et vraiment merci, merci.

L'islamophobie sécuritaire et le monopole de la terreur légitime

Ibrahim Bechrouri

Hiver 2015 - 2016, comme des millions de familles en France, Walid et Anissa mettent leurs enfants au lit et vont se coucher. Quelques heures plus tard, vers trois heures du matin, des hommes cagoulés enfoncent leur porte et les tiennent en joue avec des armes à feu. La famille est terrorisée et les hommes cagoulés intiment à Walid de se mettre face contre terre, puis le menottent avant de le fouiller de manière violente et humiliante. La famille comprend alors qu'il s'agit de la police et qu'elle est la cible d'une des nombreuses perquisitions effectuées dans le cadre de l'état d'urgence décrété après les attaques de novembre 2015. Walid se dit qu'ils vont bientôt se rendre compte qu'il y a erreur sur la personne mais les policiers sont d'un autre avis. Ils relèvent Walid et lui demandent en hurlant et en pointant une photo sur un mur : « C'est qui ce barbu ? » Walid dut alors leur expliquer que « ce barbu », c'était Victor Hugo, que sa fille était férue de littérature et admiratrice de cet auteur en particulier…

Bien sûr, cette histoire montre l'ineptie dont peuvent faire preuve les services de police et de renseignement français. Mais elle montre aussi comment ces institutions étatiques se donnent le droit de terroriser et de violenter les personnes musulmanes ou perçues comme musulmanes à l'envie. Mon propos va être de démontrer comment les États, avec l'avènement de la guerre contre la terreur, se sont arrogés, et ont abusé, des monopoles de la violence légitime mais aussi de la terreur légitime.

Au XVIIème siècle, Thomas Hobbes, présente l'idée selon laquelle la liberté absolue dont jouit l'homme à l'état de nature, mû par ses intérêts personnels, entrave sa sécurité. Pour lui, il faut donc qu'une entité se charge d'assurer la paix entre les humains vivant en société, à l'état civil, et cette entité doit pouvoir utiliser la violence pour le faire. Cette entité, qu'Hobbes va appeler le Leviathan, c'est le plus souvent l'État. Ce paradigme, cette manière de voir le monde, a rarement été remis en question. Les penseurs du contrat social vont plutôt s'appuyer sur l'idée de Hobbes pour conclure que la liberté absolue dont jouit l'humain à l'état de nature entrave la sécurité de tous. La transition entre l'état de nature et l'état civil sera établie avec la construction d'un État qui vient protéger les intérêts communs et individuels des personnes qui constituent la société. Le peuple devra alors

renoncer à sa liberté absolue et laisser à l'État le monopole de la violence légitime, présentée comme nécessaire au maintien de l'ordre social.

Ce discours est pour le moins problématique. En effet, l'État n'utilise pas le monopole de la violence légitime pour assurer notre sécurité, il l'utilise pour assurer la sécurité de certains, préserver l'ordre établi et imposer la norme. Et la norme, dans ce qu'on appelle les pays du « Nord », n'est pas une observation statistique mais bien une injonction idéologique : pour être dans la norme, pour être heureux, il faut être plutôt blanc, plutôt riche, plutôt un homme, plutôt cisgenre, plutôt valide, etc. Ce groupe, qui représente la norme, va définir quand la violence est légitime et quand elle ne l'est pas. Par exemple, il produira un discours expliquant que la violence des manifestants de la Fête du Travail contre un restaurant McDonald est illégitime, quand la violence de la police contre ces mêmes manifestants l'est.

La police, qui est l'outil le plus visible de cette violence légitime, va réprimer des mouvements sociaux qui remettent en cause l'ordre social. La police va aussi s'attaquer à tout ce qui est contraire à la norme, comme les non-blancs vivant dans ce qu'on appelle les quartiers populaires. Il est possible de citer le viol de Théo Luhaka par la police, le meurtre d'Adama Traoré par la police et les violences perpétrées sur une femme refusant de retirer son foulard pour un contrôle d'identité à Toulouse, encore une fois par la police. La violence contre les non-blancs est construite comme légitime car, dans la continuité de l'histoire coloniale, la soumission des indigènes est indispensable au maintien de l'ordre établi : l'ordre social et l'ordre racial.

Avec les attentats du 11 septembre 2001, un chercheur, Khalil Marrar, avance que la guerre contre la terreur s'est constituée comme l'une des principales justifications du monopole de la violence prétendue légitime. Dans le cadre de cette guerre, dont le fer de lance sont les États-Unis, certains États vont pouvoir utiliser cette violence dite légitime contre d'autres. On peut citer l'occupation de l'Irak et de l'Afghanistan, les frappes en Syrie, l'intervention française au Mali, etc. Je suis convaincu que la guerre contre la terreur détient le monopole de la violence légitime, comme l'affirme Khalil Marrar. J'ajouterais cependant à son analyse que la guerre contre la terreur crée également un monopole de la terreur légitime. Une terreur produite par des États, comme la France et les États-Unis, à l'extérieur comme à l'intérieur de leur territoire.

Une des définitions les plus communes de la terreur, du terrorisme, c'est qu'il s'agit d'une violence perpétrée pour faire avancer un agenda politique en instillant une peur et un danger permanents et diffus en direction d'une population. En partant de cette définition, on peut avancer que les États produisent effectivement une forme de terrorisme. D'ailleurs, la première fois que ce terme est utilisé, à la fin du XVIIIème siècle, c'est pour qualifier les moyens d'exception basés sur la violence et la terreur (définies comme la peur et l'effroi collectifs) déployés par l'État français. L'État français avait alors utilisé la « terreur » pour briser la contre-révolution qui menaçait de faire chuter la 1ère République. C'était un usage politique de la terreur par un État, alors perçu comme légitime par ce même État. Mais la terreur devient ensuite un mot désignant uniquement les actions de groupes remettant en cause la légitimité d'un État. J'avance néanmoins que l'État conserve, encore aujourd'hui, ce monopole de la terreur légitime.

Même si cela est extrêmement important, le but n'est pas ici de se pencher sur la terreur produite en dehors des territoires des États l'exerçant. Je dirai juste que cette terreur prend notamment la forme d'assassinats ciblés commis à l'aide de drones de combat. En interne, l'usage de la terreur légitime par l'État a été libéré par le paradigme antiterroriste dans lequel on se trouve.

On assiste à une inflation antiterroriste qui donne de plus en plus d'outils légaux et techniques à l'État afin qu'il puisse produire de la terreur. S'appuyant sur les mécanismes de l'islamophobie, elle donne naissance à une forme particulière de l'islamophobie que j'appelle islamophobie sécuritaire. L'État va venir contrôler, terroriser et punir les communautés musulmanes parce qu'elles sont perçues comme un ennemi intérieur qui cherche à renverser l'ordre établi mais aussi parce que la figure du musulman est construite en opposition à la norme « occidentale » (sur les questions liées au droit des femmes, au sécularisme, « au mode de vie », etc). Ce terrorisme d'État va prendre plusieurs formes, en France comme aux États-Unis.

Dans le cadre de mes recherches, j'ai pu parler à de nombreuses personnes de confession musulmane, en particulier à New York, qui étaient terrorisées par la guerre contre la terreur et les politiques antiterroristes. Ces personnes avaient par exemple peur d'être espionnées et d'avoir des informateurs parmi leurs amis, et à raison. Aux États-Unis, on compte environ un informateur pour 60 à 300 musulmans, selon les estimations. Elles avaient peur d'être arrêtées et qu'on leur demande de devenir des informateurs en leur faisant du chantage. Elles avaient peur d'être arrêtées et enfermées de manière arbitraire comme cela a souvent été le cas après le 11 septembre. Elles étaient terrorisées à l'idée qu'un jour elles seraient torturées, déportées ou enfermées dans des camps. Pour ces raisons, ces personnes ont parfois adapté leur comportement afin de correspondre à la norme, notamment en gommant leur islamité. Elles ont également pu s'empêcher d'émettre des opinions politiques ou de participer à des activités militantes, en particulier quand ces activités remettaient en cause l'ordre établi, et ce, afin de ne pas attirer l'attention de l'État.

Si les moyens utilisés pour contrôler, terroriser et punir les communautés musulmanes en France ne sont pas exactement les mêmes, j'ai par contre rencontré des personnes de confession musulmane ou assignées musulmanes qui utilisaient les mêmes stratégies de dissimulation pour éviter d'attirer l'attention du pouvoir. C'est le cas d'un étudiant assigné musulman de par ses nom et prénom qui est venu me dire qu'il ne voulait plus travailler sur la question terroriste car il avait peur de se retrouver, à cause de ses recherches, avec une fiche S. C'est aussi le cas de personnes qui ont été ciblées par l'état d'urgence et qui depuis essayent de se positionner comme musulmans « modérés », quitte à abandonner certaines de leurs pratiques ou de leurs idées. Cet état d'urgence, et les perquisitions terrifiantes et traumatisantes qu'il a permis souvent en plein milieu de la nuit, constituent un exemple parfait de l'exercice de la terreur légitime par l'État, en interne, et au nom de la guerre contre le terrorisme.

Cela m'amène à avancer que, paradoxalement, l'antiterrorisme constitue parfois une forme de terreur socialement construite comme légitime. Il faut préciser que si la guerre contre la terreur a été la porte d'entrée vers un nouvel usage de la terreur légitime par l'État, elle n'en est pas le début, ni la fin. Cette forme de terrorisme étatique existait également auparavant. C'était le cas lorsque des leaders de mouvements de résistance politique noirs américains étaient espionnés, menacés, voir exécutés comme cela a été le cas pour Fred Hampton, ou pour les militants du groupe MOVE qui ont littéralement été tués, sur le sol américain, par un bombardement effectué depuis un hélicoptère de la police de l'État de Pennsylvanie.

La terreur légitime produite en interne, c'est aussi aujourd'hui des unités de polices militarisées déployées contre les mouvements sociaux ou les non-blancs en France comme États-Unis. Parfois, c'est même l'armée qui est envoyée. Comme le relatait Youcef Brakni au printemps 2018, des militaires sont venus patrouiller lors d'un rassemblement demandant justice pour Adama Traoré. Ici, le but est de briser les mobilisations, sinon par l'usage de la violence

légitime, du moins par l'omniprésence d'une menace de violence. Le maintien de l'ordre par la peur et la violence générées par la police est de plus en plus répandu et de plus en plus accepté. J'identifie trois facteurs qui peuvent l'expliquer. Premièrement, la police et l'État accumulent un capital sympathie conséquent à chaque fois qu'une attaque terroriste est perpétrée par une personne se revendiquant musulmane. Ce capital sympathie leur donne une plus grande marge de manœuvre. Deuxièmement, le pouvoir tente de construire des ponts imaginaires entre groupes terroristes et groupes de gauche. Nous le voyons en France avec l'utilisation répétée du terme islamo-gauchiste pour discréditer toute personne contestant l'ordre établi. Cela permet ainsi à l'État d'étendre les politiques antiterroristes aux groupes de gauche. Troisièmement, il n'y a aucune raison de penser que les États vont uniquement utiliser les nouveaux pouvoirs qu'ils ont acquis, au nom de la guerre contre la terreur, pour lutter contre le terrorisme. Ces pouvoirs seront, à l'avenir, de plus en plus utilisés contre tous ceux qui défient l'ordre social et racial.

Le positif dans tout ça, c'est que vous lisez ces lignes. C'est que vous avez pris part publiquement au Bandung du Nord. C'est que, pendant cette conférences, certain.e.s ont pris la parole pour échanger des idées, librement. Le positif, c'est aussi, que malgré les circonstances, même dans les milieux antiracistes / décoloniaux / anticoloniaux, personne n'est jamais d'accord. Et pourquoi c'est positif ? Parce que ça montre que nous n'avons pas peur, que nous ne nous laissons pas intimider par la terreur et que nous essayons de vivre et de penser comme des gens libres. C'est vrai ici, et c'est vrai à travers le monde où des millions d'êtres humains font preuve de dignité et de courage malgré la violence et la terreur dites légitimes qui sont, chaque jour, exercées sur eux.

Si vous lisez ces lignes, c'est que vous affrontez déjà la terreur étatique et votre rôle, ce n'est pas seulement de vous dire, c'est cool, j'ai tout compris et de vivre votre vie. Votre rôle, c'est de faire prendre conscience à d'autres gens, à votre entourage, de cette réalité. On ne peut pas, de mon point de vue, mobiliser contre cette terreur et cette violence soi-disant légitimes, si on ne dénonce pas leur illégitimité et leurs vices. La deuxième chose que vous pouvez faire, c'est de prendre position fermement contre la guerre, contre la terreur et l'antiterrorisme tel qu'il est déployé aujourd'hui. Souvent nous avons peur de questionner cet état de fait, surtout en tant que musulman.e.s, parce que nous avons peur qu'on nous assimile à des sympathisants du terrorisme ou qu'on dise qu'on est trop doux avec les terroristes. Mais cette peur est aussi créée par le monopole de la terreur légitime et il faut absolument s'en défaire. Troisième et dernière chose, passez à l'action auprès d'organisations qui luttent contre ces usages de la violence et de la terreur légitime. Donnez de votre temps si vous n'avez pas d'argent, donnez de l'argent si vous n'avez pas de temps. Donnez les deux si vous en avez et si vous n'avez ni l'un ni l'autre donnez des du'as parce que Dieu sait qu'on en a besoin.

Ils cherchent à te terroriser
Théorisent sur ta théologie
Ils veulent te terrasser si t'es racisé.e
Si tu tergiverses sur leur idéologie
Mais on s'en fout de leur théâtre constant
Qu'on nous serve du thé âpre tout l'temps
On est déterminé.e
Et si on a fait de nous des problèmes
Tant mieux
Parce qu'on ne pourra jamais se résoudre
A être résolu.e.s

Racisme et acharnement judiciaire: mon expérience

Redouane Ikil

Je m'appelle Rédouane Ikil et je suis là pour témoigner du fait que mes origines m'ont amené à passer 38,5 mois en prison pour rien, puisque j'ai été acquitté à l'unanimité, grâce à dieu. Je vais vous raconter comment ce cauchemar a démarré et comment les choses se sont ensuite enchaînées.

Je suis arrêté le 15 avril 2014 au petit matin. Les policiers me signifient le pourquoi de ma mise en garde à vue et procèdent à une perquisition en bonne et due forme.... Sans rien négliger, on sait jamais, des fois qu'ils trouvent ce qu'ils n'ont pas trouvé en deux ans d'écoutes et de filatures.Lorsque j'entends le motif de l'arrestation, je n'y crois pas un seul instant puisqu'on parle d'enlèvement, séquestration et vol à mains armées en bande organisée. Je leur dis qu'ils commettent une grave erreur, mais dès ce moment-là, je comprends que je ne vais pas être traité comme tout le monde. En effet, le directeur d'enquête voit 120 euros sur la table et me dit de les prendre « car là où je vais, j'en aurai besoin ». Je lui demande ce que cela signifie, il m'explique, avec le sourire, que je dormirai en prison dans deux jours. Je le prends comme un coup de bluff : sachant que je n'ai rien fait, je ne vois pas comment je pourrais aller en prison, surtout que je n'ai pas de casier judiciaire.

Nous partons au commissariat pour les premières auditions et les perquisitions réglementaires. Je tiens à signaler que les policiers vont tout faire pour m'humilier. Au lieu de cacher les menottes quand nous partons au bureau Poste dont j'étais le directeur, ils exigent que les menottes soient apparentes et qu'on passe par l'entrée du public afin que tout le monde me voit ainsi. J'étais très apprécié en ma qualité de directeur et reconnu pour ma droiture, donc un sentiment de honte m'a envahi immédiatement lorsque nous sommes arrivés au bureau. Il est bien évident qu'ils n'ont rien trouvé contre moi, la preuve c'est que cette perquisition a duré cinq minutes. Ils me disent que ça fait deux ans qu'ils sont sur moi, mais que je suis soit trop fort, soit innocent pour de bon, car rien n'a transpiré de mes actes de banditisme. Ils optent finalement pour la première option : trop fort pour être innocent.

Je suis présenté devant le procureur et devant le juge des libertés et de la détention, qui vont statuer sur mon sort : c'est soit la

prison, soit un contrôle judiciaire. Le procureur, que je nomme ici devant vous puisqu'il est connu pour ses positions xénophobes, Monsieur Francis Boyer, m'indique vouloir ma tête et dit que j'en prendrai pour vingt ans minimum. Je lui réponds qu'à ce stade, je ne vois pas comment il peut dire ça car même les policiers m'ont dit qu'il n'y avait pas grand-chose dans le dossier. Le juge, lui, va se ranger du côté du procureur, en essayant de se justifier : « Monsieur Ikil, nous avons besoin de vérifier vos déclarations, donc je vous place sous mandat de dépôt. Cela devrait durer 4 mois. » Je suis choqué qu'on me mette en prison sans rien. Je n'ai pas de casier judiciaire, pas de fréquentation douteuse, pas d'argent douteux…

Quand je peux voir ma femme, elle est blanche comme une aspirine ; mon avocat lui a annoncé que je pars en prison. J'ai peur qu'elle fasse un malaise car à ce moment-là elle est enceinte de trois mois. Je la rassure, je lui dis que cela va pas ne durer et que 4 quatre mois, c'est pas la fin du monde si cela permet de m'innocenter définitivement. Je pars donc en prison. Il est 23h45 lorsque nous faisons les formalités d'admission au centre pénitentiaire de Seysses (Toulouse). Je suis très surpris d'être soulagé d'être enfin en prison. La garde à vue de trois jours et demi m'a fatigué. Je me sens sale, j'ai faim puisque je n'ai pris que de l'eau pendant cette maudite garde à vue.

La prison est un monde que je ne connais qu'à travers les amis d'enfance, je ne connais pas ce monde. Évidemment, j'appréhende les premiers jours. La première nuit, un détenu du quartier des arrivants met le feu à sa cellule, donc je vous raconte pas l'ambiance. Après, un truc symptomatique de la prison, c'est les cris aux fenêtres. C'est quelque chose qui me marquera à vie, puisque j'ai entendu ces cris pendant plus de 3 ans et je les entends encore durant mes nuits, je les cherche dans le silence de notre appartement.

Je suis accueilli par des personnels somme toute assez sympas, qui n'arrêtent pas de me mettre en garde sur la violence de la prison, sur le racket permanent. Cela ne met pas forcément dans un bon état d'esprit...

Je vais aller en bâtiment quatre jours après mon entrée. Le chef de bâtiment qui reçoit chaque arrivant m'indique lui aussi qu'ici ce n'est pas des cadres supérieurs que je vais côtoyer, et que je devrais me méfier de tout le monde. Il me fait l'immense honneur de me laisser seul deux jours, car tout le monde est doublé en cellule. Il m'indique qu'il faut que je trouve quelqu'un très vite pour partager une cellule. Dès la première fois je sors en promenade afin de voir le ciel et pour voir si je connais des visages. Je suis au premier étage donc nous sortons parmi les premiers. Je ne reconnais personne. Je tourne machinalement comme tout le monde sans me poser de question. Je marche seul, puis je m'arrête contre le grillage. Là, je vois un visage qui m'est familier, je suis soulagé, cela me fait du bien, surtout que c'est un gars de ma génération. Il n'en croit pas ses yeux, car ce n'est pas encore passé à la télévision locale. Je lui raconte brièvement mon cauchemar. Il tente de me rassurer en me disant que ça va bien se passer, qu'il n'y a que des gamins. Il me demande avec qui je suis en cellule, je lui dis que je cherche avec qui me mettre. Il regarde dans la promenade, parle avec deux ou trois gars pour m'en trouver un qui ne fume pas, car c'est un sujet de conflits.

Un mois après, je suis réveillé pour aller au parloir avocat. Je ne comprends pas, mon avocat ne m'a pas prévenu de cette visite. Une fois arrivé à la porte, je suis dirigé vers le greffe, et là, il y a les hommes cagoulés de la BRI. Le ton monte rapidement, ils menacent de me casser les dents à coups de crosse de pistolet si je la ramène. On me signifie à nouveau le début d'une garde à vue. Je suis sidéré, je n'en crois rien. Ils m'annoncent que c'est pour un deuxième braquage. Cette fois, je sais comment il faut réagir : je ne dis pas un mot, et ça énerve beaucoup les enquêteurs. Je souhaite garder le silence, comme le permet la loi. On procède donc à des perquisitions qui avaient été déjà faites, et, histoire de m'humilier encore plus, on repart sur les agences dont j'ai eu la charge, où je suis exhibé menottes aux poings.

Cela dure encore une fois trois jours, trois jours qui n'auront servi à rien à part me trimballer d'un point A à un point B. Comme c'est un nouveau braquage, je rencontre une nouvelle juge d'instruction qui m'annonce qu'elle va joindre les deux affaires puisqu'à priori c'est la même équipe. Je vais malheureusement changer une troisième fois de magistrat puisqu'elle sera mutée peu après. Je rencontre alors le juge qui va s'acharner sur moi et sur mon frère : le 31 octobre 2014 se passe une longue audition de 4h45. Il essaie de m'impressionner à plusieurs reprises, mais comme je sais que j'ai rien fait, je lui dis très clairement qu'il ne m'impressionne pas car il ne trouvera rien contre moi. Il me donne son scénario : « vous êtes le cerveau et votre frère et le braqueur arrêté sont les bras armés ». Il termine en disant qu'il fera tout ce qui est en son pouvoir pour le démontrer et m'amener aux assises en compagnie de mon frère.

Depuis ce jour-là, il n'a de cesse d'orienter l'enquête, allant même jusqu'à dissimuler des pièces qui m'innocentent. Il sait très bien que personne ne lui dira rien. En effet, au bout de quatre mois, la commission rogatoire constate dans sa synthèse que je n'avais pas pu avoir accès aux informations nécessaire à la commission des faits et que, par conséquent, il est peu probable que j'aie participé à ce braquage. La confrontation avec le braqueur, que j'ai demandée le 22 mai 2014 m'est refusée : elle aurait pourtant apporté une preuve supplémentaire de mon innocence.

Le 6 juin 2015, je suis sensé être mis en liberté provisoire : le président de la cour d'appel a dit à mon avocat qu'ils ne peuvent plus me garder, ils n'ont rien de concret contre moi. Mais je ne sors pas, car mon juge chéri, a demandé une fleur à son collègue, en lui demandant de me garder car il va rentrer un truc « béton ». Le 2 juillet 2015, mon avocat vient me voir en catastrophe pour m'annoncer que mon frère vient de se faire incarcérer suite au témoignage d'un ami à lui. Ce dernier a fait une déposition mettant en cause mon frère et m'impliquant indirectement. Finies mes chances de sorties. Je demande immédiatement une confrontation avec ce jeune homme. On me l'accorde. Je lui demande si on se connaît, il répond que non, alors je lui pose la question tout naturellement : « Pourriez-vous répéter ce que vous avez dit en audition ? ».

Gros blanc. Tout gêné, il me répond : « Je confirme ! » Je lui demande une nouvelle fois de répéter, car il a été extrêmement précis dans sa déposition donc, il doit forcément se souvenir. Il ne répond pas et le juge vient à la rescousse en disant qu'il confirme, alors même que dans ces moments-là, la personne doit répéter. Sauf si c'est pas elle qui l'a dit, et là, ça explique sa gêne. Je l'ai pris en défaut à deux reprises.

Puis on me fiche S pour durcir mon régime de détention. Je suis privé du droit au travail et au sport, je subis les fouilles à nu systématiquement après chaque parloir. Ma cellule est fouillée chaque semaine, j'ai une ronde la nuit toutes les deux heures, soi-disant pour prévenir les risques de suicide et d'évasion. Le principe, c'est qu'ils allument la lumière et vous demandent de lever le bras ou de bouger, ce qui a pour effet de couper votre sommeil.

Je suis une dernière fois convoqué chez ce maudit juge pour la clôture de l'instruction. Je suis content car c'est la dernière fois que je le vois. Il me dit avec un large sourire que les motifs de renvoi devant la cour d'assise de Toulouse changent. Il avoue qu'il n'a rien pour accréditer la thèse de la complicité et qu'il ne

veut pas que je sois acquitté. Par conséquent, il modifie le chef d'inculpation : je passe commanditaire de ces deux braquages. Mon avocat m'explique que c'est pour alourdir la peine en cas de condamnation, mais que c'est à peu de choses près la même chose. Les gendarmes qui m'escortent sont choqués d'entendre ce discours : si le juge n'a pas assez pour me faire condamner pour complicité, alors pourquoi 38 mois de prison ? Ils n'ont jamais vu ça, surtout pour quelqu'un qui n'a pas de casier judiciaire et présente toutes les garanties de représentation. J'ai un logement, un travail : un bracelet suffirait.

Bref, je repars dans ma prison attendre la date de mon procès, je suis impatient de pouvoir m'expliquer devant des jurés qui sont normalement neutres. La date tombe enfin, le 21 juin 2017 ! Je suis donc transféré à Toulouse pour le procès. Je rencontre le président de la cour d'assise une semaine avant le procès et on me donne la liste des jurés et celle des témoins. La liste des témoins est juste hallucinante, la durée du procès également. Nous sommes deux dans le box et le procès est programmé pour 10 jours, ce qui est rare voire exceptionnel. En effet, habituellement pour les affaires avec deux mis en examen, cela dure entre quatre et cinq jours. Il y a cent sept témoins ! Ils ont mis le paquet pour tenter de trouver quelqu'un qui me mette en cause ! L'objectif est aussi d'impressionner les jurés ; ils vont se dire que c'est une grosse affaire avec de gros voyous...

Le procès intervient en plein Ramadan. Les jurés sont à l'écoute, ils posent des questions. Les témoins défilent tous un à un, et pas un ne dit un élément négatif me concernant.

Les deux moments forts du procès sont :

- quand les enquêteurs avouent ne pas avoir cru en mon récit d'agression. Pour cette raison, ils n'ont même pas essayé de trouver d'éventuels coupables.
- quand la directrice de la poste qui a été braquée se met à pleurer et crie pourquoi j'ai été mis en garde à vue. C'est parce que les flics lui ont dit, mot pour mot : « aidez nous à trouver quelque chose contre Rédouane Ikil car nous n'avons rien et le juge nous demande sans cesse de trouver quelque chose. »

Après tous ces éléments, les plaidoiries du procureur et de la partie civile arrivent comme le coup de grâce : ils demandent trente ans contre moi ! Sans aucune preuve, puisque que le procès a démontré que je ne pouvais pas être derrière tout cela. Heureusement, les plaidoiries de mes avocats sont percutantes et très démonstratives. Après six heures de délibéré, j'obtiens l'acquittement et le guetteur prend quinze ans. Je vous laisse imaginer la réaction du juge d'instruction. Il a immédiatement demandé au parquet de faire appel car pour lui, il est hors de question que je perçoive un euro de la justice.

Bilan : j'ai perdu trente-huit mois et demi de ma vie, j'ai pas vu naître mon dernier enfant, je ne l'ai vu qu'au parloir pendant ses trois premières années, j'ai perdu mon emploi car La Poste ne veut plus de l'Arabe qui leur a bien servi lorsqu'il fallait restructurer les bureaux dans les quartiers sensibles, j'ai vendu ma maison pour payer une défense qui tienne la route car nous ne sommes pas tous égaux face à la justice.… Tout ça parce que j'ai eu la malchance de rencontrer l'équipe de magistrats la plus dégueulasse de la place. En effet, les trois magistrats : juge d'instruction, juge des libertés et de la détention et procureur sont tous trois connus pour leur positions politiques xénophobes.



Le cas québecois

Safa Chebbi

« Il faut rendre l'oppression réelle encore plus pesante en y ajoutant la conscience de l'oppression, rendre la honte encore plus infamante en la publiant. » Karl Marx, critique du droit politique hégélien

J'aimerai tout d'abord remercier Houria Bouteldja et Alternatives pour la confiance qu'ils m'ont accordée en intervenant lors de cette conférence. Le Bandung du Nord représente à mes yeux une extraordinaire opportunité pour les communautés non blanches du Nord global, leur permettant de souligner à la fois l'urgence de s'organiser collectivement et l'importance de créer une nouvelle force politique en dehors des forces hégémoniques présentes.

En tant que femme immigrante, j'ai choisi de vous parler de femmes et d'immigration, dans le contexte canadien. Je commencerai par un portrait éclair de quelques sombres chapitres de l'histoire coloniale du Canada. Ensuite, j'aborderai la question de la place des femmes immigrantes et autochtones dans l'histoire du droit. Puis, j'essaierai de rendre visible la contribution de toute une génération de travailleurs et travailleuses immigrants dans la construction de ce pays. Pour clore, j'apporterai un éclairage statistique sur la situation du racisme au Canada et au Québec, basé sur des données récentes.

* Un projet colonial réussi [1]

Lorsque l'on évoque le Canada, on a tendance à penser au « mythe trudeauiste de l'hospitalité libérale et pacifiste ». Malheureusement, ce n'est qu'un mirage ! Il est nécessaire de se pencher plutôt sur sa genèse coloniale pour mieux comprendre ce pays et mettre en lumière la nature criminelle de son évolution.

Commençons par rappeler un épisode clé de l'histoire coloniale, plus précisément, la Conférence de Berlin de 1885, sous les

1 Deneault Alain, « 150e anniversaire du Canada : ce qu'on ne fêtera pas. Le Canada, un projet colonial réussi. », in Relations n° 791, juillet-août 2017.

lustres et les dorures du palais du chancelier Bismarck, lors de laquelle les représentants des grandes puissances coloniales européennes se sont réunis pour décider arbitrairement du destin d'un vaste territoire et partager le gâteau Afrique, sans donner le pouvoir à aucun Africain.

Après de nombreuses négociations, le roi des Belges, Léopold II, parvint à s'approprier le Congo en ouvrant une des pages les plus barbares et impitoyables de l'histoire coloniale. Léopold II a ainsi fait figure de gouverneur qui a géré «sa» colonie comme une simple entreprise commerciale personnelle, de façon à y garantir des opérations dites à l'époque de «libre-échange». Léopold II s'est appuyé dans sa course au profit sur les milices armées des sociétés privées, des missions catholiques et des banquiers belges pour répandre la terreur, imposer le travail forcé et mutiler ceux qui ne respectaient pas les quotas de production, dans une extrême violence envers les populations indigènes. L'histoire nous apprend que ce fut un échec irrémédiable. Le roi des Belges a conduit le pays à une faillite complète et n'a jamais remboursé ses dettes.

Plusieurs connaissent certainement l'histoire du projet colonial belge, mais peu celui du Canada qui ne sort pas du lot. Lui aussi a été fondé dans le même esprit, sauf qu'il a bien réussi son projet colonial. Il a pu réussir son processus d'assimilation organisé et de nettoyage ethnique des autochtones sans trop de protestations internationales. Outre le fait que la Loi sur les Indiens demeure en vigueur à ce jour, notons aussi que le dernier pensionnat[2] n'a fermé ses portes qu'en 1996.

Le Canada a pu également développer «une gestion ouvertement corrompue permettant à des banquiers et à des industriels anglais, écossais, puis irlandais, états-uniens et français»[3], de profiter allègrement des richesses dont disposent les terres autochtones. Ses institutions publiques ne cherchaient qu'à écraser les colonisés de façon à rendre possible la réalisation de projets d'exploitation et d'exportation de biens par des institutions privées. Le tout garanti par une législation cruelle pour assurer la libre circulation des biens et marchandises de la colonie vers l'extérieur…

Il y a quelques mois, le Canada a célébré son 150e anniversaire. Les festivités ne prévoyaient pas d'activité pour raviver la mémoire d'un passé colonial difficile à assumer et informer la population, en toute transparence, sur ce qui a permis au Canada d'être ce qu'il est aujourd'hui.

* Voter n'est pas donné à toutes les femmes

Dans le même registre festif, en 2016, le Canada a aussi célébré son 100e anniversaire du premier droit de vote des femmes. Le gouvernement fédéral a même appuyé des projets et ouvert des lignes budgétaires pour la société civile afin de souligner ce «grand moment historique», oubliant de préciser que cette date ne concernait que les femmes blanches. Il eût fallu attendre l'année 2060, pour célébrer un droit pour toutes les femmes.

En réalité, les autochtones et d'autres groupes racialisés n'ont pu voter aux élections fédérales qu'à partir de 1960. Notons qu'en 1938, la Loi des élections fédérales maintenait la race comme «motif d'exclusion du droit de vote à l'échelon fédéral»: «Le droit de citoyen britannique n'entraîne pas le droit de vote; il en est ainsi, je crois, dans tous les pays. Le droit de vote est toujours un droit à part [...] Le Parlement statue sur les conditions se rattachant à l'exercice du droit de suffrage [...] Nul Oriental, qu'il soit hindou, japonais ou chinois, n'acquiert l'électorat en ce pays, par le seul fait qu'il est citoyen.» (Débats, 29 avril 1920, 1862)

En 1920, la Colombie-Britannique exclut les asiatiques du droit de vote à cause de leur race. En effet, elle ne reconnaissait pas le droit de vote aux personnes d'origine japonaise ou chinoise, de même qu'aux « hindous », expression utilisée à l'époque pour quiconque venant du sous-continent indien et n'étant pas d'origine anglo-saxonne.

Dans ce contexte, il est important de rappeler qu'en 1871, 61,7 % de la population de la Colombie-Britannique était d'origine autochtone ou chinoise et que 29,6 % des habitants étaient d'origine britannique. Les répercussions de cette législation étaient nombreuses: parmi elles, il était possible de priver toute personne non inscrite sur les listes électorales d'exercer des professions libérales comme pharmacien ou avocat, de même que d'être fonctionnaire municipal ou provincial. Même le service militaire ne suffisait pas pour ouvrir le droit de vote aux personnes d'origine asiatique.

Il est vrai que les membres des Premières Nations ont eu le droit de voter dès la création de la Confédération en 1867, mais seulement à condition de renoncer à leur statut. Et bien évidemment, très peu d'entre eux ont été prêts à se plier à cette exigence. Ce n'est qu'en 1960 que les autochtones ont pu bénéficier de ce droit aussi fondamental dans l'exercice citoyen.

* Des politiques d'immigration racistes

L'annexion de la sixième province canadienne, Colombie-Britannique, s'est réalisée après la promesse de la construction d'un chemin de fer transcontinental pour relier l'est et l'ouest du pays. Cependant, on oublie souvent que cette annexion s'est faite sur le dos des Chinois et qu'elle a constitué l'un des pires chapitres de l'histoire raciale du pays.

En effet, le manque de main-d'œuvre a été le motif pour recruter plus de 15 000 ouvriers chinois pour travailler à la construction du chemin de fer du Canadien Pacifique, et ce, pour un maigre salaire. En effet, le travailleur chinois travaillait pour 1 $ par jour et avec ce même dollar, il devait payer sa nourriture et son campement. En revanche le travailleur blanc, lui, était payé entre 1,5$ et 2,5$ par jour. Aussi, les conditions de travail étaient épouvantables. Les travailleurs chinois vivaient dans des camps et dormaient sous des tentes ou dans des wagons, et ce, même en hiver.

Dès la fin de la construction du chemin de fer en 1885, le Canada a commencé à prendre des mesures pour stopper l'immigration chinoise. Une loi sur l'immigration chinoise a été adoptée et imposait à chaque membre d'une famille chinoise immigrant au Canada de payer une taxe d'entrée de 50 $ (en 2008, ce montant équivaudrait à environ 1 100 $). Le montant de taxe a continué à grimper jusqu'à 500$ en 1903.

Bien que le gouvernement fédéral ait profité et recueilli environ 23 millions $ des Chinois à travers la taxe d'entrée, il a adopté en 1923 une autre loi intitulée la loi d'exclusion des Chinois qui interdisait catégoriquement l'immigration de tout Chinois. Ce n'est qu'en 1947 que cette loi a été finalement abrogée, mais d'autres restrictions sur l'entrée des Chinois ont perduré jusqu'en 1967.

2 Les pensionnats autochtones ou écoles résidentielles, étaient l'enseignement public en internat destiné aux Autochtones au Canada. Il s'agissait d'institutions destinées à scolariser, évangéliser et assimiler les enfants autochtones (Wikipédia)

3 Deneault Alain, « 150e anniversaire du Canada: ce qu'on ne fêtera pas. Le Canada, un projet colonial réussi. », in Relations n° 791, juillet-août 2017.

*** Aujourd'hui, un portrait plus rose?**

Aujourd'hui, certes le contexte a changé, mais le racisme n'en est pas moins absent; il s'est métamorphosé. Il est plus discret, plus sournois, parfois difficile à pointer du doigt ou à saisir. Pourtant les données l'illustrent bien.

- Les inégalités salariales perdurent au pays

«Au Canada, l'écart de salaire et de traitement médian à temps plein, sur une année complète, entre les membres de minorités visibles et les personnes de race blanche nés au Canada et diplômés de l'université s'établissait globalement en 2010 à 12,6 %: les salaires et traitements médians des blancs nés au Canada et titulaires d'un diplôme universitaire s'élevaient à 70 196 $ contre 61 381 $ pour les membres de minorités visibles.»[4] Les deux provinces les plus populeuses, l'Ontario et le Québec, se classent aux derniers rangs parmi les provinces canadiennes, affichant respectivement des écarts de 17,2 et de 19,7 %.

- Les inégalités à l'embauche continuent d'être des enjeux d'exclusion

Par ailleurs, c'est « près des deux tiers (67%) des immigrants qui occupent un emploi ne requérant pas de diplôme universitaire, alors que ce chiffre est de 40% chez les canadiens de race blanche nés au Canada.»[5]

«Au Québec, à compétences et à qualifications égales, un Tremblay ou un Bélanger a au moins 60 % plus de chances d'être invité à un entretien d'embauche qu'un Sanchez, un Ben Saïd ou un Traoré et environ une fois sur trois (35 %), ces derniers risquent d'avoir été ignorés par l'employeur sur une base discriminatoire.»[6] De plus, selon une étude menée par l'IRIS, les immigrants de deuxième et troisième génération subissent les mêmes discriminations.[7]

Le Canada continue encore d'être un exemple de société dans laquelle les inégalités raciales créent de l'exclusion. Il n'est plus possible aujourd'hui de nier le racisme au Québec et au Canada. En plus des données partagées ci-haut, la violence continue de montrer que le racisme tue encore et l'attentat de la Grande mosquée de Québec en est la preuve.

4 Statistique Canada, tabulation personnalisée à partir de données tirées de l'Enquête nationale auprès des ménages 2011.

5 Clermont-Isabelle Vanessa, *Discrimination à l'embauche des immigrants qualifiés,* Déc. 2015

6 Eid Paul, *Les inégalités «ethnoraciales» dans l'accès à l'emploi à Montréal: le poids de la discrimination*, Sept. 2012.

7 Boudarbat Brahim et Ebrahimi Pouya, *L'intégration économique des jeunes issus de l'immigration au Québec et au Canada*, Juil. 2017

Féminicide autochtone au Québec : le rôle des corps policiers

André-Yanne Parent

Si je suis ici aujourd'hui, c'est que l'Etat dont je suis autochtone me tue. Il me tue, me fait taire et ne veut que l'on parle de moi ni vivante, ni disparue, ni assassinée.

1 186. 1 186 vies volées. Des filles, des sœurs, des nièces, des cousines, des tantes, des mères, des grand-mères, des êtres humains qui ont droit à la dignité. 1 186 femmes autochtones sont mortes ou disparues en 30 ans. Proportionnellement ce serait l'équivalent de 35 000 canadiennes ou de 8 250 québécoises. Être une femme autochtone au Canada, c'est courir 7 fois plus de risques d'être assassinée que les autres canadiennes. Cette disproportion est affligeante: 23% des victimes d'homicides sont autochtones, alors que 4,3% de canadiennes sont autochtones. C'est près d'un quart des victimes d'homicides canadiennes qui sont autochtones. Ce phénomène ne va pas en s'amenuisant, bien au contraire: 39% de ces homicides ont eu lieu après l'an 2000, soit environ 20 par an. Près de la moitié des meurtres ne sont toujours pas élucidés à ce jour. En amont, on constate un cumul de multiples facteurs de vulnérabilités, notamment la marginalisation socio-économique systémique des femmes et filles autochtones qui nous prédisposent à des niveaux élevés de violence, allant jusqu'au féminicide.

Aujourd'hui, une femme autochtone a une espérance de vie de 5 à 10 ans plus courte qu'une autre femme au Canada. Des revenus de 30% inférieurs. Les femmes autochtones sont deux fois plus souvent en situation monoparentale, deux fois plus au chômage. Elles sont trois fois plus victimes de violence conjugale, sont trois fois plus susceptibles de contracter le Sida, ont cinq fois plus de risque de vivre dans un logement surpeuplé. Et, je le répète, nous encourons sept fois plus le risque d'être assassinées. Sept fois plus le risque d'être assassinées. 90% des cas de prostitution juvénile sont autochtones. On parle ici de prostituées juvéniles, donc mineures, exploitées et victimes de la traite sexuelle au Canada: 90% sont autochtones.

Sans surprise, on constate également une surreprésentation des femmes autochtones dans la population carcérale: 37% des femmes détenues au Canada sont autochtones. Les femmes

autochtones représentent 4,3% de la population canadienne, mais 37% des femmes incarcérées. Les discriminations systémiques dont nous allons parler incluent plus de surveillance, plus d'interpellations auxquelles s'ajoute une judiciarisation de problématiques socio-économiques.

Pourquoi les femmes autochtones en particulier ? Comment expliquer ces données statistiques affligeantes ? Dans l'histoire du Canada, aucun autre groupement de population n'a subi une attaque contre les droits de la personne aussi délibérée, aussi générale et prolongée que celle dont les Autochtones, et tout particulièrement les femmes autochtones, ont fait l'objet. Les femmes et les filles autochtones sont non seulement sous-protégées par la police, mais certaines ont également fait l'objet d'exactions policières pures et simples. À cela s'ajoutent les lacunes des mécanismes de contrôle disponibles, destinés à assurer que des comptes soient rendus pour les abus commis par des policiers et le défaut de protection.

Cette généralisation de la violence envers les femmes s'inscrit dans un contexte précis. Durant la période précoloniale, les nations étaient égalitaires. Avant que la conquête vienne briser les structures sociales autochtones, les femmes étaient des pivots dans leurs communautés. Ce n'était pas nécessairement un éden d'égalité entre les sexes, mais tout un pan du pouvoir politique et social était attribué aux femmes. Les nations iroquoises, par exemple, étaient matriarcales. Les femmes autochtones pouvaient posséder la terre et la transmettre à leurs filles, diriger les cérémonies religieuses, orchestrer l'activité agricole et la vie du village, bâtir des habitations, conseiller le chef, être chef, sans compter la liberté amoureuse des femmes à choisir leur partenaire, liberté qui a été perçue comme de la débauche par les missionnaires chrétiens : je ne surprends personne en disant cela ! (Walter, 2014)

Dans ma nation par exemple, les connaissances scientifiques et médicales étaient transmises du grand-père à sa petite-fille, qui à son tour transmettait ses connaissances à son petit-fils, qui pourra à son tour les transmettre à sa future petite-fille. Un système inter-générationnel et égalitaire. Mon arrière grand-mère a ainsi reçu les enseignements de son grand-père et est devenue médecin dans sa communauté. Pécheresse par le simple fait d'être une femme instruite, mon arrière grand-mère a ainsi été victime d'une véritable chasse aux sorcières. Une femme instruite étant déjà un oxymore aux yeux des hommes blancs de l'époque, elle ne pouvait être qu'une sorcière.

Quelques années avant la naissance de mon arrière grand-mère, la loi sur les Indiens de 1876 avait contraint les « bandes » à mettre en place des gouvernements exclusivement masculins au sein des communautés. Le patriarcat européen a ainsi pris racine chez nous, aussi brutalement que la conquête a labouré nos territoires (Walter, 2014). Le patriarcat a été introduit de multiples façons (loi sur les Indiens, L.R.C., 1985, ch. I-5) :

- par la gouvernance, avec l'abolition des systèmes de gouvernance traditionnels mixtes remplacés par le système des conseils de bande exclusivement masculins ;
- par le système de parenté : l'identité autochtone va venir uniquement du père, les enfants d'une femme autochtone ne seront pas autochtones si leur père ne l'est pas (amendé en 1985) ;
- par la relation au territoire avec la création des réserves et l'interdiction de sortie des réserves sans permis d'un agent ;
- par la langue, avec l'interdiction faite aux Autochtones de parler leur langue maternelle ;
- par la spiritualité avec l'interdiction faite aux Autochtones d'exercer leurs religions traditionnelles ;
- par l'éducation avec la création des pensionnats autochtones.

Ces mesures ont été imposées par la force, grâce à la Gendarmerie Royale du Canada, la police fédérale. Dès le départ, cela a été une relation d'oppression violente, fondée sur le racisme et des politiques assimilationistes et sexistes.

Récemment, la Commission Vérité et Réconciliation utilisait le terme de génocide culturel pour aborder les conséquences des pensionnats et des Sixties Scoop (CVR, 2015a). La loi sur les Indiens a amené la création d'un système d'internats dont la visée était de « tuer l'Indien dans l'enfant », devenu obligatoire en 1920 pour les enfants de 5 à 17 ans. Cela a touché plus de 150 000 enfants autochtones au Canada. 4 000 ont disparus ou sont décédés, plusieurs autres ont été victimes de violence physique et sexuelle. Les chercheurs Fournier et Crey parlent même de « pédophilie institutionnelle » (Fournier et Crey, 1997). Un enfant autochtone dans un pensionnat avait plus de risques de mourir qu'un soldat canadien durant la Seconde Guerre Mondiale.

Les survivants des pensionnats vont ensuite revenir dans leur communauté d'adultes avec des traumatismes graves, des deuils, des comportements agressifs allant jusqu'à la rage. On constate l'émergence de violence latérale envers leur famille et leur communauté, avec un cycle inter-générationnel de relations malsaines apprise dans les pensionnats. Apparaissent également des violences envers soi-même : mutilation, dépendance pour endormir la souffrance et la douleur, suicide. Alors que de plus en plus de pensionnats ferment sous l'ère de Pierre Trudeau, on assiste à l'émergence d'une nouvelle tragédie dans les communautés autochtones, appelée le Sixties Scoop. Cette phase sombre de l'histoire canadienne correspond à l'enlèvement massif d'enfants autochtones : plus de 15 000 enfants sont retirés de leurs familles d'origine pour être confiés à des familles d'accueil blanches en vue d'une adoption, parfois sans même avoir informé les parents, ce qui constitue un enlèvement.

On est là dans un système structuré, depuis plusieurs centaines d'années, de racisme envers les Autochtones qui s'exprime notamment dans les relations avec les corps policiers.

À ces décennies d'oppression historique s'ajoute le racisme systémique, qui se traduit par la gestion policière des cas de disparitions ou de meurtres de femmes autochtones. Se pose d'abord un conflit de juridiction entre la GRC, police fédérale qui a autorité sur certaines portions du territoire, la police provinciale ou municipale, qui a autorité dans les villes, et les corps de police autochtones, présents dans certaines communautés. Cela se traduit par un manque de collaboration et une vision rigide des mandats. En ce qui concerne une fugue ou s'il y a une question de mobilité, cela pose un problème dans le cas d'une femme autochtone membre d'une réserve, mais dont la disparition a eu lieu en ville ou sur son trajet. Cette situation est kafkaïenne et amène de dangereux retards dans le traitement des dossiers ou même la perte de données. La victime ou la famille doivent répondre plusieurs fois aux mêmes questions, mais de différents corps policiers, ce qui donne un sentiment de piétinement, en plus d'imposer de revivre les émotions douloureuses.

À cela s'ajoute le manque de ressources, de données et de financement. Pendant trente longues années, le gouvernement a refusé de considérer ce phénomène comme sociologique. Le discours officiel faisait état de crimes isolés, non liés les uns aux autres. En 2010, le gouvernement fédéral coupe le financement de l'Association des Femmes Autochtones du Canada pour le suivi statistiques des disparitions et des assassinats. Plus aucune donnée n'est alors disponible. Cela est aggravé par le manque de ressources humaines : par exemple, au Nunavik, un seul policier est formé pour recevoir le traitement des plaintes en cas d'agression sexuelle ou de viol, il administre seul un territoire de 444 000 km^2. Cela crée un sentiment d'impunité pour les

agresseurs. S'y juxtapose le problème de formation des intervenants policiers, qui sont souvent étrangers aux communautés et n'ont pas connaissance des facteurs socio-historiques qui expliquent certaines problématiques et encore moins de leurs propres biais. On constate aussi une forme apparente d'apathie qui se traduit par les lacunes ou les omissions d'enquêter lors des signalements. Lors de signalements de disparitions par les familles, la réponse récurrente des corps policiers est qu'il est « trop tôt » pour commencer des recherches. Les cas ne sont pas médiatisés, la police les passe sous silence ou alors fait des annonces groupées qui rendent difficile l'identification.

Dans l'Ouest canadien, en Colombie Britannique, le cas de Hoar, une femme blanche assassinée en faisant de l'autostop sur la tristement célèbre Highway of Tear, l'autoroute des pleurs, avait, grâce à la solidarité de sa famille, permis de mettre en lumière le traitement médiatique différencié dont font l'objet les disparitions de femmes autochtones. Dans la langue autochtone de la région, le mot policier est traduit par « ceux qui nous emmènent ».
Au Manitoba, le cas de Tina Fontaine, avait également déclenché un émoi collectif sans précédent. Son corps a été retrouvé le 17 août 2014 dans un sac plastique flottant dans la Rivière Rouge, dans des conditions atroces, faisant l'effet d'un électrochoc dans la société canadienne. Elle avait été vue le jour de sa mort par deux policiers qui ne l'ont pas interpellée alors qu'elle était inscrite sur le fichier des personnes disparues, témoignant de l'incapacité des institutions canadiennes à éviter ce genre de drames. L'auteur présumé de son meurtre, Raymond Cormier, a d'ailleurs été acquitté il y a quelques semaines.

Les incidents de Val d'Or, au Québec en 2015 : deux journalistes canadiennes de l'émission Enquête diffusée sur Radio Canada se rendent à Val d'Or pour faire un reportage sur la disparition de Sindy Ruperthouse, une Algonquine de 44 ans. La Sécurité du Québec, à qui avait été confiée l'enquête, n'avait jamais fait d'annonce de la disparition, ni interrogé la famille ou les amis de Sindy après des mois. Sauf qu'au lieu d'un cas isolé, ce sont plusieurs « affaires » que les journalistes vont découvrir. Au fur et à mesure de leur enquête, des jeunes femmes, toutes autochtones, se mettent à livrer spontanément leur propre histoire aux journalistes. Le reportage déclenche un tollé et le gouvernement du Québec ordonne la mise en place d'une enquête pour faire la lumière sur ces accusations. 37 dossiers sont ouverts.

Les femmes s'étaient mobilisées solidairement, avec le soutien du Centre d'amitiés autochtone de Val d'Or, et leurs témoignages mettaient en exergue des procédés récurrents. Les femmes étaient interpellées à la sortie d'un bar et arrêtées pour ivresse dans un lieu public ; elles étaient conduites à l'extérieur de la ville pour les « désaoûler », à près de 4 km de la ville, les forcer à faire une fellation, une relation sexuelle complète et parfois les battre. Les auteurs quittaient ensuite les lieux en les laissant parfois complètement dévêtues ou repartaient occasionnellement avec des trophées (les sous-vêtements). Ces femmes se retrouvaient seules, au milieu de la nuit, dans le bois, à des kilomètres de la ville, dans des conditions de froid extrême, sans moyen de transport. Le cas de Val d'Or a eu des répercussions à travers le Canada, où des femmes partagent le fait qu'elles ont été victimes du même type d'abus.

Des préjugés interviennent également dans le cas de violence, agressions, disparitions ou des dépôts de plainte. Le « victim shaming » est peut-être le phénomène le plus systématique, qui consiste à discréditer les victimes à tous les niveaux dans leurs échanges avec les corps policiers. Elles doivent subir des demandes répétées concernant une éventuelle consommation d'alcool ou de drogues. Si elles ont une histoire de dépendance ou s'il y a un problème d'intoxication de la victime, son rapport des faits est discrédité : « Es-tu certaine que tu te souviens bien ? Es-tu certaine que tu ne l'as pas cherché ? » Si elle a consommé de l'alcool, elle est humiliée. Et dans les cas d'agressions sexuelles de travailleuses du sexe autochtones, la crédibilité de la victime est minée.

Cela arrive tout autant dans les situations de violence domestique avec la multiplication des cas d'arrestations de femmes qui avaient appelé à l'aide et qui se retrouvent menottées, incarcérées pour des mesures de légitime défense. Cela constitue une non application des politiques de la GRC : dans les cas de disparitions, où on assure que ce sont des fugues, comme dans le cas de Tina Fontaine ; dans les cas de meurtres, où on assure qu'il s'agit de suicides, le taux de suicides chez les Autochtones au Canada étant de 5 à 11 fois supérieur à la moyenne nationale en fonction des Nations. Le problème va beaucoup plus loin au Québec et au Canada, où les corps policiers faillissent non seulement à protéger les Autochtones, mais sont même les prédateurs.

Car les brutalités représentent un aspect du problème. On l'a vu avec le cas de Val d'Or, et malheureusement beaucoup d'autres, la brutalité policière va prendre toutes les formes : humiliations, agressions verbales, sexistes et racistes, agressions physiques avec recours à la force disproportionnée, agressions sexuelles, viols, harcèlement, violations des droits des femmes, meurtres. La surveillance vise, non pas à protéger, mais à punir, avec des interpellations excessives et des incarcérations : en milieu urbain avec l'utilisation des règlements municipaux de façon aléatoire pour interpeller et contrôler ; lors de contrôles d'identité excessifs : « tu ressembles à quelqu'un avec qui on a des problèmes » ; à propos des tatouages avec l'interpellation comme membre de gangs de rue. Or, le tatouage est une pratique traditionnelle chez les femmes de plusieurs Nations. Pour ce qui est des cas d'incarcération en cas d'intoxication, ils posent problème à plusieurs niveaux, notamment à cause du manque de centres de désintoxication et de cellules de dégrisement sécuritaires pour les femmes. On ne dispose pas de données pour ces incarcérations comme détention temporaires, sans chefs d'accusation, même si elles sont fréquentes et peuvent ressembler à du harcèlement dans la vie de plusieurs femmes ; dans les circonstances où la barrière de la langue fait préjuger que la personne est en état d'ébriété ; enfin, avec le non-respect des règlements policiers quand la police n'informe pas systématiquement les familles en cas d'incarcération, surtout temporaire.

L'absence de mécanismes de contrôle des instances policières aggrave la situation. Ainsi, le cas de Val d'Or met en évidence plusieurs éléments problématiques. Tout d'abord, la peur des représailles, surtout dans des milieux isolés où il est facile d'être reconnue, est une raison fréquente pour laquelle les femmes et les filles ne signalent pas les abus de la police en général. S'ajoute la crainte d'être stigmatisées souvent justifiée et les sentiments de honte dans les cas d'agressions sexuelles. Ensuite, cette affaire témoigne des lacunes des systèmes de contrôle des corps policiers : c'est le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) qui a mené l'enquête sur la Sécurité du Québec (SQ). Or, le risque de conflit d'intérêt n'est pas bien loin lorsque les policiers sont issus des mêmes formations.

Enfin, ça démontre la faillite du système de justice. Les investigations, menées par le SPVM sur la SQ, n'ont pas abouti et ont conclu qu'aucune accusation ne peut être retenue contre les six policiers impliqués pour les 37 dossiers ouverts. Le Bureau des enquêtes indépendantes (BEI), un mécanisme provincial récemment mis en place dans certaines provinces pour les enquêtes civiles sur l'inconduite policière, semble prometteur, mais la plupart des plaintes ne relèvent pas du mandat du bureau, qui est limité aux incidents impliquant la mort ou certaines blessures corporelles graves. L'exclusion du viol et des abus sexuels de

cette définition représente une omission discriminatoire inacceptable de la part de la législature provinciale.

Face à tout cela, il existe une mobilisation communautaire. En effet, mon objectif n'est pas de m'apitoyer sur notre sort, bien au contraire. Les femmes autochtones en commençant par l'Ouest de l'île de la Tortue ont crié « fini l'inertie », « Idle No More ». Nous organisons des vigies tous les 14 février pour honorer la mémoire des filles et des femmes assassinées et disparues, des battues, des rondes de danse. Nous nous levons, nos actions visent à revaloriser le pouvoir des femmes autochtones. Grâce aux réseaux sociaux, nous médiatisons nous-mêmes les nouvelles disparitions, racontons les faits selon nos propres voix et mobilisons la communauté pour agir pour la dignité des femmes autochtones. Grâce à nos mobilisations, le gouvernement a finalement entendu notre demande de créer une commission d'enquête publique sur les filles et les femmes disparues et assassinées. Il s'agissait au départ d'une des 94 recommandations de la Commission Vérité et Réconciliation. Elle a été créée le 8 décembre 2015. Les voix qui réclamaient une commission d'enquête publique depuis des années, auront finalement été entendues par le nouveau gouvernement libéral de Justin Trudeau. Cependant le manque de ressources et de leadership crée une déception : 2/3 des employés de la commission ont déjà démissionné, les défis logistiques et géographiques d'atteindre des communautés éloignées sont importants et le temps manque. Des solutions peuvent cependant être mises en place, voici quelques pistes : que les policiers soient formés ; que le Conseil des aînés de la Nation accompagne les policiers dans leur mandat ; que les mandats dans les communautés soient plus longs afin que puissent se développer des relations de confiance ; que se développent des postes d'agents de liaison dans les communautés ; que soit interdite l'utilisation du Taser sur les jeunes mineurs ainsi que les fouilles mixtes sans supervision externe ; qu'on octroie plus de ressources aux commissions ; que les 94 recommandations de la Commission Vérité et Réconciliation soient appliquées.

En conclusion, le génocide, le féminicide et la violence policière sont des phénomènes ancrés dans l'histoire du Canada. Il s'agit d'un problème majeur. On aborde évidemment des symptômes de la colonisation comme des éléments caractéristiques des cultures autochtones : la perversité devient alors un « problème autochtone ». La dimension de « nous protéger de nous-mêmes » est présente dans les politiques assimilationistes. Et l'interventionnisme d'Etat est administré par les corps policiers. D'autre part, il existe un trauma historique dans lequel la police n'est pas l'organe de protection du tissu social ou même d'aide, mais bien au contraire celui qui agit comme figure d'autorité, qui enlève les enfants, brutalise les parents. Cela entraîne une normalisation sociale des phénomènes d'abus, de violence dans le cas des Autochtones. Dans les communautés comme telles, ça devient un trait commun qui unit les Nations d'Est en Ouest, du Nord au Sud : tout le monde a été victime de répression policière, tout le monde a une personne proche qui est disparue ou qui a été assassinée. Le gouvernement doit mettre fin à cette crise humanitaire, écouter les communautés et offrir les ressources dont elles ont besoin pour non seulement guérir, mais aussi se relever.

SOURCES

AMNESTY INTERNATIONAL. *Canada : on a volé nos sœurs - discrimination et violence contre les femmes*. 2004.

AMNESTY INTERNATIONAL. *Assez de vies volées. Discrimination et violence contre les femmes autochtones au Canada : une réaction d'ensemble est nécessaire au Canada.* 2009.

GOUVERNEMENT DU CANADA. *Rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones*. 1996. http://www.bac-lac.gc.ca/fra/decouvrez/patrimoine-autochtone/commission-royale-peuples-autochtones/Pages/rapport.aspx

CONVENTION DE RÈGLEMENT RELATIVE AUX PENSIONNATS. *Convention de règlement relative aux pensionnats indiens*. 2006. http://www.residentialschoolsettlement.ca/french/settlement.html

CVR (Commission de vérité et réconciliation du Canada). *Commission de vérité et réconciliation du Canada : Rapport intérimaire.* Winnipeg, Manitoba. 2012.

CVR. *Honorer la vérité, réconcilier pour l'avenir. Sommaire du rapport final de la Commission de vérité et réconciliation du Canada.* Winnipeg, Manitoba. 2015a.

CVR. *Les survivants s'expriment. Un rapport de la Commission de vérité et réconciliation du Canada.* 2015b.

FONDATION AUTOCHTONE DE GUÉRISON. *De la vérité à la réconciliation. Transformer l'héritage des pensionnats.* Ottawa : Fondation autochtone de guérison. 2006.

FOURNIER, S. and E. CREY. *Stolen From Our Embrace : The Abduction of First Nations Children and the Restoration of Aboriginal Communities.* Toronto : Douglas and McIntyre. 1997.

HUMAN RIGHTS WATCH. *Ceux qui nous emmènent. Abus policiers et lacunes dans la protection des femmes et des filles autochtones dans le Nord de la Colombie-Britannique.* Canada. 2013.

TRUTH AND RECONCILIATION COMMISSION OF CANADA (TRCC). *What We Have Learned. Principles of Truth and Reconciliation.* 2015.

WALTER, E. *Soeurs volées. Enquête sur un féminicide au Canada.* Montréal : Lux. 2014.

Combattre l'Etat policier et le racisme au Royaume-Uni

Arzu Merali

Je ne sais pas par où commencer, excepté peut-être par la fin. Nous pensons savoir ce que nous voulons : une fin à l'oppression. Cependant, que nous n'ayons pas compris cet objectif a été la clé qui a permis de détruire la résistance à l'Etat policier et au racisme au Royaume-Uni et je formulerai ici des alertes quant à la manière de lutter et de résister.

Nous participons à un événement qui comprend le besoin de rendre possibles différentes visions de ce qui est bon, différentes visions du futur basé sur ce « bon », et qui rend prioritaire le besoin de libération pour tous les peuples issus de ce système qui nous oppresse.

Tous les peuples et ce système. Un système qui a différentes saveurs nationales mais qui est par essence le même système soutenu par les mêmes idéologies. Ceci est la clé pour comprendre le manquement afin de s'attaquer à l'Etat policier au Royaume-Uni. Donc, ce que je vais présenter est une série d'alertes.

Nous avons eu des moments critiques et radicaux durant ces 60 années et plus dans cette lutte au Royaume-Uni. Il ne s'agit pas du fait que nous ayons été calmement et affreusement à la fois sujets et soumis. Nous avons eu des mobilisations de masse contre la police et le racisme d'Etat avec des émeutes et des soulèvements, nous avons eu de grandes manifestations. Toutefois, nous avons perdu notre chemin. Tout mouvement radical s'est dissipé à cause d'un manque de compréhension de qui nous sommes, et de qui, et de ce qui, nous oppresse.

En 2011, l'ancien premier ministre britannique a annoncé que le multiculturalisme était une erreur : il fut alors annoncé par les commentateurs dans les médias de droite que le multiculturalisme était mort. J'ai une nouvelle pour vous : il n'a jamais vraiment été en vie ! Par bien des aspects, nous avons la société civile la plus organisée et la plus puissante pour les peuples de couleur. C'est une impression extérieure, c'est certainement celle que nous avons de nous-mêmes, ou peut-être une désillusion. Nous avons des ministres et des maires, nous avons des femmes musulmanes portant le hijab au journal télé. Dans une optique d'égalité, le Royaume-Uni est devenu un exemple. Nous avons des lois anti-discrimination. Nous avons même une princesse. Ce sont soit des « signes » que le projet multiculturaliste britannique a réussi pour les gens de couleur, soit la preuve que le multiculturalisme a réussi à favoriser des gens de couleur en dépassant et en allant à l'encontre des intérêts de la majorité « blanche ».

Ces deux perceptions sont essentiellement deux aspects du racisme d'Etat qui trouve son expression dans les couches populaires, la société civile, le discours politique et médiatique. Plus important, ces deux faces de la même pièce trouvent leur réalisation dans le droit et l'éducation où ils deviennent une réalité vivante pour chacun et chacune comme moyens de diriger les relations sociales et les hiérarchies, ainsi qu'un discours de contrôle et de direction sociale.

A l'encontre de cette image d'une Angleterre « multiculturelle », les excès de l'Etat sont perçus comme des exceptions. Ce pourquoi, si les Musulmans sont visés par les médias comme des terroristes en puissance, cela est perçu comme un manquement de la part des musulmans, qui ne se sont pas projetés « correctement ». Si des noirs sont tués pas la police, cela est perçu comme un cas de « pommes pourries » dans le lot, voire comme un acte jugé légal, comme nous avons pu le voir dans le cas de Mark Duggan, malgré la reconnaissance que cet homme était non-armé et qu'il n'avait pas résisté. Pendant ce temps, en tant que gens de couleur, nous nous regardions avec suspicion et mépris : les musulmans sont des misogynes et des terroristes, les noirs des voyous, des gangsters et des criminels, les Rroms des voleurs, etc.

Nous avons intériorisé non seulement les racismes de la société au sens large, nous avons intériorisé le racisme de l'Etat, un racisme déguisé en l'idée d'un multiculturalisme anglais, où les optiques de diversité et d'égalité deviennent une aspiration et une idéologie. En résumé, nous sommes contents de l'Etat à partir du moment où « nous » avons notre place en lui. Ainsi, de manière incroyable, nous célébrons le maire le plus pro-sioniste que nous ayons jamais eu à Londres, Sadiq Khan, parce qu'il est musulman. Nous célébrons tous les politiciens de couleur atteignant des positions de plus en plus hautes, le plus récemment Sajjid Javid, même s'ils ont presque toujours voté pour les mesures les plus évidemment racistes, sur l'immigration, l'anti-terrorisme, la surveillance et le contrôle. L'Etat, ses fondements racistes, sa reproduction de cycles sans fin d'injustices contre tous les peuples, reste incontesté. Nous demandons des « droits » dans un sens symbolique - représentation visible -, des lois qui sur le papier garantissent une anti-discrimination au niveau individuel, nous demandons l' « égalité » mais dans les termes de l'Etat. Pour le dire concrètement : nous ne parlons pas internationalement. Je parle en tant que musulmane, et un exemple de cela, c'est la transformation du discours musulman au Royaume-Uni. Quand je grandissais, nous parlions de la Ummah, de contester l'injustice partout, il y avait beaucoup de modes de conversations sur une théorie de libération islamique, et on pouvait voir ça partout dans le monde, en Iran, au Liban, en Bosnie, aux Philippines, au Nigéria, mais aussi dans la lutte de libération en Afrique du Sud. Et, bien que je l'aie décrit en utilisant des appellations nationales, il y avait un sens de la lutte qui transcendait les frontières des Etats-nations, mais aussi les frontières de genres et de religions.

Désormais, nous parlons d'être des musulmans britanniques. On fait des enquêtes, et mêmes les principaux instituts de sondage font des enquêtes qui prouvent que les musulmans sont extrêmement loyaux envers le Royaume-Uni, même plus encore que les gens de la majorité blanche. Et on célèbre ça. Même des

gens comme moi font cette recherche et utilisent cette recherche pour prouver qu'il y a une sorte de malentendu innocent dans la manière dont l'Etat, ses institutions et les médias exercent leur contrôle sur les sujets musulmans. En même temps, nous n'acceptons pas que notre encadrement en tant que musulmans comme problème, ne soit pas le même que pour d'autres groupes racialisés. En fait, nous nous considérons comme la communauté modèle.

Ce sont là les exemples généraux de comment nous avons facilité notre colonisation continue. A l'intérieur du paradigme, nous recherchons les « opportunités » de l'Etat, et nous nous blâmons nous-mêmes (comme le fait l'Etat) si nous n'y parvenons pas. Voilà pourquoi nous avons tant de projets, tant d'organisations, pour promouvoir de bonnes images des musulmans, qui racontent pourquoi c'est juste normal que les musulmans soient diabolisés, parce que les musulmans n'interagissent pas avec les médias.

Nous nous noyons essentiellement dans les contradictions de la logique raciste, sans nous rendre compte que même les optiques de réalité ont diminué. Nous avons désormais des attaques déclarées contre les femmes et les filles portant le hijab de la part des médias et des institutions étatiques. Ces dernières vingt années ont vu la création d'un régime juridique spécifique pour les musulmans sous couvert d'anti-terrorisme, qui a peu de garde-fous légaux, mais de draconiens pouvoirs d'arrestation, détention, extradition et contrôle. Ces lois et politiques ont pu arriver parce que nous n'avons pas contesté les prémisses fondamentaux et sous-jacents de l'Etat, c'est-à-dire que ces personnes sont barbares, violentes, etc., mais nous avons plutôt accepté qu'il y avait un « besoin de faire quelque chose » après le 11 septembre. Les débats autour de ces lois comptaient sur l'idée de rendre ces lois non-discriminatoires. Il y a seulement une petite mobilisation qui pose la question : « pourquoi avons-nous besoin de ces lois à tout prix ? ». Il y a même une plus petite mobilisation qui conteste ce qui sous-tend le système juridique britannique en tant que raciste, élitiste, et ainsi de suite. Même là où la critique existe, c'est souvent dans des silos - il y a une critique féministe blanche, il y a une critique de la race critique, et ainsi de suite.

Nous pouvons voir la logique raciste manifeste dans le juridique et dans le renforcement du juridique à travers la conclusion de l'enquête sur le meurtre de Mark Duggan par la police à Tottenham en 2011. La diabolisation de Mark a reposé sur des idées faisant de lui un gangster, un voyou, quelqu'un d'armé, quelqu'un que la police avait raison de craindre. Un par un, chacun de ces mythes a été dissipé. A l'époque de l'enquête, la seule question qui méritait une réponse était si Mark était armé et s'il était une menace imminente pour la police quand celle-ci l'arrêta. Même quand l'enquête trouva qu'il n'était pas armé et qu'il était probablement en train de se rendre quand il a été tué, son meurtre a été légitimé. Ce jour-là, la loi a abandonné le mensonge de l'égalité devant elle. Mais dans ce débat, nous avons oublié de poser des questions, d'être des interrogateurs, et non pas des interrogés. Mark a été arrêté par la police au sein de l'Opération Trident, qui est une opération policière pour s'attaquer à la « violence des noirs sur les noirs » et particulièrement la violence aux armes à feu. Nous avons oublié de demander : y a-t-il un tel problème ? S'il y a quelque chose de cet ordre, quel est le rôle de l'Etat et plus largement de la société dans sa création ? Pourquoi devrions-nous continuer à avoir une forme d'Etat comme celle-ci ? Pourquoi devrions-nous nous retrouver piégés par ce type d'organisation politique et juridique ? Quelles idées devons-nous avoir pour changer ça, et pour nous sauver ?

Dans ce cas, les initiatives dans la communauté, soutenues par l'Etat ou directement promues par lui, concernent uniquement la violence et oeuvrent à rendre les jeunes hommes noirs « bons ». Nous oublions de poser la question à l'Etat : « pourquoi le devraient-ils », « pourquoi le devrait chacun d'entre nous ? » Pourquoi devrions-nous être bons quand l'Etat est mauvais, pas seulement mauvais envers nous, mais travaille à nous détruire, du lent écrasement que nous subissons économiquement et politiquement à travers les frontières nationales, à notre annihilation actuelle par la police dans les rues de l'Ouest et par leurs armées et agents pour le reste.

Comprenez-moi bien : je crois que nous avons des conceptions de la bonté auxquelles nous devons adhérer et que nous devons appliquer pour nous réhabiliter nous-mêmes. Nous devons le faire dans l'intérêt de nos consciences individuelles ou de notre légitimité en tant qu'être sociaux et acteurs inter-connectés les uns avec les autres, et dans l'intérêt d'un monde futur que nous espérons créer. Mais ceci est notre affaire. Cela ne doit pas nous être dicté par l'Etat ou ses laquais et mandataires. Nous devons mettre de l'ordre dans notre intérêt, et non PAS comme un pré-requis afin de participer à ce cauchemar de l'interaction politique et sociale nommé Etat-nation libéral.

Tout comme nous avons des problèmes avec l'Opération Trident et des opérations similaires au niveau de la police, à l'heure actuelle nous avons une obsession du crime à l'arme blanche à Londres et dans d'autres villes, nous avons des problèmes encore plus larges concernant les lois de prévention et d'anti-terrorisme, de même qu'avec l'agenda des Valeurs Britanniques Fondamentales. Chacune a sa propre saveur mais toutes viennent du même endroit. Nous ne voulons juste pas reconnaître que tout ceci expose la crise au coeur des Etats britanniques et coloniaux.

Je peux vous donner une liste dans laquelle il y aurait des moments et des mouvements au Royaume-Uni qui auraient pu contester et avaient besoin de mobilisation autour d'un moment de clarté : les manifestations contre le support du gouvernement à Salman Rushdie, le soulèvement après le meurtre de Mark Duggan, les émeutes contre les lois SUS (Suspected Person) des années 80. Il s'agissait de moments critiques, mais nous nous sommes permis d'être divisés et d'intérioriser la racialisation des « autres » et de nous-mêmes. Pire encore, nous avons permis aux mouvements radicaux d'être marginalisés en acceptant les gages symboliques de l'Etat, dans l'otique de l'égalité plutôt que de la libération effective.

Nous avons trop de représentants politiques et médiatiques de couleur. Nous en avons très peu si toute représentation et de plus en plus de justifications de l'oppression mondiale sont perpétrées au nom de la démocratie libérale. Nous avons des avocats seniors, des policiers et des intellectuels de couleur. Nous avons beaucoup et de plus en plus de politique raciste, de renforcement législatif et de production de savoir, tous au service de projets mondiaux de domination.

En même temps, nous avons permis aux voix radicales, qui posent les questions difficiles et offrent différentes manières de comprendre le monde, d'être passées sous silence. Regardez juste les attaques des mouvements pro-palestiniens au Royaume-Uni. Regardez les attaques lors de la journée mondiale d'Al-Quds à Londres en juin, cette année. L'an dernier, la diabolisation était si sévère, que Darren Osborne loua un van et conduisit jusqu'à Londres dans le but de traverser la manifestation et de tuer le plus de musulmans qu'il put. Lorsqu'il ne put atteindre la manifestation, il conduisit à la place vers le Finsbury Park et fonça dans des personnes quittant les prières à la Mosquée. Qui était l'un des supporters de cette diabolisation de la journée de l'Al-Quds par l'extrême-droite et des groupes sionistes ? Sadiq Khan, maire de Londres. Quelles voix se sont élevées contre lui ? La plupart, de groupes anti-sionistes juifs.

Aussi mes alertes peuvent-elles se résumer au nombre de deux :

- Méfiez-vous de vos analyses. Nous ne pouvons pas résoudre le problème, si nous ne pouvons le reconnaître et voir comment il opère ;

- Méfiez-vous des primes de l'Etat.

Je vous remercie.

Le cas belge

Nordine Saïdi

Un adage ne dit-il pas que « quand la France s'enrhume, la Belgique éternue » ? De ses créateurs, la Belgique a hérité des penchants impériaux.

Petit pays, grand colonialiste

L'empire colonial belge naît réellement avec l'expansion africaine sous l'impulsion de Léopold II, l'un des plus grands génocidaires de l'Histoire, qui s'est vu offrir le Congo lors de la Conférence de Berlin de 1885. Les crimes liés à la gestion du Congo par Léopold II sont connus et documentés : massacres, mains coupées, travaux forcés, sévices, maltraitances... En 1908, Léopold II cède le Congo à la Belgique qui en fait une colonie sans que cela n'en modifie le régime d'exploitation.

Cinq à huit millions de morts, peut-être même dix : tel est le bilan accablant de la conquête et de l'exploitation coloniale du Congo belge, entre les années 1880 et la Première Guerre Mondiale. C'est à ce nombre que parvient le journaliste américain Adam Hochschild dans son livre *Les fantômes du roi Léopold*.
Tout artificiel qu'il est, l'État-Nation moderne Belgique est donc un État intrinsèquement colonialiste et impérialiste. Su, reconnu, ignoré ou nié, le colonialisme est constitutif de la Belgique et plus encore de sa position hiérarchique dans le concert des Nations. Un pays où sept congolais sont morts en 1897 dans le « village nègre » de l'Exposition universelle de Tervuren. (En découvrant ces « sauvages », certains visiteurs leur jetaient des bananes ou des cacahuètes.) Ce qui n'a pas empêché que l'on reproduise l'expérience durant l'Exposition universelle de 1958.

À Tervuren se trouve un musée colonial dans lequel est conservée la collection de crânes de chefs africains insoumis (Roi Lusinga) qu'un certain Emile Storms, un des nombreux criminels commissionnés par Léopold II dans sa quête ravageuse d'un empire colonial au centre de l'Afrique, ramena en Belgique comme de simples trophées des crimes qu'il avait fièrement commis. Un pays sans ressources naturelles souterraines, où on ne trouve aucune mine de cobalt, de diamant, ou d'uranium. Nous, Belges, bénéficions pourtant de ces ressources introuvables chez nous.

Episode marquant d'utilisation de ressources pillées au Congo, la Belgique a par exemple fourni 60% de l'uranium utilisé pour la fabrication des trois premières bombes nucléaires américaines, celle testée le 16 juillet 1945 dans le désert d'Alamogordo (Nouveau-Mexique) puis celles larguées sur Hiroshima et Nagasaki début août 1945.

Un pays qui, quelques mois après avoir cédé, contraint et forcé, l'indépendance au Congo, lui enlève et lui assassine son premier Premier Ministre, Patrice Lumumba. Le pays de Tintin, ce héros d'une véritable oeuvre de propagande coloniale. Un pays où beaucoup croient pourtant encore que la Belgique aurait apporté aux peuples sauvages du Congo les bienfaits de la civilisation, cette idée que les noirs n'étaient rien avant la colonisation ayant un impact direct sur la façon dont ils sont perçus aujourd'hui. On ne peut pas envisager aujourd'hui les discriminations, le racisme et la négrophobie sans revenir sur les quatre-vingt années d'histoire coloniale, qui ont laissé des traces dans les mentalités, les esprits mais aussi dans sa politique.

Un pays qui illustre la permanence de la colonialité dans sa pensée politique et dans ses actes par sa participation ces dernières décennies, et aujourd'hui encore, à toutes les coalitions guerrières impérialistes (Afghanistan, Irak I & II, Lybie, Syrie, Mali, Centre Afrique, Yémen) ou encore par son soutien indéfectible au maintien d'une entité raciste et coloniale en Palestine.

Bruxelles Panthères est né de la re-prise de conscience de la persistance d'avatars contemporains, actuels même, et internes de cette Belgique coloniale. L'un des aspects les plus évidents de la persistance de régimes particuliers pour les populations issues des colonies ou des migrations post-coloniales et leur descendance se manifeste par la mise en place, sur des territoires spécifiques, principalement le «croissant pauvre», pour des centaines de millions d'euros en 25 ans, de politique dite des «Contrats de sécurité».

Ce que l'on appelle le «croissant pauvre», c'est cette zone qui concentre depuis plusieurs décennies les populations les moins favorisées (c'est-à-dire les noirs, les Arabes, les Rroms). Sur la carte, ces morceaux de sept communes (Forest, Saint-Gilles, Anderlecht, Molenbeek, Ville de Bruxelles, Saint-Josse, Schaerbeek) forment un «croissant» autour du centre-ville. Ces quartiers sont les plus densément peuplés de la région (plus de 30 000 habitants par km^2, quatre fois la moyenne), c'est là que se concentrent les revenus les plus faibles, mais quel que soit le critère retenu – niveau d'instruction, taux de chômage, revenu moyen, part des logements sans confort – la carte montre un territoire bruxellois marqué au fer rouge de son croissant.

Le chômage des jeunes? Dans le croissant pauvre, il dépasse les 30% et flirte même, pour les quartiers les plus difficiles, avec les 60%. Les inégalités face à la mort représentent le sommet de l'iceberg: entre les communes bruxelloises les plus pauvres et les plus aisées, la différence d'espérance de vie est de 3 ans pour les hommes et de 2,6 ans pour les femmes… sauf si la police s'en mêle.

Une politique sécuritaire stricto sensu avec l'installation de caméras de surveillance et l'augmentation du nombre et des équipements des forces de répressions policières. Mais aussi des politiques plus ambiguës quant à leur caractère social ou sécuritaire. Les autorités créent des postes de médiateurs, stewards, éducateurs, travailleurs de rues, gardiens de la paix, surveillants de parcs. Si certains ont sans doute eu un impact individuel positif en faisant leur travail, ils font collectivement partie d'une chaîne de dispositifs qui sont mis en place pour remplir un rôle de contrôle physique et social sur des populations qu'on maintient en état d'infériorisation.

Ces mesures et dispositifs se sont étendus depuis le 11 septembre et se sont encore accentués depuis les attentats de Paris en novembre 2015 et de Bruxelles en mars 2016.

Plan Canal

En effet, la stigmatisation des noirs, des Arabes, des présupposés musulmans est en constante augmentation notamment par l'imposition de nouvelles lois. Dans le cadre de la lutte antiterroriste, le gouvernement a mis en place, activé ou suggéré de nombreuses mesures, dont:
- la déchéance de nationalité belge des binationaux;
- le déploiement de 1800 militaires dans les grandes vlles du pays, notamment en rue;
- l'allongement de la garde-à-vue de 24 à 48h;
- l'exécution de plus de 100 000 contrôles de résidence, principalement dans quatre communes de Bruxelles et ce uniquement pour l'année 2016, dans le cadre du «Plan Canal»;
- la fermeture d'énormément d'associations musulmanes.

Stigmatisant toujours les musulmans comme dangereux, le 29 avril 2017, la nouvelle loi dite «de déportation», permet d'expulser des «étrangers» vivant légalement en Belgique, même s'ils sont nés ici ou s'ils ont un enfant belge, sur le vague motif de représenter une menace à l'ordre public. En parallèle, à côté de ces mesures prises directement dans le cadre du Plan Canal, on constate un durcissement constant des lois et mesures prises à l'encontre des personnes sans papiers, avec encore une hausse des opérations de contrôle dans les transports, du nombre d'expulsions des lieux de vie et de logements, du nombre d'arrestations, d'enfermements et d'expulsions du pays.

L'ordre public n'était pas menacé ce 11 novembre, lors de la victoire du Maroc le qualifiant pour la coupe du monde, mais des familles avec enfants se sont vues repoussées à coup d'autopompes de la Bourse, lieu traditionnel de festivités spontanées dans le centre de Bruxelles, vers les quartiers populaires, desquels sont issus la plupart des musulmans. Ces quartiers, qui sont les cibles principales de toutes formes de répressions se voient touchés davantage grâce à ces nouvelles lois racistes.

Racisme structurel

Tous ces dispositifs, toutes ces mesures, tous ces actes discriminatoires, liés de près ou de loin à l'actualité plus ou moins récente, sont mis en place dans un pays qui, nous l'avons dit, a la colonialité dans la peau.Voici une liste non-exhaustive de réalités et d'événements vécus par les noirs, les Arabes, les présupposés musulmans en Belgique, liste qui illustre le racisme structurel qu'ils et elles subissent:

- Contrôle au faciès et violences policières endémiques dans les quartiers populaires. Plus contrôlés, les noirs, les Arabes, les présupposés musulmans sont plus arrêtés, plus fouillés, plus poursuivis, plus mis en détention préventive, plus condamnés, condamnés à des peines plus longues et font une plus grande part de cette peine que la «population générale»;
- Ségrégation scolaire et à l'emploi: on n'en a pas besoin pour le savoir mais de nombreuses études internationales classent systématiquement la Belgique parmi les pays les plus discriminants dans ces deux matières;
- Rejet des filles et femmes voilées de l'enseignement et de l'emploi;
- Imputation de sexisme et d'homophobie aux seuls hommes noirs, Arabes, et/ou présupposés musulmans (loi contre le harcèlement de rue). Imputation d'antisémitisme à tous les musulmans;
- Ségrégation spatiale qui se matérialise par l'accès au logement,

ou même aux loisirs ;
- Négligence grave dans l'enquête sur la disparition et l'assassinat de Loubna Benaïssa, 9 ans, par un pédophile en 1992 ;
- Assassinat de Semira Adamu en 1998, étouffée avec un coussin par les gendarmes parce qu'elle résistait à son expulsion par avion ;
- Complicité de torture sur Ali Aarrass, détenu depuis 10 ans au Maroc (condamnation, prononcée sur la seule base d'aveux obtenus sous la torture) et abandonné parce que binational. C'est la raison pour laquelle Ali Aarrass a saisi, le 29 mars 2018, la Cour Européenne des Droits de l'Homme d'un recours contre la Belgique. À suivre donc …

Le drame que vit Ali Aarrass et sa famille nous montre bien qu'être né en Belgique ou en Europe, avoir été intégré comme l'Etat le souhaite, avoir même servi son armé, ne fait pas de nous des « citoyens à part entière » mais bien des citoyens à part aux yeux de notre gouvernement.

Voila à quoi ressemble le cas belge.

Effet miroir

Je sais que vous voyez et comprenez très bien de quoi je parle. Il vous suffit de remplacer Belgique et Bruxelles par les noms de vos pays et villes et vous avez l'effet miroir de ce qui se passe aujourd'hui dans toutes les grandes villes européennes où, comme aux Etats-Unis, « la vie des noirs, des Arabes, des musulmans ne compte pas pour les Etats et pour leurs flics ».



BANDUNG DU NORD
5 MAI 2018

Les effets du racisme sur les féminités et les masculinités opprimées

Comment les articuler et les combattre ensemble?

- Luttes intersectionnelles décoloniales. Vers une abolition de la colonialité. / p.1
par Vanessa Thompson

- Féministe ET musulmane, pourquoi est-ce si dur ? / p.3
par Ismahane Chouder

- Eunuque ou violeur. Le devenir homme indigène en Occident / p.5
par Azzedine Badis

- Racisme et hypervirilité. Le cas du rap. / p.7
par Franco Lollia

- Marcher sur un fil et ne jamais tomber. Stratégie pour un féminisme décolonial. / p.9
par Louisa Yousfi /

- Un Féminisme de politique décoloniale / p.13
par Françoise Vergès

- Les effets dévastateurs du colonialisme sur le genre et la sexualité. / p.19
par Paola Bacchetta

Luttes intersectionnelles décoloniales. Vers une abolition de la colonialité.

Vanessa Thompson

Merci au Réseau Décolonial International et à tous les militants qui ont participé à l'organisation de cet événement historique, le Bandung du Nord, réactualisant et poursuivant les stratégies et les luttes de la conférence de Bandung de 1955, la première grande conférence des États asiatiques et africains à avoir lieu dans le Sud global, lors de laquelle plus de la moitié de la population mondiale était représentée et à laquelle des représentants de 29 pays ont participé afin de s'opposer ensemble au colonialisme et au néocolonialisme.

Organiser cette conférence dans le Nord global, en tant que noirs, personnes de couleur, musulmans et Rroms, ne montre pas seulement notre rapport violent aux continuités du colonialisme, et donc de la colonialité, mais également notre participation aux diverses luttes décoloniales, qui sont liées, dans le Nord global ainsi que dans le Sud global, car nombre d'entre nous faisons partie du Sud global au sein du Nord global et, dans le même temps, nous résidons dans le Nord global, le cœur de l'Empire. Expliquer les responsabilités liées à la lutte contre la colonialité et le racisme inclut de nombreux aspects et s'inscrit dans un vaste chantier. Et je pense qu'être attentifs aux réalités différentes, mais liées, produites et reproduites par la colonialité est crucial à ce travail. Comme nous le rappelait le président Sukarno dans son discours inaugural à la conférence de Bandung en 1955 : « Il y a de la diversité parmi nous. Qui le nie ? (…) Mais quel mal y aurait-il à la diversité ? »

J'ai été invitée à parler des effets du racisme sur les masculinités et les féminités opprimées et comment on peut articuler cela et lutter contre, ensemble. À titre personnel, et bien que ces questions doivent constamment être reconsidérées et réarticulées, également d'un point de vue stratégique, en tant que racisme, je dirais que, reprenant feu Cedric Robinson, le capitalisme racial fonctionne également par la logique du *divide et impera* et ne s'appuie pas uniquement sur l'incorporation de ces luttes par leur marchandisation et leur dépolitisation, mais en en faisant des vecteurs de régimes de guerre, comme les mobilisations pour les « droits queers » (pour certains, mais pas pour d'autres), afin de légitimer des guerres et occupations coloniales ; s'attaquer à ces questions montre également douloureusement que « nous » avons à affronter plus radicalement nos histoires et présences.Les implications genrées et sexualisées du capitalisme racial produisent et reproduisent des réalités différentes (mais liées) et des formes d'oppressions génocidaires. Je suppose que la plupart d'entre vous êtes d'accord sur ce point. Mais le capitalisme racial ne se contente pas de produire ces différentes formes, celles-ci sont également à la base de son fonctionnement.

La penseuse et militante féministe noire Angela Davis, qui est l'une des oratrices de marque de la présente conférence internationale, n'a eu de cesse, comme d'autres penseuses et combattantes féministes noires, d'interroger ces rapports d'oppression et a montré comment le capitalisme racial n'était pas uniquement bâti sur la mise en esclavage des noirs et la surexploitation de leur force de travail, de même que sur le génocide des peuples indigènes et le colonialisme, mais également sur la surexploitation du travail reproductif des femmes noires et sur le viol systémique comme élément central de l'esclavage en vue de la reproduction de la force de travail esclavagisée.

C'est un point crucial en ce qu'il montre que le genre n'est pas une catégorie qui vient simplement s'ajouter à l'esclavage ou au colonialisme, mais qui est fondamental à leur bon fonctionnement. Négliger la sphère de la reproduction sociale (sous toutes ses formes) lorsqu'on réfléchit au capitalisme racial et qu'on lutte contre celui-ci, est risqué car on ne regarde alors qu'une seule des extrémités d'un spectre de problématiques mortelles. Une dimension contemporaine de cela est le rapport entre la criminalisation, le maintien de l'ordre et la punition du surplus de main d'œuvre des quartiers pauvres racialisés, les meurtres des corps noirs et basanés par la police, tout comme la titrisation des corps noirs et basanés présentés comme migrants et réfugiés - nombre de ceux-ci étant des femmes - et le contrôle et la surveillance des corps noirs et basanés féminisés à travers les politiques de contrôle de la population, le contrôle de la fertilité et les stérilisations forcées et en les rendant responsables du changement climatique.

Je pense que c'est un point souvent ignoré, surtout dans les réceptions réductrices de l'intersectionnalité. Je sais que ce concept ou cet outil analytique a provoqué nombre de débats et même des conflits ici ; il a également été beaucoup discuté en Allemagne. Je suis d'accord avec nombre de critiques en ce qu'elles critiquent la manière dont les féministes blanches se sont approprié le concept, l'ont dépolitisé, l'ont mobilisé pour bâtir leurs carrières néolibérales et surtout pour minimiser la question du racisme et criminaliser les masculinités noires et basanées, mais également les féminités en invisibilisant leur travail et leurs vies et en les/nous hystérisant. Toutefois, ces critiques de l'appropriation de l'intersectionnalité ont surtout été articulées par des féministes et queer-féministes noires et de couleur. Pour le dire autrement, l'appropriation du concept a plus à voir avec la blanchité et son fonctionnement qu'avec le concept lui-même ou sa généalogie.

Et lorsque l'on se penche sur ses généalogies, et il faut souligner ici qu'il y a plusieurs manières de conceptualiser la diversité des oppressions se croisant et s'emboîtant, on voit que cela n'a jamais uniquement concerné les multiples oppressions que le capitalisme racial produit, mais également à quel point celles-ci sont fondamentales pour son fonctionnement.
Et comme l'écrit Angela Davis : « Je pense qu'il est important d'empêcher le terme « d'intersectionnalité » d'effacer des histoires déterminantes du militantisme. Il y avait celles d'entre nous qui, en vertu de notre expérience, non pas tellement en vertu de leurs analyses académiques, reconnaissaient que nous devions trouver

une manière de tenir ces questions ensemble. »

De nombreux exemples historiques viennent appuyer cela, de Sojourner Truth, qui pointait le fait qu'elle donnait naissance à des enfants qui étaient ensuite vendus comme esclaves, à Claudia Jones, qui a montré le rôle que la surexploitation des femmes noires joue dans l'accumulation du capital racial, au Combahee River Collective qui écrivait dans son manifeste (dont on commémorait les 40 ans cette année) :
« Nous savons qu'il existe quelque chose comme une oppression raciale-sexuelle qui n'est ni purement raciale ni purement sexuelle, comme par exemple l'histoire du viol des femmes noires par les hommes blancs en tant qu'arme de répression politique. »
C'est de l'expérience vécue de ces multiples oppressions que les femmes noires et les femmes de couleur ont théorisé le fonctionnement du capitalisme racial et de ses fondations et conséquences genrées. Subsumer ces expériences dans un seul récit ne fait pas qu'effacer ces expériences vécues, mais aboutit à une compréhension limitée de la manière dont le capitalisme racial fonctionne.

Une lutte décoloniale qui est réellement engagée pour l'abolition de la colonialité ne prend donc pas seulement ces expériences en compte, mais bien plutôt, les luttes pour la destruction complète, pour le dire avec Fanon, de la zone de l'être et de la zone de non-être, en reconnaissant combien la colonialité est dépendante de la hiérarchisation au sein de la zone de non-être, qui n'est pas simplement un effet, mais bien plutôt une cause.

Cela m'amène à la question des divisions. Dans différentes luttes contre le racisme à travers l'histoire et encore aujourd'hui, les critiques radicales portées par des femmes noires et de couleur, des personnes queers et trans noires et de couleur, ont souvent été disqualifiées du fait qu'elles divisaient. Ce qui est pour le moins ironique, c'est que la plupart des personnes qui articulent cette critique luttent aux avant-postes contre la police, contre l'accaparement des terres, contre les guerres, contre la gentrification en tant que forme d'occupation spatiale raciale, etc.

Le Combahee River Collective a souligné que : « Bien que nous soyons féministes et lesbiennes, nous nous sentons solidaires des hommes noirs progressistes et ne défendons pas le fractionnement que les femmes blanches séparatistes demandent. Notre situation, en tant que personnes noires, nécessite que nous soyons solidaires sur la question de la race. […] Nous luttons ensemble avec les hommes noirs *contre* le racisme, alors que nous sommes également en lutte *avec* les hommes noirs à propos du sexisme. »

Ici, il y a une différentiation importante entre lutter *contre* et lutter *avec*. C'est une composante cruciale des critiques des féminités de couleur qui pose, en fait, les bases d'une solidarité qui est souvent accusée de division. Lutter *avec* fait référence au fait de reconnaître la manière dont la race structure et produit une zone de non-être, de se solidariser ainsi *avec* les groupes qui se trouvent *à l'intérieur* de cette zone. Lutter *contre* fait référence à la destruction du capitalisme racial.

Ces luttes doivent être définies par la solidarité et la responsabilité, ce qui veut dire que « nous » mettons en cause et luttons contre ce que le capitalisme racial produit également en notre sein, et les divisions que cela crée pour en réalité *nous diviser*. Trouver des stratégies pour ces luttes peut parfois signifier nous retrouver dans des espaces fermés. Je suis souvent frappée par la manière dont les espaces fermés sont disqualifiés dans nos propres rangs. Les espaces fermés n'entendent pas se substituer à des alliances et mouvements plus larges. Ils servent, comme je l'ai observé et en ai fait l'expérience, de stratégie pour renforcer et discuter les options sur comment lutter *avec*…

Bâtir et renforcer ces luttes *avec* est une pratique *réciproque*, qui se caractérise par la possibilité d'autocritique et, comme je le défends, une nécessité pour les luttes contre la colonialité. Je pense que c'est à la condition de *lutter avec* qu'est rendue possible l'« intersectionnalité des luttes » (selon le terme d'Angela Davis) en rassemblant diverses luttes pour la justice sociale, au-delà des frontières nationales, et contre la colonialité et le capitalisme racial.

Merci.

Féministe ET musulmane, pourquoi est-ce si dur ?

Ismahane Chouder

L'interpellation de l'Islam sur la place accordée aux femmes est récurrente, définissant une vision essentialiste. L'argument féministe est, au moins depuis ces 30 dernières années, au coeur de la justification d'« une guerre de civilisations » entre « un islam » prétendument chantre de l'asservissement des femmes et « une laïcité » prétendument chantre de leur libération, et définissant pour tou-te-s LA bonne manière d'être libre et/ou de se libérer. Symptomatique d'une France arc-boutée sur une vision normée des femmes musulmanes, l'obsession autour du voile révèle aussi une confiscation de leur parole. D'où la nécessité impérieuse de faire entendre des voix issues du terrain, aux antipodes du récit politico-médiatique actuel.

L'invisibilité est le choix majoritaire des principales concernées car le prix à payer est lourd quand on se retrouve, au cœur d'oppressions croisées qui se cumulent, assignée en un endroit diabolisé. La marge de manœuvre est alors des plus étroites pour lever les clichés et les manipulations autour du foulard en donnant la parole à cette minorité silencieuse face à une ambition constante, celle de raconter une certaine idée de la France. Dans un pays pétri par une certaine idée de la liberté et de l'égalité.

Pour de nombreuses personnes, les termes « féministe » et « musulmane » sont contradictoires et se réfèrent à deux phénomènes incompatibles. Pour les uns, l'islam est le symbole suprême de l'oppression faite aux femmes ; pour les autres, le féminisme est un phénomène déviant ou une idéologie occidentale étrangère. Le problème à propos des seules discussions d'incompatibilité est qu'elles ne tiennent pas compte des réalités ; elles masquent les relations et structures de pouvoir locales et globales au sein desquelles les femmes musulmanes doivent lutter pour la justice et l'égalité.

Nous devons commencer par nous poser les questions de base : l'islam de qui ? Le féminisme de qui ? Qui parle au nom de l'islam ? Qui parle au nom du féminisme ? Ces questions ne sont, dans la plupart des débats, académiques, médiatiques ou militants, pas posées. Nous n'avons pas ici le temps de développer...

Objet de débats souvent polémiques voire hystériques et irrationnels, généralement tous hors-sol, qui les laissent opportunément de côté, les femmes musulmanes, leurs pratiques « identitaires et religieuses », sont souvent interrogées sur le seul mode objets de discours.

Le mouvement féministe à l'échelle mondiale est pluriel puisqu'il va de la tendance libérale égalitaire à celle de tradition marxiste en passant par celle de la théologie de libération, celles des femmes juives et chrétiennes, les chicanas, les afro-féministes... Pourquoi devrait-il y avoir deux poids deux mesures à chaque fois qu'il s'agit d'islam ? Car si ce sont les valeurs de justice et d'équité qui priment au sein du mouvement féministe, il ne devrait justement pas y avoir d'apriorismes puisque le principe à respecter est avant tout celui de la liberté de choix et du droit de choisir pour chacune.

Or, force est de constater, depuis 20 ans *a minima*, le développement en France d'un courant féministe (institutionnel, étatique, hégémonique) qui oublie la solidarité de base envers les femmes victimes de toutes les discriminations et qui enferme certaines catégories de femmes – musulmanes – dans un monde à part où des critères communs à tous les combats émancipateurs (dont l'autonomie de choix) ne s'appliqueraient pas... Un féminisme contre des femmes ! Rien de nouveau pour ce qui concerne les femmes racisées !

La fabrication au cours des 20 dernières années de la « menace islamique » a servi de fondement pour légitimer des lois, des circulaires... contre des femmes. Et sert aujourd'hui à cautionner les passages à l'acte violents envers les femmes qui portent un foulard. Cette grande libération de la parole raciste qu'a été le « débat » sur le foulard a rendu possible de trouver du même coup des raisons « honorables » et « respectables » de stigmatiser ces femmes. C'est bien parce que ces femmes sont perçues à travers un filtre d'altérité tel que toute empathie, toute identification est impossible, que la violence, verbale ou physique, à leur égard peut s'exprimer impunément : puisqu'elles refusent de renier leur groupe, et affichent ce refus, elles perdent le droit au moindre respect, et en particulier au respect de leurs droits.

Toute une série de stéréotypes attachés à l'islam sont mobilisés dans ce sens : arriération des mœurs faisant courir de graves dangers à la société moderne, traditions machistes et patriarcales. Or il n'y a pas « un » féminisme mais bien « des » féminismes qui marquent autant de voies différentes pour se libérer des tutelles et dominations patriarcales.

C'est à partir de la multidimensionalité de mon identité que je m'adresse à vous. A partir de toutes mes identités héritées et choisies, que je suis sommée d'ignorer, de gommer, de toiletter, de hiérarchiser par la bien-pensance mainstream. Oui, je suis féministe. Je suis musulmane. Et il est hors de question pour être une bonne/vraie féministe d'être moins musulmane ou de me « blanchir ». De même, et en toute cohérence, il est hors de question pour donner des gages de loyauté aux « miens », à mon groupe d'appartenance (supposé ou avéré), de renoncer à mes engagements féministes. Trop de personnes de tous bords me silencient en s'arrogeant la prétention et la légitimité d'interpréter, prétendument à bon escient, mes dires et mes silences. Tout ce que je peux dire, ou ne pas dire, est susceptible d'être retenu contre moi. C'est insupportable de quelque bord que cela s'exprime ! Même s'il m'est évident que cela ne relève pas de la même intention ni de la même logique.

Le combat est dur parce qu'il est double : lutter contre le racisme

et l'héritage colonial de la pensée dominante et du féminisme majoritaire en France, et lutter à l'intérieur du cadre musulman pour une réhabilitation de l'héritage égalitaire des sources scripturaires.

L'engagement féministe que je défends pose la nécessité de décoloniser le féminisme hégémonique. Je ne conçois mon engagement féministe que dans une perspective anticoloniale et antiraciste, mais aussi ancrée dans un héritage spirituel et intellectuel qui considère le religieux comme un levier possible d'émancipation au même titre que d'autres.

Il s'agit ainsi de comprendre que le féminisme n'est pas un sentiment ou une identité, mais un mouvement politique.
Les féministes «autoritaires» sont celles qui croient leur morale tellement supérieure qu'elles ne veulent pas libérer les femmes de la contrainte, mais seulement leur imposer leur propre morale. J'invite ces féministes à s'attaquer à l'exploitation des femmes et non aux symboles présumés de cette exploitation. Le «féminisme de chiffon» est d'un ridicule consommé. Comme féministes, nous défendrons toujours le droit des femmes d'ici et d'ailleurs à se construire leur propre chemin de vie, contre toutes les injonctions visant à les conformer de manière autoritaire à des prescriptions normatives.

Cette posture nous somme de répondre par le refus à tout argument, aussi défendable soit-il idéalement, qui, de près ou de loin, participe impunément à la fabrique de la discrimination larvée sous l'ordre d'un discours raisonnable, vertueux, respectable, paternaliste, condescendant, égalitaire, républicain, bienveillant, voire humaniste. L'alibi féministe, sous le couvert d'une laïcité à géométrie variable, semble finalement se résumer à cela: déshabiller la femme musulmane dont le corps demeure un enjeu de contrôle et de possession du corps des colonisées et d'humiliation de leurs hommes. Sacré continuum colonial qui nous renvoie aux cérémonies de dévoilement organisées en place publique à Alger en 1958 par les femmes des généraux français.

Qui décide de ce que peuvent ou pas porter les femmes? Ces polémiques ne sont pas anodines, elles découlent au-delà d'une volonté de restreindre leur liberté d'un projet politique et idéologique. Se dévêtir est mobilisé comme l'acte progressiste, le symbole d'une avancée des mœurs de domestication des colonisé-e-s. La liberté, la vraie, marche dans les deux sens et non pas uniquement dans le sens qui vous arrange.

Pourquoi vous raconter tout cela? Parce qu'être féministe et musulmane signifie avoir une réflexion critique et radicale sur le monde qui nous entoure. Cela veut dire ne rien tenir pour acquis, remettre en question le statu quo et dire la vérité de notre vécu, même si cette vérité met les gens mal à l'aise. Le changement rend les gens mal à l'aise. Contester l'idéologie dominante rend les gens mal à l'aise.

Etre féministe et musulmane, c'est signifier que nous avons sonné l'heure de nous-mêmes, que bien au-delà de simplement penser par nous-mêmes, nous avons passé le cap de dire par nous-mêmes, de nous organiser par nous-mêmes, de choisir notre agenda, notre temporalité, nos priorités... comme nos alliances. C'est être sur une ligne de crête car c'est cesser de répéter les mantras de nos pairs sans questionner leur pertinence réelle. C'est avoir le courage nécessaire pour contester l'idéologie et les normes implicites du discours dominant, c'est le moment où l'on devient une agente du changement, pas un mouton qui ne fait que suivre le mouvement et donner des gages de loyauté et/ou de fidélité à tel-le ou tel-le autre.

Pour conclure, ce que je dis, haut, clair et fort, à toutes celles et ceux tellement préoccupés par leur obsession à vouloir me libérer, c'est de cesser de nous donner des conseils et de s'ingérer dans nos luttes. Nous savons faire! C'est inscrit dans notre ADN et nous l'avons tété au lait maternel. Nos grands-mères ont développé avant l'ère coloniale, pendant et après, des stratégies et des formes de lutte qui leur sont propres. Plus encore, nous avons appris à questionner la notion d'égalité, d'émancipation, de liberté, de progrès.

Féministe ET musulmane: c'est peut-être compliqué, certainement dur, mais c'est le prix de la liberté et de la dignité! Le prix à payer pour toutes celles qui refusent de faire allégeance culturelle et repentance religieuse. Je pense que, comme nos mères et nos grand-mères, nous sommes des héroïnes et que notre héroïsme à nous, dominées, c'est justement d'avoir atteint notre objectif de dignité en milieux si hostiles et si conflictuels, pensé et articulé le collectif et l'individuel, être sorties de notre zone de confort. Cet antagonisme à l'islam, qui est le substrat jamais exprimé parce que consensuel, il faudra bien un jour cesser de le nier, et admettre sa consubstantialité avec le racisme lié à l'histoire coloniale.

Alors, oui c'est souvent dur mais ce qui me console assez, voire beaucoup, c'est de voir que c'est assurément autrement plus dur et insupportable pour toutes celles et ceux qui se réclament d'une posture hégémonique universalisante et d'une mission civilisatrice, car cela implique pour eux de renoncer à la prétention d'UN modèle de l'oppression ou d'UN modèle de la libération. Pour ma part, il s'agit «juste» d'accepter d'être bousculée par celles et ceux que je dérange et que je continuerai assurément de déranger en demeurant libre et digne, féministe ET musulmane.

Eunuque ou violeur. Le devenir homme indigène en Occident

Azzedine Badis

Dans ces 15 minutes, mon propos ne pourra être qu'incomplet, péremptoire, fait de postures et de provocations. Mais peut-être est-ce là le point de départ d'une critique indigène, à défaut d'être tout à fait décoloniale.

Après tout, nous, Indigènes du Nord, sommes réputés ne pas être authentiques. L'authenticité est en Afrique, elle est en Irak, elle est en Asie et, surtout, elle est dans le passé. Elle est enfouie sous les décombres de Tenochtitlan et dans le vent des plaines de l'Ouest, entre les collines de Safâ et Marwah, et sous le sable qui a enfoui le Sphinx, jusqu'à ce que l'homme blanc le redécouvre pour nous. Nous ne sommes que des versions frelatées, métissées, corrompues de ce que nous sommes « vraiment », et l'homme blanc est encore aujourd'hui le maton de cette essence. L'Afrique ou l'Islam ne peuvent encore vraiment être entendus dans un cénacle universitaire qu'à la condition qu'un grand blanc quelconque, ou un non-blanc validé par lui, se charge de la terrible tâche de définir notre essence à notre place. Il en va de même pour la définition des masculinités subalternes[1]. Nous ne sommes ici que des bâtards provocateurs, des ignorants de leurs propres racines et de leur propre monde, ignorants de leurs propres identités, qui n'existent que reconstruites par l'homme blanc et ses dispositifs de savoir impériaux, dont le féminisme hégémonique fait partie. Pour ces gens, notre politique n'est qu'une posture. Partons donc de celle-ci.

Ce qui définit la condition d'un subalterne est qu'il ne peut pas « vraiment » parler. Il a besoin d'un ventriloque, d'un traducteur, d'un représentant. Et nous, hommes indigènes du Nord, sommes doublement subalternes. Laissez-moi m'expliquer, et caricaturer, en insultant l'Histoire : dans le monde dominé par l'homme blanc, seules les femmes peuvent nous protéger, et parler pour nous. Les femmes blanches et leur privilège de race, et les femmes indigènes et leur rôle de première ligne, que l'homme blanc leur accorde tout autant qu'elles le conquièrent. Merci, ma sœur.

1 Habituellement employée dans le cadre des théories de la « masculinité hégémonique », la notion sert à désigner les formes de masculinité subordonnées par cette dernière, et tend dans son usage dominant à signifier exclusivement les masculinités non-hétérosexuelles, confinant ainsi les masculinités non-blanches dans une ambivalence théorique et politique.

Merci, ma chérie. Merci, maman.

Nous pouvons exister, donc, et pouvons heureusement être défendus, par la majorité de nos sœurs, mais nous ne restons, dans la réalité de notre positionnalité raciale, que des enfants : « Excusez-le, il est un peu agité aujourd'hui », « Excusez-le, il se prend pour ce qu'il n'est pas ». Excusez-moi, ce que je vais vous dire est « absurde » et « volontairement provocateur », comme a été qualifié le discours du Black Panther Eldridge Cleaver[2]. Accordez-moi s'il vous plaît cette excuse, qui me permet aujourd'hui de vous parler.

Si j'évoque Eldridge Cleaver, c'est parce que c'est la lecture de son livre *Soul on Ice* qui m'a donné les intuitions de ce que je vais tenter d'esquisser vulgairement ici. Mais je ne suis pas un homme noir et je ne veux pas participer, à mon tour, à aliéner ce récit de son principal protagoniste. Qu'il me permette, et que nos frères noirs me permettent, de m'en inspirer dans un premier temps, pour parler du devenir masculin qui est le mien, indigène comme Cleaver, arabe comme Tariq Ramadan.

Eldridge Cleaver est une figure damnée de par son parcours biographique et les choix politiques qui furent les siens. Et aussi damné par un certain féminisme, qui en a fait la figure d'un virilisme exacerbé, celle du « Black Macho », qui a servi à discréditer le mouvement des Black Panthers historique. Figure de proue des Black Panthers et de la Black Liberation Army, il était également un ancien violeur en série. Il sera incarcéré durant 8 ans pour ces faits et en tirera cet ouvrage, qui sera un best-seller en 1968 : *Soul on Ice*[3]. Le titre original était « *Femme Blanche, Homme Noir* »[4]. On ne retiendra de cet ouvrage qu'une expression, tirée de l'auto-analyse à laquelle il se prête : le viol des femmes blanches était pour lui, à l'époque des faits, un « acte insurrectionnel ». C'est « absurde », n'est-ce pas ?

Plutôt que le citer directement (il faudrait vous citer des pages entières de son livre, qui est disponible en langue anglaise sur internet si vous cherchez bien), je vais vous résumer un certain nombre des traductions théoriques que Tommy Curry, philosophe afro-américain, en a faites. Le rôle de femmes blanches, à la fois dans l'ordre symbolique mais aussi disciplinaire dans le traitement des hommes non-blancs, reste peu décrit, ainsi que leur rôle dans l'établissement et le maintien de la suprématie blanche. Des hommes non-blancs en ont parlé, tels qu'Eldridge Cleaver, et des penseurs afro-américains comme Tommy Curry, mais leur parole est malheureusement toujours, a priori, sujette à caution. Nous sommes les victimes collatérales de la lutte contre le masculinisme. Dans cet ordre racial, la parole des hommes non-blancs doit être validée, voire portée par des femmes non-blanches pour être audible. Sinon, elle est « absurde », l'expression de la frustration d'un patriarche en puissance. Mais le sommes-nous seulement ?

Si la théorie féministe peut accepter l'idée que nous, hommes non-blancs, n'avons pas les moyens d'imposer une domination patriarcale complète, et que nous ne sommes pas égaux avec les hommes blancs, nous sommes dans la plupart des récits associés à l'ordre patriarcal, tandis que les femmes blanches en sont exclues. Cette perception est-elle correcte ?

2 Angela Davis, *Women, Race and Class*, New York : Random House, 1981, p.136

3 Qui paraitra en France en 1969 sous le titre *Un Noir à l'ombre*.

4 Tommy Curry, *The Man-Not. Race Class and the Dilemnas of Black Manhood*, Temple University Press, 2017, p.93

Tommy Curry le souligne, la féminité blanche est le « lynchpin » de la suprématie blanche[5]. Je ne sais pas comment traduire ce concept. J'ai demandé la traduction, on m'a dit que ça voulait dire « clé de voûte »[6]. En tout cas vous avez entendu lynchage, et vous avez raison. La femme blanche est un archétype, le fantasme. La défense de sa vertu contre la prédation sexuelle des hommes non-blancs est un système de justification et un principe disciplinaire qui a été le fondement des lynchages, et de l'emprisonnement des hommes noirs. Loin d'être simple objet du discours patriarcal, la femme blanche et les mouvements proto-féministes dans l'Amérique de la ségrégation ont participé à ces lynchages. Des jeunes hommes sont morts pour un sifflement, pour un regard. Heureusement qu'Angela Davis en a parlé[7]. Et face à cette menace permanente que l'homme blanc, devenu un grand féministe, fait peser sur nous, nous sommes incités à une forme d'« autocastration »[8], à baisser nos voix, à nous adoucir pour éviter le châtiment qui a été préparé pour nous[9].

Ce n'est pas dans les 15 minutes qui me sont accordées au sein de ce forum que je pourrai reconstruire une théorie du patriarcat, surtout qu'en vertu de l'éthique des premiers concernés, je devrais laisser les premières victimes du patriarcat en parler. Mais les hommes non-blancs n'en sont-ils pas également victimes ? L'homme blanc nous conquiert, nous opprime, nous fantasme, nous aliène notre propre image. Et parfois, nous viole. Notre devenir est tracé par cette image hors de nous-même, et la menace que nous ferions peser sur les femmes est au centre de ce discours disciplinaire. Le mouvement féministe doit en prendre conscience.

Il est toujours surprenant de voir à quel point les blancs ont intériorisé ce qu'ils ont fait aux Noirs, au point où un Noir avec une arme renvoie dans la subjectivité raciale blanche à une menace génocidaire sur tous les blancs, et en premier les hommes blancs puisque les femmes blanches sont destinées au viol préalable et à la mort ensuite, ou à la reproduction forcée, ou consentante, selon le degré de vice variable attribué par l'ordre patriarcal blanc aux femmes blanches.

L'imaginaire pornographique qui s'étale sur internet, et qui est l'espace du réseau le plus fréquenté, atteste à ce titre de tous ces fantasmes. La virilité noire y est exploitée dans toutes les dimensions fantasmatiques que lui a données l'homme blanc. Mais s'il peut fantasmer sur la virilité de l'homme noir, c'est bien qu'un système de pouvoir réel permet de la neutraliser dans la réalité. La psyché de l'homme blanc exprimée par ses fantasmes craint la vengeance de l'homme indigène, qui se voit inséré dans tout un ensemble de dispositifs de contrôle maintenant sa masculinité dans une « non-masculinité », pour tenter de traduire ce que Tommy Curry nomme le « Man-Not ».

5 *Ibid*, p.103

6 Ce qui pourrait donner la traduction suivante : « *La femme blanche, ou plutôt la féminité blanche, est la clé de voûte de la suprématie blanche. Elle est la représentation de l'ordre qui doit être maintenu par le pouvoir et l'organisation de la société.* »

7 Les accusations de viol seront ainsi immédiatement perçues comme un « alibi raciste » par les femmes noires, ce qui selon Davis peut expliquer leur absence remarquée dans les mouvements contre le viol de cette période. (Angela Davis, *op.cit*, p.121)

8 À cet égard, Tommy Curry cite Calvin Hernton : « *Because he must act like a eunuch when it comes to white women, there arises within the Black man an undefined sense of dread and self-mutilation. Psychologically, he experiences himself as castrated.* », (Tommy Curry, *op.cit*, p.98)

9 De ce point de vue, on trouvera une forme aiguë de cette injonction raciste dans l'injonction faite aux homosexuels non-blancs au coming out : « *Les Blancs, lorsqu'ils se réjouissent du coming out du mâle indigène, c'est à la fois par homophobie et par racisme. Comme chacun sait, « la tarlouze » n'est pas tout à fait « un homme », ainsi, l'Arabe qui perd sa puissance virile n'est plus un homme. Et ça c'est bien. C'est même vachement bien. Et puis, c'est tellement rassurant.* » (Houria Bouteldja, *Les Blancs, Les Juifs et Nous*, La Fabrique, 2016, p.81)

De la même façon, mais sous un angle et des modalités bien distinctes, l'homme blanc a tout à fait intériorisé ce qu'il a fait aux Arabes. Un Arabe intégré dans sa société et y vivant sa culture et sa religion est une menace civilisationnelle qui vise à dévorer l'épistémè blanche par une subversion progressive, ponctuée d'épisodes d'avancées violentes. N'est-ce pas là l'essence même du *modus operandi* du développement de la modernité occidentale et de ses effets sur les sociétés musulmanes ?

Comme le rappelait Edward Said, l'Orient est construit comme un « double » de l'Occident. Eu égard à la trajectoire civilisationnelle de ce dernier, il n'a pu le nier de la même façon qu'il a plongé l'Afrique, son histoire, ses civilisations, et l'homme noir dans le non-être. Si toute la question de la masculinité noire est basée sur ses attributs génitaux, celle de la masculinité arabe est basée sur sa duplicité, sa religion et son couteau. L'homme arabe est construit dans le fantasme orientaliste comme porteur de caractéristiques quasi féminines : la torture lente « orientale » plutôt que le meurtre direct, la réduction en esclavage et la traite plutôt que le viol, la stratégie de long terme pour la domination globale plutôt que le soulèvement bestial et immédiat. Dans une situation de domination raciale, l'Arabe est un pervers sadique[10], l'homme noir est un animal. Je caricature terriblement.

Une figure qui me fascine beaucoup depuis que je suis petit, c'est celle de Jafar. Je vais vous la résumer comme un archétype. Dans un pays représentant le point culminant de notre civilisation, un petit garçon voleur et menteur tombe amoureux de la princesse. Ce petit garçon n'est pas un homme, mais on reconnaît bien un Arabe. Le père de la princesse est aussi un enfant, il est tout petit et joue avec ses jouets. Certes, c'est un Arabe lui aussi, car il veut forcer sa fille à se marier. Mais Dieu merci, elle sait imposer sa volonté à cette demi-portion. Elle n'est pas la seule d'ailleurs, il y a aussi le vizir, le seul homme de l'histoire exprimant une volonté de puissance : Jafar. Son bâton en forme de serpent exprime toute la perversité et le raffinement de l'homme arabe. Je ne vais pas vous faire toute l'histoire, parce que vous la connaissez. Si cet homme prend le pouvoir, un nuage noir viendra couvrir le ciel radieux de la cité et il se muera en un génie gigantesque qui menacera le monde entier. Dois-je préciser qu'il torture la princesse, avec un raffinement qui me marque encore aujourd'hui ? À la fin de l'histoire, Jafar est enfermé dans sa lampe et tout rentre dans l'ordre. Doit-on vraiment se réjouir ?

Voilà, je n'ai posé que des questions, auxquelles je n'ai pas de réponse. La question des masculinités subalternes est un champ d'étude à construire. Je voudrais juste terminer mon intervention par cette injonction d'un homme qui n'a pas le droit d'en être un : tant que nos mouvements n'auront pas intégré une définition proprement décoloniale de la masculinité, et ne l'auront pas radicalement dissociée de la masculinité hégémonique blanche, nous risquerons toujours de reproduire le pouvoir de l'homme blanc, quand il s'agira de traiter des hommes non-blancs.

Refusons d'être enfermés dans la lampe.

10 « *Le cinéma et la télévision associent l'Arabe soit à la débauche, soit à une malhonnêteté sanguinaire. Il apparaît sous la forme d'un dégénéré hypersexué, assez intelligent, il est vrai, pour tramer des intrigues tortueuses, mais essentiellement sadique, traître, bas. Marchand d'esclaves, conducteur de chameaux, trafiquant, ruffian haut en couleur, voilà quelques-uns des rôles traditionnels des Arabes au cinéma. On peut voir le chef arabe (chef de maraudeurs, de pirates, d'insurgés « indigènes ») grogner en direction de ses prisonniers, le héros occidental et la blonde jeune fille (l'un et l'autre pétris de santé) : « Mes hommes vont vous tuer, mais ils veulent d'abord s'amuser. » En parlant, il fait une grimace suggestive : c'est cette image dégradée du cheikh de Valentino qui est en circulation. (…) Derrière toutes ces images se cache la menace du Jihad. Conséquence : la crainte que les musulmans (ou les Arabes) ne s'emparent du monde.* », Edward Said, *L'Orientalisme, l'Orient créé par l'Occident*, Points, p.478

Racisme et hypervirilité. Le cas du rap.

Franco Lollia

Tout d'abord, je tiens à préciser qu'en tant qu'afro-descendant, le racisme d'Etat m'a chirurgicalement ciblé à travers la fenêtre de tir d'un racisme particulier : la négrophobie.

C'est donc par le prisme de ce racisme d'Etat spécifique, que je vis et ressens dans mon âme mais aussi dans ma chair, que j'aborderai le thème du racisme et de l'hyper virilisation. J'ai conscience toutefois du fait que ce syndrome peut se manifester de manière identique ou différente dans d'autres communautés, elles aussi racisées, dès lors que leur colonne vertébrale a été (et continue d'être) déformée par le poids de la (néo ou neuro) colonisation. Voilà pourquoi il est important, selon moi, d'insister en préambule sur le fait que mon but n'est en aucun cas de nier ou minimiser les autres formes de racisme d'Etat. En revanche, il m'apparaît plus évident d'éclairer la zone brumeuse de l'hyper-virilisation avec les projecteurs de l'expérience que j'ai acquise au sein de la communauté dans laquelle les racismes institutionnel, structurel et populaire m'ont assigné à résidence : je veux bien-sûr parler de la communauté noire. Pour ce faire, j'illustrerai mon propos en affichant en arrière-plan le cas du rap.

« Si la plus belle ruse du diable est de vous persuader qu'il n'existe pas »[1], celle du racisme d'Etat vise indéniablement le même objectif. Pour tenter d'y parvenir, ce dernier nous incite délibérément à confondre les causes avec les conséquences, en nous détournant de tout cheminement de réflexion, nous invitant à chercher dans le fond, plutôt que dans la forme, la racine du mal qu'il incarne. Concernant la question récurrente de l'hyper-virilisation des hommes (noirs) dans le milieu du rap, la prudence exigerait qu'on la passe d'abord aux rayons X de nos esprits critiques avant de prononcer un quelconque jugement.

Cette précaution prise, nul doute que les clichés radiographiques disculperont instantanément les afrodescendants, en démontrant qu'ils ont été instrumentalisés par le même pouvoir blanc qui a froidement assassiné leur masculinité, avant de les forcer à endosser le costume de son patriarcat. Dissimulant son vrai visage derrière le masque rassurant des « droits de l'homme » (niant la femme et les noirs dès la racine), ce système classiste, raciste et sexiste est depuis longtemps passé maître dans l'art de transformer les cibles de son oppression en parfait coupable.

Mais si l'on souhaite véritablement saisir la complexité de ce tour de prestidigitation, il nous faut apprendre à regarder au-delà des apparences trompeuses, et remonter jusqu'à l'époque où des pays européens tels que la France et l'Angleterre ont institué l'esclavage-négrier-occidentalo-chrétien dans les Amériques. Car peut-être faut-il encore le rappeler ? Le rap est cet enfant terrible né dans les années 70, après avoir été accouché au forceps par une jeunesse afro-américaine que « l'amériKKKe blanche » a injustement parquée dans les ghettos. Difficile donc de comprendre le phénomène d'hyper-virilisation qui contamine le milieu du rap, sans interroger ce qui a amené ces hommes noirs à se réfugier dans cette posture improbable. Tout cela sachant que la réponse à cette question se trouve forcément quelque part enfouie sous les ruines encore fumantes de l'esclavage qui s'est employé à broyer l'identité africaine de leurs aïeux. Cela fait, il sera plus facile de comprendre que, soumis à la pression multiséculaire de la suprématie blanche, l'identité masculine africaine n'a pas résisté à l'épreuve de la domination raciale, sociale et de genre qui lui fut sauvagement infligée.

Se sentant directement menacé dans son autorité et sa virilité, l'homme blanc (qui s'est autoproclamé maître) a tout simplement procédé à la « castration et à l'efféminisation »[2] systématique des hommes noirs. Lâchement retranché derrière un appareil législatif et militaire ultra répressif, qu'il utilise tel une pince pour castrer ces mâles noirs à la chaîne, il s'est assuré d'être le seul détenteur du phallus au sein de « l'univers concentrationnaire »[3] qu'il a créé à son image. Comme le borgne complexé a conscience qu'il ne peut être roi qu'au pays des aveugles, il a tout mis en œuvre pour être la seule incarnation phallique en possession de la clef du pouvoir colonial (juridique, exécutif), seul à même de garantir sa suprématie absolue sur les hommes noirs qu'il a réduit en esclavage.

Soucieux de renforcer cette forme d'émasculation épigénétique, cet homme blanc a décrété du haut de son autorité criminelle « qu'aux femmes noires incomberaient l'éducation des enfants et l'autorité domestique ». Ainsi rêvait-il d'enfermer pour l'éternité les hommes noirs dans la prison de leur seule « puissance physique (corporelle et sexuelle) héritée d'une anatomie prétendument généreuse, les cantonnant aux [strictes] capacités de leur pénis… »[4], que son arsenal législatif avait stratégiquement pris la précaution d'arracher, pour prévenir toute menace.

Autant dire qu'à elle seule cette analyse (pour ne pas dire psychanalyse) « expliquerait [comment] les esclaves africains [de sexe masculin] et leurs descendants (…) [ont] été dépossédés de leur pouvoir et donc de leur phallus par les maîtres… ». Soucieuse de diviser pour mieux régner, « …la violence de la domination coloniale et sexuelle » sauvagement exercée par le pouvoir blanc « aurait [stratégiquement] castré les hommes [noirs] pour, au contraire, confier une autorité relative aux femmes [noires] » (transmission des valeurs de la société coloniale aux enfants).[5]

1 Charles Baudelaire, *Le Spleen de Paris (Petits poèmes en prose)*, poème « Le Joueur généreux », 1869.

2 Stéphanie Mulot, Revue *Autrepart* n°49, « Redevenir un homme en contexte antillais post-esclavagiste et matrifocal », 2009. Disponible ici: https://www.cairn.info/revue-autrepart-2009-1-page-117.htm

3 Rosa Amélia Plumelle Uribe, *La férocité blanche. Des non-Blancs aux non-aryens, génocides occultés de 1492 à nos jours*, 2001.

4 Stéphanie Mulot, Revue *Autrepart* n°49, op. cit.

5 Ibid.

En effet, comme le souligne Angela Davis dans son livre *Femmes, Race et Classe*:
«La famille noire avait une structure matrilocale. L'état civil des plantations omettait le nom du père et n'enregistrait que celui de la mère et dans tout le Sud, la législation adopta le principe du *Partus sequitur ventrem* (l'enfant suit la mère).»[6]
En d'autres termes, «on a imposé à la communauté noire une structure matriarcale [bancale] qui la met en marge de la société américaine, qui freine sérieusement l'évolution du groupe et écrase l'homme noir. [C'est donc] cette situation [qui a] rejailli sur la plupart des femmes noires».[7]

Cela pour dire que si les africain.e.s déporté.e.s pour être réduites en esclavage étaient légalement rabaissé.e.s à un statut de «bien-meuble» les rendant synonymes de «rien du tout», l'homme noir, à qui le système esclavagiste n'a reconnu strictement aucune fonction familiale, était dans la logique des choses, encore moins que «rien du tout».

En effet, dès sa naissance, le fruit de son amour devient automatiquement la propriété du «maître» qui l'a sauvagement émasculé, avant de l'amputer de sa mission paternelle… qu'on lui reproche aujourd'hui de ne plus avoir le réflexe d'assumer. C'est donc soumis à ce genre d'injonction paradoxale et à cette image complètement morcelée d'eux-mêmes, qu'(in)consciemment ces jeunes noirs, devenus les ambassadeurs de la musique rap dans les années 70, se sont efforcés de devenir des hommes… comme leurs pères avant eux. Dépourvus de modèles positifs, notamment après l'éradication des Black Panthers, la plupart d'entre eux ont navigué à vue, privés des repères dont l'esclavage avait délesté leurs ancêtres en sectionnant la courroie de transmission intergénérationnelle qui aurait pu leur éviter de commettre nombres d'erreurs.

Pour cultiver l'illusion d'être toujours des hommes, et non plus «des moins que rien», ils se mettent donc en scène. Profitant de l'occasion que leur donne le rap, désormais sous les projecteurs, ils recouvrent leur corps avec des vêtements de marque et des objets bling-bling hors de prix, pour afficher artificiellement la valeur que le pouvoir blanc leur a arrachée. Cherchant désespérément à tromper les apparences qui les ont dépossédés de tout pouvoir, ils conduisent des cylindrées de luxe ou s'affichent dans des maisons luxueuses qui détonnent radicalement avec la condition généralement misérable dans laquelle les a enfermés à vie une colonisation de type ségrationniste. Couronnant le tout, ils exhibent la femme noire et ses formes généreuses dans des tenues qui parfois peinent à cacher le strict minimum. Si bien qu'(in)consciemment, ils s'en servent de marchepied pour tenter de prendre un peu de hauteur, dans l'espoir de pouvoir un jour défier le pouvoir blanc qui les maintient constamment la tête sous l'eau.

Mais en dépit de ces tentatives désespérées de briser le sort dévirilisant que la suprématie blanche continue de leur jeter, «il est difficile de ne pas voir dans ces mises en scène une tentative masculine d'inversion du stigmate de la pauvreté, de l'échec social et de la domination raciale d'une part, et d'inversion de la castration esclavagiste originelle, d'autre part. L'argent, les biens matériels et les femmes semblent présentés pour compenser la faille identitaire des hommes noirs qui trouveraient ainsi une façon de se positionner plus fortement sur l'échiquier des rapports sociaux de classe, de race et de sexe, en se «revirilisant» et en empruntant là aussi les schèmes usuels de leur dévirilisation.»[8]

6 Angela Davis, *Femmes, race et classe*, trad. D. Taffin, 1983.

7 Stéphanie Mulot, Revue *Autrepart* n°49, op. cit.

8 Ibid.

Cependant il n'est pas à exclure qu'en agissant ainsi, certains hommes noirs fassent (in)consciemment payer aux femmes noires le fait que le «pouvoir blanc» les ait - à leur insu - utilisé dans un sens servant à nous diviser pour lui permettre de mieux régner.

D'ailleurs «Elsa Dorlin et Myriam Paris [2006] ont très bien montré comment la société esclavagiste et coloniale s'est construite sur une entreprise de déshumanisation et de bestialisation des esclaves, articulant l'efféminisation et la dévirilisation des hommes [noirs] esclaves et la virilisation des femmes [noires] esclaves (…)». Lesquelles avaient «en face d'elles, des hommes esclaves incapables de les satisfaire sexuellement ni de les protéger de leurs agresseurs»[9], dès lors que la suprématie blanche s'était stratégiquement appliquée à les réduire à l'état de leur plus stricte impuissance.

D'ailleurs, si l'on analyse ce schéma sous un autre angle systémique, on pourrait aussi émettre l'hypothèse que si certaines femmes noires se détournent (par réflexe conditionné) des hommes noirs, c'est peut-être pour leur faire payer le fait de n'avoir pas su les protéger de leur bourreau et violeur, devenu parfois le père de leur(s) enfant(s). Lorsque l'on sait que cette histoire traumatisante est profondément enfouie quelque part dans notre subconscient, on réalise à quel point la survie d'un seul couple noir témoigne à elle seule d'un acte de résistance prodigieux. Car avant de nous aimer, nous devons surmonter l'infranchissable barrière de la haine que le pouvoir blanc a dressée dans le vaste champ de nos consciences colonisées.

Cela pour dire que s'il est indéniable que les effets croisés du racisme et de la domination de genre produisent indubitablement chez la plupart des hommes afrodescendants un renforcement de la virilité machiste, ce dernier n'est que la version «canada-dry» du patriarcat blanc. Autrement dit cette pâle imitation a la couleur, l'odeur, le goût, l'apparence du patriarcat, sauf que ce n'est absolument pas du patriarcat, mais un pathétique aveu d'impuissance. D'ailleurs si l'on remet au goût du jour la théorie de Kwame Ture: le patriarcat n'est pas juste une question d'attitude, c'est une question de «pouvoir».

Or qui peut ici contester que seul le pouvoir patriarcal (blanc) est systémiquement programmé pour écraser sur son passage les femmes noires, non-blanches et blanches… mais aussi les hommes noirs et autres racisés, qu'il considère invariablement comme des ennemis (à émasculer), ou une menace pour son hégémonie masculine et raciale… et ce, contrairement à ce que se plaisent à nous montrer les apparences qu'il manipule.

Dit autrement, les porte-drapeaux de l'hyper-virilisation dans le milieu du rap, sont au pire les idiots utiles du système (dès lors qu'ils lui permettent de faire diversion), mais en aucun cas les maîtres d'œuvre ou alliés du pouvoir patriarcal, classiste, raciste et blanc qui les a sauvagement émasculés. Voilà donc pourquoi, une fois dévirilisé ou amputé de son essence révolutionnaire, le rap ne peut se résoudre à être autre chose qu'une coquille vide de sens. Soit une sorte de cache misère, de cache-sexe… permettant illusoirement aux hommes noirs (et potentiellement aux femmes noires) de colmater, avec les apparences d'une richesse extérieure, les brèches qui fissurent leur identité morcelée par un pouvoir blanc, classiste, raciste, sexiste et capitaliste.

Toutefois, «les plus vifs doutes peuvent être émis quant à l'effet véritablement structurant de cette compensation matérielle».[10]

Bienvenue dans l'ère de la «neuro-colonisation»!

9 Stéphanie Mulot, Revue *Autrepart* n°49, op. cit.

10 Ibid.

Marcher sur un fil et ne jamais tomber. Stratégie pour un féminisme décolonial.

Louisa Yousfi

Bonjour à toutes et à tous,

Avant toute chose, je voudrais exprimer ici l'honneur qui est le mien de participer à un événement politique d'une telle envergure. Je voudrais également préciser que je n'interviens pas ici en tant qu'individu ni même simplement en tant que femme, mais en tant que membre d'une organisation politique décoloniale qui développe depuis plus d'une décennie une réflexion théorique et stratégique soutenue par un projet politique clairement identifié. Cette organisation, c'est le Parti des Indigènes de la République. Je précise enfin que la durée de mon intervention étant très limitée, je vais devoir grassement résumer et peut-être appauvrir un peu la complexité de ce que voudrais défendre ici.
Il y a quelques mois, c'est ici, sur cette même estrade que j'ai été invitée à intervenir dans une plénière intitulée « Féminisme et Révolutions » dans le cadre du colloque *Penser l'émancipation*. Lors de cette séance, certains s'en souviendront sans doute, j'ai commencé par cette déclaration un tantinet insolente : « Je ne suis pas féministe. »
Bien sûr, si je me suis autorisée une telle sortie de route, ce n'est pas par pure coquetterie distinctive ou par un anti-féminisme primaire dont je me garderais bien d'être ici le relai. Tout au contraire, le propos que je développais pour expliquer cette distance éprouvée à l'égard du féminisme – notamment au regard du projet décolonial que j'ai rejoint – avait même fini par convaincre certaines féministes de l'audience que je déployais finalement là, non moins un réquisitoire contre le féminisme en général qu'un appel à une sorte de féminisme paradoxal, qui n'avouerait pas son nom. La satisfaction de m'être bien faite comprendre par celles qui ne constituent effectivement pas à mes yeux des ennemis politiques allait cependant rapidement se heurter à joli malentendu avec l'une d'entre elles, malentendu qui me semble résumer parfaitement le nœud du problème. Cette amie en question, féministe de la première heure, longtemps récalcitrante aux idées du PIR sur la question des femmes, vint à me tenir à quelques mots près ce discours : « Mais finalement, votre anti-féminisme est un féminisme ! Vous ne voulez juste pas lâcher le mot « féminisme » par orgueil. Et pourtant vous gagnerez tant à le dire, ce n'est qu'un mot après tout ! »

Ce n'est qu'un mot. Cette phrase parfaitement fausse est en même temps parfaitement juste et il suffit de s'y attarder quelques instants pour voir surgir au cœur de sa maladresse une féconde lucidité.
Car s'il on doit admettre que le féminisme n'est qu'un mot pour nommer tout ce qui de près ou de loin s'intéresserait à parler des femmes et de leurs intérêts – indépendamment de la manière dont ces intérêts se manifestent effectivement dans la société – alors il serait plus intéressant de renverser la question et de demander à ceux qui nous la posent : mais pourquoi, vous, tenez-vous tant à ce que l'on prononce *ce mot qui n'est qu'un mot* quand vous semblez pourtant comprendre que la critique du féminisme que nous menons depuis des années s'élabore aussi du point de vue de l'intérêt des femmes de l'immigration ? Est-ce que le fait de ne pas consentir à l'utiliser tout en menant une profonde réflexion stratégique sur les intérêts objectifs des femmes de l'immigration suffit à nous ranger dans le camp des complices de la domination patriarcale ? Qu'est-ce qui se joue enfin derrière cette obsession faussement nominaliste si ce n'est la volonté ou l'injonction – selon où l'on se situe – à rassurer un agenda externe à la lutte antiraciste et à donner des gages de respectabilité. Oui, la lutte antiraciste a le droit à son orgueil et non, le féminisme n'est pas qu'un mot. Et nos travaux, loin de caricaturer ce mouvement complexe, s'est attelé à en dresser une analyse fine et historicisée en fonction de nos intérêts stratégiques.

Sous la plume de Sadri Khiari et de celle de Houria Bouteldja, le PIR a déjà produit une critique radicale du féminisme occidental en rappelant notamment ses conditions historiques d'émergence dans les démocraties libérales depuis l'expansion capitaliste coloniale et la révolution française. En exposant les conditions de pénétration du féminisme – et *a fortiori* du progressisme – dans les sociétés du Sud et dans les communautés non-blanches à l'intérieur des pays du Nord, le PIR s'est déjà attaché à dénoncer l'imposition par l'impérialisme occidental des notions de genre et de sexualité à des sujets colonisés et l'effet désastreux de cette même imposition notamment pour la situation des femmes et des minorités indigènes. Précisons que des intellectuels et militants (hommes ou femmes) des pays du Sud ont aussi formulé ce genre de critiques ainsi que des penseurs marxistes. Le fil rouge de toutes ces analyses se résume ainsi : les rapports de genre ne peuvent être pensés en dehors des intérêts contradictoires de l'État-Nation, des rapports Nord-Sud, du néolibéralisme et de ses transformations. Je ne reviendrai donc pas là-dessus. Si je rappelle ceci, c'est pour faire comprendre que mon affirmation introductive « je ne suis pas féministe » n'a rien d'une coquetterie distinctive ni d'une pure provocation. Elle est le fruit d'une profonde maturation politique.

Dire « je ne suis pas féministe » ne signifie pas que le sort des femmes dans le monde m'indiffère mais que je ne revendique pas cette identité politique. D'abord, parce qu'une identité politique ne vaut pas universellement, pour tous les contextes et tous les âges. Être féministe signifie toujours être féministe quelque part, dans un contexte socio-politique donné. Dans le contexte qui est le nôtre, c'est-à-dire celui où le racisme systémique et néocolonial exacerbe les fractures entre les communautés et broie les tentatives de résistance des populations postcoloniales, être féministe n'a au regard d'un projet politique décolonial, pas le même sens. Nous avons déjà beaucoup écrit sur la question mais je résumerai en deux points ce qui me paraît essentiel.

1. Le modèle féministe, dont on ne rappellera jamais assez les multiples contradictions de son histoire, induit inévitablement des risques de distorsions politiques qui laisseraient présager

l'existence d'une catégorie commune, « les femmes », structurée autour d'une communauté d'expérience et d'intérêts. Cet universel féminin aurait pour adversaire désigné le patriarcat comme système de domination mondiale. Occultant les clivages de classes et de race, ce féminisme blanc-bourgeois se heurte évidemment à la réalité sociale et politique des femmes non-blanches ainsi que des hommes non-blancs ;

2. Il faut reconnaître l'existence aujourd'hui d'un féminisme inclusif qui ne nie pas cette divergence d'intérêts réels entre les femmes blanches et les femmes non-blanches. Les féministes non-blanches dressent au contraire une critique ferme et explicitement antiraciste du féminisme traditionnel ou ce qu'on appelle « le féminisme blanc ». Néanmoins, cela ne les empêche pas d'estimer nécessaire une organisation spécifique des femmes non-blanches contre le sexisme des hommes blancs et non-blancs. C'est leur droit le plus légitime. De deux choses l'une, soit elles ne différencient pas la nature du sexisme des hommes blancs et celui des hommes noirs et arabes – et elles font une sérieuse erreur de diagnostic – , soit elles les distinguent et s'engagent alors dans une compréhension globale d'un système d'oppressions qui imbriquent les rapports de race aux rapports de classe et de genre. Ce qui fait d'elles des militantes décoloniales.

Sommairement, c'est ce que nous proposons, à savoir une intelligence globale de ce système d'oppressions croisées. Mais comme je viens de prononcer l'expression « oppressions croisées », je ne peux m'empêcher de nous prémunir contre les pièges de ce concept en vogue qui condense ce renouveau féministe, à savoir l'intersectionnalité.

Si l'intersectionnalité a pu être un outil analytique important pour décrire notamment comment le système pénal américain échouait à prendre en considération la multiplicité des motifs de discrimination des femmes noires sur leur lieu de travail, force est de constater que son évolution dans le champ universitaire et militant lui fait de plus en plus emprunter les contours d'un nouvel humanisme abstrait, si ce n'est ceux d'un nouveau chantage à l'exemplarité des luttes antiracistes. Pour résumer, je citerai Norman Ajari : « Dans la France d'aujourd'hui, le chantage à l'intersectionnalité est devenu un instrument de police idéologique qui permet de disqualifier ceux qui ne prêtent pas allégeance à l'agenda politique dominant. Il cherche à consacrer la supériorité morale de celles et ceux qui le prônent, en les confortant dans l'illusion d'une légitimité sans borne. Articuler à tous propos la classe, la sexualité, le genre et la race, c'est s'assurer d'avoir son mot à dire sur tout, et d'être rarement contredit. »

J'ajouterai à cette critique plusieurs caractéristiques de cette intersectionnalité ou de ce que certains préfèrent appeler « son dévoiement » :

- Le paradigme individualiste et libéral qui sacralise les récits et les vécus subjectifs au détriment d'une approche collective de la politique ;
- La constitution d'une arithmétique abstraite et déformante qui fait gagner des points de légitimité à mesure que les motifs d'oppressions s'accumulent et qui s'apparente, pardonnez-moi l'expression, à une espèce de Jeux Olympiques de l'oppression ;
- Une approche limitée et idéaliste de la micropolitique à travers le geste déconstructif des discours et des représentations, qui a pour conséquence une dilution de la question de l'État comme adversaire central.

Mais surtout l'incapacité dans ces conditions à trouver une traduction stratégique en termes de lutte et d'organisation politique. Car en effet, si l'intersectionnalité garantit d'avoir toujours 20/20 à la copie, elle n'a concrètement jamais réussi, en tant que telle, à mettre un pied en dehors de l'université et des colloques et séminaires de formation militante. Chaque fois qu'un front de l'immigration et des quartiers a réussi à faire descendre dans les rues des milliers de personnes issues de l'immigration, les mots d'ordre se résumaient systématiquement à des fronts de luttes strictement antiracistes et décoloniaux : les violences policières, le racisme d'État, la Françafrique, la Palestine, l'islamophobie, les réparations pour les Afrodescendants.

C'est d'ailleurs un point important à relever. À l'épreuve de la politique concrète, même les militantes et les militants les plus attachés à ce concept d'intersectionnalité comprennent spontanément les enjeux d'une véritable stratégie révolutionnaire. Et beaucoup de ceux qui hier nous reprochaient de vouloir « invisibiliser » dans le projet décolonial les questions de genre, sont eux-mêmes traversés au moment du passage à l'action politique par une espèce d'intelligence des rapports de force qui les contraints à reconnaître la nécessité d'un antiracisme de masse.

Je voudrais ici qu'on mesure bien la portée de ce que je ne fais que décrire. On a pu nous reprocher de vouloir faire taire les femmes de l'immigration sur les violences qu'elles subissent, au nom de l'intérêt supérieur de la communauté dans un contexte raciste. Aussi, je vous demande de puiser toute la bonne foi qui est en vous pour entendre ceci une bonne fois pour toutes, sans déformation ni contresens. Non, nous ne demandons pas aux femmes de l'immigration de prioriser la question raciale et de faire prévaloir, dans le dilemme qui est le leur, la loyauté à leurs communautés. Ce que nous disons, c'est qu'elles le font déjà tous les jours dans la grande majorité des cas et qu'il convient dès lors non pas de les prendre de haut, ni de leur faire la morale, ni de tenter de les éduquer de force aux vertus du féminisme et du progressisme, mais de tenter de comprendre la charge politique de ce choix majoritaire. Il n'est donc pas question de fustiger les femmes qui « oseraient » dénoncer la violence sexiste au sein de leurs communautés en les désignant comme des « traitresses ». Parmi ceux qui prétendent lire le contraire dans les analyses d'Houria Bouteldja, il y a évidemment beaucoup de mauvaise foi et sans doute aussi l'expression d'un intérêt personnel ou stratégique à prolonger les fausses polémiques. Mais il y a aussi de vrais malentendus, des vraies interrogations ou encore des critiques légitimes qu'il est important de recevoir et auxquelles nous n'avons cessé de travailler à répondre. Mais pour que ce débat soit possible, que les paroles soient audibles et respectées, que l'on cesse d'abord de reprocher aux femmes du PIR ce qu'elles ne font pas, c'est-à-dire d'enjoindre, de commander ou de prescrire je ne sais quelle conduite à leurs « sœurs indigènes ». Les femmes du PIR s'inscrivent dans cette longue tradition de luttes de femmes de l'immigration pour qui la solidarité avec leurs hommes n'a pas le sens d'un sacrifice ou d'une pure abnégation. Cette solidarité, qu'on ne décrète pas, repose sur la considération des violences des masculinités subalternes non pas comme l'expression d'une culture locale ou universelle de la domination masculine mais comme la conséquence de la déstabilisation des communautés non-blanches par le racisme, le néocolonialisme et les réformes néolibérales.

Est-ce que cela veut dire qu'on essentialise et qu'on déresponsabilise les hommes non-blancs en faisant porter la responsabilité de tous leurs maux sur le dos du racisme ? Est-ce qu'on prétend que sans cela, les hommes non-blancs, à la différence des hommes blancs, seraient de doux agneaux, spontanément solidaires des femmes ? Évidemment, non. Mais faire de la politique, c'est d'abord se soucier du monde tel qu'il est, pas tel qu'il aurait pu être, ou tel qu'il serait dans l'absolu. Il ne nous intéresse pas de savoir quel aurait été le comportement de l'homme non-blanc envers les femmes si l'histoire des peuples avait été différente, si le colonialisme et le racisme n'avaient pas existé. Ce qui nous

importe, c'est ce qu'il est effectivement aujourd'hui, au moment où nous tentons d'élaborer une stratégie d'émancipation et pour les femmes et pour les hommes indigènes, car les deux sont évidemment indissociables. Dans ce cadre très précis qui n'est autre que le cadre du réel, c'est la stratégie que nous défendons et que nous avons intérêt à poursuivre à l'heure où l'identitarisme et la suprématie blanche se rebiffent à l'échelle planétaire aux États-Unis comme en Europe, à l'heure où les résistances dans les pays du Sud et notamment en Afrique se radicalisent comme rarement.

J'aimerais ici marquer un temps pour tenter d'esquisser une évolution rapide des luttes des femmes de l'immigration en France. On se souvient tous du mouvement Ni Putes Ni Soumises. Canonisées jusqu'au sommet de l'État, les femmes de NPNS s'étaient employées à dénoncer en chœur la barbarie des hommes de banlieue, l'islamisation des quartiers, le communautarisme mortifère et l'aliénation des femmes voilées. On connaît la suite. NPNS n'a jamais pénétré les quartiers. Il y est même honni. En se prenant pour une avant-garde éclairée, missionnée d'éduquer le peuple indigène aux valeurs émancipatrices de la République, les NPNS n'auront réussi qu'à s'en faire expulser comme un corps étranger. C'est là une leçon politique à graver dans le marbre : on ne lutte jamais aux dépens des gens au nom de qui on prétend vouloir lutter.
Aujourd'hui, symétriquement opposé à NPNS, on assiste, en effet, à la naissance d'une nouvelle génération de femmes de l'immigration qui se donne pour mission d'organiser la riposte historique à l'instrumentalisation des femmes contre les hommes de leurs communautés. Tout ceci est une petite révolution dont il faut se féliciter abondamment.

Néanmoins, à partir d'une telle avancée, je sais comme est grande la tentation de croire que l'ère de notre instrumentalisation, nous femmes de l'immigration, est révolue et qu'il est désormais temps pour nous de mener une lutte contre le patriarcat des hommes de nos communautés sans jouer le jeu de la société raciste. Cette perspective – et je le dis sincèrement – est séduisante, très séduisante, trop séduisante. Car, en effet, elle me semble reposer sur une mauvaise appréhension du problème de l'instrumentalisation comme phénomène objectif et matériel, en le déplaçant sur le terrain des volontés subjectives et militantes. Tout se passe comme s'il suffisait que nous ayons seulement la volonté consciente de ne pas être instrumentalisées pour ne pas être effectivement instrumentalisées, et que nous professions avant chaque déclaration féministe ne pas vouloir faire converger les intérêts de notre lutte avec ceux du racisme systémique pour ne pas les voir objectivement converger comme des aimants. Quelle aubaine, en effet, cela serait et avec quelle facilité nous pourrions enfin réaliser le fantasme ultime de lutter contre toutes les oppressions du monde de manière parfaitement synchronisée et dans le confort moral le plus complet. Bien sûr, une telle naïveté ne nous est pas permise et l'histoire nous enseigne toujours hélas à quel point l'instrumentalisation des luttes dépend moins de l'assentiment de ceux qui les mènent que du contexte politique dans lequel elles sont menées.
Que l'on se comprenne bien, je ne nie pas ici le pouvoir transformateur, pour ne pas dire « performatif » des luttes militantes. Au contraire, je suis même profondément convaincue que lutter implique toujours une certaine prise de risque, un certain décalage avec « l'état de fait » que notre positionnement matérialiste peut avoir tendance à fétichiser. En politique, il ne s'agit jamais seulement de coller parfaitement au monde mais bien d'impulser une direction et d'esquisser un possible pour la société dont on ne peut se contenter d'attendre qu'elle soit « prête » ou que selon la formule consacrée « toutes les conditions soient réunies ». Si je dis cela, c'est que j'ai à cœur et à l'esprit l'interrogation sincère et parfois amère de certaines de mes soeurs qui se demandent si ce que nous disons sur le contexte raciste ne les condamne pas à l'impuissance, quand parfois l'urgence de leur situation ne leur permet pas le luxe d'attendre l'accomplissement réel d'une révolution décoloniale. Disons-le clairement : l'attente n'est et ne sera jamais une proposition politique. Et une lutte, toute décoloniale soit-elle, qui appellerait à la passivité ou la mise en sourdine de certains de ses partisans et, en l'occurrence, de ses partisanes, se condamne irrémédiablement à la mort. Aussi, j'aimerais apporter une réponse à ces interrogations : s'il y a une lutte qu'on ne peut décemment pas accuser de réduire les femmes à l'impuissance, c'est bien la lutte décoloniale.

Dans tout le mouvement antiraciste et décolonial – des premières luttes de l'immigration à celles d'aujourd'hui – jamais les femmes n'ont été aussi présentes, actives, engagées et visibles sur le terrain des luttes. Regardons autour de nous, dans cette assemblée ici présente, dans toutes les organisations qui émanent de ce mouvement antiraciste et décolonial duquel nous nous revendiquons, dans leurs instances les plus décisionnelles, dans leur direction stratégique, les femmes de l'immigration sont incontestablement les chevilles ouvrières de la lutte qui se mène actuellement sous nos yeux. Qui oserait nous regarder en face, militantes antiracistes et décoloniales, et nous dire à nous que nos intérêts spécifiques de femmes sont écrasés dans une lutte qui les ignore lorsque c'est nous-mêmes qui en sommes à la tête ?

Je prendrais ici pour exemple le souvenir très précieux d'une lutte à laquelle j'ai participé. La Marche de la Dignité du 31 octobre 2015, organisée exclusivement par des organisations de l'immigration et des quartiers, et qui a rassemblé près 15 000 personnes dans les rues de Paris derrière le mot d'ordre « Justice, dignité, réparations ». À la tête de ce mouvement, c'est un collectif de femmes, la MAFED, à qui je voudrais rendre hommage. Les femmes de la MAFED, exclusivement noires, rroms et arabes et qui pour certaines étaient féministes, ne se sont pas constituées en collectif non-mixte pour dénoncer le patriarcat ou la violence des hommes. Elles ont réalisé le coup de force de détourner la politisation du genre au profit des intérêts des mouvements de l'immigration et de donner à voir la réalité de l'implication des femmes dans les luttes sur les violences policières et le racisme d'État. Car c'est cela qu'il faut bien comprendre. Alors que les hommes de l'immigration subissent une politique de répression policière qui les précarise et limite leur capacité d'organisation, ce sont naturellement des femmes qui ont investi le terrain de la lutte contre les violences policières en s'interposant entre les hommes et la police d'État : souvenons-nous des « folles de la place Vendôme », et aujourd'hui Amal Bentounsi, Ramata Dieng, Zohra El Yamni, Assa Traoré, et tant d'autres.

Ce sont là les résultats palpables et concrets non pas du féminisme comme on est vigoureusement incités à le penser, mais des luttes de l'immigration et de l'antiracisme politique qui ont été et demeurent encore les espaces politiques ayant joué le rôle le plus décisif dans la politisation des femmes de l'immigration ces dernières décennies.

Et il suffit de se pencher sur le cas des associations de femmes, qui fleurissent dans les quartiers populaires depuis les années 80, à la faveur de la politique de la ville pour faire le même constat. Systématiquement, et on ne s'en étonnera pas, les pouvoirs publics qui encadrent et fixent les modalités de création et de subventions de ces associations encouragent des actions qui visent l'égalité hommes-femmes, la laïcité, la diversité culturelle, la lutte contre le repli communautaire ou encore l'épanouissement individuel des femmes. Or, que se passe-t-il dans les faits ? L'exact opposé de ce qui est encouragé. Préférant une approche dite « familialiste », les femmes des quartiers populaires se montrent surtout attachées à des questions qui touchent l'ensemble de leur famille : l'éducation à l'école, la lutte contre

la délinquance et le rapport à la police, la santé, la maîtrise de la langue française, les conditions d'obtention de la nationalité française, les codes juridiques du mariage en France, et le logement.

Autre fait remarquable, et pas des moindres, – et je citerai pour l'occasion une étude menée au sein d'associations de femmes en région Rhône-Alpes – : « Elles évoquent une autre violence que celle des hommes sur les femmes : la violence qu'elles subissent à travers la violence sociale faite aux hommes quand ils sont touchés par la précarité professionnelle, par la relégation sociale et scolaire. Elles expriment leur « volonté de réhabiliter » les hommes, allant jusqu'à tenter d'initier des groupes de parole d'hommes au sein de l'association de femmes. Elles affichent également leur distance vis-à-vis du discours sur les violences faites aux femmes et sur la domination masculine. Elles insistent en revanche sur l'affaiblissement symbolique des hommes qui les pénalisent dans leur vie quotidienne. » Et de citer Aïcha Maklouf, une femme mariée de 56 ans, d'origine algérienne, investie depuis des années dans une association de femmes de quartiers et qui, profitant d'une réunion pour la Journée de la femme en mars 2004, déclarait devant un parterre de féministes médusées cette phrase douloureuse et lourde de sens : « Nos hommes sont morts. »

Alors, oui, tout cela ne ressemble pas exactement à l'idée que l'on se fait du féminisme mais au fond, entre nous, qu'est-ce que cela peut bien faire ? À travers les débats publics, à travers leurs prises de parole, à travers la problématisation des questions soulevées dans l'expérience ordinaire, à travers la confrontation aux institutions et aux pouvoirs publics, les femmes de l'immigration se construisent un capital social et politique majeur qui redistribue les cartes et va jusqu'à réorganiser de fait les rapports entre hommes et femmes au sein de leurs familles. Ont-elles eu besoin de voir tamponner leurs actions du label « féminisme » pour se lancer dans les luttes de libération de leurs pays, pour s'organiser en tant que mères, sœurs et épouses au sein de leur quartier ? Au contraire, le plus souvent, elles s'en méfient, et prennent volontairement leur distance. Et cette question me démange : et alors ?

Au nom de quel intérêt stratégique supérieur devrions-nous insister pour qu'elles s'y reconnaissent et s'en revendiquent ? Allons-nous à notre tour jouer les avant-gardes éclairées, navrées de l'aliénation supposée des masses, ou allons-nous enfin les traiter pour des sujets politiques à part entière, qui résistent à parler de féminisme non pas par occultation de leurs propres intérêts mais au contraire par une intelligence fine des rapports de force en cours et de leurs conditions sociales d'existence concrètes. En prenant en charge leurs intérêts de femmes davantage en actes que par des discours féministes, l'action principale de ces femmes se traduit notamment par le souci d'élaborer des liens de solidarités avec les hommes de leurs communautés. Car c'est ainsi que nous avançons, femmes de l'immigration, en ayant l'air toujours de reculer, sur la cime aiguisée d'un paradoxe, négociant l'équilibre exact, le point de gravité parfait, faisant jouer contre eux-mêmes nos intérêts contradictoires comme autant de vents contraires qui nous menacent et qui finalement par un habile jeu de détournement des contraintes, deviennent la force qui nous empêche de tomber.

Qu'en est-il alors de ces autres femmes de l'immigration qui se reconnaissent dans le féminisme, s'en réclament et s'y organisent ? Je ne nie pas qu'elles existent ni même d'ailleurs qu'elles ont des raisons honorables et nécessaires d'exister. Notre défi, cependant, à toutes sans exception, c'est de refuser à tout prix que les unes soient montées contre les autres, qu'une bonne manière d'être une femme de l'immigration se distingue d'une mauvaise et que le petit jeu des leaderships idéologiques l'emporte sur notre intérêt commun. Il est fort possible, au contraire, à la stricte condition de respecter la dignité politique de la lutte antiraciste qui doit se justifier en elle-même, sans avoir recours à des détours de légitimation via d'autres agendas politiques, que l'on finisse par trouver ce territoire politique commun qui ne ressemble à aucun autre et qu'il reste à construire pas à pas : celui d'un féminisme paradoxal, dialectique, contradictoire, contre-intuitif, funambule, qui ne dit pas son nom, qui n'en est pas un, que sais-je encore… mais surtout et avant tout un féminisme décolonial. Et ça, définitivement, ce n'est pas qu'un mot.

Au moment de préparer cette intervention, j'ai cherché longtemps l'image qui allait exprimer mieux que n'importe quel développement argumentatif les raisons pour lesquelles j'ai toujours éprouvé un certain embarras à l'égard de ce concept de féminisme.
C'est finalement la réminiscence d'une intervention peu connue d'Houria Bouteldja qui allait m'en donner la plus éclatante expression. Permettez que je prenne le temps de citer ce passage dans son entièreté.
Houria Bouteldja, évoquant la bataille qu'elle a livrée au fameux mot d'ordre féministe « mon corps m'appartient », dit ceci :

« Pour donner une image, j'avais l'impression que ce slogan tournoyait autour de moi, qu'il m'accompagnait partout. J'étais en présence d'un étranger qui frappait à ma porte sauf que de l'intérieur, je ne voulais pas ouvrir. Et toujours ce sentiment de culpabilité car être féministe, surtout dans les milieux militants, c'est censé être un passage obligé. Et de fil en aiguille, j'ai pris conscience que j'étais dans une impasse car s'imposait à moi, gros comme une montagne, mon histoire familiale et la condition des hommes indigènes que toute rationalité m'empêchait de considérer comme des hommes blancs. Un jour, j'ai décidé de me débarrasser de mes tourments. Ça a fait comme une explosion dans ma tête. La décision était prise de me le dire clairement à moi-même : mon corps ne m'appartient pas. (…) Lorsque j'ai étalé cette phrase dans mon bouquin, j'ai été submergée par un sentiment de paix, de libération et même de puissance. Je ne mens pas, c'est exactement ce que j'ai ressenti. Je me suis dit, le terrain est nettoyé. Il est tout neuf. Tout commence là. »

Au regard du projet qui est le nôtre, tout commence effectivement là. Non pas sur le territoire sophistiqué de l'intersectionnalité, mais pile au niveau de son angle mort. Lorsque l'on dessine une perspective révolutionnaire, l'un premiers gestes stratégiques consiste à définir ce qu'on appelle un peu trop sommairement « un sujet révolutionnaire », l'acteur historique par lequel la révolution a objectivement le plus de chances de se réaliser. Mais comment le définir aujourd'hui ? Quels sont les critères d'identification d'une force révolutionnaire comparable à ce qu'a pu représenter la classe ouvrière au XIXème siècle ? Il n'est pas question ici de prédire un grand soir à partir d'un pari nébuleux mais d'évaluer le plus rationnellement possible les différentes alternatives révolutionnaires qui se présentent à nous et les moyens que nous pourrions développer pour les renforcer. En tant que militants décoloniaux, nous avons une proposition. Elle est ni figée ni achevée. Elle est en cours de développement et s'affine au gré de nos avancées et de nos échecs politiques.

Qui a le plus intérêt à ce que le système périclite, celui qui n'en tire aucun privilège, celui qui n'a rien à perdre ou presque. Pour l'identifier, il suffit aussi de suivre du regard la direction des flèches envoyées par les États modernes. À qui sont-elles prioritairement destinées ? Vers qui toutes les armes physiques et idéologiques de répression sont-elles braquées ? À l'égard de qui, les forces politiques, même les plus à gauche, peinent à exprimer un soutien même embarrassé, précédé de mille conditions ? On pourrait discuter longtemps des différentes oppressions qui complexifient l'identification d'une force révolutionnaire mais le

bon sens nous oblige à reconnaître tous au moins une chose : les grands parias de la société, ce sont les hommes noirs et arabes des quartiers. Paraît-il la pire des espèces. Pauvres, incultes, sexistes, racistes, communautaristes, antisémites, violents, violeurs, délinquants, islamistes, terroristes, réactionnaires. Et ils en paient le prix cher. Ils croupissent par dizaines de milliers dans les prisons françaises. Ils meurent tous les mois dans un commissariat ou un fourgon de la police ou de la gendarmerie. Ils sont fichés S ou perquisitionné pour un rien. Ils sont contrôlés au faciès plusieurs fois par jour, humiliés dans leur quartier, dans la rue, dans les métros, sous le regard de tous. Ils sont les derniers qu'on embauche et les premiers qu'on licencie. Ils n'ont presque plus rien à perdre. Et ils sont des millions. Lénine aurait écrit un jour : « La politique commence là où se trouvent des millions. »
Et si nos millions étaient là ? C'est en tout cas l'une de nos convictions politiques les plus profondes : qu'elle soit décoloniale ou non, aucune révolution en France ne se fera sans le concours des hommes noirs et arabes des quartiers.

Est-ce à dire que les femmes noires et arabes n'ont aucun rôle à jouer, si ce n'est celui d'abandonner à leurs hommes le statut privilégié de sujet révolutionnaire ? C'est tout l'inverse. En se solidarisant comme elles le font déjà avec les hommes, les femmes issues de l'immigration postcoloniale ont choisi elles-mêmes de se constituer dialectiquement en sujets révolutionnaires à partir d'une intelligence fine et aiguë des rapports de pouvoir qu'elles vivent jusque dans leur chair.
Elles disent comme dit si bien l'intellectuelle palestinienne Ghada Talhami : « Ce qui est le plus important pour des femmes du tiers-monde est le contexte de leur oppression. Ce n'est pas le patriarcat. (…) Ne croyez jamais que les femmes trahiront leur cause dans l'intérêt des droits de genre. Elles ne le feront pas. Elles resteront avec leur propre peuple avant toute autre chose. C'est ainsi que les choses se sont passées, et je pense que cela va continuer ainsi. » Et de donner l'exemple de cette féministe et éditrice américaine Robin Morgan qui s'étant livrée à des entretiens avec des femmes palestiniennes leur demandait systématiquement : « Pourquoi avez-vous tant d'enfants, si vous voulez être libres ? » Et les femmes lui répondaient alors : « Un de plus pour la révolution. »

Ainsi, si vous me demandez quel est le sens de cette solidarité que j'exprime ici à l'endroit des hommes noirs et arabes des quartiers. Cette solidarité qui ne repose sur aucune mystification ou fascination. Solidarité que je crois devoir redoubler à mesure que j'observe avec effroi les maigres voies qui se présentent à eux se réduire fatalement à deux impasses que l'on paiera tous – et toutes – très cher : l'assimilation nationale à la Soral ou l'appel de Daesh. Enfin, si vous me demandez pourquoi en tant que femme issue de l'immigration j'ose concevoir les hommes si imparfaits de ma communauté comme de potentiels sujets révolutionnaires et qu'ainsi je semble d'apparence – mais d'apparence seulement – faire un pas en arrière pour me ranger derrière eux, je vous répondrais ainsi : « Des millions de plus pour la révolution. »

Merci.

Un Féminisme de politique décoloniale

Françoise Vergès

Ce texte est une réécriture de mon intervention au Bandung du Nord, je poursuis ou reprends des thèmes développés dans *Un féminisme décolonial*[1].

À l'heure où le fémonationalisme - ce point de convergence réunit féministes, partis d'extrême-droite et monde des affaires autour de la promesse d'émanciper les femmes musulmanes de leur culture nécessairement misogyne au prix de leur soumission à l'ordre économique capitaliste -, à l'heure où les ravages du capitalisme racial et les violences systémiques contre les femmes et les transgenres augmentent partout dans le monde, à l'heure où une extrême-droite misogyne, homophobe et raciste parvient au pouvoir, à l'heure où la réorganisation du capitalisme mondial entraîne pour les femmes racisées des classes populaires plus de pauvreté et plus de vulnérabilité, l'importance de se réapproprier le féminisme, de l'affirmer comme une politique décoloniale, est une urgence. Les « droits des femmes » sont devenus une des cartes maîtresses d'un Occident guerrier pour justifier interventions armées en Asie et en Afrique ; ils sont l'expression remise à jour d'une modernité fondée sur la division tracée au XVIème siècle entre humains et sub-humains. Ils sont une expression du racisme sans race[2], celui qui racise une culture, l'identifie comme étant incapable d'admettre l'égalité entre femmes et hommes. L'Europe devient alors le berceau naturel des droits des femmes et c'est donc son devoir de porter cette mission civilisatrice au monde.

Cependant, ces défenseurs des droits des femmes ne sont pas les seuls adversaires des femmes racisées. Deux formes de patriarcat s'opposent. L'un se dit moderne et veut se distinguer d'un patriarcat qui appartiendrait à « l'ancien monde », cette expression des partisans de l'actuel président français, les macronistes, favorable à un certain multiculturalisme : il se proclame respectueux des droits des femmes, promet d'en faire un de ses grands projets et propose aux femmes de s'intégrer

1 Françoise Vergès, *Un féminisme décolonial*, La Fabrique, février 2019.

2 Voir le développement d'Etienne Balibar sur le racisme sans race dans *Race, Nation, Classe*, La Découverte, 2007.

dans l'économie néolibérale du « premier de cordée »[3]. L'autre, néofasciste, attaque frontalement les femmes et vise à revenir sur des droits conquis de haute lutte : avortement, contraception, droit du travail, droits des LGTBQI et des transgenres. Pour ce dernier, seule la soumission des femmes à son ordre brutal est acceptable. Dans les deux cas, ni le capitalisme racial ni l'organisation asymétrique du monde ne sont remis en cause. Les jeunes patriarches du néolibéralisme promettent à des femmes de faire partie des premiers de cordée et aux autres la survie, les vieux patriarches veulent que « leurs » femmes restent des soutiens silencieux à leur ordre et que les autres femmes, les femmes racisées, demeurent les domestiques et les servantes de leur monde. La différence entre les deux patriarcats est celle d'un ton, d'une manière de dire et de faire, et nous devons faire la différence car le patriarcat néofasciste n'hésite pas à utiliser torture, disparition, prison et mort contre les femmes pour avoir osé parler. Mais ne nous y trompons pas, dans les deux cas, le féminisme de politique décoloniale ne sera pas toléré. Il n'y pas de situation uniforme des femmes, il faut sans cesse répéter cette réalité qui malheureusement s'oublie facilement.

Un féminisme de politique décoloniale

Le féminisme de politique décoloniale s'oppose au fémonationalisme comme à toute instrumentalisation des droits des femmes et à l'appropriation des luttes de femmes dans un but de pacification des luttes et d'intégration à un système politique, économique et culturel injuste et racialisé. Concrètement, cela veut dire s'intéresser et soutenir les luttes anticapitalistes et antiracistes (qui sont féministes à mes yeux) des femmes racisées, lire, apprendre, interroger et s'interroger sur ses propres privilèges, se décoloniser l'esprit, écrire, créer, vaincre la peur et le silence. Depuis la nuit des temps, on apprend aux petites filles à être sages, silencieuses, respectueuses, à adopter un genre qui vise à ne pas « avoir un genre », c'est-à-dire de ne pas se faire remarquer. Cette technique de discipline a pour objectif la mise au silence. « La raison du silence, ce sont nos propres peurs, peurs derrière lesquelles chacune d'entre nous se cache - peur du mépris, de la censure, d'un jugement quelconque, ou encore peur d'être repérée, peur du défi, de l'anéantissement. Mais par-dessus tout, je crois, nous craignons la visibilité, cette visibilité sans laquelle nous ne pouvons pas vivre pleinement. », a écrit Audre Lorde[4]. Parler, c'est prendre un risque et on voit en ce moment comment les femmes racisées qui osent prendre la parole et dénoncer publiquement racisme et sexisme se font insulter, sont diffamées et marginalisées. Le féminisme de politique décoloniale combat la mise au silence et la peur.

L'histoire est un champ de bataille. Et puisque nous fêtons le Bandung de 1955, il est bon de rappeler qu'aucune femme ne faisait partie des invités d'honneur. L'histoire comme l'iconographie a retenu les noms de Gamal Abdel Nasser, Ato Yilma Deressa, Zhou Enlai, Jawaharlal Nehru, Kojo Botsio et Soekarno. Nous les respectons et restons fières de leurs combats mais nous ne pouvons légitimer l'effacement des femmes du Sud. Il y avait certainement des femmes au Bandung de 1955, on aperçoit quelques déléguées sur les photos et il y eut même une réunion de femmes asiatiques durant la rencontre mais dont on sait peu de choses. Il devait y avoir des serveuses, des femmes de ménage, des secrétaires, des interprètes mais invisibles, reléguées aux tâches dites « féminines » de soin et de nettoyage. Les séances à Bandung étaient fermées au public, les prises de photos soigneusement orchestrées. L'apparition du Sud sur la scène mondiale demandait une rigoureuse partition, face aux hommes blancs qui se proclamaient maîtres du monde, l'image d'hommes racisés unis et souriants faisait entrevoir un autre monde, un monde Sud-Sud fondé sur l'égalité des échanges, la solidarité et un refus de la dépendance au Nord. Ces hommes du Sud, leaders de combats anticoloniaux, représentaient l'antithèse du monde binaire qui se dessinait après la Seconde Guerre Mondiale avec la montée de l'hégémonie US, les accords qui faisaient de ces derniers les maîtres d'un nouvel ordre mondial, avec le refus brutal des Etats impérialistes d'Europe de reconnaître les demandes d'indépendance dans leurs colonies. Cette promesse de Bandung était cependant déjà entachée par l'effacement du rôle et de la place des femmes dans les luttes du Sud. Car si le Bandung de 1955 reste sans aucun doute un moment historique avec l'affirmation des solidarités Sud-Sud et d'objectifs communs dans la lutte contre l'impérialisme et le racisme, pour une plus juste distribution des richesses et pour l'abolition d'un axe Nord-Sud, il marginalise, sinon escamote, la présence et les apports des femmes du Sud dans toutes les rencontres afro-asiatiques qui ont permis l'organisation de la rencontre de Bandung. Des femmes étaient présentes et actives lors de la Asian Socialist Conference à New Delhi en 1945, de la Conférence des Femmes d'Asie en 1949, de la Asia-Pacific Peace Conference à Pékin en 1952 ou de la Asian Socialist Conference à Rangoon en 1953. Lors de toutes ces rencontres, militantes, artistes et intellectuelles imaginent un monde qui ne soit ni celui de la Guerre Froide, ni celui de l'impérialisme et où les femmes contribuent à l'émergence du monde décolonisé. Comme le rappelle Rachel Leon dans une présentation sur « Forgotten Geographies of the Third World »[5], leurs débats portent sur la liberté de la presse, la justice sociale et l'égalité des femmes dans l'Etat postcolonial. Les noms et les discours de ces femmes ont pourtant disparu. Bandung a même effacé la rencontre qui a lieu une semaine auparavant en 1955 à New Delhi et qui offre des contrastes saisissants. À Delhi, la conférence a lieu à l'extérieur et attire jusqu'à 20 000 personnes. Si Bandung entraîne la constitution d'un bloc aux Nations Unies, Delhi aura pour conséquence la création de Afro-Asian People's Solidarity Organization (AAPSO). L'« internationalisme subalterne » (l'expression est proposée par les chercheur.e.s de Afro-Asian Networks, Transitions in the Global South) qui s'est développé depuis 1945 et ne trouve pas sa place à Bandung en 1955 exige alors qu'une autre rencontre ait lieu et la première Afro-Asian People's Solidarity Conference se tiendra au Caire du 26 décembre 1956 au 1er janvier 1957. Des centaines de délégué.e.s sont présent.e.s qui condamnent la politique coloniale d'Israël et affirment leur solidarité avec la Palestine et les Algérien.ne.s en lutte pour leur indépendance. Pourquoi n'y a-t-il pas eu de femmes à Bandung ? C'est une question que les militant.e.s décoloniaux doivent se poser à tout moment : qu'est-ce que nous contribuons à effacer ? Ces effacements perpétuent une vision mutilée de l'histoire des luttes. Écrire le récit des luttes féministes décoloniales, c'est d'abord dire que nous avons une histoire, que nous avons un passé.

Il n'y a pas que Bandung qui, malgré ses problèmes, mérite d'être célébré comme un moment-clé en 1955. En effet, cette même année, la création aux Etats-Unis du Women's Political Council (WPC) par des femmes noires est un moment historique. Les militantes du WPC vont contribuer de manière essentielle et centrale à la destruction des politiques de ségrégation. Elles organisent le refus de Rosa Parks de s'asseoir dans la

3 L'expression qui vient du vocabulaire des montagnards, a été reprise par Emmanuel Macron, président de la République française. Le premier de cordée est le « leader du groupe d'alpiniste », celui qui monte en premier et aide ensuite le reste de la cordée à se hisser à son niveau. L'expression est devenue familière avec le roman de Roger Frison-Roche, *Premier de cordée*, 1940.

4 https://infokiosques.net/IMG/pdf/Audre_Lorde_Transformer_2xA6.pdf

5 Voir le site « Afro-Asian Networks, Transitions in the Global South », dont les chercheur.e.s font un travail formidable autour des actrices / acteurs qui n'étaient pas des représentants de l'Etat mais des intellectuel.le.s, des militant.e.s, des révolutionnaires, des artistes, qui imaginaient ce que devait être la nation et construisirent des solidarités transnationales. Le projet questionne les frontières nationales et régionales, s'intéresse aux créations artistiques et s'éloigne du focus sur l'élite révolutionnaire. https//afroasiannetworks.com

partie réservée aux noir.e.s dans les bus de Montgomery, le 1er décembre 1955. Leur activisme sera fondamental dans la réussite de la Marche sur Washington en 1963. Pourtant, lors des préparatifs de la journée, les organisateurs de la Marche refusent obstinément la proposition que ces militantes prennent la parole à Washington ; devant les protestations, dont celle de Coretta Scott King connue pour son opposition à la guerre du Vietnam et son militantisme radical, ils finissent par accepter que certaines soient assises dans les tribunes mais n'autorisent aucune d'entre elles à prendre la parole. La seule femme autorisée à prononcer un discours à Washington en 1963 (Joséphine Baker prononça un discours mais à l'arrivée de marche), la militante Daisy Bates, a été oubliée. Pourtant Daisy Bates, membre de la NAACP dans l'état de l'Arkansas, était nationalement connue pour avoir lancé la lutte contre la ségrégation dans les écoles à Little Rock, qui mènera à la décision en 1954 par la Cour Suprême de mettre fin à la ségrégation dans les écoles[6].

L'effacement des femmes de l'histoire pour l'émancipation est produit par les grands récits nationaux, soit tout simplement en les ignorant, soit en les pacifiant comme cela a été le cas pour Rosa Parks devenue petite dame sage et mère du mouvement des droits civiques. Un long processus a été nécessaire pour intégrer la militante radicale dans l'histoire de l'exceptionnalisme nord-américain où les erreurs sont réparées grâce aux « valeurs américaines » de *decency* et de *fairness* et grâce à la nature même de la démocratie américaine[7]. Alors que Rosa Parks fut insultée et diffamée en son temps, qu'elle fut longtemps sans travail et sans soutien, elle est entrée au Panthéon à la condition d'être « blanchie ». C'est à ce prix que sa statue est entrée au Congrès. Ce qui est arrivé à Rosa Parks est aussi arrivé à Coretta Scott King devenue épouse dévouée de Martin Luther King Jr. Si cette dépolitisation des militantes est impossible, elles sont alors décrites comme des viragos, des extrémistes inassimilables, des femmes indignes de leurs époux devenus icônes, ou bien tout simplement condamnées à la disparition. Faire d'une militante une héroïne de la démocratie occidentale sert à masquer les inégalités qui perdurent et à faire du racisme la maladie de quelques arriéré.e.s. Le racisme et le sexisme ne sont alors pas structurels mais des accidents réparés grâce au courage d'individu.e.s. La lutte n'est pas collective, le courage est une qualité strictement individuelle, le crime un moment d'égarement. Ce révisionnisme idéologique qui pacifie le passé sert aussi à critiquer le présent, afin de faire la leçon à de nouveaux mouvements, d'encourager une protestation respectable, sans violence alors que la violence de l'Etat et du Capital reste masquée. L'effacement construit des icônes dépossédées de leur propre combat et séparées des collectifs dont elles furent membres, il en fait des héroïnes calmes, douces et paisibles. Les mouvements révolutionnaires contribuent malheureusement à ces effacements en célébrant avant tout des figures masculines. Nous connaissons l'argument qui nous est opposé : vous divisez le mouvement qui est sous le feu de la répression et vous participez à la stigmatisation des frères. Nombreuses sont les femmes militantes qui ont témoigné de la teneur de ce débat, de l'appel à la loyauté dans un contexte d'attaques policières. Dans son autobiographie, Elaine Brown, militante du Black Panther Party et qui en devint la dirigeante, confronte sans détours le sexisme de ses camarades[8]. Les féministes noires et les transgenres aux Etats-Unis, les féministes et les transgenres dans les mouvements de libération, dans les mouvements sociaux et anti-apartheid n'ont pas accepté le chantage à la loyauté qui exige le silence sur la violence sexuelle interne à ces mouvements. Quand Stokely Carmichael a déclaré que la seule position des femmes au sein du SNCC (Student Non-Violent Coordination Committee) était d'être « *prone* » (couchée), des femmes protestèrent. Combattre les différentes formes d'effacement mais sans les confondre, ne pas tolérer le sexisme des compagnons de lutte tout en analysant et dénonçant la violence qui leur est faite, c'est en travaillant constamment ces tensions que le féminisme décolonial s'est développé. La première organisation féministe noire non mixte, la Third World Women's Alliance voit le jour en 1968 aux Etats-Unis. En France, en 1978, la Coordination des femmes noires énonce clairement sa position autonome : « À partir de la confrontation de notre vécu en tant que femmes et en tant que noires, nous avons pris conscience que l'histoire des luttes, dans nos pays et dans l'immigration, est une histoire dans laquelle nous sommes niées, falsifiées. (...) C'est pourquoi notre lutte en tant que femmes est avant tout autonome car de la même façon que nous entendons combattre le système capitaliste qui nous opprime, nous refusons de subir les contradictions des militants qui, tout en prétendant lutter pour un socialisme sans guillemets, n'en perpétuent pas moins dans leur pratique, à l'égard des femmes, un rapport de domination qu'ils dénoncent dans d'autres domaines. » Etre féministe et racisée implique une non-mixité, vis-à-vis des femmes blanches et des hommes racisés. C'est cette longue histoire où des femmes racisées précisent de manière contextuelle ce qui définit leur féminisme que nous devons nous réapproprier. Parmi les noms oubliés ou marginalisés mais qu'il faut invoquer sans cesse, citons Claudia Jones, militante communiste qui articula émancipation des femmes et émancipation socialiste, défendit les Scottsboro Boys, ces jeunes noirs faussement accusés de viol et menacés de lynchage, fut privée de la citoyenneté américaine après deux séjours en prison et dont la tombe voisine celle de Karl Marx à Londres[9] ; Winnie Mandela toujours comparée à son mari devenu un saint pour l'Occident qui oublie qu'il le traita de terroriste ; Djamila Bouhired ou encore la plus jeune victime du 17 octobre 1961 dont on ne redira jamais assez le nom, Fatima Bedar, morte à 17 ans. Réécrire l'histoire du féminisme internationaliste, du féminisme militant représente donc un enjeu central pour le féminisme de politique décoloniale. Ne pas se contenter d'évoquer les femmes racisées et du Sud global mais montrer toutes les facettes de leurs vies, les risques qu'elles ont acceptés, le prix qu'elles ont payé à cause de la misogynie, du sexisme et du patriarcat. Lutter contre le fémi-impérialisme c'est faire resurgir du silence les vies des femmes « anonymes », refuser le processus de pacification et analyser pourquoi et comment les droits des femmes sont devenus une arme idéologique au service du néolibéralisme (un néolibéralisme qui peut tout à fait soutenir un régime misogyne, homophobe et raciste).

Pourquoi les femmes blanches ne savent-elles pas qu'elles sont blanches ?

Le gouvernement français élu en 2016 a repris le discours des droits des femmes pour défendre un fémi-impérialisme libéral. Dans un contexte où l'Etat français tente de renforcer sa place en Afrique menacée par de nouveaux rivaux, il ne peut s'empêcher

6 Voir le documentaire, *Daisy Bates : First Lady of Little Rock*, par Sharon La Cruise, 2012 et la note biographique par Diane Vacca : « Daisy Bates, Unsung Heroine of the Civil Rights Movement », https://womensvoicesforchange.org/daisy-bates-unsung-heroine-of-the-civil-rights-movement.htm. Ni Daisy Bates, ni Rosa Parks, ni Josephine Baker, aucune des militantes en fait, ne furent invitées à la Maison Blanche après les discours pour discuter du Civil Rights Act. Bates mourut dans la misère.

7 Jeanne Theoharis, *The Rebellious Life of Mrs. Rosa Parks*, Beacon Press, 2013.

8 Elaine Brown, *A Taste of Power. A Black Woman's Story*. Anchor Books, 1994. Voir aussi : Robyn C. Spencer, *The Revolution Has Come. Black Power, Gender and the Black Panther Party in Oakland*, Duke University Press, 2016.

9 Voir : Claudia Jones, « Femmes noires et communistes, mettre fin à une omission », Revue *Période*, http://revueperiode.net/author/claudia-jones/. Voir aussi : Carole Boyce Davies, *Left of Karl Marx : The Political Life of Black Communist Claudia Jones*, Durham : Duke University Press, 2007 ; Claudia Jones, *Ben Davis, Fighter for Freedom*, New York : New Century Publishers, 1954; Claudia Jones, « The Caribbean Community in Britain », *Freedomways V. 4,* Summer 1964, 341-57 ; John H. McClendon III, « Claudia Jones (1915-1964) political activist, black nationalist, feminist, journalist » in Jessie Carney Smith, ed., *Notable Black American Women*, Book II, New York : Gale Research Inc., 1996, 343-348.

à côté d'un discours sur le partenariat, les femmes et la jeunesse, d'avoir recours à des arguments coloniaux dont celui éculé du taux de naissance des Africaines qui serait responsable de la pauvreté du continent[10]. Mais il utilise aussi les droits des femmes, ainsi la langue française est présentée comme un vecteur de civilisation et de civilité et la francophonie a désormais pour but de diffuser les idéaux d'égalité femmes-hommes dont les bourses d'études promises iront d'abord aux jeunes femmes. C'est oublier que la langue française a été celle du droit esclavagiste et colonial, et qu'il faut étudier l'effet-retour de ces siècles sur la langue et sur l'invention de la femme blanche. Dans *La Matrice de la race*, la philosophe Elsa Dorlin explique comment aux Amériques, les premiers naturalistes ont pris modèle sur la différence sexuelle pour élaborer le concept de « race » : les Indiens (des) Caraïbes ou les esclaves déportés seraient des populations au tempérament pathogène, efféminé et faible[11]. On passe, écrit Dorlin, de la définition d'un « tempérament de sexe » à celle d'un « tempérament de race ». Le modèle féminin de la « mère », blanche, saine et maternelle, opposée aux figures d'une féminité « dégénérée » - la sorcière, l'esclave africaine – donne corps à la Nation, conclue la philosophe. La femme blanche inventée aux colonies est réexportée en France pour s'ajouter à la construction d'un genre féminin normé. Les femmes européennes n'échappent pas à la division épistémologique qui s'opère au XVIème siècle et transforme des savoirs en « non-existants »[12]. Et, à leurs yeux, les femmes du Sud sont privées de savoirs, leurs conceptions de la liberté, de ce qui fait famille, de ce qui constitue être « une femme » (qui n'est pas nécessairement lié au genre ou au sexe défini à la naissance) sont soit ignorés soit considérés comme le signe d'une civilisation inférieure. Les féministes françaises vont pouvoir parler au nom de toutes les femmes à la condition de rester aveugles à ces configurations. Se percevant comme victimes des hommes (et de fait elles resteront mineures dans la loi pendant des siècles), elles ne voient pas que leur désir d'égalité avec ces hommes repose sur l'exclusion de femmes et d'hommes racisé.e.s et que la conception européenne du monde, de la modernité dans laquelle elles s'inscrivent, renvoie femmes et hommes qui n'appartiennent ni à leur classe ni à leur race, à une inégalité de fait et de nature. En faisant de leur expérience, souvent celle de femmes de la classe bourgeoise, un universel, elles contribuent à la division du monde en deux : civilisés/barbares, femmes/hommes, blancs/noirs, et la conception binaire du genre devient un universel. Maria Lugones parle de « colonialité du genre ». L'expérience historique des femmes colonisées n'est pas seulement celle d'une minoration raciale, dit-elle, mais aussi celle d'une assignation sexuelle : elles sont réinventées comme « femmes » à partir des normes, des critères et des pratiques discriminatoires déjà expérimentés dans l'Europe médiévale. Les femmes racialisées font dès lors face à un double assujettissement : celui des colonisateurs et celui des hommes colonisés. De quel genre est-il donc question sous l'esclavage ? Les femmes réduites en esclavage sont femmes et noires mais leur statut de femmes est à la fois reconnu comme reproductrice et nié car dans les plantations, les esclavagistes ne font pas de différence sexuelle, tous les êtres humains esclavagisés sont des bêtes de somme. Aux yeux des esclavagistes, elles sont des objets sexuels et non des êtres dont le genre demanderait qu'elles soient traitées avec douceur et respect (ces conventions n'ont pas à être respectées mais elles façonnent les relations). Esclaves, ces femmes ont le statut légal d'objets, donc n'appartenant pas à la pleine humanité. Autrement dit, le genre n'existe pas en soi, c'est une catégorie historique et culturelle, qui évolue dans le temps, peut ne pas être conçu de la même manière dans la métropole et la colonie, ni d'une colonie à l'autre ou à l'intérieur d'une colonie. Pour les femmes racisées, affirmer ce qui constitue, pour elles, être femme a donc été un terrain de lutte, de même que de préciser de quels genres il est question quand on croise ces catégories historicisées et contextualisées à la classe sociale, à la communauté, la nation, la région…

L'adoption par des féministes françaises du partage du monde opéré par la modernité soutient, je l'ai dit, leur conception des luttes pour la liberté et l'égalité. Elles se donnent comme mission de sauver les femmes racisées des griffes de leur oppression. En établissant une analogie entre leur situation et celle des esclaves (elles sont la propriété du père et du mari comme l'esclave est la propriété du maître), elles dénoncent une situation de dépendance, un statut de mineure à vie mais qui enlève à l'esclavage des éléments essentiels : capture, déportation, vente, trafic, torture, déni des liens sociaux et familiaux, sans parler du fait que l'Europe s'est construite sur la colonisation, le génocide, la traite, la mise en esclavage, le vol et la dépossession. Le siècle des Lumières qui voit des textes féministes rencontrer une audience plus large est celui du pic de la traite transatlantique (70 à 90 000 par an, jusqu'au XVIIème, de 30 à 40 000 par an). Les féministes françaises anti-esclavagistes (peu nombreuses) du XVIIIème siècle, s'appuient sur une vision sentimentaliste, sur une littérature de la pitié, pour dénoncer le crime esclavagiste. Une des œuvres les plus célèbres de ce genre, la pièce d'Olympe de Gouges, *Zamore et Mirza*, donne à une blanche le rôle principal, c'est elle qui permet l'émancipation des noir.e.s de l'esclavage. Appelée, après les corrections exigées en 1785 par la Comédie Française, *L'Esclavage des Nègres, ou l'Heureux Naufrage*, la pièce conte l'histoire de deux jeunes esclaves marrons en fuite et réfugiés sur une île déserte. Zamore, qui a tué un commandeur, est en effet recherché. Il sauve de la noyade un jeune couple de français, dont Sophie, fille du gouverneur Saint-Frémont. Ces derniers aident alors Zamore et Mirza à échapper à leur statut de servitude et le gouverneur affranchit les esclaves de sa plantation à la fin de la pièce. Sans la femme blanche, pas de liberté. Signalons que même cette tentative timide par son ton et son contenu fit malgré tout scandale, la pièce fut jugée subversive car l'auteure laissait entrevoir « une liberté générale (qui) rendrait les hommes nègres aussi essentiels que les blancs » et qu'ils seraient un jour « les cultivateurs libres de leurs contrées, comme les laboureurs en Europe, (qu') ils ne quitter(aient) point leurs champs pour aller chez les nations étrangères »[13]. Ce récit où l'intervention des blancs change le destin des esclaves noir.e.s, où les noir.e.s méritant la liberté doivent présenter des qualités de douceur, de sacrifice et de soumission, a été hégémonique, les récits qui le mirent en question furent des témoignages directs d'anciens captifs et d'anciens esclaves. Souvenons-nous de la manière dont les noir.e.s et les blanc.he.s sont présenté.e.s dans *Paul et Virginie*, un des ouvrages les plus lus au XVIIIème siècle ! Bernardin de Saint-Pierre y adoucit la nature des relations entre blancs et noirs. Un des épisodes les plus stupéfiants du roman met en scène une jeune femme esclave qui, s'étant enfuie car maltraitée par son maître, se présente un dimanche matin devant la maison de Virginie. Cette dernière la recueille et lui donne à manger avant de la persuader de retourner chez son maître et lui demander son pardon pour s'être enfuie. La femme blanche fait de l'esclavage une relation individuelle où la violence peut être réparée par le pardon du maître ! Au XIXème siècle, la plupart des féministes, à part quelques rares cas comme Louise Michel ou Flora Tristan, soutiennent l'empire colonial dans lequel elles voient un levier pour sortir les femmes colonisées des fers du sexisme

10 Emmanuel Macron, le 8 juillet 2017, en parlant de l'Afrique : « Quand des pays ont encore aujourd'hui sept à huit enfants par femme, vous pouvez décider d'y dépenser des milliards d'euros, vous ne stabiliserez rien. »

11 Elsa Dorlin, *La matrice de la race. Généalogie sexuelle et coloniale de la Nation française*. La Découverte, 2008.

12 Voir à ce sujet : Boaventura de Sousa Santos, *Épistémologies du Sud. Mouvements citoyens et polémique sur la science*. Paris: Desclée de Brouwer, 2016.

13 http://lesabolitions.culture.fr/medias/mouvements/lumieres/documents/cite-bvolympe-de-gouges.pdf

de leurs sociétés. Elles ne renient pas la mission civilisatrice coloniale française mais veulent s'assurer que son versant féminin soit respecté. Elles créent des écoles pour les filles, encouragent les métiers de service et de domesticité, protestent contre des abus, mais n'attaquent jamais la colonisation elle-même. Elles en acceptent la structure et les institutions, elles trouvent dans la colonie – un espace très masculin - la possibilité de déployer principes et valeurs de leur féminisme, celui qui adhère à l'ordre républicain colonial. Comme elles rencontrent l'hostilité de colons, elles ne peuvent que sublimer leur action ; l'étude des journaux de voyageuses, des rapports de féministes peut faire oublier qu'au départ, il y a eu conquête coloniale, que c'est grâce aux armées coloniales que des routes de voyage sont ouvertes et des lieux où des Européennes peuvent vivre construits. Ce rôle modernisateur donné au colonialisme fut largement partagé. Frantz Fanon résumera ainsi cette politique : « À un premier niveau, il y a une reprise pure et simple de la fameuse formule : « Ayons les femmes, le reste suivra. » ». Son analyse reste éclairante : « L'administration coloniale peut alors définir une doctrine politique précise : « Si nous voulons frapper la société algérienne dans sa contexture, dans ses facultés de résistance, il nous faut d'abord conquérir les femmes ; il faut que nous allions les chercher derrière le voile où elles se dissimulent et dans les maisons où l'homme les cache. » C'est la situation de la femme qui sera alors prise comme thème d'action.

« L'administration dominante veut défendre solennellement la femme humiliée, mise à l'écart, cloîtrée… On décrit les possibilités immenses de la femme, malheureusement transformée par l'homme algérien en objet inerte, démonétisé, voire déshumanisé. Le comportement de l'Algérien est dénoncé très fermement et assimilé à des survivances moyenâgeuses et barbares. Avec une science infinie, la mise en place d'un réquisitoire-type contre l'Algérien sadique et vampire dans son attitude avec les femmes, est entreprise et menée à bien. L'occupant amasse autour de la vie familiale de l'Algérien tout un ensemble de jugements, d'appréciations, de considérants, multiplie les anecdotes et les exemples édifiants, tentant ainsi d'enfermer l'Algérien dans un cercle de culpabilité. »[14]

On voit que des principes abstraits à visée idéologique comptent plus que des progrès dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'emploi[15], et que les cibles sont à la fois les femmes et les hommes racisé.e.s, les femmes pour en faire des auxiliaires de la colonisation, les hommes pour les humilier en questionnant leur capacité de s'affirmer comme patriarches ou d'être capables de respecter les femmes. Une lutte entre patriarcats – l'un dit « moderne », l'autre dit « traditionnel » - est mise en scène. Cette coupure moderne/traditionnel où chaque terme s'appuie sur des fictions est essentielle pour la mise en place de techniques de discipline et de normes. On constate aussi que la division public/privé si centrale pour la théorie féministe bourgeoise/blanche (déjà fragile quand il s'agit d'entrer dans l'intimité des familles de la classe ouvrière), s'applique encore moins à la colonie. L'Etat s'arroge le droit d'intervenir. Sous l'esclavage déjà, il s'agissait d'interdire de faire famille (il ne s'agit pas ici de défendre la famille patriarcale, faire famille n'implique pas automatiquement une distribution normée des rôles mais interdire la fonction paternelle, nier la maternité et la réduire à une fonction biologique et autoriser le vol et la vente des enfants a pour but de barrer la création de liens familiaux qui sont essentiels aux êtres humains) et d'entraver la création de liens sociaux et familiaux. La colonisation post-esclavagiste poursuit ce processus de racialisation du patriarcat (un homme colonisé peut être un tyran domestique à la maison mais dans l'espace public, il est un noir, un Arabe, un Asiatique, autrement dit pour la nomenclature coloniale, un sous-homme), en imposant des normes de masculinité et de féminité, en se posant comme protectrice des droits des femmes. La liberté des femmes racisées ne se conçoit qu'à la condition qu'elles se séparent de leur milieu familial, culturel, social. Toute une série de dispositifs discursifs et pratiques sont mis en place par le gouvernement pour justifier son droit à l'intervention dans les familles. Il vise les classes dangereuses – qu'elles vivent en France ou dans la colonie, mais dans cette dernière, le mépris racial s'ajoute au mépris de classe. On arrache bébés et enfants à leur famille – le cas de plus de 2 500 enfants réunionnais déportés en France dans les années 1960, connu sous le nom des « enfants de la Creuse » a été un peu popularisé mais aucune réparation n'est venue. On retrouve cette politique au Canada où les enfants autochtones furent pris à leurs familles, en Australie où ce fut le sort d'enfants aborigènes, aux Etats-Unis d'enfants des peuples amérindiens, etc. L'Etat va intervenir sur le ventre des femmes racisées et instaurer une politique qui décide qui a le droit de donner naissance et qui ne l'a pas. C'est ce que j'ai raconté dans *Le ventre des femmes. Capitalisme, racialisation, féminisme*. Alors qu'à la sortie de la Seconde Guerre Mondiale, l'État français mène en France une politique nataliste qui recourt d'une part, à la répression (l'avortement est un crime et la contraception interdite) et d'autre part, à des mesures d'encouragement (crèches, soins prénataux et postnataux, congé de maternité…), et dans les départements d'outre-mer, anciennes colonies esclavagistes, il encourage une politique antinataliste au point que des médecins blancs et français vont au début de années 1970 pratiquer par an des milliers d'avortements et stérilisations sans consentement sur des femmes racisées et pauvres. Ils ne seront pas punis. L'affaire prend fin en 1971. Cette même année, le Mouvement de Libération des Femmes en France, une vaste plateforme de groupes très différents les uns des autres, lancent l'offensive pour la libéralisation de l'avortement et de la contraception avec la publication d'un manifeste où des femmes déclarent avoir avorté, des manifestations et des pétitions. Mais pas une fois, les féministes françaises ne prennent en compte une politique étatique qui ici criminalise et là-bas encourage avortement, stérilisation et contraception. Dès lors, la lutte prend un tour universel masquant les traces coloniales/raciales dans les politiques de contrôle des naissances. Le débat se focalise sur la pertinence d'une loi, ce que des féministes blanches critiquent car c'est s'en remettre à un Etat patriarcal et à une justice de classe, mais pas une fois la structure raciale de l'Etat, de la justice ou de la médecine n'est mise en cause. Ce qui se joue aujourd'hui en 2018 autour de la reproduction continue à emprunter sa logique à ces politiques coloniales/raciales. « Qui peut être mère » mais aussi « qui peut être un enfant » sont configurés à travers ces politiques.

Les programmes d'ajustement structurel dans le monde et en France dans les « outre-mers » ont ravagé sociétés et environnement. La désindustrialisation s'est accompagnée d'une augmentation de la pauvreté et de la destruction environnementale : chlordécone en Martinique et Guadeloupe polluant sol et eaux pour des décennies à venir et augmentant la vulnérabilité à la mort ; industrie aurifère et base spatiale en Guyane, tous deux polluants et destructeurs ; industrie du nickel en Kanaky ; conséquences des tests nucléaires sur les terres françaises du Pacifique (cancers, leucémies, lagons pollués). Il faut considérer non seulement l'impact des transformations induites par le capitalisme français sur ces terres en dépendance, et les quartiers

14 Frantz Fanon, *L'an V de la révolution algérienne*, 1959.

15 En 1945, devant l'Assemblée constituante, Aimé Césaire fera un tableau très critique des siècles de colonisation française : pas d'écoles, taux de mortalité élevée, l'économie aux mains de quelques uns… En 1954, en Algérie, 10% de la population dont une grande majorité de colons détient 90% des richesses du pays, pour 200 000 enfants européens, on compte 11 400 écoles alors que 1 250 000 enfants arabes et berbères se partagent 699 établissements. À la veille de l'indépendance, dans les années 1950, seulement 4 % des filles scolarisables vont à l'école (10 % pour l'ensemble des enfants algériens et 97 % pour les enfants européens) alors qu'un « plan de scolarisation » a été lancé par le décret du 27 novembre 1944. Les quelques centres de formation ouverts notamment à l'occasion du Centenaire, en 1930, confinent les filles et les jeunes filles aux tâches ménagères (cuisine, repassage) ou artisanales (tissage de tapis, broderies…) et leurs effectifs sont symboliques. Voir : Lalami Feriel, « L'enjeu du statut des femmes durant la période coloniale en Algérie », *Nouvelles Questions Féministes*, 2008/3 (Vol. 27), p. 16-27. https://www.cairn.info/revue-nouvelles-questions-feministes-2008-3-page-16.htm

populaires en France où vit une majorité de racisé.e.s, mais aussi comment et pourquoi ceux-ci sont plus touchés par le chômage, la pollution, la disparition ou la privatisation des services publics, l'absence ou la rareté des transports publics, les discriminations à l'emploi, au logement, à la santé, à la formation et à l'éducation.

Fémi-impérialisme et protection des droits des femmes

Le fémi-impérialisme est une stratégie développée par les institutions internationales et des gouvernements qui ont recours aux droits des femmes pour obtenir un soutien à leurs politiques impérialistes raciales. Par exemple, le prince héritier en Arabie saoudite, Mohammed Ben Salman, dit «MBS», est devenu la coqueluche des médias occidentaux et des journaux féminins pour avoir accordé aux saoudiennes le droit de conduire leur voiture. Le fait qu'il ait fait emprisonner l'universitaire saoudienne Hatoon Al-Fassi ou, à la mi-mai 2018, trois autres femmes - la psychologue Madeha Al-Ajroush, la directrice d'hôpital Aïsha Al-Mana, et l'universitaire Hessa Al-Sheikh, toutes âgées d'une soixantaine d'années, est passé sous silence. La communication sur la modernité de la monarchie saoudienne (assurée par de grands groupes publicitaires occidentaux) utilise sciemment un discours des droits des femmes pour masquer une répression interne, la guerre violente et meurtrière menée au Yémen, le racisme contre des minorités en Arabie saoudite et l'exploitation des ouvrières et ouvriers migrants. Le fémi-impérialisme est inséparable de l'islamophobie. Il est clairement apparu lors de la déclaration de guerre lancée par les Etats-Unis contre l'Afghanistan. Pour la première fois, les droits des femmes sont utilisés pour justifier une intervention impérialiste armée. Interviewée pour son introduction au livre *We Are Afghan Women: Voices of Hope* en mai 2017, Laura Bush, épouse du président Bush Jr. qui déclara cette guerre après les attentats du 11 septembre, l'énonce clairement: «Les femmes afghanes avaient besoin d'aide. Les femmes américaines furent choquées de découvrir un pays où les femmes étaient brutalisées, marginalisées.»[16] La formule *Women's empowerment* est bientôt reprise par le monde politique de la droite à la gauche. Les droits des femmes sont assimilés aux «valeurs nationales et aux intérêts nationaux» des pays de l'OTAN. Ils deviennent une arme idéologique qui trouve dans les années 2000 des relais bien plus importants qu'auparavant: séries télé, cinéma, médias, témoignages. En effet, si au nom des droits des femmes, l'armée française voulut dévoiler les femmes algériennes ou si au nom des droits des femmes, de vastes campagnes de contraception et de stérilisation furent organisées sans le consentement des femmes du Sud, un bond qualitatif se fait dans les années 2000. C'est au nom des droits des femmes que l'islamophobie est justifiée. Le discours néolibéral sur les droits des femmes contribue à la transformation de la religion en une culture naturellement misogyne et homophobe. Fémi-impérialisme et pink-washing empruntent aux luttes des femmes racisées, des classes populaires et des LGBTQI un vocabulaire pour les attaquer.

C'est au nom de la protection des droits des femmes que des politiques et des techniques normatives race/classe ont été mises en œuvre. L'Etat proclame que sa mission est de protéger la société. Mais alors, comment politiser la sécurité et la protection? Comment imaginer une politique féministe décoloniale de la sécurité et de la protection qui ne repose pas sur les institutions de la police, de l'armée et du tribunal, qui n'ont été ni déracialisées ni décolonisées? On constate d'un côté une multiplication de lois et de mesures au nom de la protection des femmes dont un des derniers exemples en France est la loi sur le harcèlement sexuel, de l'autre un accroissement de la violence et de la brutalité induites par le Capital et l'impérialisme. Ces politiques de protection ne sont-elles pas élaborées pour mieux détruire et tuer celles et ceux qui ne seraient pas dignes de cette protection ou qui la menaceraient par leur présence, leur culture, leur existence? Devons-nous laisser à l'Etat et aux experts le soin d'élaborer ces politiques et n'avoir plus qu'à réagir? La violence domestique, médicale, culturelle, économique, existe mais au-delà de l'analyse de sa structure, imaginer et créer des structures de recours montre qu'il y a des alternatives aux politiques de l'Etat comme par exemple les groupes anti-féminicides en Argentine qui croisent droits des peuples autochtones, justice environnementale, lutte contre le chômage et lutte contre la violence sexuelle ou le groupe Mwasi en France qui lutte contre la politique carcérale et met en lumière le rôle de la prison au sein du système capitaliste blanc. Imaginer et créer ces structures prend du temps et de l'énergie et cela implique que nous ne pouvons pas perdre notre temps à réagir systématiquement aux déclarations stupides et arrogantes, ne pas perdre notre temps à discuter de la pertinence du manifeste des 100 femmes publié au début de 2018 et défendant le droit d'être importunées quand, au même moment, la victoire de femmes racisées des classes populaires contre l'agence de nettoyage ONET est un exemple de lutte des femmes croisant plusieurs oppressions: de classe, de race, de genre et mettant en lumière le rôle de l'industrie de nettoyage, racisée et féminisée, dans le fonctionnement du capitalisme. L'écart entre l'accumulation de lois punitives contre des attitudes de harcèlement des femmes au travail, dans la rue et dans l'intime et la persistance des violences contre les femmes racisées n'est pas un paradoxe, bien au contraire, il met en lumière que le rôle croissant donné aux institutions étatiques n'a pas pour objectif la protection mais la mise en place de normes et d'un ordre pour mieux policer la ville, la rendre agréable aux classes possédantes et l'interdire aux classes populaires. La dégradation des services publics dans les quartiers populaires se déroule en même temps que la transformation des centres villes que des centaines de milliers de femmes racisées mais invisibles viennent chaque jour pour nettoyer, bureaux, lieux de loisir, galeries d'art, centres commerciaux et appartements ou pour prendre soin des enfants de la bourgeoisie. C'est un des terrains de lutte d'un féminisme de politique décoloniale: l'analyse du rôle du soin et du nettoyage dans l'organisation du capitalisme, leur racialisation et sexualisation. Les combats qu'y mènent les femmes mettent en lumière une exploitation fondée sur une naturalisation de la femme racisée comme nounou et domestique. Autrement dit, rendre visible à la fois le rôle et la place des femmes racisées, la féminisation des travaux de nettoyage et de soin, la nécessité de les maintenir sous-qualifiés et sous-payés et montrer comment les luttes des femmes racisées dans ces espaces sont des luttes féministes décoloniales. Le féminisme décolonial tourne le dos au féminisme qui défend l'intégration dans une société inégalitaire et racialisée. Il part d'une analyse des conditions matérielles des femmes racisées et tient compte de la violence symbolique.

Il existe un rejet des termes féministes et féminisme dans les milieux racisés et les classes populaires. Comment pourrait-il en être autrement quand on connaît l'histoire du féminisme blanc/bourgeois qui a contribué à l'oppression des femmes et des hommes racisé.e.s? Moi-même, j'ai refusé pour ces raisons de me dire féministe pendant longtemps. Mais l'émergence d'un afro-féminisme, d'un féminisme musulman, d'un féminisme queer, transgenre, de féministes indigènes, signifie pour moi qu'une repolitisation du féminisme est en cours comme projet de libération totale, de réparation d'un monde systématiquement abîmé et détruit par le capitalisme et l'impérialisme, ravagé par les guerres, hanté par un passé d'effacement de langues, de cultures, de villes, de royaumes et par les conséquences toujours présentes au XXIème siècle de guerres totales – bombes atomiques

16 Susan Page, «Laura Bush on Afghan Women, US Interests and 2016», 30 mai 2017, *USA Today*, https://eu.usatoday.com/story/news/politics/elections/2016/03/17/laura-bush-afghan-women-us-interests-2016/81868130/

sur le Japon, tests nucléaires en Algérie, dans le Pacifique, et en Union soviétique, utilisation d'armes chimiques contre le Vietnam, le Laos, le Cambodge, l'Afghanistan…

Une autre question posée à ce Bandung du Nord est celle des alliances avec la Gauche, le développement que j'ai fait y répond en partie. Quand nos luttes doivent se plier à leurs conditions, être en accord avec leurs principes, leurs valeurs, nous demeurons dans la position que dénonçait Aimé Césaire en 1956 dans sa lettre de démission du PCF où il déclare : « Ce n'est pas volonté de se battre seul et dédain de toute alliance. C'est volonté de ne pas confondre alliance et subordination. Solidarité et démission. »[17] Je pourrais citer d'autres militant.e.s du Sud global, soit communistes, soit non-communistes, mais qui toutes et tous dénoncent une attitude arrogante, de maître à élève, qui s'étend à toute la gauche et aux mouvements sociaux européens. Ce besoin inextinguible de faire la leçon, de transformer sa singularité en universel. Ce n'est pas que nous, racisé.e.s, serions immunisé.e.s contre ces défauts mais nous sommes loin d'avoir la maîtrise entière et les codes de cette posture. La gauche et son féminisme doivent renoncer à l'illusion d'être les premiers. Venant de La Réunion, j'ai appris à me méfier des grandes déclarations d'amour de la gauche, elles sont souvent plus dangereuses que l'hostilité ouverte. Les conditions posées à une alliance sont le renoncement aux privilèges hérités des siècles de colonisation, entrer dans un processus de décolonisation de la société française, donc de sa dé-racialisation et cela passera nécessairement par la prise en compte de la racialisation, déconstruire la colonialité républicaine et donc voir que l'espace de « France », de « République », contient des espaces postcoloniaux mis sous dépendance, les « outre-mers ».

Dangers et menaces s'accumulent. Il nous faut devenir le roc sur lequel les forces de la mort vont se fracasser. Et pour construire ce roc, être déterminées à décoloniser nos esprits, à forger jour après jour alliances et solidarités. Se souvenir de la phrase de la grande Harriet Tubman : « J'aurais libéré plus d'esclaves s'ils avaient su qu'ils étaient esclaves », pour nous libérer de nos servitudes. Dans son message au Bandung du Nord, Mumia Abu-Jamal parlait du principe de non-alignement qui avait été central à Bandung en 1955. Quels contours donner à ce non-alignement aujourd'hui, qui ne sera donc ni social-démocratie, ni néolibéralisme, ni capitalisme, ni nation ethnique, ni populisme de droite, ni fascisme ? Ce sera sur ces principes de non-alignement que des alliances pourront être imaginées. Le féminisme de politique décoloniale contribue à cette élaboration.

17 http://lmsi.net/Lettre-a-Maurice-Thorez

Les effets dévastateurs des constructions et instrumentalisations coloniales du genre et de la sexualité

Paola Bacchetta

Je vais parler de quelques effets dévastateurs du colonialisme sur le genre et la sexualité. Ce sujet est complexe. Il a été étudié depuis 40 ans, à travers différentes formes de colonialisme : le colonialisme du point de vue du colon, le colonialisme administratif, l'occupation militaire, le colonialisme commercial, etc. En pratique, presque tous ces derniers points sont mélangés les uns aux autres. Ils sont créés par différents colonisateurs nationaux, avec leurs propres objectifs, moyens, stratégies et tactiques, pendant différentes périodes historiques. Les sites colonisés varient également, avec des économies pré-existantes distinctes, ainsi que des cultures, spiritualités, sociabilités, modes de résistance et forces de résistance à la résistance.
Un point commun cependant, c'est que partout, les colonisateurs imposent des catégories et de la normativité de genre et de sexualité. Mais celles-ci diffèrent dans le contenu, l'étendue et le mode d'instrumentalisation.
Je vais ici développer premièrement le discours colonial, ensuite sa mise en pratique et son mode d'instrumentalisation.

I. Le discours colonial en tant que violence épistémologique et ses effets dans les pratiques

A. L'imposition épistémologique du cadre hétérosexuel binaire
Une forme majeure de violence coloniale durable est la violence épistémologique due à l'imposition de la part des colonisateurs de leur propre champ d'intelligibilité, incluant catégories, termes, tropes, logiques, pré-suppositions, conclusions (Quijano ; Foucault).

1. Pour chaque instance de cette imposition épistémologique, le genre et la sexualité sont centraux. Les colonisateurs ont infusé des formes de genre hétérosexistes binaires et hiérarchiques (homme vs femme, masculinité vs féminité, male vs femelle) et de sexualité (hétérosexualité vs toutes autres formes de sexualités). Ceci a institué de nouvelles formes de misogynie systémique. Je préfère utiliser le terme de misogynie plutôt que patriarchie pour acter la reconnaissance de multiples formes de systèmes sexistes et hétérosexistes à travers le monde, comme la fraternarchie (loi des frères) ou filiarchie (loi des fils).

2. Dans certains cas, les colonisateurs ont introduit des catégories de genre où celles-ci n'existaient pas. Oyeronke Oyewumi montre comment le régime colonial britannique a injecté de la binarité coloniale, des notions hiérarchiques d'« homme » et de « femme » dans la société Yoruba, au détriment des femmes et des filles.

3. Là où des catégories de genre et de sexualité existaient, les colonisateurs les jugèrent en termes d'excès ou de manque, avec en toile de fond leur propre modèle comme supérieur et normatif (Bacchetta 1996). Par exemple, Rana Kabbani (1986) et Robert Aldrich (1993, 2001) ont souligné comment les hommes arabes et musulmans du Moyen-Orient ont été représentés à la fois comme sur-sexualisés, comme des brutes violentes qui traitaient soi-disant mal les femmes (i.e. excès) ou comme des eunuques impuissants et efféminés (i.e. manque).

4. Lentement, des notions coloniales de genre et de sexualité ont marginalisé ou éliminé et remplacé les genres et les sexualités précoloniaux. Joanne Barker (Lenape nation) a mis en lumière la marginalisation et le dénigrement des bardaches (sujets transgrenres et non-binaires) et des bi-spirituels (« queer »), personnes ayant historiquement des rôles sacrés dans beaucoup de sociétés indigènes.

5. Les colonisateurs ont aussi caractérisé l'espace colonisé dans des termes genrés et sexués (Bacchetta, 2000). Par exemple, les sionistes se figurent la Palestine comme une terre vierge sans peuple, un espace vide (symbole vaginal) disponible pour la pénétration, une image qui rend équivalents l'occupation et le viol hétérosexuel. De là, les hommes palestiniens apparaissent comme efféminés, passifs, par conséquent sans menace, et en définitive pas vraiment humains, donc absents.
Dans d'autres cas, comme l'avance Anne McClintock, les colonisateurs représentent l'espace colonisé comme des pornotropiques, où le Sud (tropiques) apparaît comme un écran sur lequel projeter ses désirs et craintes (pornographie).
Pour la spécialiste féministe noire bell hooks, de telles représentations sexistes sont davantage que des « stéréotypes ». Elles sont des images de contrôle, avec des conséquences matérielles, et parfois mortelles.

<u>B. Les pratiques coloniales associées à cette violence épistémologique</u>
Comment les représentations coloniales sexistes et queerphobes se matérialisent-elles dans les pratiques politiques coloniales?

1. Elles sont instrumentalisées pour légitimer le colonialisme.
Par exemple, les récits de la mission civilisatrice et salvatrice coloniale sont utilisés pour justifier le colonialisme sur des bases morales reposant sur des représentations de l'homme de couleur brutal, de la femme de couleur victime. Gayatri Chakravorty Spivak résume cela de la manière suivante : « des hommes blancs sauvant les femmes brunes des hommes bruns. »

2. Elles sont utilisées pour justifier la politique coloniale.
Par exemple, la figure de l'homme colonisé hypersexuel vu comme une menace pour la femme blanche, ainsi que des images de dégénérescence et de contagion, mis ensemble pour rendre naturelle la ségrégation corporelle et spatiale.

3. Elles servent des pratiques clivantes et juridiques.
Dans ce cas, les colonisateurs divisent des secteurs de la société colonisée de manière interne. Ainsi, les britanniques en Inde représentaient le musulman indien comme une menace hypersexuelle pour tout le monde, y compris les puissants hommes hindou au préalable, alors considérés comme efféminés (Brahmins). Ils se figuraient les femmes musulmanes indiennes comme : victimes des hommes musulmans ; épouses potentielles d'hommes hindou ; ou comme des femmes mais perçues telles que des créatures masculines qui agissaient de concert avec les hommes musulmans (Bacchetta, 2002). Les britanniques mobilisèrent ces constructions afin de cloisonner la terre, (Bengal en 1905) et pour créer des réserves de votes suivant les lignes religieuses.
Dans Le fardeau des femmes blanches, Kumari Jayawardena observe comment les femmes blanches colonisatrices participent à diviser et régner, souvent à travers des programmes d'« émancipation » visant les femmes colonisées, et ainsi accomplissant ce que, paraphrasant Spivak, nous pouvons nommer : « les femmes blanches sauvant les femmes brunes des hommes bruns ».

4. Elles sous-tendent la neutralisation coloniale
Jasbir Puar observe qu'en Palestine, comme supplément aux pratiques biopolitiques et nécropolitiques en cours (« faire vivre, laisser mourir, donner la mort »), le gouvernement israélien refuse désormais de « laisser mourir » afin d'éviter l'accusation de génocide et l'indignation internationale. A la place, il mutile massivement les palestiniens, principalement en les estropiant pour les neutraliser tout en apparaissant humanitaire. Cette vision des choses peut se référer à d'autres brutalités coloniales, comme entre autres, le massacre sur la durée par la famine ou les maladies, la sadique amputation des mains au Congo de 1885 à 1908 sous Leopold II de Belgique. Dans les deux cas, il y a neutralisation en amputant les hommes de leurs membres, ce qui amène évidemment à une castration symbolique.

5. Elles permettent l'élimination coloniale
Plusieurs formes d'éliminations coloniales massives physiques des populations - du massacre génocidaire à la stérilisation forcée - sont saturées de représentations des colonisés comme hyper-sexuels, trop reproducteurs, et de ce fait menaçant le colonisateur par leur surnombre. Par contraste, des formes plus sélectives d'éliminations, comme les assassinats coloniaux des homosexuels à Abaya Yala étudiés par Paula Trexler (1995), reposent sur des représentations de la sexualité queer comme non-humaine.

II. Effets des discours et pratiques coloniales aujourd'hui

<u>A. Effets dans les pays du Sud et sur les populations de la diaspora dans le Nord :</u>

1. Un blocage sociétal du Sud ou de la diaspora
Le colonialisme a inséré une pause d'hésitation dans tous les domaines des sociétés colonisées : social, économique, juridique, politique, spirituel, etc. incluant, comme le soutient Haneen Maikey, fondateur du groupe queer palestinien Al Qaws, des conversations sociétales sur le genre et la sexualité. Cet état d'arrêt est actuellement expérimenté par les diasporas de couleur au Nord.

2. Intériorisation directe
L'épistémologie coloniale sature désormais le Sud et a voyagé avec les populations de la diaspora dans le Nord. Ceci amène de la réaction queer-phobe induite par le fait colonial. A travers l'Asie du Sud, et parfois au-delà, l'homosexualité fut dans un premier temps hors la loi sous la loi coloniale et, peu à peu, devint une partie de la normativité nationale. Par exemple, alors que le colon britannique nommait l'homosexualité : « le vice oriental », aujourd'hui les nationalistes hindu déclarent que l'homosexualité n'est pas indienne mais plutôt un import colonial (Bacchetta, 1999). Ils oublient par là des traces de 3000 ans de pratiques entre personnes de même sexe indiennes : dans des textes sanscrits, des sculptures dans des temples, des traditions orales, de la poésie urdu, etc. (voir le travail de Giti Thadani, Kanchana Natarajan, Ruth Vanita and Saleem Kidwai).

De manière similaire, en réponse aux représentations pornotropiques, des colonisés, même de la diaspora, contre-projettent un porno-de-l'Ouest assignant ainsi un genre et une sexualité excessives aux blancs du Nord global. Ceci peut fonctionner dans des communautés de couleur afin de contrôler les femmes et d'exclure les queers (Bacchetta).

3. Continuer de diviser et de régner en créant ou en exacerbant des conflits de genre et de sexe racialisés.
Diviser et régner est aussi perpétué par ce que Jin Harritaworn appelle l'inclusion meurtrière. Ainsi en France, on trouve un support gouvernemental à des femmes de couleurs dont les efforts de clivage et d'assimilationisme se basent sur la diabolisation des hommes de couleur, par exemple telles celles du groupe Ni Putes Ni Soumises.
Actuellement, à travers le Nord global, à l'âge de l'homonationalisme, aux côtés de l'instrumentalisation d'hier et d'aujourd'hui du statut des femmes racialisées, le statut des sujets LGBT de couleur fait figure de nouvel indicateur via lequel les gouvernements du Nord global mesurent le degré de civilisation ou de barbarisme du Sud global et de ses diasporas (Puar 2009). Les « mauvais traitements » sur des queers légitiment désormais le boycott économique ou l'invasion du Sud. Les personnes queer et trans de couleur sont invitées à s'assimiler à des modèles identitaires blancs LGBT et à la normativité nationale. La plupart d'entre nous le refusons directement. Nous demeurons dans une alliance décoloniale avec les autres personnes de couleur. Parfois à très grand prix.

B. Effets sur les colonisateurs et leur descendants :

1. Conviction de supériorité.
On amène les peuples blancs à se penser comme l'universel, le sujet neutre, et à racialiser les autres comme objets situés. Norma Alarcón montre comment ceci fonctionne dans le féminisme blanc car les femmes blanches s'imaginent comme les sujets universels du féminisme, et imaginent que les femmes de couleurs sont arrivées plus tard. Ceci efface des siècles d'analyse et de luttes féministes et queer de couleur. Et perpétue ce que Kumari Jayawardena appelle l'aspect colonial de « fardeau de la femme blanche », des récits civilisants et salutaires, se manifestant de manière évidente à travers la « charité » des femmes blanches et les programmes d'encouragement pour les femmes indigènes. Ceci se prolonge de nos jours, pour paraphraser Spivak, dans la pratique raciste des « femmes blanches sauvant les femmes brunes et hommes bruns ».

2. Queerphobie xénophobe
Aujourd'hui, toute la queerphobie est en fait de la queerphobie xénophobe, ou peur et haine des personnes queer dans laquelle tous les queers équivalent à des autres racialisés (vraisemblablement hétérosexuels) (Bacchetta, 1999). Ainsi, de nos jours, on attache au queer-comme-autre des catégories et logiques coloniales-racistes, telles que la peur de la dégénérescence civilisationnelle (via le manque ou l'excès de sexuel) ou, paradoxalement aussi, la mort de la civilisation (hétérosexuelle) via la non-reproduction queer ou la sur-reproduction due au fait que des queers élèvent des enfants.

3. Queerphilie xénophobe
Il y a également une queerphilie xénophobe, ou récemment découvert, un amour blanc de sujets homonormatifs LGBT basé sur la peur et la haine d'autres racialisés dont les cultures sont désormais figurées comme queerphobe de manière inhérente (Ibid). Nous voyons ceci en pratique quand des LGBT blancs appellent la police dans des enclaves gay gentrifiées afin d'assurer la sécurité des gays blancs, malgré l'expansion de toutes les personnes de couleur, incluant des queers de couleur, qui sont visées par la violence policière et l'incarcération (Handhardt, Bacchetta, El Tayeb, Haritaworn). En France la queerphilie xénophobe a aussi joué dans la construction d'Houria Bouteldja - une femme hétérosexuelle de couleur qui, en réalité, a pris le temps de lire les débats queer sur le colonialisme et les identités queer - comme la personne la plus homophobe de France. Houria a ainsi été dépeinte comme un symbole de l'exceptionnel caractère « rétrograde », du « manque de modernité », etc., des personnes de couleur, même si, de manière remarquable à l'époque, 100 000 hétérosexuels blancs défilaient avec enthousiasme à Paris contre le mariage gay et d'autres droits pour les citoyens queer. Queer et personnes trans de couleur furent interpellés afin de rompre toute solidarité décoloniale et de condamner Houria. Heureusement, la plupart d'entre nous, je m'inclue dedans, comprenons le prix à la fois psychique et matériel de l'assimilation. Rien n'est fait pour chercher à remédier aux conditions mortelles de genre et de sexualité des femmes, des hommes et des queers de couleur, même s'agissant de mort sociale (Orlando Patterson), telle que dans les exclusions incessantes des femmes voilées en France ou de personnes trans de couleur (Padmashali 2017) ; de mort lente (Lauren Berlant) telle que dans l'humiliation et la privation qui se manifestent dans le fort taux de suicides chez les jeunes queer de couleur ; de mort prématurée (Ruthie Gilmore), qui est une condition de pauvreté et de racisme qui, pour les femmes et queers de couleur, inclut de manière inséparable le stress du sexisme et de la queerphobie à l'extérieur ou à l'intérieur de nos familles ; de mort pieds et poings liés (Abdul JanMohammad) ou comment nous sommes faits pour vivre dans la peur pour nos vies dans des zones où l'intersectionnalité de genre, de sexualité et de race devient un prétexte pour les meurtres systémiques et aléatoires d'hommes, de femmes, de filles, de garçons, et de queers de couleur, comme à travers l'ensemble des Etats-Unis.

Remarques de conclusion

Pour conclure, étant donnée la centralité du genre et de la sexualité dans les discours et pratiques coloniales, ainsi que leur effets meurtriers et clivants aujourd'hui, que ce soit sur les femmes, les hommes, les personnes queer et trans de couleur, dans le but de construire une solidarité inclusive, effective et durable, il fait sens de faire du genre et de la sexualité des composants d'un processus et de politiques radicalement décoloniaux, anti-racistes et anti-capitalistes.

Merci à vous.



BANDUNG DU NORD
5 MAI 2018

Combattre l’impérialisme

- Les Antilles françaises, terres d’exploitation coloniale. / p.1
par Elie Domota

- Complémentarités panafricaines. Invincibilité des vaincus et division des vainqueurs. / p.3
par Amzat Boukari-Yabara

- Impérialisme en Kanakie. / p.6
par Haocas Wakasu

- Impérialisme économique. / p.7
par Marwan Muhammad

- La libération de la Palestine ne sera pas totale sans la libération de l’Afrique. / p.9
par Youssef Boussoumah

Les Antilles françaises, terres d'exploitation coloniale.

Elie Domota

Bonjour à tous les organisateurs et tous les participants à la Conférence de Bandung du Nord.

Nous ne pouvons pas être là, car aujourd'hui, l'actualité sociale impose que je sois présent aux côtés des travailleurs de Guadeloupe, parce que nous appelons à une mobilisation après le 1er mai, le 3 mai prochain.

Quelques mots pour vous donner un peu l'ambiance dans laquelle vont se dérouler ces manifestations et parler un peu de notre situation en tant que dernière colonie de la France. « Liberté, égalité, fraternité », telle est la devise de la République Française, mais chez nous, dans cette belle Guadeloupe, de liberté, d'égalité, de fraternité, il n'y en a jamais eu. La société guadeloupéenne actuelle est fondée sur le viol des consciences, le viol des peuples, le viol de la spiritualité et le vol de leur terre. La République Française est le principal instrument de cette cruelle réalité. Ces valeurs dites républicaines, prétendument offertes en partage au monde, ont été de tout temps fondées sur le mensonge, la violence et le crime.

Au plan économique et social, la Guadeloupe, c'est la destruction de tout système productif, au profit des importateurs-distributeurs qui imposent leur modèle de consommation. Et bien entendu avec la complicité des services de l'Etat qui entend détruire toute contestation. C'est aussi une répression anti-syndicale féroce et la mise au pas du droit social dont les lois sont dictées par l'Union Européenne aux ordres du grand capital international. Au plan artistique et culturel, c'est l'importation dans les consciences d'un modèle esthétique et créatif qui appauvrit la création et conduit notre peuple au « démonage », ce que nous appelons « démonage », l'acculturation.

Au plan politique, la grande majorité des élus entraîne le peuple dans une comédie de représentation électorale. En fait, la langue du pouvoir, les hauts fonctionnaires du pouvoir, les aspirations du pouvoir à contrôler les richesses naturelles ne sont pas au service du peuple guadeloupéen. La réalité quotidienne se traduit par le mépris, notamment un abandon criminel de la jeunesse qui est l'espoir de tout pays. 60% de notre jeunesse aujourd'hui est frappée par le chômage. Une mise en faillite délibérée du système public de santé : aujourd'hui en Guadeloupe, le CHU, après un incendie le 28 novembre dernier, n'existe plus ; le système de santé est disloqué ; les guadeloupéens sont aux abois. Une mise en faillite et une confiscation de la ressource en eau au profit de multinationales : aujourd'hui en Guadeloupe, 60% de la production d'eau disparaît de par la vétusté des canalisations puisque les investissements n'ont pas été faits et l'argent payé par les usagers, les redevances payées par les usagers ont été dérobées, ont été volées. Une population minée par un chômage de masse, par la précarité, l'illettrisme, la misère et la pauvreté ; une farouche répression à l'encontre des travailleurs, des militants syndicaux et des peuples en lutte ; une spoliation des terres, l'empoisonnement de nos sols à la chlordécone, de notre environnement, de nos êtres, de nos vies.

Et en fin de compte, quand je dis tout ça, ça se résume en un mot : la colonie. La Guadeloupe est une colonie. On peut nous affubler de termes de département français d'Amérique, de région ultra-périphérique, etc., nous sommes une colonie. Et la colonie n'a pas vocation à se développer pour ses habitants, la colonie a vocation à défendre les intérêts et à nourrir les intérêts de la métropole.

Depuis toujours, la Déclaration des droits de l'homme de 1789 commence ainsi : « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit. » Mais cela ne concernait pas les guadeloupéens qui étaient réduits en esclavage à cette même date. Après la révolte des esclaves à Saint-Domingue - qui deviendra plus tard Haïti en 1793 -, la Guadeloupe accède à une première abolition de l'esclavage en 1794. Les Guadeloupéens sont déclarés citoyens français. En 1802, la République française, dirigée alors par Napoléon, va rétablir l'esclavage en Guadeloupe : plus de 10 000 victimes ! Les Guadeloupéens ne sont plus français et sont frappés de déchéance de nationalité du jour au lendemain. 300 personnes sont décapitées sur la place publique et les têtes seront mises sur des piquets à pourrir au soleil pour servir de leçon à tous ceux qui voulaient contester le rétablissement de l'esclavage en Guadeloupe. En 1848, la République va abolir l'esclavage. D'aucuns disent aujourd'hui que c'est une abolition définitive, mais sait-on jamais, puisqu'il y avait déjà eu une première abolition « définitive » ?

Donc le 27 avril 1848, la République Française abolit l'esclavage en Guadeloupe et reconnaît que l'esclavage est une atteinte à la dignité humaine. Et pourtant, dans ce même texte signé par Victor Schoelcher, l'article 5 dit que « l'Assemblée Nationale réglera la quotité de l'indemnité qui devra être versée aux colons ». Question : mais qui étaient donc les victimes ? Ces milliers d'êtres humains, déportés, violés, mis en esclavage, ou ces honorables propriétaires d'esclaves, pour la plupart francs-maçons ? Hé bien la République choisit la pérennisation du racisme et de la domination. C'est donc le plus naturellement du monde que le 30 avril 1849, la République va promulguer une loi pour indemniser les esclavagistes et chaque homme réduit en esclavage aura un prix. En Guadeloupe, cet homme, réduit en esclavage, vaudra 469 francs 53 de l'époque.

Voilà la réalité et dans le même temps, aucune indemnisation pour des milliers d'hommes et de femmes réduits en esclavage. Et on nous dit : « Vive la République ! » En fin de compte, quand on relit les écrits de Victor Schoelcher, on comprend bien que libérer les esclaves, c'était avant tout pour sauver les maîtres et construire l'empire colonial français. Quelques mots de Victor Schoelcher : « Les nègres allaient prendre la liberté eux-mêmes si la métropole ne la leur donnait pas. La monarchie, s'écroulant

à jamais, rendait au droit toute sa puissance, et que pouvaient une poignée de maîtres contre des masses apprenant que l'on avait proclamé la République ? » Victor Schoelcher est donc clair dans ses propos : libérer les esclaves afin de sauver les maîtres et sauver le système colonial. Jamais il n'a été envisagé de réparer les conséquences d'un crime de masse ayant duré plus de deux siècles. Un salarié peu rémunéré serait plus dépendant et plus rentable qu'un esclave qui pouvait à tout moment vous tordre le cou ou bien mettre le feu à la plantation. En définitive, en 1848, les Guadeloupéens sont libérés de l'esclavage mais sans ressources.

Emancipés, mais subordonnés. Libres, mais entravés, mais débiteurs. Egaux, mais inférieurs. Souverains, mais dominés. Citoyens, mais assujettis. L'abolition de l'esclavage, en fait, présentée comme une mesure de rétablissement citoyen a eu ainsi comme objectif la pérennisation d'un système de domination entre les descendants des colons et ceux des esclaves. L'abolition de l'esclavage a donc combiné l'indemnisation des maîtres, le refus de l'indemnisation des personnes réduites en esclavage, le refus d'une redistribution des terres. Ainsi les anciens colons étaient confortés par le versement d'une indemnisation et le droit de la propriété, alors que les anciens esclaves, nouveaux libres, se retrouvaient à la rue.

Ce petit détour était nécessaire pour comprendre la réalité actuelle de la Guadeloupe. Et à chaque fois que les Guadeloupéens se sont rebellés ou remettent en cause cette hiérarchie de la société, cette hiérarchie basée sur la couleur de peau, avec au sommet de l'échelle, les blancs, les békés, les blancs-pays ou bien les Européens en général, et au bas de l'échelle lesGguadeloupéens d'origine africaine et indienne, eh bien, nous avons dû faire face à une farouche répression.

Quelques exemples :
- Février-mars 1910 : première grève générale des cultivateurs et ouvriers agricoles en Guadeloupe. 3 morts à Saint-François, 1 mort à Capesterre.
- Février 1925 : grève des petits planteurs à Petit-Canal. 6 morts et 7 blessés.
- Février 1930 : les travailleurs sont mobilisés à Sainte-Rose et aux Abymes. 3 morts.
- 14 février 1952 : au Moule, à l'occasion d'une grève des ouvriers agricoles et des cultivateurs. 4 morts et 14 blessés.
- Et mai 67 : les travailleurs du BTP réclament 2,5% d'augmentation. Massacre dans les rues de Pointe-à-Pitre. Aujourd'hui, bilan provisoire, 87 morts et 200 arrestations. Dans un récent rapport, l'historien Benjamin Stora, accompagné d'autres historiens, à la demande du gouvernement français, dira qu'il s'agit d'un véritable massacre, car jamais il n'aura vu autant de blessés.

Voilà comment on mate la rébellion et la contestation sociale dans la colonie. 50 ans après, beaucoup de victimes n'ont pas fait le deuil. Beaucoup de personnes ont disparu. Beaucoup de personnes ont été enterrées sans sépulture dans le plus grand secret. Et aujourd'hui, avec d'autres organisations, nous essayons de connaitre la vérité et de demander aux gens de parler, 50 ans après : « Si vous avez été blessé, dites-le ! Si vos parents ont été tués, dites-le ! Si des cadavres ont disparu, dites-le ! » Pour que nous puissions savoir exactement ce qui s'est passé, qui a donné les ordres, comment a été organisée cette tuerie de masse en mai 67, dans les rues de Pointe-à-Pitre.

Il n'y a pas si longtemps, nous avons entendu certains élus et certains dirigeants du gouvernement français dire qu'il fallait retirer la Légion d'Honneur au Président syrien… nous leur disons, à travers nos propos : « Mais, faites donc la même chose pour tous ceux et toutes celles qui ont massacré les gens, aussi bien en Guadeloupe, qu'en Martinique, qu'en Guyane, qu'en Kanakie, à Mayotte ou qu'en Afrique ! » Et là, je crois que les Bolotte, les Messmer et consors, il faudrait à ce moment-là commencer par leur retirer leurs Légions d'Honneur et autres décorations.
Nous l'avons compris : sans cesse dans la colonie, l'Etat français va chercher à réécrire l'histoire afin de lui donner un visage humain. Aujourd'hui, notre pays, notre peuple, notre histoire, notre mémoire sont la cible d'une offensive généralisée de l'Etat colonial français. Pour les autorités, la traite négrière, ce n'était pas un génocide, car les nègres étaient capturés non pas pour les tuer mais pour les faire travailler ! Même si ils en mourraient. Ou encore, l'esclave ne serait pas un meuble, il ne serait pas une chose, car on ne baptise pas une chose, ni n'envoie son chien à la messe. Et le Code noir peut ne pas être vu comme une monstruosité juridique destinée à légaliser l'esclavage mais comme un outil de protection de l'esclavage, car il fait ressortir son humanité : c'est cette thèse qui est aujourd'hui enseignée à des élèves à l'université des Antilles en Guyane par un certain professeur Jean-François Niort et tout cela au nom de la neutralité et de la recherche scientifique. Et les Guadeloupéens doivent dire Amen devant ces manifestations éloquentes de la science historique, comme si l'histoire était une science.

Donc on le voit bien, sous couvert de neutralité scientifique, d'analyse objective ou de recherche scientifique, ces historiens tentent de réécrire l'histoire coloniale de la France en la rendant plus humaine, allant jusqu'à désigner les Africains comme responsables de ce crime contre l'humanité. Et en fin de compte, leur objectif, c'est de toujours nous faire croire que la colonisation est une bonne chose, que l'esclavage nous a créés et a fait de nous des êtres nouveaux, libres et intelligents.

Je reprendrais ces propos de Fanon : « Le colonialisme n'est pas une machine à penser, n'est pas un corps doué de raison. Il est la violence à l'état de nature et ne peut s'incliner que devant une plus grande violence. » Aujourd'hui ce qui nous arrive ne relève pas de la fatalité, ne relève pas de la malédiction, ne relève pas de la perte de chance : ce sont les conséquences des politiques publiques de l'Union Européenne, de l'impérialisme européen, de l'impérialisme français ici. Encore une fois, la vocation de la colonie, c'est de servir les intérêts de la métropole. Et c'est pour ça que nous le disons : l'Etat colonial français, les élus et parlementaires de Guadeloupe sont coupables de la destruction programmée du système de santé, mettant en péril la santé et la vie des usagers en Guadeloupe, singulièrement depuis l'incendie du CHU. L'Etat colonial français, les élus et parlementaires de Guadeloupe sont coupables d'empoisonnement du fait même des mensonges qui entourent la soi-disant potabilité de l'eau du robinet qui coule dans nos maisons, alors que cette eau est polluée par les pesticides et notamment par la chlordécone. L'Etat colonial français et les élus et parlementaires de Guadeloupe sont coupables, et les grands producteurs de bananes aussi, blancs-pays et békés, sont coupables de l'empoisonnement de nos terres, de nos rivières, de nos vies à la chlordécone. L'Etat colonial français et les élus et parlementaires de Guadeloupe sont coupables de pérenniser un système discriminatoire qui assure aux capitalistes fonciers, blancs-pays et békés, la mainmise sur des milliers d'hectares de terres de Guadeloupe. Comment peut-on se prévaloir de la propriété d'une terre qui a été acquise par le sang, par le crime ? On ne peut prendre la souveraineté d'un peuple par le sang et par le crime ! L'Etat colonial français et les élus et parlementaires de Guadeloupe sont coupables d'avoir organisé une classe politique corrompue, n'ayant aucun souci de l'intérêt général. L'Etat colonial français et les parlementaires de Guadeloupe sont coupables de la déchéance physique, morale et culturelle de notre jeunesse, de notre peuple, notamment par la mise en œuvre d'une économie coloniale basée sur le démonage, sur l'acculturation des individus. D'un appareil judiciaire totalement au service du colonialisme fondé sur le racisme et la profitation comme mode de développement.

Et enfin, l'Etat colonial français et les élus et parlementaires de Guadeloupe sont coupables d'avoir sciemment décidé de ne pas appliquer les accords LKP de 2009. Souvenez-vous, en 2009, pas moins d'un quart de la population guadeloupéenne, pratiquement 100 000 personnes sont descendues dans les rues pour dire « Non à la profitation ! », pour dire « Oui à la vie ! », « Oui au développement économique ! », « Oui à l'excellence ! », « Oui à la création d'emplois ! », « Oui à la réussite scolaire de nos enfants ! ». Et en retour, les accords n'ont jamais été respectés. Neuf ans après, les accords ne sont pas respectés. Ni dans la gestion de l'eau, ni dans l'insertion, la formation des jeunes et les discriminations, ni dans l'encadrement des produits de première nécessité et les prix des carburants, ni dans la production agricole, ni dans la protection des terres, ni dans le transport, ni dans l'identité culturelle, ni sur la souveraineté alimentaire, ni sur la santé, ni sur l'éducation !

Et cette non-application ne relève pas de la fatalité ou de la malédiction, mais d'une décision commune : conserver des élus, des parlementaires, toujours au service du maître, contre quelques subsides et autres avantages. Mais au final, l'objectif c'est de maintenir notre pays, notre peuple dans la mendicité, dans l'assistanat, dans la médiocrité, dans l'échec ; faire de ce pays un territoire de zombies, d'arriérés, de sous-hommes, et toujours dans cette même idéologie esclavagiste qui veut que nous soyons des êtres inférieurs. Et c'est contre tout cela que nous devons nous battre ! Nous devons nous mobiliser, à l'échelle guadeloupéenne, à l'échelle de la Caraïbe, mais également au niveau international. Et c'est pour ça que nous essayons dans la mesure du possible de participer à tous les grands événements et de donner notre point de vue dans tous les espaces où nous pouvons le faire pour dénoncer la politique coloniale de l'Etat français chez nous, mais également partout dans le monde.
Il faut bien comprendre que la France aujourd'hui se présente comme la patrie des Droits de l'homme, la France se présente comme étant la cinquième puissance mondiale, le « pays où le soleil ne se couche jamais » quasiment, mais la France est un grand pays de par ses possessions coloniales, et de par ses bases militaires en Afrique. La France est la deuxième puissance maritime au monde, parce qu'elle a des colonies. La France est riche de sa biodiversité, de ses richesses marines et sous-marines parce qu'elle a des zones économiques exclusives que lui procurent ses colonies. La France a le meilleur système satellite au monde grâce à ses colonies. La France est le deuxième ou troisième producteur mondial de nickel grâce à ses colonies. La France est le premier constructeur mondial de centrales nucléaires grâce aux guerres qu'elle organise en Afrique notamment pour continuer à piller les sols et les sous-sols des pays africains.

Donc aujourd'hui il faut absolument que, tout un chacun, nous en prenions conscience et que nos cris aillent au-delà des limites territoriales de nos différents pays. Et que nous puissions nous retrouver pour dénoncer la domination coloniale, l'impérialisme français et tous les impérialismes, et faire en sorte que petit à petit nous avancions pour créer une nation libre, en Guadeloupe, mais également partout sur cette Terre. Et aussi petits que nous soyons, voilà notre contribution à la richesse de l'humanité, car le peuple guadeloupéen existe, la nation guadeloupéenne existe, le pays Guadeloupe existe et plus que jamais, nous disons et nous défendons le droit du peuple guadeloupéen à disposer de lui-même, et à la pleine souveraineté et à l'indépendance nationale.

Je vous souhaite de bons travaux et vous dit à très bientôt dans d'autres circonstances certainement. Mais la lutte continue !

Complémentarités panafricaines. Invincibilité des vaincus et division des vainqueurs.

Amzat Boukari-Yabara

En 1955, la conférence de Bandung réunit pour la première fois de l'histoire des représentants des anciennes nations colonisées d'Afrique et d'Asie. Le Nord qui est divisé entre l'Ouest et l'Est, voit apparaître un Sud qui refuse de s'aligner avant de voir ses leaders éliminés un par un. Après la guerre froide, et depuis le 11 septembre 2001, le thème de la rivalité stratégique entre Moscou et Washington a été remplacé par celui du partenariat stratégique, notamment sur les questions économiques et sécuritaires. Les formules de l'émergence, de la sécurité collective ou du partenariat gagnant-gagnant sont devenues à la mode. Le nouvel impérialisme repose sur le multilatéralisme qui est, à la fois et en même temps, le mantra du pacte anglo-franco-américain. Par le multilatéralisme, une partie du Sud global est devenue une zone de repli et de répit pour le Nord impérialiste, qui est-lui-même pris d'abordage par les peuples du Sud qui fuient les politiques néolibérales et militaires validées par le Nord. La présence chinoise en Afrique est ainsi une domination blanche reproduite par des non-blancs et c'est peut-être cela qui inquiète encore plus les Occidentaux que les Africains.

Brièvement, l'invincibilité des vaincus et la division des vainqueurs traduit une situation où une excision de la mémoire permet aux dominants de cacher les défaites fondatrices de leur puissance actuelle. Les dominés refoulent leur droit historique à la victoire et s'imposent un devoir de compassion ou de gratitude pour les dominants. Dans la poésie d'Aimé Césaire, cela donne cet extrait :

Écoutez le monde blanc
horriblement las de son effort immense
ses articulations rebelles craquer sous les étoiles dures
ses raideurs d'acier bleu transperçant la chair mystique
écoute ses victoires proditoires trompéter ses défaites
écoute aux alibis grandioses son piètre trébuchement
Pitié pour nos vainqueurs omniscients et naïfs !

Un exemple politique est comment l'idéologie des commémo-rations de l'abolition de l'esclavage censure l'indépendance de la Première République Noire d'Haïti en 1804 qui marque la naissance du panafricanisme. Napoléon, à l'origine de la Grande

Armée, des Grandes Ecoles, du Code Civil, de la Banque de France, du Concordat et de toutes les institutions qui fondent l'impérialisme français, a essuyé une défaite historique face à des Africains. Enseigner dans les écoles africaines comment nos ancêtres ont vaincu la plus puissante armée française de l'histoire produirait rapidement des générations de dirigeants anti-impérialistes qui n'auraient aucun complexe pour expulser les bases militaires françaises.

Ce qu'on appelle également «communauté internationale» est née en 1804, quand la France, l'Angleterre, les Etats-Unis, l'Espagne et la Prusse se sont coalisés pour bloquer Haïti, qui a néanmoins apporté son soutien à la libération des colonies sud-américaines par Simon Bolivar. Depuis, le panafricanisme est historiquement un anti-impérialisme qui ne se fonde pas sur le multilatéralisme mais sur la multipolarité. Les complémentarités panafricaines visent à relier les sociétés politiques africaines et les diasporas en tant que communautés politiques pour en finir avec les diplomaties bourgeoises et hostiles à l'esprit de Bandung.

Quand il apprend la tenue de la conférence, Malcolm X appelle les leaders afro-américains à organiser l'équivalent de Bandung dans le quartier de Harlem. Convaincu que la solidarité culturelle entre les nations africaines et asiatiques mènera à une alliance économique fondée sur un nouvel ordre mondial plus juste, Malcolm X estime que la dimension religieuse et spirituelle de Bandung est une force politique. Le culturel, le politique et le spirituel, autant de thèmes sur lesquels l'Afrique ne doit pas être le maillon faible. Dès 1956, le Congrès organisé par Présence Africaine à la Sorbonne constitue le Bandung culturel du monde noir. En 1958, les conférences panafricaines d'Accra constituent un Bandung politique. En revanche, les perspectives spirituelles sont plus complexes, notamment pour les diasporas africaines qui n'ont pas conservé le lien linguistique ou religieux avec leurs origines. Dans les années 1970, le paradigme de l'afrocentricité construit de nouvelles formes d'empathie, des ressources symboliques par lesquelles l'Afrique continue à produire des éléments qui permettent aux personnes vivant en dehors d'elle depuis plusieurs générations de se reconnaître en elle, et donc de se décoloniser tout en étant en Occident.

Dans l'esprit de Bandung, la foi qui anime les peuples n'est pas une croyance mais une discipline intérieure. Nous devons nous faire violence car nous avons été anesthésiés trop longtemps. Après avoir obtenu l'indépendance politique, l'auto-détermination s'est heurtée à l'impérialisme classique mais aussi à l'absence de projet culturel. L'absence d'idéologie – Fanon en parlait comme de la plus grande menace guettant l'Afrique indépendante – a placé l'impérialisme culturel comme point d'entrée du pouvoir politique. La culture de l'ancien colon est devenue le produit de séduction et la courroie de transmission et de reproduction des bourgeoisies compradores africaines. Pourtant, le congrès panafricain de Manchester en 1945 le disait déjà: la seule démocratie possible est la démocratie économique, c'est-à-dire la souveraineté sur nos ressources matérielles et immatérielles, humaines et naturelles. Les Cubains l'ont fait en 1959 quand ils sortent de l'indépendance néocoloniale pour entrer dans l'indépendance révolutionnaire.

Combattre l'impérialisme dans le sens d'une dés-occidentalisation du monde passe aussi par la langue. Auteur d'un rapport sur Bandung, l'écrivain Richard Wright s'interrogeait sur le sens d'une conférence organisée en dehors de l'influence occidentale mais qui retient néanmoins l'anglais comme langue des débats. Sur ce point, le projet linguistique panafricain défend une restauration des humanités classiques africaines, l'enseignement pour toute l'Afrique du swahili comme langue de communication, et la conservation des langues africaines de la diaspora comme le martiniquais. La question de la souveraineté linguistique a été traitée par Cheikh Anta Diop dans le cadre d'un projet de renaissance africaine autonome faisant barrière aux impérialismes culturels. Avec la pensée endogène de Joseph Ki-Zerbo, l'activisme radical de Walter Rodney et l'engagement passionné de Thomas Sankara, ce sont quelques exemples d'une renaissance africaine qui n'a pas attendu la décolonialité pour surgir et qui pourrait enrichir justement le terrain de rencontres décoloniales.

Examinons les complémentarités panafricaines et les chromosomes décoloniaux. Est-ce le même «afro» que l'on retrouve quand on parle de solidarités afro-asiatiques, afro-arabes, afro-brésiliennes, afro-américaines ou afro-européennes? Dans l'exemple du contexte afro-américain, les noirs aux Etats-Unis ont expérimenté depuis quatre siècles toutes les influences négatives du capitalisme et du racisme au cœur même de la nation-mère de l'impérialisme. Ils ont répondu par différentes stratégies de survies et en influençant les autres communautés noires ou dominées vivant ailleurs des circonstances similaires. L'impérialisme a enraciné l'analyse économique du monde dans des rapports de couleur et de culture.

Dans quel contexte «afro» est-il un préfixe identitaire ou un préfixe complémentaire? Ou la partie de deux identités distinctes? Dans quelle mesure le terme «afro» traduit-il aussi la promiscuité de nos alliances? Ce sont des questions importantes à l'heure de la redécouverte de l'existence des communautés afro-indienne, afro-iranienne ou afro-palestinienne. Dans le cinquantenaire de 1968, n'oublions pas comment les connexions afro-maoïstes ont porté les couleurs symboliques noires, rouges, jaunes et brunes. Les Américains étaient très inquiets de la convergence de courants anticolonialistes ou décolonisés promouvant des solidarités raciales transnationales à une époque où les projets nationaux des impérialismes consistaient à diviser ses mêmes populations présentes sur leur sol.

Comme disait Malcolm X, «le colonialisme, ou l'impérialisme, comme on appelle le système esclavagiste de l'Occident, n'est pas limité à la Grande-Bretagne, à la France ou aux États-Unis. Les intérêts des États-Unis sont liés à ceux de la France et à ceux de la Grande-Bretagne. Tout cela forme un seul et immense complexe: il ne s'agit pas du pouvoir américain, ou français, mais d'un pouvoir international. Ce pouvoir international sert à réprimer les masses à peau sombre du monde entier et à exploiter leurs ressources naturelles. […] Le simple fait de défendre l'idée d'une coalition des Africains, des Afro-américains, des Arabes et des Asiatiques qui vivent à l'intérieur de la structure a suffi à déranger la France, que l'on dit être l'un des pays les plus libéraux du monde, et à lui faire abattre son jeu. Pour l'Angleterre, même chose. [...] Si l'on songe que le Brésil compte deux tiers de «gens de couleur», de «non-blancs», et que l'on y ajoute ceux du Venezuela, du Honduras et du reste de l'Amérique centrale, de Cuba, de la Jamaïque, des États-Unis et même du Canada, le total dépassera sans doute 100 millions. Et c'est la présence de ces 100 millions-là à l'intérieur de la structure qui préoccupe aujourd'hui très fort le pouvoir.»

C'est pour matérialiser cette présence que Malcolm X avait créé l'Organisation de l'Unité Afro-Américaine. C'est aussi au lendemain de cette déclaration, dans l'Angleterre des années 1960, qu'un Bandung du Nord était apparu quand les populations noires venues d'Afrique et de la Caraïbe ont solidarisé avec les populations venues d'Inde, du Pakistan et du Sri Lanka, qui vivaient également le racisme sans pour autant être perçues comme noires. Les Pakistanais et les Indiens ont été intégrés dans un Black Power global, jusqu'à ce que le pouvoir britannique oppose les communautés indo-pakistanaises et afro-caribéennes en instrumentalisant les lignes de couleur, de citoyenneté, de langue, de religion ou de classe sociale, autant d'éléments qui avaient fait le cœur de Bandung. Il est évident,

selon la formule de Fanon, que l'ennemi capitule mais ne se convertit jamais, et qu'il restera toujours dans les sociétés du Nord un vieux fond raciste et négrophobe, tout simplement parce que le projet colonial de l'Occident a toujours été construit à partir d'une industrie de la question raciale.

L'arrivée de migrants africains en Europe fait écho à l'arrivée de migrants haïtiens aux Etats-Unis ou dans la Caraïbe, et dans une moindre mesure de Comoriens à Mayotte ou La Réunion. En Europe, étant donnée les dynamiques socio-économiques et politiques extraordinairement similaires rencontrées par les migrants africains, il serait naturel que face à une mouvance politique européenne ultra-xénophobe se développe un mouvement panafricain. Dans l'arc caribéen de Miami à Cayenne en passant par la Martinique, des formes de rejet anti-haïtien se développent. Là encore, ce n'est pas aux travailleurs sociaux mais aux organisations panafricaines de construire une société politique d'intérêts mutuels, pour contrer les autorités françaises qui ont le bonheur de trouver des noirs assimilés qui leur servent d'alibi dans leur politique répressive et raciste.

Je reviens de Martinique où le groupe non-mixte des békés, qui tient le pouvoir économique hérité de l'esclavage, a les moyens d'interdire l'entrée sur le sol de l'Europe continentale à des acteurs économiques et commerciaux martiniquais qui tentent de s'approvisionner à l'extérieur de l'île pour contourner le monopole béké. Hé bien, nous devons gagner des territoires en Afrique pour que le Continent-Mère soit une alternative pour ses enfants dans la Caraïbe. Une alternative vitale car ce sont les terres de l'Afrique qui seront, demain, les seules dans le monde à pouvoir produire une alimentation saine à une population qui vit sur des terres empoisonnées au chlordécone.

La carte politique du monde a changé depuis l'époque du Bandung historique. Les idées, les peuples, les circulations, les technologies, les économies, les géographies. Contre nous, l'impérialisme prend l'espace pour créer le mouvement : il prend les terres des uns pour y planter ses intérêts, c'est le principe de la colonisation. Notre combat contre l'impérialisme utilise le mouvement pour créer de l'espace : ce sont nos déplacements qui ouvrent des espaces de liberté sur le modèle des quilombos, les communautés d'Africains et de Marrons fuyant l'esclavage dans les Amériques. Des espaces où nous devons conjuguer les compétences et réduire les antagonismes. Les complémentarités ne sont pas la somme idéologique des différentes parties qui se mettent ensemble mais la re-territorialisation des communautés politiques, re-territorialisation dans un monde de plus en plus virtualisé, c'est-à-dire de plus en plus riche en potentialités. Nous tous qui sommes réunis, nous pouvons penser la même chose mais ce qui compte est d'avoir un projet commun.

En conclusion, j'interviens en tant qu'historien engagé et secrétaire général de la Ligue Panafricaine – UMOJA. Une organisation politique établie dans une quinzaine de pays d'Afrique et Diaspora. Nous préparons actuellement des campagnes pour tenter de prendre le pouvoir dans quelques pays africains avec un art politique nouveau. La difficulté de construire la seule unité africaine fait que nous ne voulons pas rejouer à contretemps la danse de l'unité des peuples non-européens. Au lendemain de Bandung, la realpolitik a brisé la romance afro-asiatique, avec une Asie éclatée en plusieurs identités – arabe, perse, chinoise, indienne, etc… – et une Afrique résumée à la seule couleur noire. Pour éviter les fausses notes, nous devons déterminer les ententes organisationnelles sur un principe de non-agression et de solidarité, les ententes politiques sur une base programmatique, et surtout discuter les méthodologies et les agendas. Quelles sont les exigences politiques de nos présences ici ce soir ?

Il s'agit pour nous, militants panafricains, de nous organiser de manière autonome pour être nous-mêmes nos premiers soutiens et les meilleurs soutiens des autres, c'est-à-dire pour ne pas être à la charge des autres. Personne d'autre que les Africains, personne d'autres que nous-mêmes, ne viendra relever l'Afrique, mais une émancipation de l'Afrique aura un impact pour les Africains qui sont partout dans le monde. Nous devons voir comment fonctionnent nos ressources respectives, comment se porter assistance mutuelle à partir de modèles de développement, sur la base de transferts de ressources ou de fonctions dans le cadre d'une internationale solidaire, polycentrée et comparative.

Umoja Ni Nguvu. L'Union fait la Force.
C'est ensemble que nous combattons l'impérialisme.
Je vous remercie.

Impérialisme en Kanakie

Haocas Wakasu

Bonsoir tout le monde.

Avant de commencer à prendre la parole, on a toujours un petit geste coutumier qui vient de chez nous ; c'est un petit geste pour demander la parole ici sur cette terre, qui est une terre étrangère pour nous, mais que nous connaissons : car « ils » ont mis les pieds chez nous.

Ce geste, c'est pour vous dire bonjour ; ce geste, c'est pour vous dire que je demande la parole, et avant de prendre cette parole, je vous fais ce geste d'humilité et de respect. Et ce geste-là, depuis la nuit des temps jusqu'à aujourdhui, il est fait par nos anciens et nous continuons toujours à le faire. Et donc avant de prendre la parole, voici le geste, que je remets aux responsables et au public ici dans la salle. C'est un geste d'humilité et de respect : « Oliti ».

Je m'appelle Haocas Wakasu, je viens de la Nouvelle Calédonie. Je suis ici en France depuis 5 ans et je suis membre du mouvement des jeunes Kanaks en France. Ce mouvement des jeunes Kanaks en France existe depuis deux ans maintenant. On travaille beaucoup avec des peuples qui sont partout ici en France, des peuples qui ont toujours cette difficulté avec cet Etat, qu'on connaît tous, qui est parti dans des pays et qui y a commis des choses atroces. Nous aussi, peuple kanak, avons été colonisé. Depuis cette colonisation, nous avons souffert.

Il y a des gens qui ont été assassinés, des gens qui ont été marginalisés. Le peuple kanak est un peuple qui a été marginalisé depuis la colonisation jusqu'à aujourd'hui même. Aujourd'hui on est en train de commémorer le 5 mai, les 30 ans des 19 d'Houvéa si vous connaissez un peu ce qui s'est passé. C'est un crime qui s'est passé chez nous et que l'Etat français n'a jamais su expliquer aux Kanaks jusqu'à aujourd'hui.

En ce moment, Macron est sur l'île, il est sur l'île pour venir se « recueillir » auprès de la tombe des 19. Et ça crée beaucoup de tensions en Nouvelle Calédonie, maintenant, au niveau des deux chefferies de l'île d'Houvéa. Parce qu'il y en a qui ne sont pas d'accord pour qu'il vienne sur la stèle des 19, à cause de l'histoire qui s'est passée. L'histoire qui s'est passée, c'est que, les gens de la tribu concernée, ils étaient … excusez moi, je suis un peu ému, parce que cette histoire, ça nous touche beaucoup, ça fait 30 ans maintenant… Les gens de cette tribu-là, qui s'appelle la tribu de Gosana, que je salue en ce moment, ne sont pas d'accord. Pourquoi ils ne sont pas d'accord ? Parce que quand l'Etat français a envoyé les militaires pour justement libérer les otages, ils ont tué les 19 de sang-froid. De sang-froid.

Ici, la loi française dit qu'on ne doit tuer qu'en cas de légitime défense. Ces gens-là, on aurait pu les considérer comme des prisonnniers politiques, mais au contraire, on les a tués. Et aujourd'hui la France est incapable d'expliquer aux gens pourquoi elle a commis ce crime-là. C'est malheureux, c'est malheureux et c'est triste.

Et je sais que dans le monde entier, là où ils sont, les Français font beaucoup de choses, des choses qui ne sont pas bien.

Je tiens à vous dire qu'il y a des frères qui sont à Montpellier en ce moment pour la commémoration du 5 mai. Moi je remercie d'être ici ce soir. Ça me fait plaisir de venir parler. Comme je disais à mon camarade qui est là avec nous, qui est toujours avec nous dans cette lutte, c'est la première fois que je fais une prise de parole devant un public. C'est difficile mais il faut dire les choses.

Nous, peuple kanak, nous voulons notre indépendance. Le 4 novembre, il y a le référendum, et vous savez qu'en ce moment l'Etat français est en train de mettre des bâtons dans les roues pour ne pas qu'on ait ce référendum. Ils sont en train de faire des tas de choses pour qu'on n'y arrive pas. Mais pourtant il y a des accords qui ont été signés juste après le 5 mai et le crime des 19, l'accord de Matignon, l'accord de Noumea, qui disent que le processus de décolonisation devait avoir lieu.

Et nous, le 4 novembre, on a appelé pour le référendum. Et nous, la Kanakie de Nouvelle Calédonie, on veut notre indépendance. On veut notre indépendance. Pourquoi ? Parce que ça suffit. Ça suffit qu'on soit marginalisé, ça suffit qu'on soit maltraité, qu'on soit considéré comme des moins que rien. Moi je suis un jeune du pays. Il y a des jeunes de chez moi qui font des études supérieures, ils n'ont pas de poste là-bas, mais il y a des métropolitains qui arrivent chez nous, il y a des gens qui arrivent d'ici, et ils prennent nos postes. Et c'est pas normal, c'est pas normal !

Et moi, je suis content d'être là aujourdhui, j'ai pas l'habitude de parler, mais je parle du fond de mon cœur, parce que je souhaite que nos enfants demain, nos petits frères, ceux qui vont suivre, aient une vie meilleure. Pas une vie comme celle qu'on est en train de vivre en ce moment. Ils sont en train de traiter notre jeunesse de délinquant mais c'est eux qui ont crée la délinquance dans mon pays. C'est eux qui ont amené la délinquance dans mon pays.

Et moi, quand je suis venu en France, j'ai vu la jeunesse française, dans tous les quartiers, être maginalisée aussi. En Nouvelle-Calédonie, on a toujours dit que les Français étaient comme ça : les Français, ils sont comme ça. Mais quand on arrive ici, on voit que même les Français vivent dur, ils vivent dur ici. Par contre, moi ce que je tiens à vous dire ici, à vous les frères et les sœurs, à tout le monde qui est ici dans cette salle : il faut vous lever, il faut vous battre pour votre liberté, parce que vous avez le droit de vivre dans ce monde mais pas d'être traités comme des animaux, pas d'être traités comme des moins que rien, vous avez le droit de vivre comme vous êtes.

Ici on parle de droits de l'homme, de liberté d'expression, mais il faut qu'ils assument ce qu'ils disent. Parce que là, en ce moment, les droits de l'homme en France, je n'y crois pas vraiment. Parce que tout ce qu'ils font en ce moment, ils sont en train de tout détruire. Excusez moi si je pars un peu loin, mais il est important de le dire, il est important de le dire. Pourquoi, aujourd'hui, il y a toujours certains discours qui passent ? Tous nos hommes politiques, on ne sait même plus qui croire, parce qu'ils sont tous en train de courir après l'argent.

C'est comme de l'eau quand tu ouvres un robinet. Là-haut, celui qui est là-haut, l'Etat, il ouvre le robinet : il donne un petit peu à tout le monde. Il y en a un autre qui met un sceau. Quand on arrive en-dessous, un autre qui met un bol. Celui qui est arrrivé en dessous il met une petite tasse, et après, pour le peuple, il reste une petite goutte. Juste, pour le peuple, une petite goutte. Vous avez vu un peu la masse d'eau qui descend de là, qui devient petit comme ça, eh bien, c'est nous.

C'est nous ça. Et nous on a soif. On a soif de quoi ? De toutes les choses qu'on ne peut pas avoir. Merci beaucoup.

Impérialisme économique

Marwan Muhammad

« Ils ont rendu les colonies, mais pas l'économie. »

C'est en ces termes qu'un artiste résumait l'empreinte qu'ont laissé les puissances coloniales en Afrique. De fait, une fois conscients de l'inéluctable issue des guerres et des processus de libération qu'ont menés les peuples africains, les gouvernements des pays colonisateurs ont dû réajuster leur stratégie.

À un contrôle formel, politique, administratif et militaire a succédé un contrôle indirect, économique et culturel. C'est l'émergence de la Françafrique, avec ses mécanismes d'interférence politique dans la construction des équilibres africains. Mais c'est aussi l'offensive idéologique américaine, qui, au sein des structures éducatives et culturelle, de l'Amérique du Sud à l'Afrique sub-saharienne en passant par l'Asie et le Moyen Orient, a été l'une des opérations d'influence les plus largement déployées et les plus efficaces.

C'est notamment cette idée des stratégies d'influence et de soft power que Yann Martel explore dans son ouvrage *Mainstream*, revenant sur les méthodes employées par les Etats, qui mènent une guerre de la culture et des médias, comme moyens de préserver leurs intérêts économiques et géopolitiques.

La domination est à la fois un moyen et une fin.

La domination est une fin en soi, quand elle est l'unique manière d'un peuple ou d'un pouvoir de concevoir sa place et son rôle dans le monde. Ainsi, un Etat colonial ne se conçoit que dans la domination. Il perd son sens à la simple évocation de l'autonomie et de la liberté des objets de son contrôle. Un peuple se donnant pour mission d'en « civiliser » un autre ou s'estimant supérieur à lui, n'est pas capable de se définir autrement que dans des rapports de domination. Des rapports horizontaux lui font perdre le sens qu'il s'est assigné : qui sommes-nous, Américains, si nous ne sommes plus les « libérateurs » du monde ? Qui sommes-nous, Français, si nous ne sommes plus les « lumières » éclairant la civilisation ? Que reste-t-il de nous, une fois ramenés à notre humanité commune avec ceux de l'oppression desquels nous avons tirés nos privilèges ? Que reste-t-il des riches lorsque leur

argent ne peut rien acheter ? Que reste-t-il des racistes quand ils sont à égalité ?

Leur enlever la domination, c'est leur enlever le sens. Elle est, pour les impérialistes, une cause existentielle.

Mais la domination est aussi un moyen. Elle sert de manière rationnelle et froide un objectif. De ce point de vue, le colonialisme et le racisme sont (aussi) des utilitarismes. C'est notamment (mais pas uniquement) pour acquérir des ressources humaines et naturelles que la domination coloniale s'est exprimée. C'est notamment (mais pas uniquement) par utilité que le racisme s'exprime : pourquoi serais-je en concurrence avec un candidat noir ou une femme voilée pour l'obtention d'un poste ou d'une promotion, si je peux faire de leur couleur de peau ou de leur religion un problème, réduisant ainsi le pool de recrutement et augmentant ainsi mes chances d'y accéder ? C'est là que, beaucoup plus que d'ignorance et de haine, le racisme devient un instrument de pouvoir.

La domination ne s'exprime pas uniquement en direction des « autres » peuples mais aussi (voire parfois surtout) contre son propre peuple. De la même manière que la politique étrangère d'un pays (ex : la menace permanente agitée par les Américains pour justifier leurs guerres en Irak et en Afghanistan) peut être un instrument de politique intérieure (casse sociale et régression des libertés fondamentales), la domination des « autres » précède, légitime et facilite la domination des « siens ».

Application : c'est parce qu'on a accepté que des travailleurs du bout du monde fabriquent nos vêtements et nos objets de consommation dans des conditions sociales et sanitaires déplorables que le statut du travail s'est dramatiquement dégradé, rendant acceptable l'exploitation en masse des êtres humains, sans le moindre égard pour leur dignité. C'est précisément ensuite par l'existence de cette main d'œuvre corvéable là-bas qu'on a créé ici la pression d'une concurrence globale, censée forcer les salariés à concéder tous les sacrifices.

En acceptant la domination des autres, c'est ainsi la nôtre que l'on a préparée.

Dès lors, on peut se demander : quelles sont aujourd'hui les formes de domination les plus opérantes, notamment sur le plan économique ? Sans surprise, le principale axe de domination économique se situe dans une dimension Nord-Sud. Les pays du Sud demeurent (et c'est surtout vrai en Afrique) des espaces d'acquisition de ressources, des espaces de contrôle géopolitique et des espaces de relégation.

L'Afrique compte toujours quelques-uns des pays les plus pauvres de la planète, criblés par la dette. Ainsi, le ratio dette publique sur PIB a progressé de 14 points entre 2013 et 2017 et atteint désormais 47% du PIB. Le risque de défaut (l'incapacité des pays à rembourser) est multiplié par deux, atteignant 40% pour le Tchad, le Mozambique ou le Congo. Cela augmente la proportion des intérêts qu'ils ont à payer et les fait sombrer encore plus dans une forme de dépendance financière.

Pourtant, l'Afrique demeure le continent aux ressources les plus dynamiques : elle possède à elle seule 97% des réserves mondiales de cuivre, 80% de celles de coltan, 57% de celles d'or, 60% de celles de diamants, 49% de celles de platine, 14% de celles de pétrole ou encore 23% de celles d'uranium. Aucun autre continent ne dispose de telles ressources.

Les richesses de l'Afrique ne sont pas uniquement dans son sol mais aussi dans ses habitants. C'est l'une des populations les plus jeunes et les plus dynamiques de la planète, avec près de deux tiers en dessous de 25 ans.

Pourtant, l'état de développement est à l'exact opposé du potentiel. Cette anomalie s'explique soit par l'infériorité supposée du continent africain (c'est l'hypothèse raciste dans sa dimension la plus explicite), soit par la domination économique méthodiquement exercée pour maintenir les pays africains sous contrôle (c'est l'hypothèse que nous confirmons et démontrons avec constance depuis des décennies).

À chaque fois que des pays africains ont tenté d'œuvrer à autre chose, soit sous une impulsion politique nationale et autonome, soit par la convergence de dynamiques populaires, ceux-ci ont été la cible (au choix) d'assassinats politiques, d'élections truquées, de coups d'états, d'opérations de corruption, d'ingérence de groupes de mercenaires sous contrôle d'Etats étrangers, de chantage financier par levier de dette, etc.

C'est ce qui explique que même si l'Afrique représente 12% de la population mondiale, ce continent ne compte que 1% du PIB mondial, que plus de 140 millions de personnes y sont encore analphabètes et que les Africains payent le plus lourd tribut des victimes mortelles lors des conflits armés.

Mais les groupes d'intérêts qui ont hérité et bénéficié du contrôle colonial, qu'il s'agisse d'Etats ou de complexes industriels, militaires et financiers, ne pourraient pas exercer leur domination s'ils ne pouvaient pas compter, du Maghreb à l'Afrique du Sud, de l'Éthiopie à la Mauritanie, du soutien et de la complicité de personnes qui partagent leurs intérêts. La corruption et la stabilité d'élites, dont les causes populaires et l'émancipation de l'Afrique sont les derniers des soucis, ont permis de prolonger cet état d'injustice, même si, dans nombre de villes et de régions africaines, des choses magnifiques se produisent à l'heure actuelle, laissant présager de meilleurs lendemains.

Le deuxième axe de domination s'exprime à l'échelle mondiale : il est social, environnemental et humain. Notre civilisation est entrée dans une ère d'autodestruction où, pour les élites qui concentrent l'essentiel des pouvoirs de décision, les choix opérés sont totalement décorrélés de l'expérience des conséquences.

C'est parce que les dirigeants des entreprises technologiques les plus en pointe n'ont pas à subir les dégâts sanitaires que vivent les travailleurs des mines de coltan, qu'ils peuvent valider des plans d'obsolescence programmée, conduisant à une surexploitation des ressources minières et à une impasse, en matière de retraitement des déchets électroniques.

C'est parce qu'ils n'ont pas à risquer la vie de leur famille sur des barques de fortune quand l'inefficience économique de l'agriculture traditionnelle les pousse à quitter leur terre, que les dirigeants des principaux groupes agro-alimentaires peuvent continuer à imposer une agriculture intensive et destructrice pour l'environnement comme pour les exploitants, de ce côté comme de l'autre de la planète.

C'est parce que les gouvernements en place ne seront pas là pour assumer les conséquences apocalyptiques de leurs choix, qu'ils peuvent sans pression sacrifier des acquis sociaux, des garde-fous environnementaux, des politiques sanitaires et des libertés fondamentales construites sur des siècles, pour satisfaire les intérêts de lobbys, mettant ainsi en péril l'avenir des générations futures, dont on aura utilisé les parents des uns pour dominer ceux des autres, dont on aura souillé les terres ancestrales, par le sang ou la dégradation des ressources, dont on aura rasé les forêts, contaminé les puits, asséché les lacs, circonscrit la culture à une galerie de musée, relégué la foi à l'opium des peuples pour éteindre toute force de résistance ou

toute aspiration libératrice que celle-ci aurait pu porter.

Et c'est ainsi que le monde s'éteint.

Mais c'est parce que nous croyons qu'autre chose est possible que nous sommes toujours debout. Et c'est parce que nous savons que l'être humain vaut mieux que ce qu'il montre que nous agissons.

Et si la domination est gravée dans l'imaginaire des uns, rappelons que la libération est et a toujours été gravée dans la mémoire et dans les actes de toutes celles et ceux qui nous ont précédés. C'est dans leurs pas que nous espérons marcher.

C'est cet espoir qui nous tient en vie. C'est cette détermination qui nous anime. Et c'est pour cela que nous réussirons.

La Palestine ne sera vraiment libre que quand l'Afrique le sera

Youssef Boussoumah

Il y a quelques jours, Israël a commémoré le 70ème anniversaire de sa création, ce que les Palestiniens nomment la Nakba.
Un acte de brigandage international sous l'égide de l'ONU consistant en la tentative de destruction de la Palestine arabe. Une cérémonie qu'Israël a voulu célébrer de façon encore plus sinistre cette année avec un nouveau bain de sang commis à Gaza en même temps que se déroulait l'ouverture glauque de l'ambassade des États-Unis à Jérusalem.

De tout le monde occidental sont parvenus éloges et félicitations pour un anniversaire que tous considèrent comme un exploit historique. Une manière pour l'Occident de se féliciter lui-même car après tout, Israël, c'est bien son rejeton. Mais regardons-y de plus près, de quel genre d'exploit Israël peut-il s'enorgueillir ?

Un exploit politique ?

Plus qu'une simple connivence civilisationnelle, Israël est devenu effectivement ce qu'Herzl proposait d'en faire : la sentinelle avancée de l'Occident en Orient. Et ce, sur les décombres de la Palestine arabe mais aussi sur celle du judaïsme traditionnel, après des siècles de pratiques antisémites européennes. Un Etat revêtant tous les attributs de la modernité : une forme d'État-nation à base ethnico-religieuse, un racisme colonial épurateur, un expansionnisme belliqueux, une approche européo-centrée du cadre naturel palestinien transformé en une sorte de Disneyland pour touristes états-uniens en mal d'exotisme.

Un exploit militaire ?

Avoir réussi, avec le soutien politique mais aussi militaire des plus grandes puissances impérialistes dominant l'ONU en 1947/48 y compris l'URSS, à chasser de sa terre et à écraser militairement au prix d'une violence inouïe un peuple dont il a rasé plus de 500 des villages et quartiers pour l'empêcher de revenir ? Songeons à la résolution 194, dite du « droit au retour », jamais respectée par Israël alors qu'elle était une des trois conditions *sine qua non* de son admission à l'ONU en janvier 1949.

Un exploit économique ?

Une économie de spoliation dopée par les gigantesques subsides accordées chaque année par l'Oncle Sam mais s'appuyant à la base sur tout ce qui a été pillé en Palestine en 47/48, terres, banques, voies ferrées, routes, villes entières construites sous l'empire ottoman puis sous l'occupation britannique, avec le labeur palestinien, la fiscalité palestinienne, bénéficiant de scandaleux accords commerciaux préférentiels avec l'Union européenne ?

Loin des clichés mensongers, l'agriculture israélienne, intensive, polluante, destructrice de la nappe phréatique, contrairement à la ridicule légende des kibboutz, a toujours été déficitaire par rapport à l'agriculture palestinienne traditionnelle.

Mais il ne sert à rien de se plaindre à l'infini, qu'Israël viole le droit international, que c'est un Etat illégal, qu'il n'a pas respecté près de 50 résolutions contraignantes de l'ONU et au moins 150 non contraignantes, depuis 1948, que c'est un État criminel, dont tous les dirigeants auraient dû se retrouver depuis longtemps à la Cour Pénale Internationale pour finir leurs jours en prison.

Et puisqu'un hommage appuyé a été rendu lors de l'ouverture de ce Bandung du Nord aux martyrs tombés au cours des marches du retour de Gaza, il nous faut en finir avec une approche essentiellement doloriste de la résistance palestinienne. En effet, cessons de voir la Palestine seulement comme une terre de souffrance. Cette terre de lutte et d'espoir est un miracle de résistance qui nous comble de fierté.

Le poète Jean Genet écrivait au début des années 70 parlant de la lutte palestinienne : « D'emblée j'en reconnus la note juste. » En effet, dans une lisibilité politique parfaite sans jamais céder sur ses principes et sa dignité, le peuple palestinien, depuis le début du colonialisme sioniste a résisté et survécu à tous les massacres, à toutes les guerres impérialistes et régionales, à la destruction des deux 1ères générations de ses cadres. En dépit de 3000 opérations extérieures dont se vante le Mossad, qui ont abouti à l'assassinat par Israël depuis 1948 de milliers de militants et à la perte de la 3ème génération de dirigeants palestiniens, Arafat, Abou Iyad, Abou Jihad, Fathi Chaqaqi, Cheikh Yassin, malgré le maintien en prison sur sa terre ou en exil, d'un peuple de 10 millions de personnes, dont 5 millions d'exilés ou de réfugiés dans des camps à l'intérieur et à l'extérieur, Israël est toujours aussi impuissant à étrangler sa résistance qui, narguant l'adversité, vit, étudie, travaille, meurt, mais se bat toujours.

Et elle se bat avec de plus en plus de conviction de génération en génération. Avec tout ce qu'elle trouve, des balles, des couteaux, des pierres et même maintenant des cerfs-volants d'attaque porteurs de cocktails molotov. Et puis aussi des gifles quand il le faut. Songeons à celle que la jeune Ahed a administrée à un soldat israélien, en fait une gifle bien méritée, infligée par là même à la totalité de cet État ! Un acte courageux payé de plusieurs mois de prison pour une jeune fille de 15 ans. Mais une petite avance, un tout petit avant-goût de ce qui attend Israël, nous l'espérons.

Toujours est-il que ce peuple sait admirablement panser ses plaies, renouveler sans cesse ses cadres tombés martyrs et ses méthodes. La résistance palestinienne aujourd'hui, malgré les assassinats de nombre de ses ingénieurs et techniciens, est en mesure pour se défendre, de fabriquer des drones, des missiles dont la portée ne cesse de croître. En dépit de tous ses moyens scientifiques, Israël n'arrive pas à venir à bout des tunnels de Gaza, toujours plus perfectionnés. Et chaque vendredi, les snipers israéliens qui distribuent la mort, certes, font de nombreuses victimes mais voient à travers les lunettes de leur fusil de précision l'amertume de leur défaite inscrite en lettres de feu dans le regard de ces jeunes garçons et filles désarmés mais indomptables. Préfiguration de la défaite finale d'Israël et de tout le système impérialiste.

En effet, depuis près d'un siècle, ce n'est pas un simple colonialisme qu'affrontent les Palestiniens mais l'impérialisme dans toutes ses dimensions. C'est cela que l'Occident veut lui faire payer, son refus de disparaître. Le peuple palestinien est un peuple qui aurait dû être anéanti mille fois comme les Tasmaniens, les Araucans, les Arawaks, les Héréros de Namibie, etc. Tous quasi génocidés.

La Palestine libre, ennemie absolue de l'impérialisme car rebelle absolue, est pour une bonne partie de l'humanité une métaphore pour dire résistance. Si sa lutte est radicale, c'est par nature. Non pas par l'importance de ses moyens, dérisoires en comparaison, mais par sa détermination, sa justesse, sa clarté, sa dignité.

De cette lutte palestinienne, le poète Kateb Yacine a écrit : « Il faut que notre sang s'allume. Et que nous prenions feu. Pour que s'émeuvent les spectateurs. Et pour que le monde ouvre enfin les yeux. Non pas sur les dépouilles. Mais sur les plaies des vivants. »

De fait, c'est par effraction que le peuple palestinien est entré sur la scène internationale et qu'il a osé défié l'impérialisme. John Foster Dulles, secrétaire d'Etats-Unis, disait après 1948, en parlant des réfugiés palestiniens : « Les vieux mourront, les jeunes oublieront. »

C'est pourquoi, pour ne pas disparaître, ce peuple a dû recourir à des moyens inédits. Des détournements d'avions, des prises d'otages afin de secouer la complicité du monde occidental dans son drame. Ils avaient un but : rappeler au monde que se débarrasser de ce peuple ne serait pas si facile.

Pour comprendre l'implication d'une telle résilience, il nous faut revenir sur ce qu'est l'impérialisme.

L'impérialisme n'est pas qu'une politique expansionniste, c'est le système de domination hégémonique qui s'étend à l'entièreté de la planète ayant à sa tête les États-Unis et l'UE. Ce système a sa cohérence, il comprend un certain nombre de chaînons principaux et d'autres secondaires. Chacun ayant une fonction particulière. Toute remise en cause de son hégémonie sur un de ces chaînons risque d'ébranler la cohérence et la discipline générale de tout le système.

C'est pourquoi cette mise en échec permanente d'Israël par la simple existence et la lutte du peuple palestinien, aussi peu armé qu'il soit, est dangereuse et inadmissible pour l'impérialisme. Israël qui détient la force brutale, n'a pas et n'aura jamais la légitimité tant que le peuple palestinien résistera. D'où son acharnement.

Si l'impérialisme forme une chaîne, les résistants du monde entier également forment une longue chaîne de solidarité. En attendant que les temps changent et qu'évoluent les rapports de force mondiaux, il est de la plus grande importance, pour tous les peuples en lutte, que résiste le peuple palestinien. Dans une dialectique magnifique, les peuples en lutte, même sans le savoir portent un fardeau collectif. Tant que tient le peuple palestinien, d'autres peuples sont encouragés à tenir. Et réciproquement, s'il y a d'autres peuples en lutte, le fardeau du peuple palestinien, ce peuple témoin de la faillibilité impérialiste, s'en trouve allégé et, ce faisant, la perspective de la libération pour tous se précise.

Le peuple palestinien a ainsi un besoin vital qu'aboutissent les

autres révoltes contre le système impérialiste, particulièrement en Afrique, terre d'exploitation essentielle aux pillards impérialistes, eux-mêmes en concurrence.

Mandela a dit : « La libération de l'Afrique ne sera pas totale sans la libération de la Palestine. » Nous pouvons lui retourner le compliment, la lutte palestinienne ne saurait se passer de la libération de l'Afrique du joug des puissances qui l'oppriment. Compte tenu de la nature commune des ennemis de l'Afrique et de la Palestine. Ce n'est pas un hasard si, dès le début du XXe siècle, le mouvement sioniste eut des relations intimes avec le mouvement colonial qui allait donner l'apartheid en Afrique du Sud. Le dirigeant sioniste historique Chaïm Wezmann éprouvait beaucoup de sympathie pour le général Smurt et Cecil Rhodes lui-même. Israël a contribué à maintenir au pouvoir nombre de dictatures pro-occidentales d'Afrique. C'est pourquoi, l'ONU dans les années 70 a condamné plus d'une fois conjointement le racisme sioniste et le racisme d'apartheid, ces frères jumeaux. C'est pourquoi ANC et OLP ont multiplié leurs marques d'amitié mutuelles.

C'est pourquoi encore, la victoire pour la Palestine résultant d'un affaiblissement général de l'impérialisme dans la région de l'orient arabe ne peut qu'être que concomitante à celle de l'Afrique.

Le peuple palestinien est un aigle qui refuse d'abdiquer de son envergure, nul ne pourra jamais le contraindre à une vie de reptation. Dans cette longue guerre d'attrition, c'est celui des deux, Israël ou la Palestine, qui aura le souffle le plus long, qui l'emportera, pas nécessairement celui qui aura la force brutale. Les Palestiniens comme la plupart des peuples du tiers-monde, sont taillés pour la course de fond, il y a bon espoir.

Mahmoud Darwish à propos du massacre du village de Kafr Kassem par l'armée israélienne en 1956 a écrit : « Les coups de mon ennemi m'ont appris que je pouvais marcher sur mes blessures et je marche et je marche. »

Marchons aux côtés du peuple palestinien, jusqu'à Jérusalem, pour sa libération et pour celle de l'Afrique aussi. L'apartheid d'Afrique du Sud est tombé, l'apartheid sioniste tombera !



BANDUNG DU NORD
6 MAI 2018

Vers une nouvelle civilisation.
Dépasser le paradigme de la modernité.

- Théologie noire, critique de la modernité et laïcité / p.1
par Norman Ajari
- Moderniser l'Islam ou islamiser la société ? Une fausse alternative. / p.2
par Hatem Bazian

Théologie noire, critique de la modernité et laïcité

Norman Ajari

J'ai longtemps hésité quant à la manière d'entrer dans cette question de la modernité. Et finalement j'ai décidé de prendre une entrée assez spécifique et en même temps assez évidente, c'est-à-dire la question de la religion. Cela pourrait avoir l'avantage de faire écho à d'autres interventions dans cette plénière. Et ici, évidemment, en Europe occidentale, parler de cette question au XXIème siècle revient à parler de la question de la sécularisation. Par sécularisation, j'entends l'idée d'une dissolution des catégories religieuses et des catégories théologiques dans les catégories politiques. Ce que l'on peut traduire dans le contexte français par la « laïcité ».

J'aimerais commencer par un constat, qu'on ne fait pas assez souvent, qui est que cette sécularisation n'a eu lieu nulle part ailleurs qu'en Europe occidentale. Elle n'a pas eu lieu aux Etats-Unis, elle n'a pas eu lieu en Amérique Latine, elle n'a eu lieu nulle part en Afrique et elle n'a même pas eu lieu d'une certaine façon dans la Chine socialiste. Et donc, cet état de fait devrait peut-être nous inviter à nous poser des questions sur l'arrogance moderniste de cette Europe et sur sa prétention à une rationalité supérieure, alors qu'elle se fonde sur une expérience extrêmement limitée dans l'espace et dans le temps. Je pense qu'il faudrait donc commencer à réfléchir sérieusement sur les apports réels de cette expérience et de ces politiques de modernisation extrêmement limitées. Ce que je pense au contraire, ou en tous cas l'idée qui me guide, c'est que nous avons besoin de nouvelles théologies politiques. La perspective de laquelle je pars, c'est une perspective chrétienne. Mais je pense que cette perspective-là, qui, évidemment, n'est pas du tout décoloniale a priori, ne devient intéressante qu'à condition de dépasser certaines associations d'idées produites par la modernité. Par exemple l'équation selon laquelle l'association de la religion avec la politique n'aurait que deux issues : soit la théocratie, soit des versions de libéralisme extrêmement bien intégrées dans le système démocratique des pays européens, comme la démocratie chrétienne par exemple.

Cette manière dont on pourrait penser l'association entre politique et religion est plus complexe et plus riche que cela. Par exemple le philosophe noir états-unien Cornel West a évoqué une opposition qui me semble intéressante entre un christianisme prophétique et un christianisme constantinien. Par christianisme prophétique, il entend une orientation porteuse d'une certaine opposition à l'autorité temporelle, c'est-à-dire à l'autorité des hommes. Au contraire, le christianisme constantinien évoque l'Empereur Constantin, le premier empereur romain d'Occident à s'être converti au christianisme en 312, qui a débuté la transformation de ce qui était un empire païen en un empire chrétien, officiellement achevée en 392 par Théodose. Cet empire va se débarrasser d'une certaine idée du pluralisme païen pour adopter la notion d'une universalité morale. Les États laïcs européens modernes sont d'une certaine façon dans la continuité de ce christianisme impérial, contrairement à ce qu'ils prétendent. C'est-à-dire qu'ils légitiment l'État en revendiquant son rôle progressiste. Soit que ce soit à travers son avancée vers la Providence (comme le cas de l'ancien christianisme), soit que ce soit dans le cas de son avancée vers l'émancipation généralisée (comme dans le cas de la laïcité moderne), l'État légitime son existence en s'affirmant comme le garant du progrès de l'humanité, de son acheminement graduel vers la vérité et le perfectionnement moral.

Or il y a d'autres façons de concevoir le rôle de la religion que comme une légitimation de l'État. Cette idée que la religion peut légitimer l'État fonctionne si l'idée dominante est que le souverain est dans une analogie avec Dieu. Le souverain administrerait l'État de la même façon que Dieu administre la création. Mais on peut voir les choses différemment et suggérer, au contraire, que la souveraineté divine sans borne, la souveraineté divine illimitée et infinie, rend illégitime les prétentions des mortels à la souveraineté. Comme le dit le rappeur Sazamyzy : « Tout appartient à Dieu, pourquoi tu demandes à ces bâtards ? » Et donc, à partir de ce constat d'un potentiel de critique de l'État en théologie, ce qui m'intéresse, c'est l'existence de théologies noires, décoloniales, antiracistes, etc.

Il existe aux États-Unis, c'est un bon exemple, toute une tradition de théologie de la libération noire. Une de ses grandes figures au XXème siècle est un théologien du nom de James Hal Cone. Un des principes fondamentaux qu'il dégage est contenu dans la citation suivante, extraite de son livre La Noirceur de Dieu (God of the oppressed, en version originale) : « Toute interprétation de l'Evangile, à n'importe quelle époque historique, qui ne voit pas Jésus comme le libérateur des opprimés est hérétique. » Il précise que toute théologie qui prend le parti des oppresseurs, et non pas des pauvres et des opprimés, est la théologie de l'antéchrist.

Souvent, le christianisme et l'idée d'une identité, d'une réflexion politique, noire sont présentés comme contradictoires. Et on présente parfois le christianisme tel qu'il est adopté par les noirs comme un signe d'aliénation. Je réponds que c'est une partie de la vérité, une petite partie de la vérité. Mais ce n'est pas toute la vérité. Et toute l'histoire de l'Église noire en Amérique du Nord en atteste, car les noirs parfois, souvent dans cette histoire, presque toujours dans cette histoire, se sont appropriés le christianisme à partir des enjeux mêmes de leur survie. Il faut sortir de cette vision des noirs qui prennent passivement la théologie des blancs comme s'ils n'avaient pas eux-mêmes leur réflexion critique sur ce qu'on leur enseignait. L'évangélisation des noirs ne les a pas intégrés à une chrétienté américaine. Il y a eu d'emblée deux christianismes opposés qui se sont formés : la tradition des maîtres et la tradition des esclaves. Et paradoxalement, l'Église noire, du fait de ce bénéfice qu'elle était un lieu lié à la transmission de la parole divine et de la religion, a été un des rares lieux soustraits en partie à la suprématie blanche. Il faut imaginer une plantation où c'est un des rares lieux où les noirs ont la possibilité de parler longuement tous ensemble. Et donc, la théologie de la

libération noire qui apparaît au XXème siècle avec James H. Cone est un effort pour se remémorer toute cette histoire de la religion noire et tout ce qu'elle peut apporter à notre pensée politique. Il s'agissait pour lui d'intégrer une tradition de sermons, de contes, de musiques également, y compris le blues, et de les intégrer aujourd'hui à notre manière de voir la condition des noirs.

Ce point distingue la théologie de la libération noire d'une autre théologie de la libération, à savoir la théologie de la libération latino-américaine. Parce que la théologie de la libération latino-américaine est un syncrétisme, une alliance entre la théologie et le marxisme. Au contraire, la théologie noire est nativement une théologie qui se veut critique et une théologie anti-esclavagiste. Il n'y a pas besoin d'aller chercher le marxisme pour enrichir ou altérer l'expérience religieuse car la foi noire offre dès le départ la perspective sociale radicale d'une opposition à la suprématie blanche. Et donc, c'est en 1969, dans le sillage d'une certaine radicalisation de la lutte pour les droits civiques, avec le Black power, le Black Panther Party, que James Cone va entreprendre de faire ses recherches pour offrir un passé au mouvement des droits civiques qui pensait qu'il était récent. Cone va chercher dans l'histoire de l'Église noire une histoire de révoltes et de résistance dont la plupart des Africains-Américains avaient été privés. Il montre ainsi l'existence, depuis plus de 400 ans, d'une tradition de réflexion et d'action politique dans le monde et la vie noirs aux États-Unis. Il y a des exemples comme l'appel de David Walker en 1830, la fameuse révolte menée en Virginie par Nat Turner en 1831, et d'autres encore. Le projet de James Cone en 1969 se laisse résumer en une citation intéressante, extraite de son livre *Black theology and Black power*: « Il nous faut une théologie de la révolution, une théologie qui rencontre radicalement les problèmes des noirs déshérités d'Amérique en particulier et des peuples de couleur opprimés à travers le monde en général. »

Un exemple de tout ce qu'il est possible de concevoir en terme de ce que la théologie peut apporter à une politique de libération: à partir de cela, on peut commencer à réfléchir à une critique du pseudo-pluralisme des gauches européennes actuelles. C'est-à-dire un pluralisme qui se limite à l'opinion. Mais ces questions de religion ne sont pas des questions d'opinion. Ce ne sont même pas, comme on les y réduit souvent, des questions de croyances. Croyance, c'est-à-dire quelque chose qu'il y a dans la tête. C'est ce que le langage journaliste et la grossièreté du *new age* appellent la « spiritualité ». Toutes ces questions-là ne sont pas dans la tête! Elles sont dans le corps, elles sont dans le monde. Il faut donc aller au-delà de ce pluralisme d'opinions pour penser un pluralisme des attachements forts. Ce que montre l'exemple de la théologie de la libération noire, c'est qu'il existe des amalgames, des associations, entre l'attachement et l'engagement. Ces noirs-là étaient chrétiens parce que révolutionnaires, révolutionnaires parce que chrétiens. Pas question de dire: dans l'espace public, on va être de gauche et on va être chrétien chez nous à la maison. Les deux sont absolument indissociables. Et je pense qu'aujourd'hui nous sommes obligés de refuser cette division artificielle et stupide du public et du privé en ces matières-là. Concevoir ainsi cette religion nous oblige à voir tout ce qu'elle rend possible pour enrichir notre pensée et notre pratique politiques.

La politique de gauche actuelle française est morte! Mais déjà Walter Benjamin le savait, il y a environ une centaine d'années: il n'y a qu'une théologie politique qui puisse la faire sortir de son tombeau.

Moderniser l'Islam ou islamiser la société? Une fausse alternative.

Hatem Bazian

Salam Aleykoum. Je suis désolé d'avoir à m'exprimer en anglais: nous avons été colonisés par les Britanniques et non les Français… Je serais vraiment heureux de tenir cette conversation en Arabe, de telle sorte que l'intelligence française et anglaise se retrouvent empêtrées car tenues de traduire à partir de l'Arabe.

Ce dont je voudrais traiter aujourd'hui est la fausse alternative entre moderniser l'Islam ou islamiser la modernité. Et à travers mon exposé, j'espère que nous comprendrons certaines de ces idées et notions qui sont présentes dans l'économie dans laquelle nous vivons.

La modernité

Tout d'abord, définissons les termes. La modernité est présentée contre ou en comparaison avec la société traditionnelle ou pré-moderne. Elle émerge en Europe en passant de l'autorité de l'Eglise à la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Elle insiste sur la rationalité scientifique et instrumentale: le sécularisme, l'individualisme et l'Etat-nation bureaucratique.

Ce qui signifie que la modernité est issue de la spécificité de l'expérience européenne. Elle n'est pas universelle – pour ceux qui ne le savent pas, le monde musulman n'a ni Eglise, ni pape, ni frontières du même ordre – et par conséquent, lorsque nous parlons de séparation de l'Eglise et de l'Etat, nous parlons d'un certain territoire en Europe. Et je m'excuse, mais cela ne concerne pas le monde dans son entièreté. Or, on retrouve souvent l'idée de rendre le singulier universel et d'insister sur le fait que tout le monde suit l'universel, qui n'est en réalité que du singulier.

Dans son livre La constitution de la société, Anthony Gidden avance quatre éléments qui constituent la modernité, mais j'en ai ajouté un cinquième:

* le capitalisme
* l'industrialisme
* le pouvoir administratif de l'Etat-nation (ou centralisation de

l'Etat-nation)
* le pouvoir militaire ou militarisme
* et l'individualisme
On ne peut parler de modernité sans parler de ces cinq éléments liés au concept.

Dans son livre Les indices de la postmodernité, Zygmunt Bauman, qui est un théoricien, établit que la modernité et la postmodernité ont jeté toute une tristesse sur la société mondiale et ont amené directement à l'Holocauste. Quand nous parlons de l'Holocauste, celui-ci constitue en fait le pinacle de la modernité, puisqu'il a rendu systématique, industrialisée, la mise à mort d'un nombre massif de personnes, incluant 6 millions de juifs, mais aussi beaucoup d'autres individus venant de la société européenne. Cela est né de la modernité, non pas de la société sous sa forme traditionnelle. Et nous devons insister là-dessus.

Ceci est important car souvent, les musulmans sont présentés avec cette question : pourquoi sont-ils violents, ainsi que l'Islam ? Je n'y réponds jamais, car on ne devrait jamais questionner ce qui est présenté alors comme une évidence. Cette question est posée de manière à vous faire répondre de cet a priori de « violence ». Si vous décidez de répondre à cette question, alors la société moderne européenne, de même que les Etats-Unis, devrait répondre des choses suivantes :

* Ils devraient répondre de l'Inquisition ;
* Ils devraient répondre de leur fameuse « découverte du Nouveau Monde » qui a éliminé 20 millions d'indigènes américains ;
* Ils devraient répondre de l'esclavage ;
* Ils devraient répondre du colonialisme, de la Première et Deuxième Guerre mondiale avec l'Holocauste, du Vietnam, de la destruction du Sud-Est asiatique.

Par conséquent, si vous parlez de violence, vous devez en fait considérer ces différents points avant que vous ne posiez la question à un musulman.

J'ai d'ailleurs oublié d'ajouter à propos de l'« esclavage » : ils l'appellent la « traite transatlantique des esclaves », mais l'océan n'a pas organisé cette traite, c'est bien l'Europe qui l'a organisée.

L'orientalisme

De l'orientalisme, parce que tout ce qui a trait aux musulmans est vu à travers le prime de l'orientalisme, Edward Said disait : « C'est une sorte d'écriture, de vision et d'études régularisées et orientalisées, dominées par des impératifs, des perspectives et des préjugés idéologiques ostensiblement adaptés à l'Orient. C'est l'image de l'Orient exprimée en tant que système entier de pensée et d'érudition. » Nous ne nous sommes pas éloignés du discours orientaliste et nous avons beaucoup d'aspirants orientalistes qui, à propos du monde musulman, continuent de reproduire les connaissances orientalistes sur la façon de civiliser au moins l'incivilisable.

L'orientalisme dit donc de l'Islam que c'est une croyance irrationnelle, prémoderne-traditionnelle, des sauvages violents aux portes de la civilisation, oppressifs, que les femmes sont soumises et opprimées, qu'elles sont des objets exotiques, que les sociétés sont tribales et claniques. Encore une fois, si vous lisez les orientalistes du dix-huitième siècle et que vous écoutez certains des discours des *neocons*, il n'y a pas beaucoup de différence, seulement peut-être la langue a-t-elle été toilettée par la machine des relations publiques. C'est la seule différence qui se manifestera aujourd'hui.

De nos jours, la modernisation de l'Islam est basée sur la théorie du déclin. Cette théorie du déclin, cette théorie du retard, qui a été mise en avant par de nombreux orientalistes, ainsi que les puissances européennes au XVIIème siècle, au XVIIIème siècle, on peut encore la voir dans l'écriture contemporaine de Bernard Lewis, qui pose toujours la question : « Qu'est-ce qui a mal tourné avec l'Islam? » Mais on ne pense jamais à poser la question « Qu'est-ce qui a mal tourné avec l'Occident? » Encore une fois, nous sommes au XXIème siècle et la seule société qui a utilisé deux dispositifs nucléaires sur une population civile est toujours un pays qui est en Occident, pas ailleurs. Nous devrions donc poser la question : « Qu'est-ce qui a mal tourné avec l'Occident? »

Lorsque nous regardons le développement post - « découverte du Nouveau Monde »,... et je suis désolé d'utiliser le terme « découverte », j'ai l'habitude de retourner cela et de dire que Colomb s'est perdu en route vers les Indes et que ce sont les Américains indigènes qui ont découvert qu'il était perdu! Les changements donc qui ont été apportés par l'entrée du Nouveau Monde dans l'économie de l'Europe, l'afflux massif de ressources, les changements des routes commerciales, les transformations socio-économiques et religieuses, ont eu des conséquences, non seulement dans l'État ottoman, mais aussi dans le Sud ainsi que dans l'Est de l'Europe. Et c'est pourquoi nous devons évaluer ces changements plutôt que de poser constamment la question ou de rendre constamment problématique le sujet de l'Islam et des musulmans.

Moderniser l'Islam...

De ces changements a notamment résulté ce que nous avons appelé les « traités de capitulation ottomans », qui ont ouvert l'accès aux pouvoirs européens et leur ont permis de créer un État au sein de l'État. Par conséquent, si nous examinons diverses parties des territoires ottomans, les Européens ont soutiré des traités de capitulation pour y avoir leur propre régime fiscal, pour acheter des laissez-passer dans le régime fiscal ottoman, en disant qu'ils étaient les protecteurs de « certaines communautés minoritaires » au sein de l'État ottoman. On commence donc à utiliser la tactique du « diviser pour conquérir » ou du « diviser pour régner ».

C'est ce qui nous amène à la volonté de moderniser l'Islam. Edward Said souligne l'arrivée de Napoléon Bonaparte en Égypte en 1798 et le fait que Bonaparte lui-même a eu une rencontre avec les érudits d'Al-Azhar, disant qu'il était venu les sauver, de la même manière que George Bush est venu en Irak pour sauver les irakiens. Selon les déclarations mises en avant par Rifa'a al-Tahtawi, « il était nécessaire d'adapter la charia aux nouvelles circonstances » et « il n'y avait pas beaucoup de différence entre le principe du droit islamique et les principes du droit naturel, sur lesquels étaient fondés les codes de l'Europe moderne ». Il a en fait développé cette idée dans les environs de Paris, parce qu'il a passé cinq ans à compter sur la modernité européenne, mais à aucun moment n'a-t-il reconnu cette idée d'intégration dans la modernité comme une hiérarchie de race.

À partir de ce moment, nous commençons à avoir diverses délégations du monde ottoman et de diverses parties du monde musulman qui se rendent en particulier en France et à Paris, ce qui a joué un rôle important dans ce qu'on nomme la « modernisation et réforme » en Égypte et ailleurs. Cela donne notamment naissance à ce que nous appelons le *Tanzimat*. Le *Tanzimat* désigne des réformes de l'État ottoman : une politique de réforme menée par les sultans successifs de l'Empire ottoman, inspirée du droit civil français. Nous commençons donc à avoir des transformations :

* Réformer le *waqf*, qui était l'infrastructure sociale qui a fourni le filet de sécurité pour de nombreux aspects de la société musulmane,
* Confiner la loi islamique au droit de la famille. Donc, aujourd'hui, lorsque nous parlons de la loi islamique et de la façon dont elle se limitait au droit de la famille, encore une fois, c'est un résultat direct de cette période parce que l'argument des intellectuels et des dirigeants européens était que la loi islamique ne convenait pas à la modernité.

Il fallait donc que cette transformation se fasse et que soit vendue toute une copie de codes européens, surtout des codes français, en codes musulmans. Le *Tanzimat* se vit aussi dupliqué en Egypte un peu plus tard au XIXème siècle et au début du XXème siècle. Il reposa en particulier sur la promotion du système bancaire dans le monde musulman, système qui, jusqu'à ce moment, était en fait interdit en raison du code de l'économie islamique. L'introduction du système bancaire s'est faite avec l'insistance des britanniques.

Les universitaires islamiques réformistes ont insisté pour enseigner les sciences occidentales dans de nouvelles écoles en partant du principe que la science est neutre de valeurs. Or tout le monde sait que la science naît des conditions sociales, elle n'en est pas exempte: chaque technologie est intégrée dans un système de valeurs sociales et la valeur sociale nous informe sur la technologie. De même les intellectuels islamiques réformistes ont été influencés par le darwinisme social et ceci les laissa conclure que la société musulmane à l'ancienne ne pouvait pas rivaliser avec le monde moderne. Ils ont donc adopté le darwinisme social et rationalisé certaines références déformées aux textes religieux.

Nous trouvons également un type similaire de développement en Perse ou en Iran qui est une société où la *charia* prédomine: Mirza Malkom Khan est arrivé après avoir lui aussi été éduqué à Paris – ça doit être le croissant! – à la fin du XIXème siècle, et a accueilli favorablement de nombreuses idées de réformes modernistes. De même, Jamal al-Din al-Afghani, qui a aussi passé du temps à Paris et qui a eu un débat avec Ernest Renan à l'époque, accepte essentiellement la prédominance de l'approche scientifique, ce qui revient à abandonner les principes de base de la pensée islamique de l'époque. Et vous pouvez aussi, soit dit en passant, remarquer les prémisses du développement de l'« informateur autochtone ». C'est ce à quoi ces intellectuels ont servi, tels des services de renseignement.

Cela nous a donné l'appel à un nouvel *Ijtihâd* envers le modernisme. Ainsi, à la fin du XIXème siècle, au début du XXème siècle, nous trouvons cette notion de « nous avons besoin d'un nouvel Ijtihâd ». Ce que l'on nomme *Ijtihâd* est le fait de déployer le maximum d'efforts concernant un nouveau problème naissant. Mais ce mouvement entraine des réactions à retardement. La première est qu'ils ont dû se déconnecter du développement historique de 1 400 ans de discours continu relatif aux sources islamiques dans leur totalité. Ils ont dû réformer la charia pour entrer dans la modernité:

* Réformer la charia pour embrasser le capitalisme;
* Réformer la charia pour la réconcilier avec le darwinisme social;
* Réformer la charia pour séparer « l'Église musulmane » de l'État;
* Réformer la charia pour en faire un État-nation moderne;
* L'Islam est contenu dans une conceptualisation d'Etat-nation européenne modélisée.

Il fallait donc un nouvel *Ijtihâd* pour faire passer la modernité. Par exemple, au XXème siècle, ce que nous appelons aujourd'hui les « banques islamiques » n'est en fait rien de plus que ce qu'on appelle dans l'industrie le « porc halal ». Les plus gros investisseurs dans ce que nous appelons les banques islamiques sont HSBC, CityBank, Bank of America, Lloyd de Londres, Barclay's; toutes ces institutions ont une section bancaire appelée « Banque islamique », où les hommes moyens musulmans prennent les ressources de la banque et ensuite ils créent ce qu'on appelle *Hila char'iya* [ruse juridique], qui dit essentiellement « voici mon oreille » [fait le tour de sa tête pour montrer son oreille]: au lieu de vous facturer des intérêts, je vous facture ce qu'on appelle un *mousharaka* ou *moudaraba*, mais c'est en fait spécifiquement basé sur le taux d'intérêt existant. C'est ce qu'on appelle le « porc halal »!

Une autre façon de voir les choses, c'est qu'aujourd'hui, les contrats islamiques ont à leur sommet *Bismillah ar-Rahmân ar-Rahîm* [au nom de Dieu le Miséricordieux et le bienfaisant], puis Adam Smith et l'autorisation économique, puis *El hamdou-lilah Rab el Alamin* [Louange à Dieu, Seigneur de l'univers] en bas.

Donc, la modernisation de l'Islam s'est produite. Chaque fois que nous parlons aujourd'hui de l'Islam et des sociétés musulmanes, c'est le résultat du projet de modernité, c'est aussi ce qui a été mis en avant pendant la période coloniale. C'est pourquoi nous devons repenser la façon dont nous disons aujourd'hui « Je suis musulman »: « Je suis musulman, ce qui est le fruit d'un projet moderne, qui a été mis sur pied à l'époque coloniale et qui a été conçu comme un paradigme national pour servir au mieux les intérêts des puissances qui l'ont mis en place. »

... ou islamiser la modernité?

La modernité ayant été établie, maintenant nous fermons le cercle en essayant d'« islamiser la modernité », ce qui revient à dire « voici mon oreille! » par rapport à la modernité. Cela revient à islamiser la connaissance, c'est à dire la connaissance moderne qui a été construite, islamiser le capitalisme en mettant en contexte le capitalisme qui a déjà été adopté, islamiser l'État-nation, islamiser le militarisme, islamiser le darwinisme social, islamiser l'industrialisation et islamiser la poursuite du pouvoir.

Ce qui se passe en fait, pour le dire avec WEB Du Bois, c'est que nous avons commencé à être confinés dans la double conscience, nous nous déplaçons pour essayer de vivre notre vie qui n'est pas la nôtre.

Maintenant, je veux juste en référer au rapport Campbell-Bannerman de 1907 qui faisait partie du projet de colonisation du monde arabe et du monde musulman. Il y est écrit:

1. Promouvoir la désintégration, la division et la séparation dans la région.
2. Établir des entités politiques officielles qui seraient sous l'autorité des pays impérialistes.
3. Lutter contre toute forme d'unité - qu'elle soit intellectuelle, religieuse ou historique - et prendre des mesures concrètes pour diviser les habitants de la région.
4. Pour ce faire, il a été proposé d'établir un « État tampon » en Palestine, peuplé d'une forte présence étrangère, hostile à ses voisins et amical aux pays européens et à leurs intérêts.

Il faut donc penser qu'il y a un lien direct entre la stratégie de modernisation, les colonisations, la conquête de la région, les divisions dont nous sommes témoins et aussi la cause de la Palestine. Elles ne sont pas déconnectées.

Comment achever la décolonisation?

La question que je voudrais poser pour conclure est la suivante:

comment pouvons-nous achever la décolonisation ? Et est-il possible pour nous de sortir de la boîte moderne coloniale et postcoloniale, qui a été fabriquée pour nous ? Parce que tous les choix, y compris notre compréhension de l'Islam et notre approche de l'Islam, ont eu cette expérience comme médiatrice.

Il doit donc y avoir un processus de déprogrammation et de récupération d'une continuité qui a été déconnectée. Afin que nous y parvenions, il faut que ce processus soit collectif, transnational. Et il faut prendre en compte la particularité de chaque pays, pour que nous puissions réaliser cet aspect de la décolonisation.

Je vous remercie de m'avoir écouté et je vous invite à consulter le journal *Islamophobia Studies*, qui vous permettra de rester en contact avec moi. Je vous remercie de votre invitation. Je remercie particulièrement Houria et Ramon ainsi que chaque personne présente ici et je vous remercie pour la traduction.

Et j'espère que la prochaine fois, je ferai une conférence en arabe et que ce sera à ceux qui ne connaissent pas l'arabe qu'il incombera de traduire !



BANDUNG DU NORD
6 MAI 2018

Quelles alliances avec la gauche?

- Des luttes de l'antiracisme politique aux mouvements de grève : les conditions de l'alliance avec la gauche antilibérale. / p.1
par Omar Slaouti

- Progressisme blanc et régression féconde indigène. Dépasser le dilemme. / p.4
par Houria Bouteldja

- Antiracisme politique : année 0. / p.8
par Stella Magliani-Belkacem

Des luttes de l’antiracisme politique aux mouvements de grève : les conditions de l’alliance avec la gauche antilibérale.

Omar Slaouti

Pour ceux et celles qui pouvaient douter de la pertinence d’un Bandung du Nord, il suffit de regarder les scores électoraux de ces dernières années dans tout l’Occident, de manière objective parce que c’est factuel. Et vous y verrez la centralité du Sud global qui pénètre le Nord par tous les pores. Je le dis ici ouvertement : nous sommes un prolongement à la fois historique et géographique du Sud global dans les frontières du Nord. Cela se traduit de manière éloquente - et en réalité dramatique à l’échelle de l’histoire - par des scores à deux chiffres pour toutes les organisations politiques qui, en Occident, décident de montrer du doigt des catégories de la population, à savoir les migrants, qui sont en réalité des sujets politiques en mouvement, et les musulmans et les musulmanes.

Nous occupons une centralité politique comme jamais ! C’est vrai en Italie avec les victoires récentes de l’extrême-droite et de la droite extrême. C’est vrai en Autriche, c’est vrai en Allemagne, c’est vrai sous le Brexit en Angleterre, c’est vrai aux Etats-Unis avec l’élection de Trump. C’est encore vrai évidemment en France avec les propos islamophobes, racistes, qui se sont cristallisés en partie, mais pas seulement, sur un deuxième tour pour l’extrême-droite en France. Autrement dit, nous sommes cette centralité politique.

Le paradoxe veut qu’en même temps nous soyons construits aux marges de la société. Mais il n’y a là rien de paradoxal en réalité : c’est en nous refoulant aux marges du monde qu’il leur est permis de poser leur centralité, qu’il leur est permis de construire, dans un processus inique, des identités figées avec leur cortège de valeurs civilisatrices soi-disant consubstantielles aux valeurs occidentales. Nous sommes ceux et celles qui sont montrés du doigt pour leur permettre de construire en retour cette « francité », cette « identité française », cette chimérique identité judéo-chrétienne occidentale. Nous sommes indirectement leur définition, à ces identitaires, leur raison de vivre et d’exister. En France, nous avons ainsi eu un « Appel des 300 » dont j’aimerais ici vous dire quelques mots, en m’excusant auprès des camarades des délégations étrangères de m’étendre un peu sur la situation française, bien que je ne doute pas que cet appel fasse écho à ce que vous pouvez connaître dans vos pays.

Tout d’abord, quelques mots sur le contenu de « l’Appel des 300 », sur ce prétendu antisémitisme des musulmans : il n’y a pas d’ambiguïté, ce texte est évidemment totalement affligeant du point de vue politique, au niveau du déroulé argumentaire ; mais il est raciste avant tout, avec des relents colonialistes. Et il nous dit, cet « Appel des 300 », à quel point le Bandung est une priorité qu’il va falloir poursuivre et amplifier dans les années à venir. Il le dit à sa manière, mais cette manière est tout de même assez déroutante. Il est convenu que lorsque le sage montre du doigt la lune, l’idiot regarde le doigt. Les idiots utiles de l’islamo-gauchisme que nous sommes avons tout de même regardé les doigts pointés vers ce croissant de lune, et nous avons vu les signataires, ces 300 signataires... Je devrais dire ces 299 plus Sarkozy !

Parce que quand même, il faut un certain degré d’audace ou d’absence de stratégie politique pour faire signer Sarkozy: si tant est qu’un appel puisse avoir un crédit quelconque, tout le monde sait qu’une fois que Sarkozy a signé, il n’y a plus de crédit du tout, au sens propre comme figuré ! Ce personnage qui est responsable d’exactions militaires en Libye, responsable de l’explosion de Boko Haram et d’AQMI dans la bande du Sahel – ce qui se traduit jour après jour par des milliers de morts et de déplacés -, ce même personnage signe un « Appel des 300 » avec BHL, qui change de chemise à chaque fois qu’elle est maculée de sang… Nous avons quelque chose de complètement fou dans cet appel-là !

C’est à n’y rien comprendre ! Cette centralité que nous représentons, en réalité, ce n’est pas nouveau. On est quelques-uns ici à la tribune et ailleurs à avoir manifesté, il y a quelques années, avec des t-shirts et des slogans où on disait : « Le chômage, c’est nous ! Les écarts de salaire, c’est nous ! Le réchauffement climatique, c’est nous ! Le rimmel qui coule, c’est nous ! » Bref, on était responsables de tous les maux de la société. On assumait, on rigolait. On ne savait pas que quelques années plus tard, des dingues, des journaleux à deux balles, des pseudo-politicards cumulards, des pseudo- intellectuels cooptés prenaient des notes et allaient nous renvoyer en boomerang dans la gueule : « Le terrorisme, c’est vous ! »

C’est ça la réalité ! Alors, ce n’est pas grave. Nous sommes une obsession française comme je le disais. Beaucoup l’ont écrit, à juste titre, nous sommes réellement une obsession française qui permet aux identitaires de se définir. Au point d’ailleurs qu’ils produisent des lois exprès pour nous : vous rappelez-vous du match France-Algérie ? C’était en octobre 2001, un moment magnifique, ce match France-Algérie, où dès que le score a atteint un score impérialiste, les Algériens ont décidé d’envahir le terrain. On a entendu certains qui sifflaient la Marseillaise, et j’en connais quelques-uns ici qui ont sans doute osé les accompagner depuis leur canapé, chez eux, mais bon ! En Mars 2003, quelques années après, parce qu’on a sifflé, ils ont fait une loi. C’est extraordinaire le lien mécanique : tu siffles, ils font une loi ! C’est magnifique ! Une loi sur « le délit d’outrage à l’hymne national et à l’emblème national ». Qu’est-ce que cela signifie ? Cela veut dire que, si certains d’entre nous, 300 personnes par exemple, au hasard, décidaient de dépouiller un peu la Marseillaise et d’écrire un appel en dénonçant le «sang impur » qui coule dans les sillons comme un appel au meurtre, ces personnes seraient poursuivies pour outrage à cause de cet appel-là. Evidemment, en face, ils font beaucoup plus et beaucoup mieux.

Mais au-delà des identitaires, il est temps de parler un peu de nos alliés objectifs, ceux du camp social des exploités. En ce qui

nous concerne, il n'y a pas de doute, nous assumons pleinement que nous ferons partie de ce camp des exploités ; mais il se trouve que nos alliés, eux, cultivent une cécité sélective. Ils ne voient pas tout et ils ne voient pas bien. Ils ne comprennent pas tout et ils ne comprennent pas bien. Et ce n'est pas nouveau : déjà à l'époque de Nuit Debout, on est venu nous voir dans les quartiers et ailleurs en faisant un petit mouvement des épaules et en disant : « Vous êtes où vous, là ? ». Ils nous attendaient dans les quartiers, paraît-il. On leur a expliqué que nous, la nuit, on dort plutôt couchés généralement, mais que, en même temps, on avait un regard sympathisant, sympathique, bienveillant sur les occupations de places. Ce mouvement qui faisait suite à Occupy Wall Street notamment, c'était vraiment magnifique, mais peut-être que sur le fond, on ne traversait pas les mêmes nuits. Et on leur a demandé à notre tour : « Pourquoi vous n'allez pas voir les paysans, les ouvriers, en leur demandant : « Vous êtes où ? », parce qu'eux aussi sont absents des places la nuit. Pourquoi ne demander qu'à nous où nous sommes ? »

Quand je parle de regard sympathisant, c'est très sincère. Particulièrement quand Finkielkraut a eu la bonne idée d'aller à République. Il est allé à République et on lui a craché dessus, normal ! Nous on aurait été prêts à faire un appel pour qu'on ne crache plus sur Finkielkraut ! Mais qu'on continue à baver sur lui, oui ! Quand il est rentré de République, il a claironné : « Nuit Debout, c'est le totalitarisme ! ». Vous avez deux types de philosophes : on a Hannah Arendt qui se torche trois tomes sur le totalitarisme et qui laisse des questions ouvertes et Finkielkraut qui, dans l'épaisseur d'un crachat, t'explique ce que c'est que le totalitarisme.

Mais, ne tournons pas autour du pot, il ne s'agit pas de regarder dans le rétroviseur : aujourd'hui nous vivons un moment d'effervescence sociale magnifique, extraordinaire ! Et dans ce moment d'effervescence sociale extraordinaire, il faut juste dire qu'il y a le Bandung du Nord. Certains ne le voyaient pas, ils voyaient uniquement les mobilisations sur les questions liées au travail. Certes, je vais y venir. Mais notre combat fait partie du mouvement social et il va falloir intégrer dans le débat les questions sociales que nous posons à côté des autres questions sociales, puis voir les liens qu'il peut y avoir entre les unes et les autres. Dans cette effervescence sociale, nous disons à nos alliés : il serait peut-être temps de comprendre que, derrière les tenues vestimentaires portant le logo des entreprises, il y a les gens qui portent ces tenues. Et parfois, celles et ceux qui les portent ont l'accent accroché au visage, au prénom et au nom, et ils sont Arabes, noirs, Rroms, musulmans, tout en étant salariés de l'entreprise ; quand ils se mobilisent, c'est avec l'ensemble de leurs identités.

Et le dire comme ça, c'est dire que le Bandung du Nord, que l'antiracisme politique, est pleinement solidaire par exemple de tous les salariés de la société de nettoyage ONET qui nettoient 75 gares en France et qui se sont battus pendant 44 jours ! 44 jours de grève, alors qu'ils et elles gagnent entre 600 et 1200€ par mois parce que payés au SMIC et travaillant à temps partiel ; ils n'ont rien lâché et au final, ils ont gagné. Et leur victoire, évidemment, est notre victoire dans le camp de l'antiracisme politique ! Nous y ajoutons bien évidemment les salariés d'Holiday Inn, de cet hôtel à Clichy, où ils se sont battus pendant plus de onze jours, onze jours de grève justement pour qu'on puisse les reconnaître dans leur dignité. Et comme le disent certains syndicalistes de cette entreprise : « Ici, nous ne sommes pas exploités » – entendez bien, ceux des camarades qui êtes uniquement sur une lecture classiste « capital contre monde du travail », il y a des nuances –, « nous ne sommes pas simplement exploités, c'est de l'esclavagisme moderne ! » C'est dire qu'il n'y a pas seulement différents degrés d'exploitation évalués d'un point de vue quantitatif, ce n'est pas simplement une surexploitation : plus d'heures et moins bien payées, ce sont des différences d'ordre qualitatif. C'est la nature du capitalisme qui s'exerce différemment à l'endroit des racisés, parce qu'elle s'exerce sur un terrain qui est structuré par le racisme d'Etat.

Vous avez sans doute vu cette mobilisation dans les EHPAD, les établissements pour les personnes âgées, où Malika Belarbi, responsable CGT pour les 7000 EHPAD de France, assume pleinement les centaines de jours de mobilisation effectués par une centaine d'EHPAD en grève. Vous avez peut-être entendu Zohra Abdallah, responsable syndicale à Carrefour qui se mobilise avec ses collègues et explique que Carrefour va les mettre dehors alors que c'est déjà la misère. Vous avez sans aucun doute vu également, ces travailleurs de PSA, qui sont très clairement pour la plupart des ouvriers racisés, « OS à vie » comme disait Abdelmayek Sayad, et qui se battent contre leur direction pour leurs conditions de travail. Ils ont appelé à soutenir le délégué syndical Farid Borsali déféré devant le tribunal parce qu'il défend ses camarades. C'est depuis les années vingt que des travailleurs immigrés défendent leurs camarades et leurs conditions de travail dans le monde de l'entreprise : dans les années vingt déjà, beaucoup d'Algériens étaient militants de l'ENA – non pas la grande école d'administration, mais une école politique bien plus conséquente : l'Etoile Nord-Africaine ! Ils se battaient déjà dans les syndicats : ils étaient 8000 sur les 50 000 syndiqués recensés en région parisienne. Ils se battaient évidemment pour leurs conditions de travail, mais aussi pour mettre fin au code de l'indigénat. Et ça résonne encore aujourd'hui. Et ce n'est pas fini !

Dans la mobilisation des cheminots, vous l'avez vu, entendu peut-être : Anasse Kazib, aiguilleur de formation et aiguilleur tout court ! Sur le plateau télévisé de l'émission « Les Grandes Gueules », il n'a pas mâché ses mots : après avoir expliqué qu'il fallait défendre les services publics, il a suggéré qu'avant d'ouvrir sa gueule, et de se dire grande gueule, il faudrait peut-être commencer à penser ! Et Anasse défend les services publics parce qu'il a compris comme beaucoup d'autres que les services publics sont, sans aucun doute, le meilleur moyen de redistribution sociale. Les chiffres le montrent, pour diminuer les inégalités sociales entre les plus riches et les plus pauvres, il faut des services publics. Et ce n'est pas pour rien que dans nos quartiers, un ensemble d'associations et de structures collectives se mettent en place pour défendre les écoles. Nos écoles, là où vont nos enfants. Les mêmes qui se défendent aussi sur les questions de logement, et là aussi, rien de nouveau… parce que si on a en tête l'Appel de l'Abbé Pierre en 1954, on sait peut-être un peu moins bien que, sur tous les secourus de cet hiver 54, les deux-tiers étaient algériens. Et le mal-logement, le sans-abrisme, ça touche évidemment un ensemble de catégories de la population, mais ça touche avant tout les plus fragilisés, les femmes seules avec enfants, les hommes, les femmes et les enfants racisés qui sont reclus et ségrégués dans des quartiers qui sont toujours plus loins.

Je ne peux pas ne pas citer le Ministre de l'intérieur de l'Education Nationale. On l'a rebaptisé comme ça, parce que depuis que Sud Education 93 a décidé de porter un stage sur la question du racisme dans l'Education Nationale, de parler de racisme d'Etat, de faire de la non-mixité, eh bien depuis, le ministre recherche les organisateurs ! Et nous disons aux RG qui sont présents dans la salle, que les organisateurs sont aussi présents dans la salle aujourd'hui ! Il y en a même, paraît-il, qui en ont vu à la manifestation pot-au-feu, derrière un cortège chakchouka non-mixte !

Pour finir la revue des secteurs mobilisés, je parlerai de la lutte des migrants et des migrantes, c'est-à-dire des « sujets politiques en mouvement » qui fuient les désordres du monde créés par une partie du monde à leur endroit. S'il y a des pans de la société qui peuvent faire tomber ce gouvernement, y compris à l'échelle

européenne, c'est en premier lieu, en participant à des actions comme la manifestation contre la loi sur l'asile et l'immigration. J'ajouterai, pour ceux qui nous parlent de convergence des luttes régulièrement : au regard des migrants et des racisés, le capitalisme agit sur nous avec une singularité qui lui est propre du fait du racisme systémique. Nous sommes les lieux de cristallisation à la fois d'oppressions et d'exploitations, avec une singularité qui nous est propre. D'un certain point de vue, nous pouvons dire tranquillement et sans s'en vanter que, parce que nous sommes cette cristallisation d'oppressions et d'exploitations, nous sommes sans aucun doute, nous, au Bandung du Nord, les sujets révolutionnaires en marche !

Nous le sommes et nous le disons, au-delà de nos corps meurtris, de nos esprits taraudés parce qu'on nous empêche de penser avec nos propres mots, les termes étant interdits : quelles que soient les atteintes physiques, parce qu'il y a des morts dans nos rangs suite aux violences policières, quelles que soient les mutilations physiques, parce qu'il y a des blessés suite aux violences policières, quelles que soient les atteintes et les troubles psychiatriques, parce qu'il y en a dans nos rangs et que parfois on finit par retourner la violence d'un système contre soi-même, nous le disons, ces violences policières qui structurent notre quotidien font que mécaniquement, nous sommes et en empathie et en sympathie militante avec tous ceux et toutes celles qui aujourd'hui se prennent des gaz lacrymogènes, des coups de battes de base-ball comme dans certaines facs, des coups venant des policiers pendant les manifestations. Mais nous ajoutons une précision importante, y compris à l'intention de nos camarades zadistes qui ont voulu créer un espace-temps porteur d'alternatives et d'espoirs et qui nous ont reçus, nous collectifs contre les violences policières, à plusieurs reprises. Qui ont aidé les migrants et les migrantes à s'organiser à Calais, sans délire de substitution, mais simplement en assumant ce qu'on appelle des cantines. Ils nous offert ces espaces, et leur combat est notre combat. Nous ajoutons simplement à cela qu'il faut se rendre compte qu'à Beaumont sur Oise, on a envoyé non pas des policiers, non pas la gendarmerie comme ça a été dit à tort hier ou avant-hier, mais l'armée en treillis, pour surveiller les habitants des quartiers populaires. Des jeunes et des moins-jeunes qui avaient décidé de respirer dans cette tension étouffante que peuvent être leurs quartiers populaires lorsqu'ils sont totalement entourés par la police et sa gendarmerie ; eh bien cela, ça en dit long sur le signal envoyé !

Ça veut dire que, ici, à Beaumont-sur-Oise, réside l'ennemi intérieur. Ça veut dire que pour eux, il faut bien sûr une violence policière d'exception, une justice d'exception, parce qu'ils constituent un corps d'exception ! Et puisque dans ma ville comme dans d'autres villes, des policiers sont capables de mettre à quatre pattes des enfants de quinze ans et de leur toucher les parties génitales pour les humilier, les émasculer symboliquement comme ça a été dit hier lors d'un topo, et même de cracher par terre et demander au même enfant de se mettre à quatre pattes pour essuyer le crachat avec sa main, je voudrais faire un retour sur « l'Appel des 300 » et relever l'un de leurs propos. Il est dit dans cet appel que les Juifs seraient 25 fois plus victimes de haine raciale, paraît-il, que les Arabes et les Noirs. Nous disons de manière très claire qu'en ce qui nous concerne il n'y a pas d'ambiguïté : tout acte, toute haine, tout propos sur les réseaux sociaux ou ailleurs, à l'égard de qui que ce soit, en raison de sa religion, réelle ou supposée, de sa couleur de peau, nous la condamnons de là où nous sommes, du Bandung du Nord, sans aucune ambiguïté. Mais dans le même temps, nous nous retournons contre ces 300 et nous leur disons la chose suivante : est-ce que eux peuvent comprendre qu'en ce qui nous concerne il ne s'agit pas simplement de haine de la part de citoyens ordinaires, mais d'agissements d'une police qui, selon le Défenseur des Droits lui-même, contrôle vingt fois plus les Arabes et les Noirs que le reste de la population ?

Parce qu'il faut mettre clairement les choses à l'endroit ici, parce que les 300 ne vont pas percuter d'emblée : s'il y avait dans ce pays une police qui contrôlait les Juifs et les Juives vingt fois plus que le reste de la population parce qu'ils sont juifs et qu'elles sont juives, ça rappellerait évidemment à tous les heures sombres d'une certaine histoire, sous une certaine République qui pratiquait l'antisémitisme d'Etat ! Eh bien à notre sens, c'est ce racisme d'Etat, ce racisme structurel que nous subissons actuellement au jour le jour parce que nous sommes rroms, parce que nous sommes musulmans, parce que nous sommes noirs et parce que nous sommes arabes. Nous condamnons ce racisme d'Etat qui n'a rien à voir avec la haine de quelques-uns à l'égard de quelques autres, même si encore une fois, nous dénonçons cette haine également. Il ne s'agit pas d'une différence simplement quantitative, quels que soient les chiffres : la différence est bien sûr de nature qualitative.

Je conclus là-dessus parce qu'évidemment, il est temps de laisser la parole à d'autres, et c'est normal ! Mais on ne peut pas se quitter comme ça, sans parler des alliances ; le titre de mon intervention portait précisément sur les conditions d'alliance, et je n'en n'ai pas parlé pour une raison très simple : c'est qu'il n'y a aucune condition ! Il n'y a que des injonctions. C'est-à-dire que si l'on se considère anticapitaliste, ouvertement anticapitaliste, comme ça a été dit hier, on doit inclure mécaniquement le logiciel de l'antiracisme politique dans sa grille de lecture ! Ramon Grosfoguel le disait à sa manière : quand on est de gauche, on est obligatoirement antiraciste, sinon on est de droite. Je ne dirais pas « de gauche », parce que c'est compliqué maintenant la gauche, mais quand on est anticapitaliste, oui, c'est une réalité. Parce que le capitalisme a vu son émergence à partir de postures racistes historiquement. Il a connu son essor avec l'esclavagisme, le colonialisme, le néo-colonialisme et toutes les politiques impérialistes qui ont été menées. Donc être anticapitaliste, c'est simplement rappeler l'Histoire et ça veut dire précisément être antiraciste.

Et je finis – c'est vraiment vrai, je finis ! – je finis sur ce projet de société que nous devons porter ensemble. (J'escamote tout le reste, c'est pas grave !) Quand je dis qu'on ne peut pas se quitter comme ça, simplement, ça veut dire concrètement qu'il va falloir se donner des perspectives. Et, vous savez, le 1er décembre 1955, une femme a décidé de ne pas céder sa place dans un bus à un blanc. Le 1er décembre 1955, elle en a eu assez, elle n'en pouvait plus de devoir payer son ticket à l'avant du bus, d'en descendre pour aller s'asseoir à l'arrière, parce qu'il n'était pas question de traverser tout le bus, ça aurait été trop violent pour les blancs racistes de première classe de voir ce visage qu'ils qualifiaient de nègre. Alors, cette femme-là, Rosa Parks, a été à l'origine, à sa manière, du mouvement des droits civiques même s'il y avait eu d'autres mouvements avant elle. Et aujourd'hui, Rosa Parks nous appelle et nous rappelle. Elle nous dit : puisque vous ne supportez pas les places de subalternes qu'on vous assigne, puisque vous ne supportez pas l'exploitation à n'en plus finir dans le monde du travail, les plafonds de verre, les murs de verre et les planchers pourris, puisque vous ne supportez pas « l'Appel des 300 » et qu'on vous montre du doigt parce que vous êtes musulmans ou musulmanes, eh bien, il va falloir refuser ces places où on vous place, et il va falloir en occuper d'autres à égalité de droit.

Voilà pourquoi, nous vous proposons, après en avoir parlé avec plusieurs militants de différentes structures et collectifs de l'immigration, que dans tous les pays du Nord, le vendredi 30 novembre, nous disparaissions du paysage, ce qui fera plaisir pour partie à l'extrême-droite ! Que nous n'allions pas au travail, pas à la fac quand on est étudiant, que sur les bancs des

écoliers, quelques chaises soient vides, quelques places soient vides. Nous allons peut-être même faire en sorte de ne plus aller sur les réseaux sociaux ce jour-là. Nous serons tellement invisibilisés qu'ils n'en pourront plus de nous voir. Nos ombres portées vont envahir le Nord, nous serons présents comme jamais de notre absence. Et finalement, comme ce n'est pas trop notre tasse de thé de nous absenter, parce que le vendredi, on peut faire plein de choses, on vous propose de rayonner dès le lendemain, de mettre toute la lumière qui s'impose le 1er décembre, dans les rues de Paris, dans les rues de toutes les capitales, dans toutes les places, que nous soyons tous et toutes présents. Bien sûr les racisés d'en-bas, mais aussi ceux et celles qui se veulent solidaires de la lutte contre le racisme et les inégalités sociales. Et nous serons présents à égalité de regard, ce samedi 1er décembre. Ce samedi 1er décembre, nous serons Rosa Parks!

Progressisme blanc et régression féconde indigène. Dépasser le dilemme.

Houria Bouteldja

Je voudrais avant toute chose rendre hommage à un absent, Sadri Khiari, l'un des principaux théoriciens du PIR qui est retourné en Tunisie, faute de papiers et qui aurait dû être des nôtres. Je le dis avec d'autant plus de force qu'il n'est jamais cité par la plupart de celles et ceux qui se disent décoloniaux et encore moins par les universitaires. J'estime en effet son apport incontournable pour tout militant réellement décolonial.

Je commence avec une question directe: Indigènes de France, sommes-nous progressistes? Sommes-nous progressistes comme nous rêvent ceux qu'on nous présente comme nos alliés naturels, la gauche? Sommes-nous anticapitalistes, féministes, écologistes, pour les droits des homosexuels ou encore favorables à l'accueil des migrants? Bref, sommes-nous des gens bien selon les critères de la gauche? D'abord spontanément, j'aurais tendance à répondre que non. Ce n'est pas un «non» intemporel ou définitif. C'est un «non» conjoncturel. Et pour le dire autrement, un «non» complexe. D'abord, pour ne pas tomber dans une quelconque forme d'essentialisme, je dirais que nous ne sommes pas un corps figé et homogène et qu'à ce titre on pourrait même répondre un «oui» partiel si on voulait considérer les membres de ce groupe, les indigènes, comme des unités autonomes et indépendantes.

L'indigène contient des multitudes et il y a effectivement, en notre sein, des progressistes. Sauf que ce n'est pas tellement ce que nous sommes à titre individuel ni notre hétérogénéité (qui est le propre de chaque groupe) qui m'intéressent ici, mais notre communauté de destin, à nous, sujets post-coloniaux – ségrégués socialement, discriminés, subissant un contrôle spécifique des autorités publiques, frappés d'illégitimité dans notre rapport à la nation et privés de représentations politiques -, et les effets de cette condition sur nos trajectoires sociales et politiques. Ce qui m'intéresse donc ce sont les tendances lourdes et massives observables depuis trente ou quarante ans et qui sont le produit de l'histoire récente.

A partir de là, ce que je peux affirmer, c'est que si l'on observe les générations nées en France depuis les années 60 à nos jours, les jeunes générations sont moins progressistes que les anciennes et

que cette tendance va en s'accentuant. Dans le vocabulaire de la gauche, on parlerait de « réaction ». Quelques exemples :

- Des franges laïcardes, républicanistes, progressistes, féministes accusent l'Islam de France d'être un retour à l'ordre patriarcal et à la famille. Ils le disent d'un point de vue raciste mais est-ce faux ?
- 300 pétitionnaires signent un manifeste contre « le nouvel antisémitisme ». Ils l'écrivent d'un point de vue clairement raciste et islamophobe, mais est-ce faux ?
- Une passionaria, du nom de Farida Belghoul, lance une grande journée de retrait des enfants de l'école (les JRE) en 2014 parce que, dit-elle, l'Education Nationale veut introduire la théorie du genre à l'école et qu'il faut préserver le masculin et le féminin. Elle rencontre un tel succès qu'elle provoque un vent de panique dans de nombreux rectorats.
- Le soralisme fustige le féminisme qui castrerait les hommes, les juifs « sionistes » qui « occuperaient » la France et galvanise un virilisme musulman qui serait une qualité intrinsèque de l'Islam. Il fait mouche et est suivi par des centaines de milliers d'internautes parmi lesquels de nombreux hommes indigènes. Et je ne parle même pas de ces youtubeurs à succès qui prônent des idées ultra sexistes défendant un point de vue d'hommes racialement opprimés (je vous renvoie aux interventions de Franco Lollia et d'Azzedine Badis) et qui disent en gros : les femmes arabes appartiennent aux hommes arabes, les femmes noires aux hommes noirs et quand on est un homme, un vrai, on veille à son cheptel et on défend son honneur.
- En 2014, des municipalités, fiefs du parti communiste ou socialiste, tombent entre les mains de la droite avec le soutien d'une partie active des indigènes locaux. Il existe en effet une démagogie de droite qui a su détourner à son profit le conservatisme affiché des habitants des cités. Dans les quartiers qui sont frappés par un taux de chômage plus élevé que la moyenne nationale, le déterminant de classe fonctionne à plein. Mais d'autres motivations jouent. Les musulmans les plus pratiquants ont été heurtés par la loi sur le mariage pour tous (rappelons que l'UOIF a participé à la « manif pour tous »). Cette évolution n'a pas échappé à des candidats de la droite, qui ont ciblé particulièrement les familles musulmanes pendant leur campagne. Ils ont ainsi emporté la victoire dans des bastions historiques de la gauche. Pour s'adresser à « l'électorat musulman, que la gauche considérait comme acquis », Bruno Beschizza, ancien policier, petit protégé de Nicolas Sarkozy, convaincu qu'un discours « d'autorité et de générosité » pouvait porter aussi dans les cités d'Aulnay-Sous-Bois, symbole de la crise depuis la fermeture de l'usine PSA, a notamment utilisé un livre, *Mehdi met du rouge à lèvres*, surfant sur la polémique sur la théorie du genre pour toucher des électeurs qu'il juge « attachés à transmettre les fondamentaux à leurs enfants ». Il a gagné les élections. *Last but not least*, pour engranger des voix dans ces villes pauvres, certains candidats ont promis d'un côté la cantine gratuite et de l'autre de fermer les camps de Rroms, ce qui n'était pas pour déplaire à pas mal d'habitants des quartiers défavorisés qui voient l'expulsion des Rroms comme une revalorisation de leur environnement et même comme un signe de respect.

Je repose donc ma question : sommes-nous progressistes ? Difficile de dire oui.

Mais pour répondre le plus justement possible, je voudrais faire ici un détour par la littérature noire américaine. Ce que j'aime dans cette littérature, c'est le regard implacable et impitoyable des écrivains noirs sur leur peuple. Je pense notamment à Chester Himes et à Richard Wright. Ce que j'aime, c'est la lucidité, la froideur avec lesquelles ils jugent les leurs. Ils savent qu'ils ont affaire à un monde déstructuré, aliéné, malade, souvent névrosé et capable du pire. Mais jamais ils ne cèdent au mépris, parce qu'ils partagent un savoir cardinal : ils savent que ce peuple est le produit de la nation américaine. Ils ont toujours des gardes-fous dans leur tête, un barème qui les prémunit de toute forme de morgue. Ils savent que ce peuple est coincé et qu'il se débat, et surtout, ils savent en faire partie. Ce qui fait qu'il y a toujours et paradoxalement, à côté de leur dureté, une place pour l'empathie et même pour la tendresse. C'est ce qui fait la grandeur de leur littérature contrairement à, par exemple, celle d'un Houellebecq qui se rêve en auteur maudit mais qui ne restera au fond qu'un piètre pamphlétaire car, comme le font remarquer certains observateurs, « il aime haïr, veut être aimé mais éprouve une grande impuissance à aimer et à admirer ».

Ainsi, je voudrais ici, comme Himes, tenter de ne pas céder à ce mépris et même tenter d'apprendre quelque chose de ce divorce, de ce rejet des valeurs de gauche et pourquoi pas d'en faire quelque chose pour le retourner positivement à la faveur d'un projet de libération.

En effet, comment juger les JRE de Farida Belghoul et les milliers de gens qu'elle a convaincus, comment juger ceux qui votent pour Beschizza au nom de l'ordre patriarcal et la sécurité, comment juger les femmes dont parlait hier Louisa Yousfi qui déplorent la « mort des hommes », là où un certain féminisme voudrait les voir s'en réjouir ? Comment juger ceux qui dérivent vers les idées les plus réacs et qui sont socialement les plus indigènes des indigènes ? Ceux qui occupent le plus bas de l'échelle sociale, ceux qui tellement exclus de la vie politique, ne viendront jamais au Bandung du Nord parce que exclus même de nos milieux ? Ceux que des démagogues réactionnaires et racistes arrivent à séduire, ce que la gauche progressiste échoue à faire lamentablement et ce que nous peinons nous-mêmes à réaliser ?

D'un point de vue décolonial, je dirais deux choses :

1/ Cessons de cultiver un faux romantisme et prenons acte de notre ensauvagement. Et je dis bien « ensauvagement » et non pas « sauvagerie ». Nuance. L'ensauvagement implique la notion de processus, d'évolution alors que la sauvagerie implique un état de nature. Comme Chester Himes nous y invite, restons lucides. Je ne le dis pas de gaité de cœur mais nous vivons un moment de forte régression politique. A l'époque du Bandung historique, il y avait, et sans vouloir la surestimer ou l'enjoliver, une forte conscience des intérêts communs et un espoir d'aller vers un avenir meilleur. Fanon rêvait depuis l'Algérie de faire naître un homme nouveau mais comme l'a dit Sadri Khiari, la révolution contient la contre-révolution. Aujourd'hui, cette Algérie que Fanon a participé à libérer participe de la contre-révolution en faisant la chasse aux migrants sub-sahariens pour le compte de l'Europe forteresse et sous-traite son racisme. C'est l'une des manifestations les plus déplorables de notre ensauvagement car cette position du Maghreb dans la hiérarchie des pouvoirs se réfracte chez les Arabo-musulmans qui l'exploitent à leur profit jusque dans les relations interpersonnelles. Je vous renvoie ici à la plénière sur les racismes intra-communautaires et notamment aux interventions de Norman Ajari et de Said Bouamama.

Ce racisme des dominés est caractéristique de tous les groupes dominés assoiffés d'intégration. Et c'est à l'aulne de cette soif d'intégration qu'il faut juger les nouvelles formes de racismes intra-communautaires, d'antisémitismes. C'est à l'aulne de cette soif d'intégration qu'il faut juger la dégradation des rapports hommes / femmes, d'une plus grande intolérance vis-à-vis des homosexuels (je vous renvoie à l'intervention de Paola Bacchetta). Et c'est aussi à l'aulne de cette soif d'intégration qu'il faut apprécier le succès d'un certain libéralisme économique et culturel qui gagne du terrain sous la forme de la croyance au fameux « Yes we can » d'Obama ou le « Deviens toi-même » de Macron qui n'est

rien d'autre qu'une promotion capitaliste de l'individu au détriment d'une force collective, seule capable de créer les conditions d'une véritable résistance face au rouleau compresseur.

2/ Ne pleurons pas sur le lait renversé. Si nous ne sommes plus progressistes ou si nous le sommes moins qu'avant, c'est que le progressisme nous a trahis ou plus exactement, il n'a pas été taillé pour nous. Je cite Sadri Khiari[1]: « Nous ne vivons pas simultanément. Penser une stratégie frontalière décoloniale suppose de rompre avec la conception d'un champ politique unique et homogène. Forgée dans l'histoire des luttes entre progressistes et conservateurs, gauche et droite ou classe ouvrière et bourgeoisie, cette conception de l'espace-temps politique est également, quoique pas uniquement, le fruit de la colonisation. Celle-ci n'a pas seulement occupé des espaces, elle a également occupé le temps. Par la force des armes, elle a imposé une conception racialisée du temps et de l'espace, présupposant un découpage racial du monde et une histoire linéaire eurocentrée, prétendument universelle, fléchée par l'avènement de la modernité et du progrès, qui relègue les autres espaces et les autres histoires à la non-histoire ou à des stades antérieurs de l'histoire. Le démantèlement des instruments et des dispositifs de pouvoir et de savoir qui permettent aujourd'hui encore l'occupation coloniale de l'espace et du temps figure à terme comme un enjeu majeur de la libération. Cette perspective est étrangère à celle de l'émancipation universelle, construite elle-même dans l'idéologie de l'espace-temps unique et homogène au sein duquel prend place un champ politique unique où convergent naturellement les luttes contre les différentes formes d'oppression et où s'opposent nécessairement « réactionnaires » et « progressistes ». »

Ce que dit Sadri, c'est que le clivage gauche/droite est aussi un produit de l'histoire coloniale. Ce que Césaire avait découvert lorsqu'il a écrit sa fameuse lettre de démission au PC et ce que nous continuons de découvrir aujourd'hui. Ce que nous pouvons ajouter aujourd'hui, c'est qu'en plus se développe depuis le pouvoir et jusqu'à l'extrême droite un « progressisme au service de l'ordre »[2] selon la formule du site « Servir le Peuple », qui prend le visage décomplexé de l'homoracialisme et du fémonationalisme.

Je fais ici une hypothèse : et si le conservatisme réactionnaire d'une partie grandissante des nôtres ne contenait pas en lui un secret ? Et si pour découvrir ce secret, il fallait changer de lunettes ? Si je mets mes lunettes décoloniales, est-ce que je vois la même chose qu'un progressiste blanc ?

Prenons le cas du repli d'une frange des enfants de l'immigration vers des valeurs familiales si détestées par la gauche (qui a déclaré la mort de Dieu et de la famille) et si chères aux indigènes. Ne faut-il pas y voir une conscience fine de ses intérêts matériels au moment où l'Etat social recule, où l'Etat social abdique et où l'un des rares lieu de repli, de protection et de solidarité reste le cadre familial, certes oppressif parfois, mais où l'on trouve protection et affection face aux assauts du néolibéralisme ? Lorsque des femmes déplorent la « mort » des hommes, ne sont-elles pas en fait en avance sur les progressistes ? Ne savent-elles pas mieux que quiconque que sans l'aide matérielle des hommes de leur entourage, de plus en plus démissionnaires[3], elles doivent faire face seules à la précarité, à l'administration, aux besoins de leurs enfants ? Est-ce que ce n'est pas de ce point de vue qu'il faut juger et apprécier la participation désespérée et tragique de toutes ces familles indigènes et pauvres aux JRE [Journée de Retrait de l'Ecole] ?

Prenons le cas de l'hostilité grandissante à l'encontre des juifs. N'est-ce pas à cause d'un amalgame abject entre juifs et Israël entretenu depuis tant d'années par les appareils idéologiques de l'Etat et par le mouvement sioniste ? N'est-ce pas à cause de la bonne conscience blanche qui d'un côté fait du génocide des juifs une religion civile et de l'autre relativise la traite transatlantique ou glorifie la colonisation ? N'est-ce pas à cause de cet antisémitisme structurel de l'Etat qui pour préserver son caractère racial organise la hiérarchie des communautés, refuse d'intégrer les juifs au récit national mais organise subtilement la concurrence entre les communautés tout en distribuant les points entre les bons et les mauvais sujets raciaux ? Enfin, n'est-ce pas d'abord à cause d'un attachement viscéral à la Palestine, terre occupée depuis 70 ans et symbole des rapports Nord / Sud, qu'on nous présente vicieusement non pas comme un projet occidental mais comme un projet juif ?

Ainsi, lorsqu'on chausse des lunettes décoloniales, ce qu'on observe, c'est un phénomène dialectique. Une vraie régression, un vrai pourrissement, une vraie déchéance mais derrière chacune de ces régressions on trouve, en creux, la critique d'un système. Derrière le conservatisme familial, il y a la critique de l'Etat anti-social. Derrière l'hostilité envers les juifs, qui entérinera notre déchéance si on n'y remédie pas, il y a la critique de la pyramide raciale, de l'Etat Nation et de l'impérialisme. Pour le dire autrement, derrière chacune de nos régressions, il y a une dimension révolutionnaire en ce sens qu'elle contient la critique de l'Etat, du libéralisme et de l'impérialisme. Cette régression peut prolonger notre servitude et à termes nous être fatale comme elle peut devenir féconde et révolutionnaire pour peu qu'on s'en donne les moyens.

Ainsi, nous sommes devant une alternative que je résumerais de la sorte : ensauvagement ou libération ? Réaction ou révolution ? Haine des juifs / des blancs ou amour révolutionnaire ?

Cette situation n'est pas nouvelle à vrai dire. Elle n'est même pas originale. L'histoire des colonisés de l'intérieur est même pétrie de ces contradictions. CLR James l'avait observé il y a bien longtemps : « Les mouvements qui cherchent à « faire sortir les Juifs de Harlem ou du quartier sud » ont une solide base de classe. Ils constituent les réactions du nègre revanchard qui cherche un secours économique et quelques remèdes à son orgueil de race humilié. Que ces sentiments puissent être exploités par des idiots fanatiques, des Nègres antisémites ou Nègres affairistes, cela ne saurait changer leur base fondamentalement progressive. Cet aspect progressif ne peut en aucune façon être confondu avec l'insatisfaction de la petite bourgeoisie blanche démoralisée qui cherche un refuge dans le fascisme. La réaction américaine peut financer et financera probablement ou encouragera quelques-uns de ces mouvements (Bilbo et Back to Africa) afin d'alimenter la malveillance. Mais les Nègres sont des prolétaires, des semi-prolétaires et des paysans dans leur composition sociale. Le cours général de l'histoire américaine est tel que tout mouvement fasciste d'étendue nationale (aussi déguisé soit-il) sera obligé d'attaquer la lutte des Nègres pour l'égalité. »

Que dire ? Allons-nous laisser les démagogues de tout bord, à commencer par cet ancien flic, instrumentaliser nos ambivalences pour les mettre au service d'un projet véritablement réactionnaire car adossé aux moyens de l'Etat ? Allons-nous pour ne pas céder à cette instrumentalisation vouloir à tout prix transformer l'indigène en progressiste de gauche, coûte que coûte et contre tout réalisme social, ou alors, allons-nous enfin faire ce pari audacieux qui consiste, comme l'avaient fait les non-alignés au Bandung de

1 http://indigenes-republique.fr/nous-avons-besoin-dune-strategie-decoloniale/

2 http://servirlepeupleservirlepeuple.eklablog.com/analyse-et-retrospective-historique-du-fascisme-anti-politique-3e-part-a138446890

3 A propos des masculinités opprimées, lire : http://indigenes-republique.fr/en-finir-avec-le-soralisme-en-defense-des-lascars-de-quartiers-comme-sujets-revolutionnaires/

1955, à trouver notre propre voie ?

A ce stade de la réflexion, vous allez me dire : mais quand est-ce qu'on parle des alliances avec la gauche puisque c'est le sujet de cette plénière ? Ne croyez pas que je me sois noyée dans mes conjectures. Pas du tout ! Parce que cet indigène progressiste, qui existe si peu, c'est celui dont rêvent nos alliés de gauche avec lesquels on a en commun de faire une critique radicale du capitalisme même si, pour nous, c'est l'ensemble de la logique moderne qu'on remet en cause. Et c'est là où le bât blesse. Parce que si l'indigène progressiste existe si peu, la gauche qui accepterait de converger avec cet indigène si peu ragoûtant, si peu sexy, si laid, elle n'existe pas non plus. Parce que pour avoir cet honneur, il faut avoir 20 sur 20 à la copie. Il faut être exemplaire. Et c'est pour cela qu'on doit passer des tests comme on fait des tests d'alcoolémie. Ça risque d'être compliqué. Et pourtant, quand on voit la barbarie qui vient, il n'y a plus d'échappatoire. Nous sommes tous contraints à l'alliance, et aujourd'hui plus que jamais.

Albert Memmi avait déclaré il y a plus de 60 ans dans *Portrait du Juif, l'impasse* : « La réaction m'exclut, le socialisme et la révolution me nient. » Je voudrais reprendre à notre compte cette citation de Memmi car elle est d'une incroyable actualité. Observons la scène et reprenons Memmi :

1/ « La réaction m'exclut. » Effectivement la réaction poursuit son œuvre : sous la forme d'une politique néolibérale extrêmement offensive mais qui prend le visage d'un jeune, beau et dynamique président qui a poussé le vice jusqu'à aller déposer une gerbe de fleurs en mémoire de Brahim Bouarram le 1er mai, et sous celle de l'ultra-nationalisme qui s'organise ici pour empêcher les migrants de fouler le sol européen ou là pour prôner la défense de la race blanche en France, en Allemagne, aux Etats-Unis…

2/ « Le socialisme et la révolution me nient. » Hier, au même moment que ce Bandung du Nord a eu lieu une marche anti-gouvernementale et anti libérale lancée notamment par la France Insoumise. Cette manifestation, dont personnellement je me réjouis, comme je peux me réjouir des grèves qui ont lieu en ce moment et qui concernent aussi une partie des indigènes, est presque une allégorie, de nos espaces-temps, de nos mondes parallèles, blancs et indigènes. Eux à Paris, nous à Saint-Denis.

Bien sûr, les initiateurs de cette manifestation ne manqueront pas de s'interroger sur l'absence massive des non-blancs et des quartiers mais ils ne s'interrogeront pas sur leur propre aveuglement. Et leur plus grande erreur, c'est de nier l'indigène discordant. Leur plus grande erreur est de croire à la réforme de cet indigène comme s'il suffisait de faire des invocations sans prendre en compte les causes matérielles de cette discordance ; leur plus grande erreur est de nier leur propre entre-soi qui n'existe que parce que depuis 30 ans leur agenda politique défend en priorité l'intérêt des classes subalternes blanches. Cette question doit être mise à l'ordre du jour de cette gauche radicale dans les mois et les années qui viennent comme nous-mêmes devons mettre la question blanche à l'ordre du jour de notre agenda décolonial.

Rendons justice à la vérité. L'indigène discordant n'est pas le seul point aveugle de la gauche radicale. Il y en a un autre : c'est le prolétaire blanc. En effet, comme l'a souvent répété Sadri Khiari, la gauche radicale n'arrive pas à rompre avec son matérialisme froid qui l'empêche de comprendre le besoin d'histoire, d'identité, de spiritualité et de dignité des classes populaires blanches. Une dignité qui ne soit pas seulement la dignité de consommer. Les prolos français qui ont voté pour Sarkozy ou Le Pen n'attendent pas d'eux seulement qu'ils augmentent leurs salaires. Ils votent pour des « valeurs », quoi qu'on puisse penser de ces valeurs. Et à des valeurs, on n'oppose pas 1500 euros mais d'autres valeurs ; on oppose de la politique et de la culture. La question de la dignité est une porte d'entrée trop négligée. Cette dignité bafouée a su trouver auprès de ceux qu'on appelle les « petits blancs » en France, ou encore les « white trash » aux États-Unis, une voix souterraine pour s'exprimer, c'est l'identité. L'identité comme revers vicieux de la dignité blanche et qui, sous cette forme, n'a trouvé comme traduction politique que le vote FN, puisque ces petits blancs sont « trop pauvres pour intéresser la droite, trop blancs pour intéresser la gauche » pour reprendre la formule d'Aymeric Patricot (la gauche institutionnelle, s'entend). À la politique de « l'identité nationale » donc, on ne peut plus se contenter d'opposer un internationalisme universaliste et uniformisateur, européocentriste. Il faut trouver d'autres réponses.

Je propose pour conclure que ces points aveugles de la gauche deviennent nos points de clairvoyance. Les prolétaires blancs ont aussi leur zone grise mais ils ont aussi leur dignité. Il n'est pas souhaitable, comme il ne serait pas très généreux de notre part, de croire que le prolétariat blanc est condamné au fascisme. Si cette tendance est indéniable, ils sont aussi nombreux à démissionner du politique, à s'abstenir, à résister et oui, à vivre dans leurs contradictions de prolos méprisés. Quoi qu'on en dise, ce mépris n'est pas seulement un mythe entretenu par l'extrême-droite. Il est au cœur de la dévitalisation d'une gauche satisfaite d'elle-même, qui donnant d'une main des leçons d'antiracisme moral aux petits blancs, apprenait de l'autre l'intégration républicaine aux immigrés. À ces deux extrémités, deux camps qui se regardent en chien de faïence, et une expérience commune : la négation de dignité.

Alors que faire ? La paix révolutionnaire entre les petits blancs et les post-colonisés ne se décrète pas. Et il est déjà des stratégies douteuses de réconciliation qui se font entendre. C'est donc un terrain extrêmement miné sur lequel pourtant il faudra mettre un pied, ni à partir de la gauche telle qu'elle se détermine aujourd'hui ni à partir de l'extrême-droite mais à partir d'une politique décoloniale, seule à même de sortir de ce duel mortifère, entretenu par des intérêts divers, entre les deux parias de la société, les petits blancs et les indigènes. Ou pour le dire plus clairement : entre les Beaufs et les Barbares.

Antiracisme politique : année 0.

Stella Magliani-Belkacem

Il y a deux manières d'aborder la question des alliances avec la gauche. La première, probablement la plus intéressante, serait de poser la question d'un point de vue stratégique : déterminer les rapports sur le long terme du camp décolonial avec « la gauche », « le mouvement social », « la classe ouvrière ». Il y a une autre manière d'aborder ce problème. C'est une façon de faire plus au coup par coup : c'est-à-dire envisager la question des rapports à la gauche d'un point de vue tactique. Penser la tactique, c'est essayer de dresser un panorama de la conjoncture, tenter de cartographier les espaces de lutte et faire des propositions de campagnes ponctuelles et de mots d'ordre. Il y a en effet des alliances stratégiques (disons de long terme) et des alliances tactiques. Évidemment, tactique et stratégie ne vont pas l'une sans l'autre. Une alliance tactique peut devenir, à force, une alliance stratégique. La stratégie consiste à définir des objectifs, à moyen ou long terme, et à penser les grandes étapes pour se diriger vers ces objectifs. La stratégie consiste à envisager les formes organisationnelles que nous serons amenés à construire comme des entités durables.

La question telle qu'elle est posée dans l'intitulé du forum, c'est-à-dire « quelles alliances avec la gauche ? », laisse penser qu'il s'agit ici de se poser la question d'un point de vue tactique. Pour l'heure, l'horizon stratégique de l'antiracisme politique, c'est de construire son autonomie. On n'en est pas, pour l'heure, à envisager un partenariat durable avec telle ou telle force de la gauche blanche. En premier lieu, d'ailleurs, parce que de tels partenaires n'existent pas sous la forme structurée d'une organisation, partageant avec l'antiracisme politique une même feuille de route. Nous n'en sommes pas là : aujourd'hui, notre tâche consiste à pérenniser les liens qui unissent celles et ceux qui se reconnaissent dans l'antiracisme politique. Et c'est d'ailleurs ce qui confère à cette conférence du Bandung du Nord un caractère stratégique : elle participe de pérenniser nos liens et nos partenariats, mais aussi de les discuter. Dès lors, l'enjeu des alliances avec la gauche demeure confiné à la tactique.

On pourrait déjà s'attarder sur la question sous-jacente : pourquoi les alliances avec la gauche sont-elles si présentes dans nos décisions tactiques ? Il se trouve que l'antiracisme politique est le fruit d'espaces, d'organisations, qui s'inscrivent, depuis une dizaine d'années, dans l'idée d'*autonomie des luttes de l'immigration et des quartiers populaires*. C'est-à-dire que, d'emblée, notre courant se définit comme ayant fait le choix de « compter sur ses propres forces ». Dans ce contexte, pourquoi la question des alliances se poserait-elle ?

- En premier lieu, les luttes de l'immigration et des quartiers ont face à elles un solide adversaire. Qu'on l'appelle Pouvoir blanc, racisme structurel, racisme d'État, il est clair que l'on suggère que l'ennemi est puissant. Le système raciste s'appuie sur les élites économiques et politiques, il est ancré dans les institutions de l'État et il emporte l'assentiment d'une part considérable des classes populaires. Dans ce contexte, nos luttes ne sauraient espérer gagner quoi que ce soit si elles restent minoritaires. Dans les pays du Nord, nous avons un désavantage qui est d'abord démographique. Combien sommes-nous de noirs, d'Arabes, de musulmans ?

- Par ailleurs, il se trouve que la gauche a, pour une part, partagé des combats au sein de notre histoire : luttes de décolonisation, grèves des immigrés, solidarité avec la résistance palestinienne, etc. Nous savons d'expérience que cette convergence n'est jamais acquise, qu'elle est fragile ; nous savons aussi qu'il est très tentant pour cette gauche de faire de nous ses tirailleurs. Cela signifie que nos alliances avec elle sont d'autant plus fécondes, d'autant plus solides, que notre projet d'autonomie est plus avancé.

L'une des craintes associées aux alliances avec la gauche, c'est évidemment le spectre de la récupération. Dans nos milieux, nous avons été marqués au fer rouge par l'expérience désastreuse de SOS Racisme. Plus profondément, la violence que subissent les quartiers populaires n'est pas sans lien avec des décennies de clientélisme mises en œuvre par la gauche. Quand tout le milieu associatif, toute la militance immigrée, quand les emplois municipaux des nôtres dépendent des bonnes faveurs d'une mairie PS ou PC, l'autonomie politique est en péril. Ce clientélisme livre littéralement en pâture nos quartiers à l'État, à la police et aux « politiques de la ville » : sans autonomie, il est très difficile de nous organiser contre les institutions. En fait, la récupération systématique a voulu dire pour nous : *contentez-vous d'associations culturelles, d'alphabétisation ou d'activités sportives ; faites savoir vos doléances, mais sans frasques et en vous désolidarisant des énervés ; pratiquez votre religion mais restez discrets dans l'espace public.*

Pour résister à la récupération, il faut en identifier les causes, et ne pas s'en tenir à ses symptômes. Certes, quand la gauche nous récupère, elle intègre une part de nos slogans, elle feint de porter notre parole. Mais cela ne veut pas dire que quand cela se produit, c'est toujours l'indice que nous nous faisons récupérer. Il est même raisonnable de penser que ce phénomène indique le contraire. Il est possible de dire : quand la gauche reprend nos revendications, nos slogans, quand elle se joint à nos mots d'ordre, c'est que nous avons gagné des batailles. Quand le NPA dialogue en 2014 avec le collectif Gaza, appelle aux manifestations interdites en solidarité avec la résistance palestinienne, quand le carré de tête du collectif national a porté dans ces manifs-là une banderole : « soutien à la résistance, sanctions contre Israël », oui nos forces ont connu une victoire. Quand Sud Education se fait attaquer en justice par le ministre de tutelle à cause du concept de « racisme d'État », il est évident que nos thématiques ont indéniablement progressé. On en revient à ce que je disais tout à l'heure : à mesure que notre autonomie s'affermit, on peut supposer que nous sommes à même de

gagner une hégémonie sur une partie des classes populaires et des organisations qui les représentent. Cette hégémonie, c'est l'idée que nous faisons de la politique, en tant que force autonome.

Faire de la politique, c'est aspirer à être une alternative politique, à changer de système. Pour le faire, il faut que nous ayons un réseau solide de contre-pouvoirs, de courants d'opinion, d'alliés, il faut qu'un arc de force suffisamment large devienne à même de faire plier l'État. Cela signifie que, à l'heure actuelle, nous continuons à construire un courant politique. C'est ce que nous faisons à l'occasion de ce Bandung du Nord. Nous tissons des liens entre nous, indigènes, nous renforçons des partenariats internationaux, nous évoquons les questions qui nous divisent parfois entre non-blancs, les tensions hommes-femmes, les tensions intra-communautaires, l'antisémitisme. Ce travail patient est nécessaire parce que pour vaincre, pour devenir hégémoniques, notre autonomie doit être forte. Ce travail hégémonique suppose de chercher à produire des échos, de tisser un maillage militant autour des thématiques de l'antiracisme politique, parmi les forces classiques du mouvement social et des organisations de la gauche radicale. Nous avons gagné en expérience en ce domaine et avons pris des habitudes. Nous avons des partenaires privilégiés, principalement au sein du NPA, Ensemble, du PCF, des syndicats Solidaires.

Il faut avouer que nous sommes face à un tournant par rapport à ces habitudes-là. Il se trouve qu'hormis l'univers syndical, les espaces que j'ai pris le soin de mentionner sont entrés en crise ces dernières années. L'un des facteurs de cette crise a été la décision par Mélenchon d'enterrer le Front de gauche, pour le remplacer par la France Insoumise. Je m'explique : le Front de gauche était un projet de coalition de gauche radicale ; il devait laisser place à la collégialité, à un pluralisme des organisations ; or, dans la France Insoumise, il n'y a plus d'organisation, ni d'adhérents, il n'y a que la figure de Mélenchon et le travail parlementaire des députés. Face à cette grosse machine, plus personne, ni à l'extrême gauche, ni dans les secteurs de l'immigration, n'a le loisir de chercher des relais, des échos, des partenaires. Le NPA, quant à lui, est affaibli par ses propres dissensions internes et l'hémorragie militante qui en découle.

Un bon témoignage de cette crise qui affecte la gauche radicale dans son ensemble, c'est la façon dont les manifestations s'organisent au sein du mouvement social actuel. Pour l'heure, les appels à manifester qui se sont avérés massifs l'ont été soit des syndicats, soit de Mélenchon en cavalier seul. Ce n'est que tout récemment qu'une date de mobilisation unitaire s'est décidée à l'initiative de la gauche et on ne sait pas encore quel est son potentiel. En d'autres termes, le mouvement actuel montre bien le gouffre qu'il y a entre un pôle syndical d'un côté et un pôle insoumis de l'autre. Deux espaces sur lesquels nous aurons des difficultés à peser du fait de deux choses : d'une part, il faut avouer que nos liens avec les syndicats sont faibles. La victoire récente des chibanis de la SNCF fait partie de nos joies militantes, mais nos partenaires ne sont pas encore très significatifs sur ce terrain-là. Pourtant, le syndicat est sans doute l'un des premiers espaces de politisation pour nombre d'indigènes. On peut le voir aujourd'hui dans les cortèges de cheminots, chez Solidaires ou à la CGT par exemple. On y reviendra au sujet des pistes pour avancer, mais c'est un point à retenir : un lien plus fort avec des syndicats est peut-être l'étape à franchir aujourd'hui pour l'antiracisme politique. D'autre part, le pôle insoumis n'est pas seulement social-chauvin, islamophobe, etc. Il est aussi hors de portée parce que les militants de base se réclamant de la FI n'ont aucun poids en interne.

Face à cette crise, il faut noter un élément nouveau dans notre équation. Dans cette période de recomposition, un troisième secteur a vu le jour et s'est affirmé publiquement depuis 2016 et les mobilisations contre la loi travail. Ce sont ceux que, depuis le 1er mai notamment, on stigmatise à tout va dans les médias : les « casseurs », les « black bloc », les autonomes. C'est un secteur avec lequel nous avons pour l'heure peu de liens, même si nombre de ses participants sont sympathisants de l'antiracisme politique. C'est aussi un secteur très hétérogène, beaucoup plus varié politiquement que n'importe quelle organisation ou syndicat. Par ailleurs, il est difficile de tisser des liens durables avec ces acteurs car leurs organisations sont particulièrement souples, parfois à peine plus structurées qu'un simple réseau affinitaire. Dans les manifs syndicales, leur cortège est désormais de plus en plus dense. On appelle ça depuis 2016 le « cortège de tête » : une partie de la manif située en tout début de cortège, sans affiliation à une orga, dans laquelle les participants sont souvent équipés de lunettes de piscines, de masques à gaz. Là-dedans, il y a aussi une part qui choisit de se vêtir tout en noir et de cacher son visage, c'est le black bloc. Si on prend simplement la dernière manif du 1er mai, ce cortège de tête s'avère finalement assez imposant : il représentait un peu plus d'un tiers de la manifestation. C'est une sensibilité qui progresse de façon très perceptible dans la jeunesse, qui est active dans les occupations de fac et qui a participé activement à la Zone à défendre de Notre Dame des Landes.

Pour résumer ce que représente ce courant, du point de vue de nos luttes à nous, c'est qu'il s'agit d'une option d'affrontement radical avec l'État. Quelles que soient les pratiques du cortège de tête, son attitude est offensive. Oui, il y a des black bloc qui cassent, comme le montrent les médias. Mais d'abord et avant tout, le black bloc constitue un répertoire de techniques pour se défendre de la police et de l'extrême droite. Les masques de plongée et les masques à gaz protègent des gaz lacrymogènes et des obus tirés au visage par la police. Les banderoles renforcées, qu'on a pu voir sur beaucoup d'images médiatiques, servent à contrer les canons à eau, les charges et les flashballs. La dissimulation du visage et le dress code tout en noir servent à se protéger des identifications, notamment par les photos et vidéos policières ou des médias. C'est une adaptation aux nouvelles réalités de la justice, aux peines très lourdes qu'on se voit infliger pour trouble à l'ordre public, dégradation ou violences en réunion, voire pour seule participation à un groupe. Quant au cortège de tête qui n'est pas masqué, il est souvent capable d'actions offensives bien que non-violentes : quand la police cherche à « nasser », à bloquer tout un cortège pour procéder à des fouilles et des contrôles par exemple. On a vu de nombreuses fois des manifestants à visage découvert avancer pacifiquement sur des cordons de CRS, former des chaînes, et faire reculer la police.

Ce répertoire tactique est loin des luttes actuelles qui sont menées au sein de l'antiracisme politique. D'abord parce que, quand des non-blancs adoptent une posture offensive face à l'État, la répression est vraiment sans mesure. Sans avoir fait preuve d'une attitude en quoi que ce soit comparable, la famille Traore subit un acharnement policier et judiciaire effarant. Ces modes d'action sont donc choisis par les nôtres en des situations exceptionnelles, essentiellement les nuits d'émeute, loin des caméras et des manifestations sous les projecteurs médiatiques. Néanmoins, on ne peut pas séparer de façon étanche les cortèges autonomes d'un côté et nos luttes de l'autre.

La première raison concerne les modes d'action et ce qu'ils veulent dire. Être offensif face à l'État, c'est opposer une réponse aux violences policières en général. Même si la majorité du cortège de tête est composée de militants blancs, il faut comprendre ce qui se joue derrière. En particulier, on a vu Mélenchon et une partie de l'extrême gauche les insulter, déclarer qu'ils décrédibilisent les luttes. Mais que signifie cette accusation ? En fait, il faut avouer qu'une partie de la gauche radicale

s'est installée dans une routine contestataire sans vraiment remettre en cause le pouvoir d'État. Il y a un opportunisme qui consiste à ne pas vouloir effrayer le « citoyen » blanc qui fait confiance à la police. À mon sens, c'est un opportunisme similaire qui explique nombre de manquements de la gauche à l'égard des violences policières ou de la Palestine : il ne faut pas brusquer ceux qui sont attachés à l'État impérialiste français. C'est donc une bonne chose qu'un mouvement pugnace installe dans le paysage radical une hostilité de principe et pratique envers les institutions.

La deuxième raison qui nous invite au dialogue avec les autonomes, c'est l'histoire d'une partie d'entre eux. À l'origine du cortège de tête, il y a en fait tout un milieu militant issu des classes populaires et pour une grande part non blanches. Ce sont des groupes qui ont amorcé leur politisation dans le milieu des supporters de foot, dans les affrontements au Parc des Princes avec les virages d'extrême droite. Par la suite, cette mouvance s'est structurée au sein de l'antifascisme, en adoptant une identité clairement anti-impérialiste et en participant aux luttes de l'antiracisme politique. Ces antifas étaient là en 2014 à nos côtés pour Gaza, contre la LDJ rue de la roquette. Ils étaient là à la Marche de la dignité. C'est aussi par leur biais que des lycées populaires parisiens ont rejoint les manifestations autonomes en 2016, et c'est ainsi qu'on a alors pu voir des lascars en nombre dans des manifs du mouvement social. C'est sous leur influence également que l'esthétique du black bloc a changé : on compte désormais un nombre conséquent de banderoles faisant référence au rap d'aujourd'hui, au point que SCH ou Booba se sont permis de partager les slogans faisant référence à leurs paroles sur les réseaux sociaux. Il y a des liens importants entre cette filiation du cortège de tête et nos luttes, que l'on songe aux militants qui sont aux côtés d'Assa Traoré ou à ceux qui ont participé aux révoltes urbaines à Bobigny suite à la mutilation policière et au viol de Théo.

La troisième raison qui nous pousse à considérer ce courant, c'est l'effervescence actuelle de l'extrême droite. Il y a un véritable retour des groupes fascistes violents. Et il faut aussi noter que certains milieux comme le Printemps républicain mènent une action de guérilla sans interruption sur les réseaux sociaux à l'encontre de nos luttes : ils ressemblent comme deux gouttes d'eau à l'*alt-right* qui sévit dans l'Amérique de Trump. Aujourd'hui, les forces autonomes sont à la pointe des luttes contre les fascistes, notamment quand ils s'attaquent aux occupations universitaires. Il se trouve qu'il n'est pas impossible que nous fassions les frais de ces tendances en ébullition. Alors, cette troisième force, entre le syndicalisme et les Insoumis, demande peut-être de notre part que nous nous réinventions, que nous changions quelques routines.

Quel travail politique accomplir aujourd'hui et avec quelles forces ?

Les autonomes pourraient s'avérer des partenaires cruciaux si nous voulions mener campagne à propos des prisons. D'abord, certains de leurs militants ont subi des incarcérations, ce qui est un point commun avec les nôtres dont aucun autre courant de la gauche ne peut se réclamer. La plupart des militants d'extrême-gauche ont une idée très vague du système carcéral, tandis que nos frères, nos oncles, nos cousins, nos familles, sont quotidiennement mutilés par les incarcérations et le pouvoir judiciaire. Dans le prolongement de la Marche pour la dignité, une campagne contre le versant carcéral de la violence policière serait salutaire.

Comme dans nos autres partenariats avec la gauche, il nous faudra se confronter aux limites des autonomes. Nombre d'entre eux, par exemple, sont attachés à l'idée que tous les incarcérés sont des « prisonniers de la guerre sociale », qu'on ne peut pas distinguer les militants et les autres en prison. De notre point de vue, ils minimisent complètement le dilemme qui se joue pour nous en termes de dignité. Leurs militants tombent pour violences en réunion dans le cadre de nobles actions politiques. Les nôtres tombent à cause d'un quotidien difficile, à cause de la bibi et de la lutte contre la drogue. Dans nos familles, nos milieux, on n'en parle pas facilement, on a honte. Dépasser cette honte demande de prendre ce problème en charge collectivement ; on ne peut pas le minimiser sous prétexte qu'on serait « tous pareils » et que toute incarcération est illégitime. Il faut qu'on fasse prendre conscience que la prison résume désormais la condition qui nous est faite en tant qu'indigènes, en France et dans le reste du monde. On le voit aux États-Unis, qui a le plus fort taux d'incarcération au monde. On le voit en Palestine au travers de la famille Tamimi et les centaines d'enfants palestiniens incarcérés et torturés par l'entité sioniste. Et on le voit dans nos quartiers avec les allers-retours en prison et, pour les autres, la prison hors les murs avec le bracelet électronique. L'État nous gère, nous empêche de nous révolter avec cette menace permanente qui pèse sur nous.

Pour adapter notre tactique, il faut tirer profit de ce que la nouvelle gauche engage comme opposition à l'État. Il faut encourager ceux qui, chez les autonomes, tiennent bon pour la Palestine, contre l'impérialisme, à l'heure où une grande partie de la gauche est indifférente à ces questions, voire recule face au sionisme ou aux interventions humanitaires. Il faut nous nourrir de leur combat anticarcéral pour étendre nos campagnes contre les violences policières. Par ailleurs, il faut nous rapprocher du syndicalisme, puisque celui-ci est amené à jouer un rôle de plus en plus politique. Nous pouvons probablement tisser des liens inédits avec des syndicats enseignants, de cheminots, ou encore avec des Unions locales de la CGT combatives.

Voilà donc ce que j'avais à dire, en ce jour où nous consolidons nos partenariats stratégiques, n'ayons pas peur de réinventer nos alliances tactiques. N'ayons pas peur de nous réinventer, on ne recommence jamais que par le milieu.

Merci.



BANDUNG DU NORD
6 MAI 2018

Vers une internationale décoloniale?

- Diên Biên Phu. Une défaite de l'État français, une victoire du peuple français ? / p.1
par Saïd Bouamama

- Le temps est venu des subalternatives décoloniales. / p.3
par Nacira Guénif-Souilamas

- Vers une Internationale décoloniale. / p.5
par Sandew Hira

- Déclaration collective finale / p.8

Diên Biên Phu. Une défaite de l'État français, une victoire du peuple français ?

Saïd Bouamama

La défaite militaire de l'État colonial français à Diên Biên Phu le 7 mai 1954 fait partie de ces moments historiques marquant le passage d'une époque historique à une autre. La chute du camp retranché français après 56 jours de combats sanglant ne peut cependant pas s'analyser sur un plan uniquement militaire. Première victoire d'une lutte de libération nationale dans l'empire français, elle enclenche un processus d'émancipation nationale qui sonne le glas de cet empire. Pour saisir les causes, enjeux et conséquences de cette victoire vietnamienne qui apparaît immédiatement aux yeux des indigènes des autres colonies françaises comme leur victoire, je vous propose un cheminement en trois temps. Dans un premier temps, il s'agira de resituer l'événement dans la séquence historique qui s'enclenche en 1945. Dans un second temps, nous rappellerons les effets immédiats de Diên Biên Phu sur les autres peuples colonisés mais également dans le renouvellement de la stratégie coloniale française. Un troisième moment sera consacré à la question posée dans le titre de l'intervention : qui a gagné et qui a perdu à Diên Biên Phu ?

1. La fissuration du socle colonial

La Seconde Guerre Mondiale joue comme un ferment puissant de l'aspiration anticoloniale. Elle fissure profondément le socle colonial. Les premières fissures ne sont pas militaires mais idéologiques, culturelles et psychologiques. Sur le plan idéologique, le racisme biologique qui prédominait jusque-là n'est plus défendable aux yeux mêmes des Européens. L'expérience du nazisme change profondément la donne. Avec le « nazisme », des blancs appliquent pour la première fois, à d'autres blancs, une hiérarchisation raciste jusque-là réservée aux colonisés. Des pays européens sont colonisés et leurs peuples subissent ce que leurs pays font vivre à des millions de colonisés depuis des siècles. La même année que Diên Biên Phu, Aimé Césaire résume comme suit ce bouleversement :
« Lorsque Hitler a vociféré pour la première fois ses abominations sur la race supérieure, les peuples d'Europe ont pu être étonnés. Nous autres, peuples coloniaux, nous l'avons été fort peu, car nous avions déjà entendu ce langage-là, non pas par la bouche d'Hitler, mais de la bouche de nos maîtres, de celles des grands colonisateurs […] ; peut-être la grande originalité d'Hitler a-t-elle été simplement d'appliquer aux peuples européens les méthodes coloniales que l'Europe avait jusqu'ici, sans sourciller, appliquées, pour son plus grand profit, aux nations non européennes. » (Aimé Césaire, *Le colonialisme n'est pas mort.*)

Du côté des colonisés la participation massive aux combats contre le nazisme constitue une expérience qui mine un des mythes essentiel de la colonisation, celui de « l'invincibilité de l'homme blanc ». Les organisations nationalistes des différentes colonies rappellent alors au colonisateur les idéaux affichés dans la charte de l'Atlantique de 1941, la charte des Nations-Unies de 1945 et la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. La réponse française à ces exigences des colonisés sera la violence militaire et le massacre : en Algérie avec les massacres de mai 1945, en Indochine avec la guerre de reconquête en 1946 et à Madagascar avec un autre massacre massif en 1947.

La victoire de la Révolution chinoise en 1949 et la fin de la guerre de Corée en 1953 parachève la réunion des facteurs qui conduisent à la victoire de Diên Biên Phu. L'Etat français a bien pris la mesure de ce qui se joue au Vietnam. Il ne s'agissait pas simplement de l'indépendance d'une colonie mais de l'avenir de l'Empire colonial français. En témoigne l'ampleur des forces militaires engagées dans la bataille (le corps expéditionnaire français compte plus de 100 000 hommes).

L'armée française est à l'image de son empire. Les français ne représentent que 25 % des effectifs et les autres soldats sont issus de 17 colonies. L'attitude de ces troupes pendant le conflit sera un autre indicateur des mutations que connaissent les colonisés après l'expérience de la Seconde Guerre Mondiale. Les tirailleurs algériens et marocains désertent en partie importante et rejoignent pour certains d'entre eux les combattants vietnamiens. Ils répondent ce faisant à l'appel des Vietnamiens qui soulignent dans leurs tracts et messages audio la communauté d'oppresseurs mais aussi à l'appel du leader nationaliste rifain Abdelkrim El Khatabi qui déclare :
« Soldats marocains ! Sachez que l'aide que vous apportez aux forces de l'impérialisme en Indochine, en plus de son caractère contraire à la religion et à la morale prolonge la présence française dans vos patries. […] Vous devez chercher à passer dans les rangs des Vietnamiens pour les aider à vaincre les impérialistes français car leur défaite serait aussi une victoire pour la cause de la liberté et de l'indépendance du Maghreb. » (Journal égyptien *Sawt al Oumma* du 21 mars 1948)

2. L'impact sismique

Si la victoire vietnamienne de Diên Biên Phu est un résultat de la nouvelle séquence qui s'enclenche en 1945, elle est aussi un accélérateur des mutations profondes qui caractérisent cette nouvelle époque. En témoigne les réactions des colonisés. Donnons quelques citations de militants nationalistes de la période :

- Fehrat Abbas souligne que Diên Bîen Phu revêt immédiatement un caractère de symbôle : « Dien Bien Phu ne fut pas seulement une victoire militaire. Cette bataille reste un symbole. Elle est le Valmy des peuples colonisés. C'est l'affirmation de l'homme asiatique et africain face à l'homme de l'Europe. C'est la confirmation des droits de l'homme à l'échelle universelle. A Diên Biên Phu, la France a perdu la seule légitimation de sa présence, c'est-à-dire le droit du plus fort. » (Fehrat Abbas, *Guerre et révolution d'Algérie : la nuit coloniale*, p. 16.)

- Youssef BenKheda se rappelle l'impact de Diên Biên Phu sur la décision de passer à la lutte armée en Algérie : « L'humiliant désastre de Diên Biên Phu » pour le corps expéditionnaire français a agi « en puissant détonateur sur tous ceux qui pensent que l'option de l'insurrection à court terme est désormais l'unique remède, la seule stratégie possible pour dépasser la crise […]. » Diên Biên Phu « décuple la détermination des militants pressés d'aller de l'avant. L'action directe prend le pas sur toutes les autres considérations et devient la priorité des priorités. »(in *Les origines du 1er novembre 1954*, p. 245.)

- Ruben Um Nyobè considère pour sa part que la victoire vietnamienne « doit servir de leçon à ceux qui croient que le fait de calomnier l'adversaire est une solution efficace ». (in *Comment faire pour gagner la bataille du référendum pour l'unification du Cameroun*)

Nous aurions pu citer Nkrumah, Nyerere ou Fanon, Mandela ou Sékou Touré: tous les acteurs militants nationalistes des indépendances africaines évoquent la victoire vietnamienne comme une promesse d'une indépendance proche.

La réaction est identique du côté des peuples. « La chute de Diên Biên Phu le 7 mai 1954 ne passe pas inaperçue en Tunisie ; elle est célébrée dans les quartiers populaires par la confection d'un plat qui prend le nom de « tajine Diên Biên Phu »», rappelle l'historienne Juliette Bessis. (in *Mouvement ouvrier, communisme et nationalisme dans le monde arabe*, p. 272) « Les colonisés, eux, ne s'y sont pas trompés. Divers témoignages attestent que, dans les autres colonies alors dominées par la France, la joie éclata. », complète l'historien Alain Ruscio. (in « Diên Biên Phu, le Valmy des peuples colonisés », *L'Humanité* du 9 mai 2014)

Les autorités coloniales constatent, elles aussi, ces effets sur le rapport aux colonisateurs. Ainsi par exemple de préfet de Batna déclare que Diên Biên Phu a eu comme conséquence « une modification importante de l'état d'esprit musulman des Aurès […]. Les Chaouïa ne considéraient plus les Français comme des chefs puisqu'ils étaient vaincus.» (cité par Daniel Guérin, in *Ci-gît le colonialisme*, p. 25)

L'accélération de l'histoire que symbolise Diên Biên Phu se traduit rapidement en faits et initiatives concrètes. Alors que la bataille n'est pas encore entièrement close mais que son issue est déjà avérée, se réunit du 28 avril au 2 mai, la conférence de Colombo dans laquelle cinq pays nouvellement indépendant d'Asie décident d'organiser une conférence des pays indépendants d'Afrique et d'Asie à Bandung. Quelques mois après c'est le déclenchement de la guerre de libération en Algérie dans laquelle s'engageront de nombreux tirailleurs algériens ayant fait la guerre d'Indochine, puis la conférence de Bandung en 1955 où les délégués vietnamiens sont accueillis en héros et la nationalisation du canal de Suez en 1956 où la solidarité proclamée à Bandung trouve sa première concrétisation. Cette succession de faits attestent de l'impact sismique de la victoire vietnamienne. C'est bien l'époque coloniale qui entre en crise mortelle à Diên Biên Phu.

L'État français pour sa part est contraint à un changement de stratégie. La crainte de la contagion du « virus vietnamien » le conduit à accepter l'indépendance de ses colonies asiatiques dans une logique de « lâcher l'Asie pour garder l'Afrique ». Les guerres d'Algérie et du Cameroun seront les traductions concrètes de cette stratégie. Garder la mainmise coloniale sur l'Afrique est la préoccupation centrale après Diên Biên Phu. L'ancien ministre des colonies, un certain François Mitterrand résume cette préoccupation comme suit : « Sans l'Afrique, il n'y aura pas d'histoire de France au XXIe siècle. » (F. Mitterand, *Présence française et abandon*, 1957, p. 237) Mais l'impact cumulé de Diên Biên Phu, de Bandung et de Suez et la crainte du déclenchement de nouvelles luttes armées en Afrique subsaharienne conduit rapidement à un nouveau changement de stratégie. « Ne laissons pas croire que la France n'entreprend des réformes que lorsque le sang a coulé. », déclare en 1957 le ministre de l'Outre-mer Gaston Deferre devant le Conseil de la République pour justifier la loi cadre de 1956. A peine promulguée, celle-ci qui se contente d'accorder une large autonomie est dépassée tant est devenue forte l'aspiration à l'indépendance immédiate. Ne pouvant plus s'opposer aux indépendances, l'Etat français les accélérera en les encadrant par des accords de coopération, des accords monétaires et des accords de défense vidant la souveraineté nationale nouvelle de sa substance. Le temps du néocolonialisme et de la Françafrique commence.

3. Vainqueurs et perdants

Diên Biên Phu eu un impact sismique tel que l'ensemble de l'empire colonial fut bousculé. L'Etat français est contraint de muer son colonialisme en néocolonialisme. Un tel constat souligne qu'un système de domination ne disparaît jamais de lui-même, ni ne se transforme de lui-même. Il ne se transforme que par le rapport de forces qui déterminera soit sa disparition, soit sa mue sous un nouveau visage. A ce titre les indépendances de la décennie 60 sont à la fois une avancée historique certaine et le signe du maintien de la domination.

La question des vainqueurs et perdants de Diên Biên Phu revêt un caractère de fausse évidence. Posée de manière essentialiste et binaire, elle aboutit à une réponse en apparence évidente : le Vietnam a gagné, la France a perdu. Du côté vietnamien la réponse peut être globalement considérée comme satisfaisante compte-tenu du sacrifice collectif qui a été nécessaire pour vaincre militairement l'armée française. Une telle victoire suppose la mobilisation de tout un peuple que le général Giap résume comme suit pour la seule bataille de Diên Biên Phu : « Ne faut-il pas pour amener un kilo de riz aux soldats sur le front, en consommer quatre pendant le transport ? Vous vous rendez compte ! Nous avons utilisé 200 000 porteurs, plus de 20 000 bicyclettes, 11 800 radeaux, 400 camions et 500 chevaux. Les canons, au demeurant, seront hissés à bras d'homme sur les collines. » (in *Le Monde* du 4 octobre 2013)

Un tel effort et sacrifice atteste d'une large mobilisation populaire pour l'indépendance et fait de celle-ci une victoire indéniable pour le peuple vietnamien. L'accélération de l'histoire anticoloniale sous l'effet de Diên Biên Phu fait des autres peuples colonisés de l'empire français des bénéficiaires de la victoire du peuple vietnamien.

La question du perdant est moins évidente. Les réponses amenées par différents acteurs de l'époque sont à cet égard significatives. Le sociologue et géographe André Siegfried explique en 1950, c'est-à-dire au moment des premières défaites militaires de la guerre d'Indochine, les enjeux de celle-ci : « Ce qui est en cause, ce n'est pas tant le statut colonial lui-même que le destin dans le monde de la race blanche, et avec elle de la civilisation occidentale dont elle est le garant, le seul garant. » (in *Le Figaro* du 3 janvier 1950) 34 ans plus tard lors du trentième anniversaire de Diên Biên Phu, Bigeard résume de manière lapidaire : « C'est la race blanche qui a perdu. » (in *Libération* du 7 mai 1984) Parmi les vaincus de Diên Biên Phu se trouvent sans nul doute les suprématistes blancs qui s'affichait ouvertement pendant toute l'époque coloniale.

Les impacts sismiques de Diên Biên Phu mettent en évidence un second perdant : l'Etat français lui-même et les classes sociales

dont il défend les intérêts. La couverture médiatique de la guerre d'Indochine du début à la fin atteste de l'importance pour l'Etat français de cette colonie. La presse écrite et radiophonique mais également les « actualités » du cinéma ont tenté pendant toute la durée de la guerre de forger un consensus guerrier avec le double leitmotiv de la lutte contre le « péril rouge » et de la défense de l'empire français.

Le peuple français pour sa part n'a jamais soutenu cette guerre. Elle ne fut jamais populaire. Le mouvement contre la guerre du Vietnam fut important avec en particulier une forte mobilisation de la revue *Les Temps modernes*, du PCF et de groupes d'extrême-gauche, quelques centaines de déserteurs rejoignant les troupes vietnamiennes, des refus des dockers et cheminots de charger et transporter le matériel militaire destiné au Vietnam, des manifestations contre la guerre avec des affrontements fréquents avec les forces de police, etc. Le rapport du général Revers estime par exemple que 40 % du matériel arrivant en Indochine en 1949 était saboté. De même en février 1954 seulement 8 % des Français déclarent approuver la guerre. (Alain Ruscio, « L'opinion française et la guerre d'Indochine.1945-1954. », in *Histoire* n° 29, p. 40) L'ordre de grandeur de ces faits atteste que le peuple français ne peut pas être considéré comme un perdant à Diên Biên Phu.

Peut-on pour autant considérer Diên Biên Phu comme une victoire du peuple français ? Si nous prenons en compte que l'imaginaire colonial produit, reproduit et diffusé depuis la Troisième République fait fonction de frein à la conscientisation des clivages de classes de la société française, tous les facteurs ébréchant cet espace mental colonial sont de fait une victoire du peuple français. La question n'est pas ici celui du coût de la guerre pour le peuple français mais d'abord celui du carcan idéologique colonial qui empêche une véritable perspective progressiste. « Un peuple qui en opprime un autre, ne saurait être libre. », soulignait déjà Marx.

Contrairement à ce qui est trop souvent affirmé, l'Etat français tira les leçons de sa défaite. L'accompagnement idéologique de la guerre d'Algérie fut encore plus puissant que pendant la guerre d'Indochine et l'envoi du contingent mis en place pour impliquer le maximum de français. Malheureusement l'opposition à cette seconde guerre coloniale de la période ne fut pas comparable à celle de la première.

Ce retour en arrière n'enlève rien à la caractéristique de la bataille de Diên Biên Phu : une défaite du colonialisme, du racisme et de l'Etat français et simultanément une victoire des peuples français et vietnamiens. Nous voulons pour finir souligner une leçon de cette page d'histoire : la nécessité d'un mouvement anti-guerre s'opposant à toutes aventures néocoloniales qui se multiplient aujourd'hui.

Le temps est venu des subalternatives décoloniales.

Nacira Guénif-Souilamas

Bonsoir. Je suis heureuse de vous voir presqu'aussi nombreux à la fin de ces trois journées que vous l'étiez vendredi soir. Ça prouve que l'intensité, la persévérance, l'inspiration et la faim de pouvoir débattre, échanger et enrichir nos points de vue est toujours présente et qu'elle nous animera sans doute encore plus lorsque nous aurons quitté le Bandung au Nord au terme de ces remarquables et incroyables journées.

Ma tâche est à la fois très compliquée et d'une certaine manière assez simple, puisqu'il n'y a pas de conclusion à cette conférence. Elle est une ouverture, elle est une ponctuation dans une histoire qui nous habite depuis des décennies et qui, d'une certaine manière, constitue notre trésor collectif. Il ne s'agit pas de venir au bout de ce qui se joue ici, mais plutôt de parvenir à ouvrir sur les suites qui ont déjà été annoncées, sur toutes celles qui nous incomberont : il y a les grands rassemblements qui pourront exister par la suite, il y aura, espérons-le, d'autres Bandung ailleurs qu'à Saint-Denis. Mais ce qui est important, est de savoir en quoi chacune et chacun d'entre nous est habité par quelque chose qu'il lui faudra, qu'il ou elle s'efforcera de faire vivre désormais au-delà de ce moment, de ce tournant que constitue le Bandung au Nord.

Plutôt que de conclure, je voudrais ajouter quelques notes à ce qui a déjà été largement développé au cours de ces trois journées, de ces différentes perspectives qui ont été à la fois mises en débat et qui ont suscité à la fois des aspirations et des émerveillements. Parce qu'il faut aussi insister sur une dimension qui est trop peu rappelée, c'est le caractère d'émerveillement que peut constituer le fait de réaliser la réalité dans laquelle on se trouve : ce n'est pas juste un accablement, c'est aussi une matière à émerveillement, à comprendre enfin la situation dans laquelle nous nous trouvons, parce que collectivement nous faisons l'effort d'essayer de comprendre.

Ce qui ressort de façon massive au cours de ces journées, c'est le fait que nous ne mènerons pas nos luttes en cédant sur tout ce à quoi nous sommes constamment pressés, contraints de céder. Sur nos radicalités, sur notre intégrité, sur nos attachements, sur nos appartenances, sur notre dignité, sur notre capacité à faire

face au monde tel qu'il est, c'est-à-dire raciste, avec tout ce qu'il charrie : l'impérialisme, la colonialité, la destruction des savoirs et des écosystèmes dont ils dépendent, le capitalisme extractiviste et son corollaire, le capitalisme cognitif. Et c'est en tenant bon sur ces engagements que peut s'ouvrir la perspective de dépouiller ce monde-ci du pouvoir qu'il s'est arrogé pour opprimer, pour humilier, pour surexploiter, pour éliminer ou encore, selon d'autres manières de faire qui peuvent nous sembler moins violentes mais qui le sont sans doute tout autant, pour annexer, pour domestiquer, pour neutraliser, pour désactiver ce que nous sommes.

Cela commence donc par nous soustraire aux stratégies de divisions parmi les opprimés, les racisés, à force de promesses trahies ou d'injonction à l'intégration vouant à l'échec quiconque se laisse berner. Car l'intégration n'est rien d'autre que la réitération, reconduction du dessein colonial, absorption, digestion, dilution, destruction, sous les apparences, qui ne trompent plus personne, d'un illusoire partage de droits à égalité toujours différé pour finalement être refusé. Ce mirage a fait long feu et ne reste que la conviction forgée par l'expérience que cette ruse vise à mettre en concurrence les minorités d'ascendance migrante et / ou coloniale en leur jetant en pâture les restes d'un monde en pleine désorientation.

Mais la division ne menace pas seulement les indociles et les rétifs qui se sont sans doute retrouvés ici pendant ces trois jours, la division projette une ombre inquiétante parmi les mobilisations locales qui doivent se régénérer, précisément en sortant de la provincialisation. Ainsi nous assistons a un engouement croissant pour des luttes qui ont longtemps été menées dans l'isolement et l'hostilité. Quiconque s'est élevé contre les violences policières et les crimes racistes depuis près d'un demi-siècle peut à bon droit s'étonner de voir de nouveaux venus, auréolés d'une notoriété capitalisée dans d'autres espaces bien plus prisés et consensuels, être intronisés comme les figures de proue d'une résistance que d'autres ont initiée et incarnée dans la plus parfaite indifférence voire dans la suspicion. Sans toujours prôner la division, ces fervents convertis de l'antiracisme politique et... décolonial, si affinités, contribuent à disqualifier les principaux concernés, en ravalant leur parole à un simple témoignage. Toutes les fois où le micro tendu les crédite d'un savoir non pas tiré de l'expérience, mais supposé délivré de l'émotion et l'implication, ils oublient de se référer à leurs précurseur-e-s. Ce sont dès lors ces deux inconvénients, trop d'émotion, trop d'implication, qui sont présentés comme la conséquence fâcheuse de l'expérience de première main du racisme.

Il n'y a dès lors qu'un pas pour l'ériger en vertu et faire subir le racisme le plus ordinaire aux jeunes arabes et noirs des quartiers populaires, aux musulmanes voilées où qu'elles se tiennent, aux Rroms enfermés dans une figure multiséculaire de fauteur de trouble. Et un pas encore, pour qu'un racisme en chasse un autre et qu'il conduise des personnes qui le subissent à s'en prendre à d'autres, offrant ainsi à leurs détracteurs les fausses justifications qu'ils retourneront contre les racisés. Ceux et celles qui le subissent en sont ainsi tenus responsables, en un cercle infernal. L'intelligence collective que nous formons et cherchons à consolider peut plus que jamais se prémunir contre de telles erreurs.

C'est d'ailleurs la promesse que nous offre la sortie des frontières de l'Etat-nation replié sur ses fantômes en choisissant la transnationalisation des luttes. À commencer par faire siennes, nôtres, les causes qui nous semblent lointaines, ou étrangères. Et je finirai, de ce point de vue, sur deux dimensions qui ont été rappelées par Angela Davis lors de son allocution vendredi soir et ce qu'elle nous a généreusement offert de voir comme les perspectives qui s'ouvrent à nous. Tout d'abord faire de la lutte aux côtés des Palestiniens la lutte cardinale par laquelle toutes les autres en cours ou à venir seront propulsées vers une possible victoire. Ensuite, refuser le privilège qui pourrait nous échoir à commencer par lutter de toutes nos forces contre le privilège que constitue le fait d'être des citoyens du Nord. Parce que s'il y a bien quelque chose qui fait de nous aujourd'hui dans cette salle, que nous appartenons d'une certaine manière au Nord, c'est le fait de bénéficier du privilège d'une citoyenneté que certes nous avons arrachée, certes nous avons obtenue clandestinement, nous avons obtenue par effraction, mais dont nous bénéficions. Faisons ainsi usage de ces papiers pour en montrer les conditions d'exceptionnalité, le régime d'exception duquel ils tiennent leur valeur, par l'expulsion des irréguliers, par l'éviction de détenteurs des mauvais papiers, par la contention des exilé-e-s.

Et c'est sans doute vers cela et contre cela que nous devons aujourd'hui lutter âprement, de toutes nos forces, pour ne jamais abuser de ce qui est de fait un privilège qui nous a été octroyé, souvent au corps défendant des pouvoirs qui sont en place et ne manquerons aucune occasion de nous le faire payer: de contrôles au faciès en morts aux mains de la police, de criminalisation en procès en sorcellerie. Contre ces ruses mortifères, le temps est venu de la résistance et des subalternatives.

Vers une Internationale décoloniale

Sandew Hira

Merci !

Avant d'aborder la question de comment construire une Internationale décoloniale, je voudrais commencer par remercier tous les activistes qui ont travaillé si dur pour que se tienne cet évènement historique. Au nom de tous ceux présents dans cette salle, ainsi que de ceux qui nous regardent via internet, je veux vous remercier du fond du coeur.

Comment construire une Internationale décoloniale ?

La réponse à cette question se décline en deux points :
- Quelle est notre vision du futur ?
- Comment nous organiser pour ce futur, au niveau mondial ?

Notre analyse du colonialisme

Notre vision du futur est basée sur une analyse décoloniale du colonialisme. Le colonialisme est un système d'oppression, d'exploitation et de déshumanisation qui organise la planète en deux mondes : le monde du colonisateur et le monde du colonisé, la zone de l'être et du non-être, comme l'écrit Fanon. À l'intérieur de ces mondes, le colonisateur a organisé les relations sociales en utilisant des mécanismes tels que le genre, la sexualité, la race et la classe.

Les cinq dimensions du colonialisme

Notre vision du colonialisme est basée sur une analyse des institutions coloniales en 5 dimensions :

- La dimension économique concerne le processus de production, de distribution et de financement des biens et services de manière à ce que la richesse produite dans le monde colonisé soit transférée dans le monde colonisateur.

- La dimension politique concerne le processus de formation, d'institutionnalisation et de perpétuation du pouvoir, dans une société. Le pouvoir est l'expression du contrôle et de l'administration des Etats et des communautés.

- La dimension sociale concerne le processus des relations sociales entre les êtres humains et entre les humains et leur environnement naturel. Avant le colonialisme, les relations sociales étaient organisées sur la base de la division sociale du travail, des genres, de la religion, de l'environnement naturel et des technologies. Le colonialisme a introduit trois principes supérieurs dans l'organisation des relations sociales :

* le concept de race et d'ethnicité lié au concept de supériorité et d'infériorité des être humains
* le concept du principe d'individualisme au lieu de la société comme base d'organisation des relations sociales
* l'organisation de migrations massives basées sur les besoins d'émergence d'un ordre colonial mondial

- La dimension culturelle concerne le processus de production et de dissémination de la connaissance sur la nature et la société et de l'expression matérielle et immatérielle de ce savoir. La culture est institutionnalisée dans des institutions éducatives qui produisent la connaissance et les institutions pour la dissémination de cette connaissance. La culture est aussi institutionnalisée dans la culture matérielle (l'habillement, la nourriture, le logement, l'architecture, etc.) et la culture immatérielle (langage, art, coutumes, rituels, etc.). Le colonialisme a introduit les notions de supériorité et infériorité.

- La dimension géographique concerne le processus d'émergence d'une société globale où l'interaction entre les quatre autres dimensions s'exprime par l'interaction entre les régions, au niveau mondial.

500 ans de déclin de la civilisation humaine

Ce système de colonialisme institutionnel en cinq dimensions a été construit en 500 ans et se présente lui-même comme la Modernité, comme les Lumières, comme le progrès de l'être humain. Or, pour nous, victimes du colonialisme, pour la majorité de la population mondiale ce ne fut pas la modernité mais la barbarie, ce ne fut pas le progrès mais le déclin de la civilisation humaine.

Notre vision pour le futur

En se basant sur l'analyse d'où nous nous trouvons actuellement dans l'histoire du monde, nous articulons la vision d'une Internationale décoloniale : notre vision est de créer une nouvelle civilisation mondiale qui détruise le cadre institutionnel du colonialisme en cinq dimensions et crée un monde où l'être humain apprécie l'amour, la paix, le bien-être, le respect et la dignité dans la pluriversité et dans la diversité.

Les violences policières

Vous allez me dire : frère, on a déjà beaucoup de mal à combattre les violences policières. Pourquoi faire peser en plus sur nos épaules le poids de la construction d'une nouvelle civilisation mondiale ?

Nous adoptons une vision longue de l'histoire

Pas de stress. Nous adoptons une vision longue de l'histoire. Cela a pris 500 ans pour construire des institutions d'oppression, d'exploitation, de racisme, d'injustice et d'humiliation. Pourquoi devrions-nous nous stresser pour construire une nouvelle civilisation mondiale en 5 ans ?

Peu importe que ça prenne 50 ou 500 ans. Nous pouvons dire que, ce week-end, nous avons renoué avec une tradition de résistance qui est apparue il y a 500 ans.

La question de l'organisation

Comment s'organiser avec cette vision d'une Internationale décoloniale ? Ce concept d'Internationale est issu des mouvements socialistes où les différentes Internationales reposaient sur la formation de partis politiques de masse.

- Les leçons des différentes Internationales :

* Nous avons tiré les leçons de ces différentes Internationales.
* Nous ne voulons pas construire un type d'organisation, par ex. « Le parti politique ». Nous voulons construire des réseaux de mouvements sociaux.
* Nous ne voulons pas d'une avant-garde internationale décoloniale. Nous voulons être une arrière-garde décoloniale qui facilite, connecte et soutient les activistes des différents mouvements sociaux.
* Nous reconnaissons que chaque mouvement social opère dans des conditions différentes dans les différents pays. Le mouvement décolonial au Vénézuela traite de questions différentes du mouvement décolonial en France.
* Ils trouveront leurs propres réponses aux questions d'organisation. Ça peut être un parti politique ou un groupe de défense ou un réseau d'organisations ou de mosquées.
* Il n'y a pas une seule philosophie de libération. Il y en a plusieurs et une Internationale décoloniale doit créer des espaces pour le débat et les discussions sur ces perspectives, dans un climat de respect et de diversité.

- La question de l'organisation :

* Maintenant sur un plan pratique : comment commençons-nous à construire une Internationale décoloniale ? En utilisant les deux principes formulés par Marcus Garvey, fondateur de la théorie de décolonisation de l'esprit avec la proposition : « Personne d'autre que nous-mêmes ne peut libérer notre esprit. »
* Nous n'attendons pas le soutien des gouvernements que nous combattons.
* Nous n'attendons pas des riches capitalistes qu'ils soutiennent notre combat contre le colonialisme.

Nous le faisons nous-mêmes !

Le Réseau Décolonial International a été fondé en 2012. Mais il y a seulement deux ans, trois organisations ont décidé de mettre en commun leurs ressources pour assurer la coordination du DIN : la Commission Islamique des Droits Humains en Grande-Bretagne, dirigée par Arzu Merali et Massoud Shadjareh, le Dialogue Global, dirigé par Ramon Grosfoguel et l'Institut International pour la Recherche Scientifique aux Pays-Bas, que je dirige. Sur une échelle de mille ans, c'est notre modeste apport. Notre concept est le suivant : le combat est un sacrifice. Nous sacrifions nos ressources afin de construire une Internationale décoloniale. Si vous voulez vous engager dans la construction d'une Internationale décoloniale, mais que vous n'êtes pas prêts à sacrifier quoi que ce soit, s'il vous plaît, trouvez-vous un hobby.

Nous avons formulé trois priorités dans la construction du DIN :
* Construire une infrastructure pour la communication et l'éducation ;
* Mettre en lien les activistes autour du monde à la fois dans le Nord Global et dans le Sud Global ;
* Encourager une nouvelle culture militante avec un code d'éthique décoloniale basé sur une théorie de l'amour.

Une infrastructure de communication

Nous avons une newsletter mensuelle en anglais. Elle devrait exister dans d'autres langues coloniales telles que le français, l'espagnol, le néerlandais, mais aussi dans d'autres langues comme l'arabe, le turque, le hindi. Nous venons juste de commencer. Nous sommes déterminés à travailler, pour les 500 années à venir, avec quiconque est prêt à se sacrifier pour produire une newsletter dans d'autres langues.

Une infrastructure d'éducation

Nous avons les deux semaines annuelles de l'Université d'Eté de Barcelone sur la décolonisation du savoir, du pouvoir et de l'esprit, et celle de Grenade sur la théologie islamique de libération.
Nous construisons actuellement l'infrastructure pour une université décoloniale en ligne. Nous voulons l'étendre à une école proposant des cours de niveau enseignement secondaire.

Le problème avec l'académie

Nous avons un problème avec l'université. Les langages et l'argumentation sont parfois si complexes qu'il faudrait un doctorat pour comprendre qu'on est opprimé et humilié.
Comme on dit : n'importe qui peut rendre compliquées des choses simples. Mais il faut être un génie pour simplifier des choses complexes. Malcolm X était un tel génie. Nous devons former une nouvelle génération d'enseignants dans l'esprit de Malcolm X, qui rendent simples les choses complexes. Ils utiliseraient leur compétence pour produire du savoir pouvant être utilisé de manière pratique et pouvant être intégré à nos corpus de connaissances.

Prenons l'exemple des réparations

Nous devons présenter la facture aux colonisateurs pour 500 ans de colonialisme en utilisant leur théorie politique. C'est comme ça que ça devrait être fait.

* Si vous construisez une entreprise sur une terre qui n'est pas la vôtre, vous devez payer un loyer : 10 $US par km2 ;
* Si vous prenez des biens qui ne sont pas les vôtres, vous devez les payer : 3000 $US par kg d'or, 80 $US par kg d'argent ;
* Si quelqu'un vous fournit un travail, vous devez le rétribuer équitablement pour le service fourni : 0,01 $US par heure pour 10h pendant 313 jours travaillés par an ;
* Si vous blessez, intentionnellement ou non, un individu ou une communauté, vous devez indemniser : 1 $US par an par personne pour la souffrance humaine ;
* Si vous êtes endetté, vous devez payer des intérêts. Ce principe est accepté, économiquement et moralement, en Occident : 3% au lieu de 6%.

Modèle mathématique pour les réparations

(1) rLocation(c) = (aLocation(c) * pLocation (c))*(1+i) ^(pAnnée-cAnnée)
(2) sLocation= SUM(rLocation(c))
(3) rBien(x,c) = (qBien(x,c) * pBien(x,c)) *(1+i) ^(pAnnée-cAnnée)
(4) sBien(x)= SUM(rBien(x,c))
(5) sBien = SUM(sBien(x)
(6) rSalaire(c) = (Salaire(c) * wPerson(c))*(1+i) ^(pAnnée-cAnnée)
(7) rSalaire= SUM(rSalaire(c))
(8) rSouffranceHum(c) = (cSouffranceHum(c) * hPerson(c))*(1+i) ^(pAnnée-cAnnée)
(9) rSouffranceHum= SUM(rSouffranceHum(c))
(10) rTotal(c) = rLocation(c) + rBien(c) + rSalaire(c) + rSouffranceHum(c)
(11) rTotal = SUM(rTotal(c))

Résultat de la simulation informatique

PIB 2013: Belgium, Denmark, France, Germany, Italiy, Netherlands, Portugal, Spain, England, America : US$ 30 trillions

Résultat de la simulation informatique :
10.364 x total PIB = US$ 321 quadrillions

1 billion = 1.000.000.000
1 trillion = 1.000.000.000.000
1 quadrillion = 1.000.000.000.000.000

Votre contribution

Si vous voulez contribuer à construire une Internationale décoloniale et si vous êtes un enseignant ou un conférencier, faites un sacrifice et rejoignez-nous pour la construction d'une école de cadres décoloniaux.

Relier les militants autour du monde

Le Bandung du Nord ne peut pas exister sans lien avec le Bandung du Sud.

Une Internationale décoloniale est une plateforme pour relier entre eux les activistes et les mouvements sociaux. Une partie importante de mon temps je le consacre à parler aux activistes autour du monde et à les rassembler dans ce réseau. De ce processus j'apprends beaucoup. Laissez-moi partager avec vous un exemple.

Elelwani Ramugondo

La semaine dernière j'ai eu une conversation avec Elelwani Ramugondo de l'Université de Cape Town. 25 ans après l'abolition légale de l'apartheid en Afrique du Sud, le mouvement *Les Rhodes doivent tomber* a renversé la statue du criminel raciste Cecil Rhodes, mais l'université n'a pas été décolonisée. Elle a été évincée de la position de vice-president et, à sa place, une femme blanche américaine moins qualifiée qu'elle a été recrutée. Elle traîne l'université en justice. Elle m'a expliqué comment les postes de pouvoir se distribuent en Afrique du Sud post-apartheid. Et devinez quoi ! Quand elle a demandé à l'université de respecter le Mouvement BDS et de se désengager d'avec les institution d'apartheid en Israel, les sionistes se sont mobilisés pour empêcher sa nomination.
Une plateforme décoloniale est une plateforme pour mettre en lien de telles luttes.

Une nouvelle culture militante basée sur une théorie décoloniale de l'amour

Nous avons une théorie décoloniale de l'oppression et nous avons une théorie décoloniale de l'amour.

Je ne vais pas parler de notre théorie de l'oppression, beaucoup a déjà été dit à ce propos. Laissez-moi vous expliquer notre théorie décoloniale de l'amour.

Nous sommes des êtres humains

Dans de nombreuses théories sociales, nous sommes décrits seulement comme des acteurs de forces sociales sans volonté propre. Nous sommes soit des travailleurs, soit des patriarches. Mais nous sommes des êtres humains avec la capacité et la responsabilité de nous élever au-dessus de forces sociales qui nous influencent. Pour faire cela, nous devons reconnaître nos capacités d'aimer et de haïr. Malcolm X expliquait comment les deux sont liées. En posant la question « Qui vous a appris à vous haïr ? », il expliquait que le versant de la haine de soi est l'amour. L'amour pour notre communauté, l'amour de la vérité. Pour exprimer cet amour, nous devons avoir le courage de nous lever et de combattre.

Notre combat contre le terrorisme

Nous devons avoir le courage de combattre le terrorisme. Chaque jour nous sommes confrontés au terrorisme des médias occidentaux qui créent un climat de peur de s'élever pour la justice.

Quand ils criminalisent Hugo Chavez et la révolution bolivarienne au Vénézuela beaucoup de progressistes ont peur d'exprimer leur soutien du peuple vénézuélien. Quand les sionistes et les USA menacent de guerre l'Iran, beaucoup de progressistes sont intimidés et n'expriment pas leur soutien au peuple iranien.

Cela requiert du courage de combattre le terrorisme des médias occidentaux, qui préparent les esprits occidentaux à la guerre. Ce courage manque dans de nombreux secteurs progressistes. Nous aimons la vérité, nous devrions avoir le courage de nous élever pour la vérité.

L'éthique décoloniale

Enfin, je voudrais aborder un sujet qui doit être mis à l'agenda décolonial militant. Nous avons besoin d'un code d'éthique décoloniale qui instille en nous une attitude d'intégrité, d'honnêteté et de courage. Nous ne sommes pas surhumains, même si nos esprits sont décolonisés. Nous devrions reconnaître nos faiblesses et agir pour les rectifier.

Le genre dans le mouvement décolonial

Prenons le thème « le genre dans le mouvement décolonial ». Quand la soeur Louisa Yousfi explique la façon dont les racistes utilisent le féminisme pour diviser et affaiblir notre communauté, la réponse de militants hommes ne peut pas être « C'est bien ma sœur ! », et on passe à autre chose.

Nous devons reconnaître qu'il y a du sexisme dans notre communauté mais nous n'avons pas besoin des féministes blanches pour cela. Nous devons écouter les voix de nos mères, soeurs, épouses, amies et filles et réagir à ces voix. S'engager dans l'autocritique n'affaiblit pas nos combats. Cela nous renforce, parce que nos réactions devraient être inspirées par l'amour : l'amour pour nos mères, soeurs, épouses, amies et filles. C'est le genre d'Internationale décoloniale que nous construisons.

Prochaine rencontre

Nous allons organiser une nouvelle conférence du Bandung. Peut-être à propos du Nord, peut-être à propos du Nord et du Sud.

Pour l'instant, nous songeons aux Etats-Unis et à l'Espagne comme lieux pour le prochain rendez-vous. Ca n'arrivera pas l'an prochain, mais il ne faudra pas non plus attendre 1 000 ans. Ce sera en 2020. Nous prendrons une décision le weekend prochain et nous vous tiendrons informés.

Si vous voulez nous rejoindre pour construire une Internationale décoloniale, cliquez sur votre mobile : www.din.today

Merci et goûtez le soleil d'une nouvelle civilisation mondiale !

Déclaration collective finale

Bandung n'est plus un nom propre. Ou, plus précisément, depuis plus d'un demi-siècle, Bandung est devenu le nom de notre commun. En 1955, la Conférence de Bandung réunissait les représentants de 29 pays africains et asiatiques, fondant politiquement l'idée du tiers-monde, que l'on appelle aujourd'hui le Sud Global. Tournant le dos à l'Occident capitaliste comme au socialisme réel, cette alliance afro-asiatique se bâtit sur bien davantage que la seule géographie. Si l'Afrique du Sud de l'apartheid, l'Israël colonialiste ou la Taïwan contre-révolutionnaire en furent exclus, c'est que ce sommet annonçait un projet politique intransigeant : celui de transcender les plats réalismes géopolitiques dont les grandes puissances impériales avaient jusque-là usé pour masquer leur brutalité. Son ambition était d'unir tous les opposants au colonialisme et à l'impérialisme, en quête d'une nouvelle autonomie politique, intellectuelle et culturelle. Comme l'écrivit Frantz Fanon, « Bandung est l'engagement historique des hommes opprimés à s'entraider et à imposer un recul définitif aux forces d'exploitation ».

Au Nord, cet appel inspira. Les noirs américains, notamment, s'émurent de l'avenir qu'on leur proposait : « Les méprisés, les insultés, les blessés, les dépossédés… en bref, c'étaient les opprimés de la race humaine qui se rassemblaient. La conscience de classe, de race et de religion se manifestait à l'échelle mondiale. », écrivit Richard Wright, qui assista aux débats. Malcolm X y vit un modèle. La capacité des anciens colonisés à se rencontrer, malgré leurs différences, autour d'une lutte primordiale contre la suprématie blanche, devait inspirer la diaspora noire ; elle nous anime encore.

Mais le temps passa. Au printemps de Bandung, encore acquis à la stratégie de la non-violence qui offrit à l'Inde son indépendance, succéda l'été des conflits armés. Son implacable soleil éclairait l'Algérie, le Cameroun, l'Angola, le Mozambique. La Conférence Tricontinentale de 1966 en écrivit la chronique, attisant le feu des luttes. Mais la contre-révolution ne tarda pas, et nous voilà de nouveau au cœur de l'automne, non, de l'hiver colonial. Le néocolonialisme, stade ultime de l'impérialisme, s'est endimanché, prenant l'allure raisonnable des institutions internationales : FMI, Banque Mondiale. Sous le nom d'ajustement structurel, elles orchestrent un chantage néolibéral qui s'est acharné à mettre les États du Sud à genoux, pour le plus grand profit des capitalistes occidentaux et des élites compradores.

Dans le même temps, les apôtres des guerres impérialistes n’ont pas hésité à exhumer la vieille notion de « guerre juste » pour mieux fonder la rapacité des empires du Nord sur le mirage de l’humanitarisme.

Celles et ceux qui s’exilent vers l’Occident, cherchant à fuir ces dévastations innombrables, sont entravés par des murs, des checkpoints, des milices fascistes et des gardes-frontières qui ne le sont pas moins. Le racisme d’État n’a cessé de se réinventer, dans la hâte et l’épouvante, face à l’inéluctable pourrissement intellectuel, économique et politique de l’Europe et de l’Amérique blanches et chrétiennes. La violence répressive cyclique, cynique, qui s’abat sur les grévistes, protestataires, manifestants et émeutiers est aujourd’hui l’ultime preuve d’une impuissance politique, bandant les muscles de ses flics, incapable d’endiguer une rébellion devenue chronique.

C’est irrémédiable : les pays d’Europe ne sont plus eux-mêmes. Les empires ont rêvé de se confondre avec le monde tout en demeurant blancs et ont réalisé leur rêve armes à la main. Ils sont allés planter leurs racines en Afrique, en Amérique, en Asie, mais ont cru pouvoir préserver leur homogénéité nationale-raciale, déjà douteuse. C’était méconnaître que l’enfant né du viol d’une esclave ne partage pas les traits du maître. Dans les pays du Nord, la diversité raciale est aujourd’hui la norme. La politisation de cette condition nouvelle représente un inestimable enjeu. Cela implique de penser la rencontre de populations hétérogènes, mais liées par des intérêts communs : les peuples autochtones qui, dans toutes les Amériques, continuent à lutter pour leur souveraineté ; les « vieilles » diasporas, descendantes d’esclaves transbordés depuis les côtes africaines ; les nouvelles diasporas postcoloniales, liées notamment à l’exploitation capitaliste ou à l’exil politique et social. De ces nouveaux damnés de la terre, projetés par l’histoire au cœur des empires blancs, le Bandung du Nord veut faciliter le dialogue.

Si ces voix sont indispensables, c’est que le *statu quo* politique dans lequel nous sommes actuellement incarcérés est invivable. Les fascismes ne proposent aucune sortie de l’hiver néolibéral, mais bien plutôt une intensification de ses versants les plus mortifères. L’insensé projet d’un capitalisme dans un seul pays, qui ne bénéficierait qu’à une seule race, générera de nouveaux apartheids et des nettoyages ethniques en quantité. Pour autant, aurons-nous le luxe de nous contenter de l’offre politique des gauches actuelles ? En France, en Espagne, en Italie, en Belgique, la stratégie populiste n’a su rassembler ses électeurs qu’au prix d’un retour enivré à des drapeaux nationaux encore souillés du sang de nos ancêtres et à des harangues chauvines que ces anciennes métropoles coloniales ont accueilli dans l’extase. Tout un pan de cette gauche-là, négationniste du racisme d’État, n’envisage son unité qu’au prix de l’exclusion des minorités raciales et surtout des intérêts sociaux dont elles sont porteuses. Leur traitement xénophobe des questions religieuses et migratoires en est la preuve exorbitante.

Car elles sont les plus familières de la violence et des mensonges dont sont capables les États dits démocratiques, il appartient aux diasporas non blanches d’y frayer de nouvelles voies politiques. Il faut, pour y parvenir, fonder une internationale décoloniale. Ses trois principaux axes seront la lutte contre les racismes d’État qui nous condamnent à la mort sociale ; la lutte contre l’impérialisme qui a fait du capitalisme, de l’extractivisme et des guerres de conquête la loi du monde ; et, enfin, la dissolution des idéologies de la modernité, qui nous condamnèrent à vivre dans les rêves pervers et irréalisables de la suprématie blanche. En 1955, la Conférence de Bandung donna corps et voix à des peuples qui constituaient la majeure partie du monde. Poursuivant cette œuvre inachevée d’humanisation, le Bandung du Nord annonce l’aube d’un nouveau soleil.

Qu’il calcine le monde ancien et nous voie reparaître, intouchés, au milieu des empires en ruine.

VENDREDI 4 MAI 2018

BANDUNG DU NORD — DU 4 AU 6 MAI 2018 — BOURSE DU TRAVAIL DE SAINT-DENIS
9-11 RUE GENIN, 93200 SAINT-DENIS — METRO SAINT-DENIS – PORTE DE PARIS

18h30 OUVERTURE AU PUBLIC

Sihame Assbague

19h30 POURQUOI UN BANDUNG DU NORD ?

PLÉNIÈRE

Sandew Hira (Pays-Bas) — **Qu'est-ce que le DIN ?**

Mireille Fanon Mendès-France — **D'un Bandung à l'autre, du Sud au Nord, comment construire une rupture décoloniale ?**

Houria Bouteldja & Ahmad Nougbo — **Comme Fanon, accomplir notre mission.**

Ramón Grosfoguel (États-Unis) — **Une Internationale Décoloniale fondée sur la théorie décoloniale.**

Angela Davis (États-Unis) — **Une lutte sans trêve.**

22H30 FIN DE LA SOIRÉE

SAMEDI 5 MAI 2018

BANDUNG DU NORD — DU 4 AU 6 MAI 2018 — BOURSE DU TRAVAIL DE SAINT-DENIS
9-11 RUE GENIN, 93200 SAINT-DENIS — METRO SAINT-DENIS – PORTE DE PARIS

9h30 RACISMES INTRA-COMMUNAUTAIRES

OU COMMENT LES COMBATTRE ET CONSTRUIRE UNE ALLIANCE STRATÉGIQUE ENTRE LES COMMUNAUTÉS

FORUM

Norman Ajari — **La négrophobie arabe et la question de la souveraineté.**

Saïd Bouamama — **Les « racismes intercommunautaires »**
Origines, instrumentalisations et repères pour les combattre.

Sebijan Fejzula (Espagne) — **Nous, pour nous-mêmes**
Vers une émancipation décoloniale Rrom.

Leo Takeuchi — **L'équation asiatique.**

Michèle Sibony — **Vers une figure juive décoloniale.**

Boubacar Diop (Sénégal) — **Haine de l'autre, haine de soi**
À qui profite le crime ?

12H30 FIN DU FORUM

SAMEDI 5 MAI 2018

BANDUNG DU NORD — DU 4 AU 6 MAI 2018 — BOURSE DU TRAVAIL DE SAINT-DENIS
9-11 RUE GENIN, 93200 SAINT-DENIS — METRO SAINT-DENIS – PORTE DE PARIS

13h30 COMBATTRE L'ÉTAT POLICIER ET LE RACISME A L'ÉCHELLE DES PAYS DU NORD

PLÉNIÈRE

Fred Hampton Junior	**Le cas états-unien.**
Amal Bentounsi	**Le cas français.**
Safa Chebbi (Québec)	**Le cas québécois.**
André-Yanne Parent (Québec)	**Féminicides policiers au Québec.**
Arzu Merali (Grande-Bretagne)	**Le cas britannique.**
Nordine Saidi (Belgique)	**Le cas belge.**
Ibrahim Bechrouri	**Lois anti-terroristes, surveillance et répression des musulmans.**
Redouane Ikil	**Racisme et acharnement judiciaire : mon expérience.**
Saïd Bouamama	**Qu'est-ce que le racisme d'État ?**

15H30 FIN DE LA PLÉNIÈRE

SAMEDI 5 MAI 2018

BANDUNG DU NORD — DU 4 AU 6 MAI 2018 — BOURSE DU TRAVAIL DE SAINT-DENIS
9-11 RUE GENIN, 93200 SAINT-DENIS — METRO SAINT-DENIS – PORTE DE PARIS

15h30 LES EFFETS DU RACISME SUR LES FÉMINITÉS ET LES MASCULINITÉS OPPRIMÉES.

COMMENT LES ARTICULER ET LES COMBATTRE ENSEMBLE ?

FORUM

Vanessa Thompson (Allemagne)
Luttes intersectionnelles décoloniales
Vers une abolition de la colonialité.

Ismahane Chouder
Féministe et musulmane
Pourquoi c'est si dur ?

Azzedine Badis
Eunuque ou violeur
Le devenir homme indigène en Occident.

Franco Lollia
Racisme et hypervirilité
Le cas du rap.

Louisa Yousfi
Marcher sur un fil et ne jamais tomber
Stratégie pour un féminisme décolonial.

Françoise Vergès
Pour un féminisme politique à l'ère du fémonationalisme.
Repolitiser la « question des femmes »

Paola Bacchetta (États-Unis)
Les effets dévastateurs du colonialisme sur le genre et la sexualité

19H00 FIN DU FORUM

SAMEDI 5 MAI 2018

BANDUNG DU NORD — DU 4 AU 6 MAI 2018 — BOURSE DU TRAVAIL DE SAINT-DENIS
9-11 RUE GENIN, 93200 SAINT-DENIS — METRO SAINT-DENIS – PORTE DE PARIS

20h00 COMBATTRE L'IMPÉRIALISME

PLÉNIÈRE

Élie Domota (Guadeloupe)
Les Antilles françaises
Terres d'exploitation coloniale.

Amzat Boukari
Complémentarités panafricaines
Invincibilité des vaincus et division des vainqueurs.

Youssef Boussoumah
La libération de la Palestine ne sera pas totale sans la libération de l'Afrique.

Muntadhar al-Zaidi (Irak)
La chaussure
Arme de destruction massive.

22H00 FIN DE LA PLÉNIÈRE

DIMANCHE 6 MAI 2018

BANDUNG DU NORD — DU 4 AU 6 MAI 2018 — BOURSE DU TRAVAIL DE SAINT-DENIS
9-11 RUE GENIN, 93200 SAINT-DENIS — METRO SAINT-DENIS – PORTE DE PARIS

10h00 VERS UNE NOUVELLE CIVILISATION

DÉPASSER LE PARADIGME DE LA MODERNITÉ

FORUM

Norman Ajari
L'Europe sans l'Empire
Un avenir décolonial.

Hatem Bazian (États-Unis)
Moderniser l'Islam ou islamiser la modernité ?
Une fausse alternative.

Abdourahmane Seck (Sénégal)
Une certaine France et son « problème musulman »
Diagnostic et prescription depuis les « nouvelles colonies » de l'Afrique et de ses diasporas.

Hourya Bentouhami
« Je ne suis pas raciste, mais… »
Les antinomies de la raison raciste moderne.

12H30 FIN DU FORUM

DIMANCHE 6 MAI 2018

BANDUNG DU NORD — DU 4 AU 6 MAI 2018 — BOURSE DU TRAVAIL DE SAINT-DENIS
9-11 RUE GENIN, 93200 SAINT-DENIS — METRO SAINT-DENIS – PORTE DE PARIS

14h00 QUELLES ALLIANCES AVEC LA GAUCHE ?

FORUM

Omar Slaouti — **Des luttes de l'antiracisme politique aux mouvements de grève**
Les conditions de l'alliance avec la gauche anti-libérale.

Houria Bouteldja — **Progressisme de gauche ou « régression féconde » décoloniale ?**
Dépasser le dilemme.

Élie Domota — **Commémoration de mai 68 et oubli de mai 67 en Guadeloupe.**

Quim Arrufat (Espagne) — **Nationalisme catalan et internationalisme décolonial**
Quelles articulations ?

Stella Magliani-Belkacem — **Antiracisme politique : année 0.**

12H30 FIN DU FORUM

DIMANCHE 6 MAI 2018

BANDUNG DU NORD — DU 4 AU 6 MAI 2018 — BOURSE DU TRAVAIL DE SAINT-DENIS
9-11 RUE GENIN, 93200 SAINT-DENIS — METRO SAINT-DENIS – PORTE DE PARIS

17h30 VERS UNE INTERNATIONALE DÉCOLONIALE ?

PLÉNIÈRE *Ludivine Bantigny* **L'anti-impérialisme de mai 68**
Quel héritage aujourd'hui ?

Saïd Bouamama **Diên Biên Phu**
Une défaite de l'État français, une victoire du peuple français ?

Nacira Guénif **Bilan de Bandung du Nord.**

Sandew Hira **Vers une Internationale décoloniale.**

19H00 MOTS DE LA FIN AVEC TOUS LES PARTICIPANTS